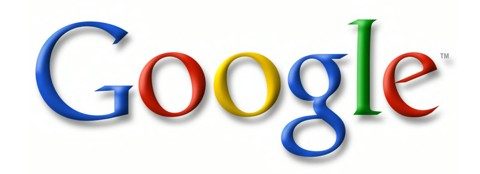
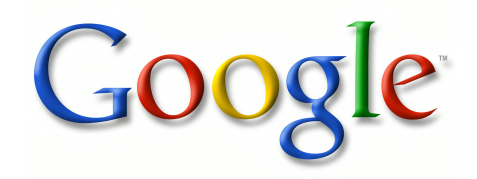
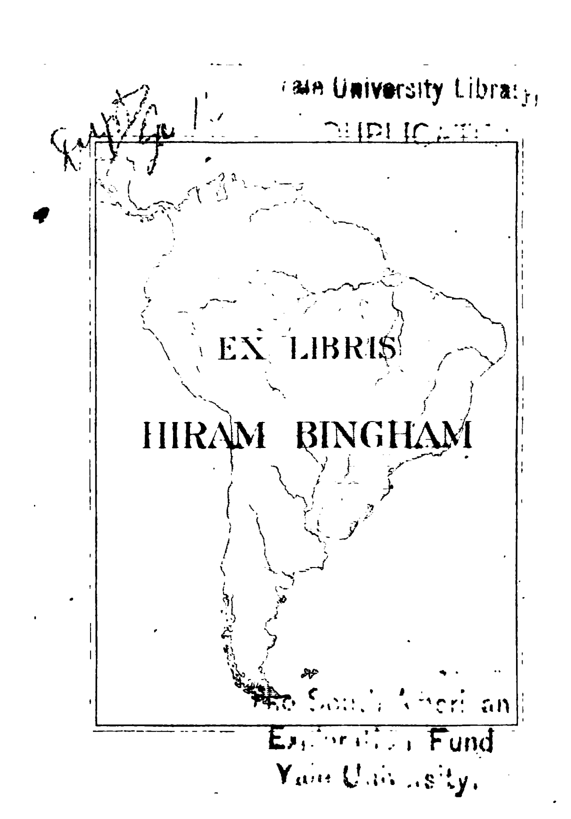
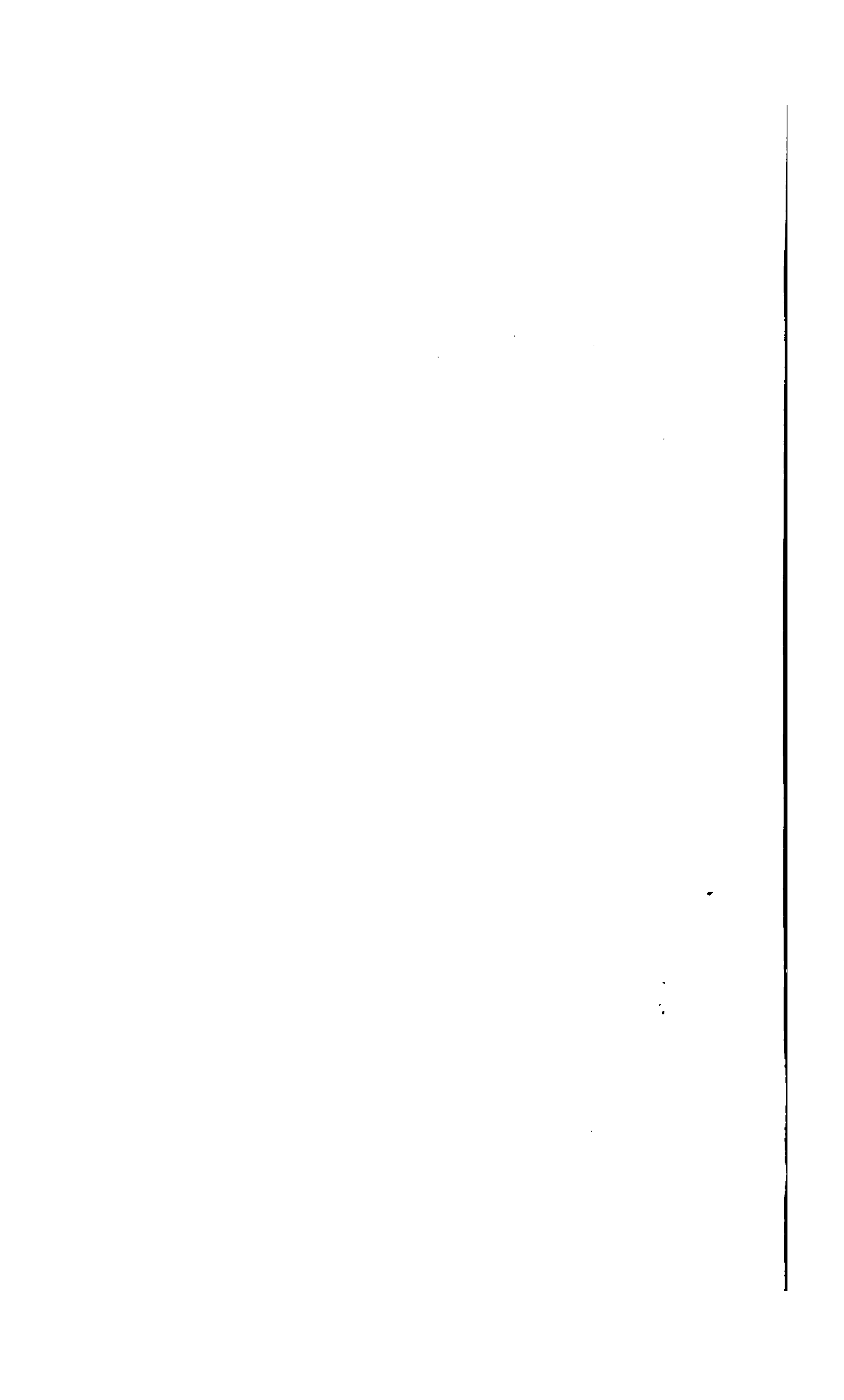



Google


NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 08158337 3


EX LIBRIS
HIRAM BINGHAM



HISTOIRE

DE

LA RÉVOLUTION D'ESPAGNE

EN 1820,

PRÉCÉDÉE D'UN APERÇU

DU RÈGNE DE FERDINAND VII, DEPUIS 1814,

ET D'UN PRÉCIS

DE LA RÉVOLUTION DE L'AMÉRIQUE DU SUD;

PAR CH. L.....

Charles Lazare Laumier

> Nunquam libertas gratior extat
> Quàm sub rege pio.
> (CLAUDIEN).

PARIS,

CHEZ { PLANCHER, LIBRAIRE, RUE POUPÉE, n° 7;
LEMONNIER, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS, n° 29.

1820.

DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

Un grand évènement vient de se passer sous nos yeux. L'Espagne vient de conquérir encore une fois sa liberté ; les fers qu'elle a brisés n'étaient ni moins lourds, ni moins humilians que ceux dont un vainqueur étranger avait naguères chargé ses mains généreuses, et ces fers cependant n'ont pu arrêter ses efforts, et la liberté est sortie triomphante des efforts du despotisme.

Ce sont les calamités dont les Espagnols ont été six ans les victimes, qui ont amené le régime constitutionnel sous lequel ils ont le bonheur de vivre ; le mal a produit le bien, sans qu'on ait pu prévoir qu'une si étrange cause dût faire naître un jour un aussi sublime effet.

Si, en 1814, le roi Ferdinand VII eut, en rentrant dans ses états, adopté et proclamé lui-même la constitution que ses peuples avaient faite ; s'il eut repoussé les partisans des anciennes doctrines, et fermé l'oreille à ceux qui lui disaient que la nation désirait qu'il régnât à la manière de ses augustes ancêtres, il est douteux que la liberté se fût établie en Espagne sans dispute et sans opposition ; les gens habitués à l'ancien ordre de choses, ceux qui en retiraient des distinctions, des priviléges ou des exemptions, auraient vu avec chagrin un régime qui, établissant une égalité parfaite entre les divers citoyens de l'état, les forçait, pour parvenir aux distinctions, de chercher dans leur mérite et dans leurs services, les moyens qu'ils trouvaient auparavant dans la faveur de la cour et le prétendu droit de leur naissance. Les hommes que la constitution

dépouille des droits chimériques et onéreux qu'ils se sont attribués ou qu'ils ont obtenus de la faiblesse des anciens rois d'Espagne, eussent opposé des résistances et formé peut-être autant de conjurations pour replacer le despotisme sur son trône odieux, que les patriotes en ont formé pour faire triompher une sage et constitutionnelle liberté.

Le despotisme a régné; ses partisans en ont joui dans toute sa pureté, ils en ont vu les effets, et ils en ont bientôt maudit le retour; ils le voulaient pour eux-mêmes, ils en ont été les premières victimes. Toutes les classes de la société, également opprimées et gémissant sous un joug qui pesait sur toutes les têtes, ont accueilli, avec un plaisir égal, les cris de liberté que l'Andalousie fit la première entendre.

Dans l'état où étaient les choses, un changement de système, une révolution était nécessaire à l'Espagne; son sol fécond, mais en friche, appelait, pour le cultiver, les bras d'une foule d'individus qui allaient obscurément s'ensevelir et végéter dans des cloîtres; sa population presqu'épuisée demandait que le célibat y fût proscrit, et que des alliances nombreuses entre les citoyens donnassent à l'état de nombreux soutiens; les finances du royaume, taries dans toutes leurs sources, demandaient qu'une classe industrieuse et commerçante tirât un parti lucratif des produits que les agriculteurs obtenaient de leur sol, et fît refluer dans la péninsule une partie des riches métaux qu'elle a pendant si long-temps répandus dans l'Europe. La manière dont régnaient les augustes ancêtres de Ferdinand VII n'était, en aucune manière, propre à produire ces effets salutaires; une longue expérience du passé en donne la preuve manifeste. Il fallait donc remplacer cette ancienne manière par une nouvelle, autrement un royaume déjà tombé dans la dégradation eût été bientôt rayé tout-à-fait du nombre des puissances de l'Europe.

La révolution d'Espagne a rencontré peu d'oppositions, et

cela devait être ainsi ; le peuple la demandait, par la certitude intime qu'elle était nécessaire ; les autres classes ont dû se soumettre ; d'ailleurs elles ne pouvaient pas offrir de longues et efficaces résistances.

Toutes les provinces de l'Espagne n'ont pas, à la vérité, le même intérêt à ce que la révolution se consolide et s'affermisse, car quelques-unes d'entre elles seront forcées de faire le sacrifice de plusieurs privilèges qui ne sont pas communs aux autres provinces. Ceci demande une explication.

Quand les Africains eurent fait la conquête de la péninsule espagnole, les anciens possesseurs de ce pays, retirés dans un coin du royaume, ne s'étendirent que par degrés, par une patience à toute épreuve et des efforts continus. Chaque province que les Maures avaient conquise et érigée en royaume, en faveur d'un chef particulier, jouissait de quelques privilèges, immunités ou exemptions, que son maître lui avait accordés, pour l'accoutumer à un joug étranger ; ces privilèges étaient plus ou moins étendus, selon que le nouveau maître était plus ou moins généreux, et que les sujets conquis étaient plus ou moins dociles. Les princes chrétiens, en dépossédant l'un après l'autre chacun des souverains mahométans, ne voulurent pas imposer aux habitans des provinces qu'ils réunissaient à leur couronne, des lois plus dures que celles qu'ils recevaient des princes maures qui les avaient gouvernés ; non-seulement ils maintinrent les privilèges que ceux-ci avaient accordés, mais en ajoutèrent quelquefois de nouveaux ; en consultant aussi leur générosité et la docilité des peuples.

Il suit de là que l'Espagne n'était pas dans toutes ses parties assujétie au même régime ni administrée par les mêmes coutumes. Des provinces avaient des lois particulières plus favorables à leur liberté et à leur industrie, que telle autre dont elles n'étaient souvent séparées que par une rivière. Il

y a même telle ville d'Espagne qui jouissait d'une liberté plus grande sous l'ancienne constitution du royaume, que ne sera celle dont elle jouira sous la nouvelle, et qui, par conséquent, sera obligée d'en sacrifier une partie à l'égalité politique que l'on a établie partout. Les villes dont les coutumes sont si favorables aux habitans, n'ont rien à gagner au nouveau régime, et, au contraire, y perdront; il n'est point à craindre, malgré les sacrifices qu'il leur faudra faire, qu'elles apportent le plus léger obstacle à l'établissement de la constitution; elles renonceront volontiers, pour le bien commun et général de toute la péninsule, aux droits particuliers dont elles jouissaient.

La charte constitutionnelle, que les Espagnols viennent de proclamer et de jurer pour la seconde fois, paraît modelée sur les diverses constitutions qui nous ont régis et sur les décrets organiques qui les complétaient. Celle de nos constitutions, avec laquelle la charte espagnole a le plus de ressemblance, est celle de 1791. Les Espagnols ne font pas précéder leur loi suprême d'une déclaration des droits de l'homme, ainsi que l'avaient fait nos législateurs d'alors; mais les principes que ceux-ci proclamaient, en tête de leur ouvrage, se trouvent appliqués dans le cours de la constitution espagnole. Ainsi que nous, les Espagnols n'ont qu'une chambre législative qui a, dans le *veto* royal, un contre-poids que l'on a trouvé suffisant, et qui n'a pas empêché le pouvoir royal de succomber en France.

L'article 129 qui déclare que les députés aux cortès ne pourront accepter aucun emploi à la nomination du roi, ni solliciter aucun avancement, sauf celui auquel leur rang d'ancienneté leur donne le droit de prétendre; l'article 130 qui leur défend d'obtenir pour eux, ou solliciter pour d'autres, pendant leur députation, et un an encore après leur sortie des cortès, aucune pension ou décoration à

la nomination du roi, a pour but d'avoir une assemblée vraiment nationale et inaccessible, autant qu'il se peut, aux moyens de séduction que le gouvernement pourrait employer contre ses membres. Cette excellente idée n'est point dans notre constitution de 91, mais l'assemblée constituante l'avait conçue, l'avait adoptée pour elle-même, sans cependant en faire un principe général de législation.

Un décret du 26 novembre 1789 déclara qu'aucun membre de l'assemblée nationale ne pourrait faire partie du ministère. Le 26 février 1790, un décret défendit à tout membre de la même assemblée d'accepter aucune place ou don du gouvernement.

Plus tard, l'assemblée constituante redoubla de précautions, croyant assurer d'autant plus son indépendance, qu'elle éloignerait davantage les moyens de séduction que le gouvernement a toujours à sa disposition. Trois nouveaux décrets vinrent appuyer et corroborer les deux précédens. Par le premier, du 23 septembre 1790, il fut décidé que les membres de l'assemblée nationale ne pourraient être commissaires du roi près les tribunaux, que quatre ans après la législature; par le second, du 7 avril 1791, aucun député à l'assemblée nationale ne put entrer dans le ministère, que quatre ans après la législature dont il avait fait partie. Le lendemain 8 avril, croyant ne pas avoir encore assez fait, l'assemblée nationale défendit à tous les députés de recevoir aucune grâce du pouvoir exécutif, pendant le même espace de temps.

L'assemblée nationale, en voulant atteindre le but, l'avait certainement dépassé; ses décrets privaient, pendant quatre ans, le gouvernement d'une foule de citoyens excellens, dont les conseils et les lumières pouvaient être d'une grande utilité à la chose publique, et plongeaient dans l'obscurité et dans l'oubli des talens supérieurs que la tribune avait souvent fait éclore et remarquer.

Les Espagnols n'ont pas jugé qu'il fût nécessaire de mettre un intervalle aussi long entre la sortie d'un membre de l'assemblée nationale et son habileté à occuper toutes les fonctions publiques, et je crois qu'ils ont eu raison ; quel député, indigne de la confiance du peuple, pourrait vendre son suffrage au prix d'un emploi ou d'une pension qu'il ne pourra recevoir que long-temps après, d'un ministre qui ne se souviendra plus de ses promesses, quand il n'aura plus besoin de lui, et qui souvent même aura été remplacé par un autre, qui ne s'inquiétera guères des engagemens clandestins de son prédécesseur ? Un an suffit pour amener bien des changemens dans une cour et annuller bien des marchés, et, pendant un an seulement, le peuple espagnol sera privé des services de ceux de ses députés que leur patriotisme lui aura rendus chers.

Par l'article 181 les cortès doivent exclure de la succession (à la couronne) l'individu ou les individus incapables de gouverner ou qui ont commis un acte par lequel ils méritent de perdre la couronne.

Si une bonne loi ne fixe pas bien dans quel cas un individu est incapable de porter la couronne, et quels sont les actes qui entraînent l'exclusion, voilà une vaste porte ouverte à toutes les dissensions civiles, et le monarque à la merci de la première assemblée séditieuse qui voudra s'établir son juge. Nous ne continuerons pas plus loin cet examen; la constitution espagnole mérite d'être étudiée dans toutes ses parties, et ce n'est ici ni la place ni le moment de nous livrer à cette étude.

Je crois devoir entretenir un instant mes lecteurs du livre que je leur présente. Mon ouvrage, fait avec des matériaux souvent insuffisans, n'est peut-être pas, dans toutes ses parties, aussi complet qu'il devrait l'être et que j'aurais voulu le rendre; mais je n'ai pas toujours eu la faculté de me procurer tous les moyens d'exécution qui m'étaient nécessaires. Cependant

je n'ai rien épargné pour connaître la vérité, j'ai consulté des témoins oculaires, j'ai eu des entretiens avec des hommes qui avaient pris une part active, à la plupart des évènemens que je rapporte.

Les secours que j'en ai obtenus m'ont mis à même de relever une erreur assez importante qui est moins la mienne que celle des auteurs que j'ai consultés. Je dis, page 27, que le président des cortès se présenta devant le roi Ferdinand à son entrée en Espagne et lui tint le discours qui commence par ces mots : «Prince une déplorable crédulité.... etc.» et que je copie littéralement. Ce fait, qui a passé pour certain en France et que plusieurs écrivains ont répété l'un après l'autre, est faux, et le discours que l'on fait adresser au roi par le président des cortès est apocryphe.

La vérité est que les cortès d'Espagne ne furent point admis devant le roi, quand il rentra dans ses états. Le général Elio, gouverneur de Valence, avait mis à sa disposition vingt mille hommes qu'il avait sous son commandement, et, fort de ces troupes, le roi avait donné l'ordre de dissoudre l'assemblée nationale. Le cardinal de Bourbon, président de la régence, à l'instant où il remit le pouvoir aux mains de Ferdinand VII, lui tint un discours à-peu-près semblable à celui qu'on prête au président des cortès, et ce sont, sinon ses paroles, du moins les sentimens qui les animaient, qu'on a mis mal à propos dans la bouche du président d'une assemblée déjà proscrite et dont la dissolution fut consommée par le général Eguia et quatre commissaires sous ses ordres, la nuit du 10 au 11 mai 1814.

Le respectable M. Corrady, ancien secrétaire des cortès, avec qui j'ai eu l'honneur de converser sur mon ouvrage et que je regrette de n'avoir pas connu plus tôt, m'a mis à même d'expliquer ce que l'on entend en Espagne par *la pierre de la constitution*. On a cru en France que la *pierre de la consti-*

tution était un monument public, élevé pour rappeler un grand évènement; la manière dont j'en ai parlé, pouvait le faire croire au lecteur, ainsi que je l'ai un instant cru moi-même ; voici la vérité là-dessus.

Quand les cortès eurent en 1812 proclamé la constitution, un décret ordonna de donner, à la place principale de chaque ville d'Espagne, le nom de *place de la constitution* : une pierre indicative, portant ces mots, fut placée contre les maisons qui formaient cette place ; l'appareil avec lequel on plaçait cette pierre, la matière plus ou moins précieuse que l'on employait pour cette inscription était autant de signes auxquels on reconnaissait l'attachement des habitans pour le nouvel ordre de choses. A Sarragosse, *la pierre de la constitution* fut en marbre précieux ; les caractères qu'on y grava furent dorés ; elle fut mise en place, à la vue de toute la population et des troupes, avec beaucoup de cérémonies.

En 1814, *les pierres de la constitution* furent abattues partout, et les places reprirent leurs anciens noms. En 1820, lorsque les troupes nationales se furent insurgées, *les pierres de la constitution* furent replacées dans toutes les villes qui se déclaraient pour elles ; c'est cette pierre que les officiers de Madrid voulaient relever, lorsqu'ils trouvèrent des soldats qui les empêchèrent de le faire.

HISTOIRE

DE

LA RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

LIVRE PREMIER.

SECTION PREMIÈRE.

Règne de Ferdinand VII, de 1814 à 1820.

Un peuple généreux, après avoir, par des efforts héroïques, délivré son pays du joug de l'étranger, replacé sur son trône un souverain que la fortune en avait précipité, tombe tout à coup dans un esclavage mille fois plus cruel que celui qu'aurait pu lui imposer le vainqueur le plus orgueilleux. Le despotisme abaisse sur lui sa main de fer, et son front qu'il élevait vers le ciel avec une juste fierté, est forcé de se courber devant une foule de tyrans domestiques et de courtisans d'autant plus jaloux, qu'ils n'ont rien fait pour la cause nationale. Six ans entiers on abreuve d'humiliations une population généreuse, on comprime dans son cœur ulcéré tous les nobles sentimens auxquels elle dut sa délivrance,

sa liberté et l'honneur de relever le trône d'un Bourbon ; on la rattache à la chaîne antique qu'elle a brisée ; on ajoute de nouveaux fers à ceux qui avaient pesé déjà sur elle. Tel est le tableau qu'offrait l'Espagne il y a trois mois. Du fond de l'Andalousie un cri se fait entendre ; les échos de la péninsule le répètent, les provinces espagnoles y répondent, une grande nation se lève avec majesté, réclame les droits qu'elle a si chèrement conquis, les fait reconnaître et proclamer par le souverain qui les méconnut trop long-temps ; tel est le spectacle que l'Espagne offre aujourd'hui.

Ce grand évènement doit être un long sujet de méditation pour les hommes chargés du gouvernement des autres ; il prouve que l'espionnage, l'exil, les supplices, les baïonnettes étrangères n'étoufferont jamais ce sentiment impérieux qui emporte les nations vers la liberté. Un gouvernement oppressif, habile dans la science du despotisme, peut bien à la vérité reculer la catastrophe qui amènera l'émancipation d'un grand peuple ; mais cette catastrophe n'en est pas moins infaillible, inévitable : puisse-t-elle s'opérer partout d'une manière aussi pacifique qu'elle s'est opérée en Espagne !

Les partisans des doctrines anciennes, les admirateurs des maximes surannées disent tous les jours que les nations européennes sont travaillées d'une fièvre révolutionnaire. Il y a bien quelque chose de

vrai dans cette assertion, mais non pas dans le sens que ces messieurs l'entendent. Certes, aucune nation ne désire l'anarchie, et ne veut la ruine de son gouvernement; mais toutes veulent voir apporter, dans les maximes d'état, les changemens et les modifications que les progrès de la civilisation et des lumières rendent nécessaires; toutes veulent être gouvernées par des lois librement consenties par elles-mêmes, et ne plus dépendre des caprices d'une cour vénale ou de ceux d'un souverain égaré par des flatteurs intéressés et corrompus. Que les maîtres du monde viennent donc au devant du besoin général, qu'ils pensent que le gothique édifice du moyen âge ne convient plus à des nations éclairées et vieillies; qu'ils se décident à convenir que les peuples sont quelque chose, et qu'il est temps enfin de les laisser jouir des droits que la nature leur a concédés en les réunissant.

La révolution d'Espagne faite et consommée en trois mois, sans effusion de sang et presque sans tumulte, ce concours unanime du peuple et de l'armée est aussi pour les nations un sujet de méditation bien important. C'est ainsi qu'il convient à un peuple généreux de réclamer ses droits. Se livrer à des excès, à des réactions, exercer des vengeances, est gâter la plus belle cause que les hommes puissent avoir à défendre.

Quand un peuple, affranchi d'une tutelle tyran-

nique, s'est assuré une suite de jours heureux, il doit oublier qu'il a souffert et ne plus vivre que dans l'avenir dont il a fait naître l'aurore.

Les révolutions s'opéreraient toutes ainsi, si elles étaient toutes, comme en Espagne, le résultat d'une volonté générale. Le peuple, que l'on a tant de fois et si calomnieusement comparé à un tigre que l'on déchaîne, n'est ni cruel, ni affamé de vengeances; il regarde rarement en arrière, et le bonheur du moment lui fait vîte oublier les peines de la veille; nous en voyons tous les jours l'exemple; il manifeste sa volonté d'une manière énergique, et ne devient redoutable qu'en raison des résistances qu'on lui oppose. Dans notre pays, la révolution commença d'une manière imposante, je dirai même majestueuse. Le soleil n'avait pas encore éclairé un spectacle pareil à celui que présentait la France alors. Un peuple tout entier uni de sentimens et d'amour à un roi généreux qui, sentant les besoins de ses sujets, se faisait un bonheur de les prévenir, et comptait comme son plus beau titre celui de restaurateur de la liberté, qui voyait la nécessité de replacer sur de nouvelles bases et de composer de nouveaux élémens, un édifice qui tombait en ruines, de part et d'autre, de la loyauté, de la bonne foi, un amour pur pour la patrie et pour la liberté : telle fut l'aurore de notre révolution.

Depuis...... Il faut bien en convenir, elle devint farouche, sanguinaire; semblable à l'inflexible S

turne, elle dévora tous ses enfans..... Qui fit naître les excès, qui en est comptable à la postérité?....... De nombreux privilégiés que la révolution faisait rentrer dans la classe des autres citoyens poussèrent des cris d'épouvante; l'orgueil blessé prit les armes et opposa une résistance inutile et criminelle; l'aristocratie osa élever des doutes sur la sincérité du roi; des germes de mort fermentèrent de tous côtés. Entouré d'ennemis au dehors, menacé au dedans par une foule de conspirateurs puissans encore quoique déchus, le peuple enthousiasmé d'une liberté qu'il venait de conquérir, dont il jouissait à peine et qu'on menaçait de lui ravir, se crut tout permis pour la conserver; il se leva avec fureur, et, pour justifier la comparaison que j'ai rapportée plus haut, semblable à un tigre à qui on montre la chaîne qu'il vient de briser, il mit en pièces les imprudens qui lui présentaient des fers.

A Dieu ne plaise que je me rende l'apologiste des excès qui ont souillé la révolution française, que je cherche même à les excuser. Point de doute que le salut public n'ait servi de prétexte à bien des vengeances particulières, que bien des passions basses et viles, pour se satisfaire, ne se soient couvertes du manteau sacré du patriotisme; mais je pense que, sauf quelques désordres rares, isolés, impossibles à prévenir dans un mouvement pareil, la révolution française se fût opérée avec autant de calme et de

dignité que celle d'Espagne, si on ne lui eût pas opposé de criminelles résistances.

Les Espagnols seraient impardonnables à jamais, si les moindres excès souillaient la sainteté de la cause qu'ils défendent; ils ont beaucoup souffert, sans doute, mais ils n'ont point rencontré de résistances, ou plutôt celles qu'on a cherché à leur opposer ont été ou paralysées ou nulles; leur roi, dès l'instant qu'il a vu volonté générale se manifester d'une manière unanime, s'est empressé d'y obéir; les vieux conseillers, qui avaient abusé de son inexpérience et de sa jeunesse, ont été éloignés de sa cour; les partisans des idées libérales, tirés des cachots et des bagnes où la tyrannie les avaient plongés, ont été replacés à la tête des affaires; les cortès sont convoqués; tout donne lieu de croire que Ferdinand VII a adopté avec franchise les principes constitutionnels, et qu'ils serviront de base pour tous les actes futurs de son administration.

Aujourd'hui qu'un nouvel ère va commencer pour les Espagnes, que les peuples de la péninsule, si long-temps en arrière des lumières européennes, se sont placés, tout à coup, au premier rang de la civilisation, l'histoire des instans qui ont précédé, amené et consommé le grand œuvre de leur régénération politique, ne peut être que d'un intérêt puissant pour les nations voisines. Cette lutte des

vérités nouvelles contre les préjugés anciens, les idées généreuses proscrites; poursuivies, et cependant se propageant secrètement en dépit des fers et des bourreaux, faisant tout à coup une explosion générale, et changeant en trois mois la face d'un grand royaume, tout cela forme un concours d'évènemens aussi neufs qu'instructifs, et ce sont ces évènemens dont nous offrons le récit au public.

Nous croyons nécessaire de reprendre les choses d'un peu haut, et de chercher dans les évènemens passés la cause de ceux qui les ont suivis; en conséquence, nous prendrons l'Espagne au retour de Ferdinand dans ses états, nous suivrons le jeune monarque dans les six années d'administration qui ont précédé la révolution de 1820, et nous ferons voir comment les conseillers perfides d'un roi sans expérience l'ont amené à opprimer une nation si digne de la liberté qu'elle avait conquise, et comment de l'excès de l'oppression et des maux est sortie tout à coup la félicité générale.

Malgré sa résistance et ses efforts, l'Espagne avait succombé sous l'épée d'un vainqueur, ses provinces étaient conquises, un roi étranger était assis sur le trône de Charles-Quint, et l'Europe toute entière avait reconnu le maître que Bonaparte avait donné à l'Espagne.

Un petit nombre d'Espagnols de la vieille roche,

qui se souvenaient qu'il avait fallu sept cents ans de persévérance et de combats pour expulser les Maures des pays qu'ils avaient envahis, ne désespérèrent jamais du salut de leur patrie; dispersés en un point, ils se réunissaient sur un autre, se retiraient devant les armées étrangères, et couraient dans une autre province relever les esprits et entretenir le feu sacré de la liberté.

Par une persévérance inexprimable, l'ardeur des patriotes espagnols semblait s'accroître aussitôt qu'un désastre venait les frapper; une défaite rehaussait leurs espérances, et ce fut quand il ne leur restait presque plus rien de leurs anciennes possessions et que le royaume paraissait livré pour jamais à une puissance étrangère, qu'ils s'occupèrent à changer la forme de son gouvernement et à lui donner une constitution. Une commission, nommée par les cortès, présenta cet important ouvrage, qui fut adopté et proclamé à Cadix le 19 mars 1812.

Renfermés dans la ville de Cadix, les cortès et la régence que la junte centrale avait nommés avant sa dissolution, en proclamant ainsi un acte constitutionnel à la vue des baïonnettes ennemies, et, pour un royaume qui n'était plus en leur pouvoir, semblaient commettre une fanfaronade aussi vaine que ridicule; d'un point inaperçu de la péninsule, vouloir régénérer et gouverner un état dans lequel un

étranger régnait en maître, paraissait un acte de démence.

L'évènement prouve cependant que les cortès et la régence n'avaient pas trop présumé de la persévérance des Espagnols et de la haîne qu'inspirait la domination étrangère. Deux ans changèrent la face des affaires; des succès partiels étendirent les limites dans lesquelles étaient resserrés les patriotes espagnols, et la coopération puissante des Anglais les servit avec efficacité; Bonaparte, forcé, après le désastre de Moscou, de retirer ses troupes et de les remplacer par de nouvelles levées, affaiblit ainsi les moyens qui lui restaient d'assurer sa conquête et rehaussa le courage et les espérances des Espagnols, enfin les Français, écrasés par le nombre de leurs ennemis que neuf ans de guerre avaient rendus des rivaux dangereux, cédèrent en combattant toujours, avec valeur mais sans succès, et l'Espagne se trouva bientôt libre.

Après avoir délivré le sol de leur patrie, et rendu ses peuples à la liberté, les Espagnols devaient, pour assurer leur repos, réorganiser un gouvernement que l'invasion étrangère avait détruit et remplacé par un autre qui venait de tomber avec les appuis qui le soutenaient. Certainement, une nation qui par ses propres efforts avait chassé les étrangers, reconquis ses droits méconnus et usurpés, pouvait bien se regarder comme s'appartenant à elle-même;

si les partisans des vieilles pratiques osaient dire qu'un peuple peut être la propriété d'un individu ou d'une famille, quand cette famille ou cet individu abandonne son peuple à lui-même, après l'avoir vendu à l'étranger, qu'il reste spectateur de ses efforts sans les seconder par les siens, il perd infailliblement son droit de propriété, si jamais il en eut; et le peuple, qui a su se conserver lui-même, rentre évidemment dans tous ses droits, si rien a jamais pu les lui faire perdre. Tout pacte, tout traité entre les Espagnols et la famille régnante était rompu par le fait de l'invasion étrangère et de l'abdication de Ferdinand, qui en avait été la suite.

Si une nation ne tenait pas de la nature le droit de régler les conditions auxquelles une famille régnera sur elle, les Espagnols l'avaient conquis, ils leur appartenaient d'une manière sacré, ils l'avaient payé de leur sang.

Les cortès espagnols, en proclamant une constitution, n'ont donc rien fait qui outre-passât leurs pouvoirs; ils avaient le droit, en rappelant Ferdinand sur le trône de ses ancêtres, d'exiger de lui la jouissance de leur liberté et la répression des abus que le temps et les lumières du siècle avait signalés dans la vieille monarchie espagnole. La constitution des cortès se sent des circonstances qui l'ont vue naître; le peuple, jouissant à peine de sa liberté, et jaloux d'un bien qu'il avait acquis au prix

de dix ans de combats meurtriers et de sacrifices inouis, crut devoir s'en assurer la possession par des précautions sans nombre. L'autorité royale fut resserrée dans des limites tellement étroites que le roi constitutionnel d'Espagne, environné d'honneurs, de prérogatives honorifiques, n'a pas un pouvoir réel. La suprématie accordée à la religion catholique et romaine, l'exclusion de tout autre culte est une concession faite aux idées anciennes et qui dépare un acte fait dans beaucoup de ses parties pour servir de type et de modèle aux constitutions à venir.

Le gouvernement espagnol vint se fixer à Madrid, et la constitution des cortès y fut mise à exécution. La régence jeta un coup d'œil sur l'intérieur du royaume, et trouva tout dans le désordre et la confusion inséparables des évènemens qui venaient de se passer; une population qui avait été autrefois de 30 millions d'âmes, diminuée et réduite à 8 ou 9 millions, dispersée sur un terrain fertile mais presqu'en friche; point de commerce ni d'industrie; une armée aguerrie et valeureuse mais sans ordre, sans discipline, et composée de parties étrangères que ne rapprochait entre elles aucun nœud central; une marine anéantie, une dette nationale immense, des finances épuisées et point de crédit public.

La régence fit tout ce qu'il était possible de faire dans de pareilles circonstances; après avoir porté les regards sur les diverses branches d'administra-

tion et y avoir introduit les améliorations que le moment rendait nécessaires et possibles, elle s'occupa des finances, si négligées, si délabrées, et qui pourtant méritent si particulièrement l'attention du gouvernement.

L'Espagne, au sein de laquelle viennent s'écouler les trésors du Mexique et du Pérou, est le royaume le plus pauvre de l'univers. La facilité d'arracher à un sol étranger des trésors fictifs a fait négliger les véritables richesses d'un état, les produits de son territoire et de son industrie, et l'ancienne Bétique, si renommée autrefois par son opulence, est peuplée aujourd'hui d'une nation bien estimable sans doute, mais en proie aux premiers besoins, paresseuse par habitude, sobre par paresse, et dont la moitié fait l'aumône à l'autre.

Le mauvais état des finances et les besoins de l'Etat ont, dans les temps, fait créer un papier monnaie, appelé *valès realès*, dont le cours est autorisé par la loi. Il en fut d'abord émis pour une somme égale aux revenus de la couronne qui furent hypothéqués pour leur remboursement; on y attacha un intérêt de 4 pour 100, et les créanciers de l'état furent contraints de les recevoir pour valeur nominale. Plusieurs fois la parole royale garantit le paiement de ces obligations. Une garantie si positive et si solennelle engagea beaucoup de capitalistes à en acheter pour employer utilement leurs fonds; la

cour, séduite par la facilité que lui présentaient des valeurs qu'elle créait elle-même, se livra à des prodigalités; il fallut se procurer de l'argent; on mit en circulation de nouveaux *valès*; ils tombèrent au-dessous de leur valeur nominale, et bientôt la cour, qui forçait les créanciers de les recevoir pour cette même valeur nominale, ne voulut plus elle-même les recevoir qu'au cours de la place, et, en discréditant ainsi son propre papier, le fit tomber tout à fait.

Pour rétablir le crédit, et donner quelque valeur au papier royal, on eut l'idée de créer une caisse d'amortissement et de retirer peu à peu de la circulation les valès dont la place de Madrid était surchargée, et dont on ne faisait aucun cas. Cette caisse fut richement dotée; on lui assigna des biens ecclésiastiques, quelques personnes firent des dons, on établit quelques droits sur des objets de consommation, elle commença ses opérations, et le crédit public parut un moment renaître. La caisse eut encore ceci d'avantageux, de rendre à l'agriculture et au commerce d'immenses domaines que les gens d'église laissaient en friche. Tout paraissait revivre quand tout périt encore une fois. Les fonds de la caisse d'amortissement furent employés à un autre usage; une partie fut dissipée par le roi, une autre par la reine et son favori Sodon, le reste prêté à des aventuriers qui le perdirent dans des entreprises hasardeuses.

La caisse d'amortissement, dépouillée de ses capitaux, fut forcée d'interrompre ses opérations, et les valès tombèrent encore une fois dans le discrédit. Sur ces entrefaites, arriva la révolution de 1808; le crédit public fut tout à fait anéanti pendant les troubles qui suivirent cette année, et jusqu'en 1812. Les cortès, malgré la position violente dans laquelle ils se trouvaient, entreprirent de refaire un crédit à la nation espagnole, et essayèrent de recréer la caisse d'amortissement.

Cet établissement fut donc replacé sur ses anciennes bases, et pour la même destination. Pour remplacer les sommes qui avaient été dissipées par le roi Charles et ses favoris, les cortès affectèrent les biens de l'inquisition et ceux des ordres religieux qui se trouvaient supprimés par la constitution.

Les valès royaux se relevèrent dès l'instant où l'établissement de la caisse d'amortissement eut reçu la sanction des représentans de la nation; la confiance que le peuple avait dans les cortès porta la valeur des valès de 20 à 30 pour 100.

Enfin Bonaparte, vaincu à Léipsick, ayant besoin de reformer une nouvelle armée pour s'opposer à l'invasion dont la France était menacée, bien persuadé d'ailleurs qu'il ferait des efforts inutiles pour établir son frère sur le trône d'Espagne, prit le parti de donner la liberté à Ferdinand, et de le rendre à une population qui l'appelait à grands

cris. Les troupes françaises furent retirées d'Espagne où elles occupaient encore quelques places, et Ferdinand rentra dans ses états.

Le jeune roi y fut reçu avec des transports de joie unanimes; sa jeunesse, l'intérêt qui s'attache à de grandes infortunes, le nom de ses ancêtres, tout se réunit dans le cœur des Espagnols pour faire à leur monarque une réception digne d'eux et de lui. Enfin les Espagnols possédaient celui pour qui ils avaient si long-temps et si vaillamment combattu; ils venaient de proclamer une constitution libérale; ils voyaient commencer pour eux et leurs descendans dix siècles de prospérité.

Les pouvoirs de la régence finirent à l'entrée de Ferdinand en Espagne; les membres qui la composaient rentrèrent dans la condition privée. Les cortès qui partageaient l'enthousiasme de la nation pour Ferdinand se rappelaient les fautes qu'il avait autrefois commises, et sentaient le besoin de le prémunir contre les dangers qui allaient environner son inexpérience et sa jeunesse. Le président des cortès se présenta devant lui à son entrée en Espagne, et lui prononça ce discours :

PRINCE,

« Une déplorable crédulité vous a fait descendre du trône où vous étiez monté prématurément par

la pusillanimité de votre père, qui avait perdu la confiance de la nation.

« Les circonstances de cet évènement ont été marquées par les scènes scandaleuses qui ont déconsidéré votre famille. Votre perte a failli entraîner celle de la nation, et elle n'a dû son salut qu'à son courage et à sa persévérance.

« Les calamités qu'elle a éprouvées sont inouies, et la patrie est encore en deuil pour les sacrifices généreux qu'elle a faits dans la cause de son indépendance.

« La nation, qui est restée debout au milieu de ses ruines, pourrait se donner pour chef celui de ses guerriers qui a le plus vaillamment défendu sa liberté, ou celui de ses magistrats qui a le plus courageusement soutenu ses droits. La reconnaissance lui en fait un devoir, et peut-être que le désir de sa conservation lui en fait un besoin. Cependant, fidèle à ses sermens plus qu'à la voix de son intérêt, elle replace sur votre tête cette couronne qui en était tombée, et qu'elle a su reconquérir pour vous et sans vous. Ne perdez jamais de vue que vous ne devez cette couronne qu'à la générosité nationale, et que votre vie entière et celle de vos descendans n'auront jamais assez de durée pour vous acquitter envers elle. La patrie ne met à votre autorité d'autres limites que celles qui sont posées par la charte constitutionnelle que ses représentans ont adoptée.

Le jour où vous les franchiriez, le pacte solennel qu'elle forme aujourd'hui avec vous serait rompu, et vous deviendriez vous-même sujet de la loi dont vous êtes devenu l'organe.

« Régnez, prince; consolez la patrie des maux qu'elle a soufferts pour vous et par vous, et employez l'autorité qu'elle vous remet à cicatriser ses plaies. Il n'est aucun sacrifice par lequel elle ne soit encore disposée à vous seconder dans cette noble entreprise.

« Que le ciel protège et prolonge vos jours autant qu'ils seront consacrés à la prospérité nationale. »

Ferdinand ne parut point choqué de la noble fierté de cette harangue, il accueillit les cortès et leur président avec bonté, et promit de se renfermer dans les bornes que la constitution lui imposait.

Si Ferdinand, fidèle à la promesse qu'il fit alors, eût tenu la parole qu'il donnait à la nation espagnole, cette même nation qui venait de le conquérir eût été la plus heureuse de la terre, et Ferdinand le roi le plus aimé qui jamais ait porté une couronne.

Quels que soient les évènemens qui sont survenus depuis, tout porte alors que Ferdinand était de bonne foi, et que, s'il s'est écarté si violemment des devoirs qu'il s'était imposés, sa faute est celle de ses conseillers plus que la sienne.

A peine arrivé à Madrid, Ferdinand, par un décret du 4 mai 1814, convoqua les cortès. Cet acte

remplit la nation espagnole de satisfaction ; elle voyait que son roi voulait tenir la parole qu'il avait donnée et n'user que du pouvoir que la constitution lui avait accordé ; ces espérances et cette satisfaction ne durèrent pas long-temps.

Quand Ferdinand rentra en Espagne, malgré le désir unanime de la nation de le voir sur le trône de la monarchie, différens partis se partageaient le royaume. Le plus nombreux, qui était celui qui soutenait la constitution et les cortès, fut appelé le parti des *libérales*. Un petit nombre, qui avait tenu au gouvernement du roi Joseph et qui de son nom était appelé celui des *josephinos*, formait le second, se tenait à l'écart et ne demandait rien ; enfin un troisième, composé des amis des vieilles institutions et nommé le parti des *serviles*, entoura le jeune roi, et ce fut malheureusement dans cette faction que Ferdinand choisit ses conseillers et ses ministres.

Les *serviles* ne tardèrent pas à changer toutes les bonnes dispositions que Ferdinand avait apportées en Espagne. Ils lui débitèrent ces maximes perverses, si flatteuses pour l'orgueil et si propres à faire des tyrans et des despotes, que les rois sont établis de droit divin, qu'ils sont tout et que les peuples ne sont rien, que les peuples sont créés pour les rois, qui ont le droit de les gouverner selon leur bon plaisir, et qu'une nation qui ose proposer un contrat à son maître et en exiger des garanties est une nation

rebelle qui mérite d'être châtiée par le fer et le feu; que la constitution qui avait posé des limites à son pouvoir était un attentat à la souveraineté qu'il tenait de Dieu, et n'était d'ailleurs que l'œuvre d'un petit nombre de révoltés que la nation désavouait. Le général Elio donna le premier l'exemple d'une aveugle soumission aux volontés du roi en le priant à Valence de *vouloir bien régner à la manière de ses augustes ancêtres*.

Ces insinuations firent malheureusement trop d'impression sur l'esprit de Ferdinand. Le jeune roi écouta avec facilité des conseils agréables aux dépositaires du pouvoir toujours jaloux d'en jouir dans une plénitude illimitée. En conséquence les cortès ne furent point réunis et la constitution fut anéantie.

Le roi d'Espagne, pour régner *à la manière de ses augustes ancêtres*, avait rappelé autour de lui tous les conseillers qui, six ans plus tôt, avaient déjà égaré sa jeunesse; il rétablit les corporations religieuses que la constitution avait détruites, releva l'affreux tribunal de l'inquisition et rouvrit ses cachots homicides; les domaines qui étaient affectés à l'amortissement de la dette publique étant rendus à leurs anciens propriétaires, et la caisse d'amortissement dépouillée une seconde fois, les valès tombèrent de nouveau dans le discrédit.

Les partisans de la constitution ne virent pas sans frémir ces attentats à la charte qu'ils avaient pro-

clamée; ils en comprirent de suite la conséquence; ils élevèrent la voix; on fit entendre au roi que leurs justes réclamations étaient des cris de révolte. Une main de fer tomba sur eux; les uns furent emprisonnés, d'autres fusillés, d'autres envoyés aux *présides* de Ceuta, un grand nombre furent exilés.

En vertu de l'amnistie générale on s'occupa à rechercher et à poursuivre les partisans peu nombreux du roi Joseph. Des hommes qui avaient reconnu et servi une autorité reconnue de toute l'Europe, l'Angleterre exceptée, qui avaient la parole de Ferdinand, furent pourchassés comme des bêtes féroces, et, pour éviter la mort, contraints d'abandonner leurs foyers et leur patrie.

Des chefs de guerillas qui avaient contribué par leur valeur à la délivrance de leur pays, et que par reconnaissance les cortès avaient placés dans les rangs de l'armée, en furent ignominieusement chassés, et furent forcés de céder leurs grades à des soldats d'antichambre.

Les membres des cortès qui avaient fait et proclamé la constitution furent traités comme des révoltés, et leur patriotisme fut puni par l'exil, la mort ou les fers.

Une telle conduite de la part d'un gouvernement qui avait promis toute autre chose jeta l'étonnement et la terreur dans les esprits, toute d'Espagne se crut la proie d'une bande de loups affamés. Ferdi-

nand qu'on dit être un prince fort doux, qui a prouvé qu'il suffirait de lui enseigner la manière de faire le bien pour qu'il l'adoptât, fût ainsi emporté par des courtisans perfides, hors de son caractère et de son inclination.

L'aveuglement et l'ingratitude du parti qui dominait à la cour étaient tels qu'aucune considération, aucun service ne furent respectés; les vrais Espagnols étaient dans la terreur et l'épouvante; à peine un petit nombre conservait quelque espoir.

Le général Espoz Y Mina qui avait cru la tranquillité de l'Espagne assurée par le rétablissement du trône de Ferdinand, et qui avait si valeureusement combattu dans la Navarre pour la cause royale, fut outré de la conduite du roi, et ne put dissimuler son ressentiment. Il se lia avec quelques officiers de son opinion; de concert avec eux et son neveu qui périt plus tard dans le Mexique, il quitta Madrid en 1814, et, à la tête de quatre bataillons, il essaya de surprendre la ville et la citadelle de Pampelune, pour y publier la constitution et en faire le centre d'un mouvement insurrectionnel. Mina échoua dans cette entreprise, par suite de l'opposition de ses officiers, à qui il n'avait pas dévoilé tous ses projets. Forcé de faire retraite, il entra en France, où il jouit long-temps du rang et des appointemens de maréchal-de-camp. Le gouvernement espagnol fit plusieurs fois des tentatives pour obtenir son ex-

tra-tradition; mais la France, fidèle au caractère de loyauté qui la distingua toujours, se refusa constamment à une lâcheté qui l'eût flétrie. Nous verrons Mina plus tard rentrer dans sa patrie, pour y servir encore la liberté.

Le fameux chef de guérillas, Don Juan Martin el Empecinado, né dans une classe obscure, avait, par ses services et sa valeur, mérité le grade de maréchal-de-champ. Ce brave homme voyait avec douleur la fausse marche que suivait le ministère espagnol: il ne crut point devoir soulever les provinces, mais il se décida à une démarche souvent plus dangereuse qu'une rebellion ouverte; il entreprit d'éclairer Ferdinand sur ses véritables intérêts. Au milieu de l'effroi général, voici ce que, le 12 février 1815, il écrivait au roi:

« Sire,

« Flatter les rois n'est point une chose difficile; mais leur dire la vérité sans encourir leur disgrâce, c'est là ce qu'on ne voit pas souvent. Toutefois, à diverses époques et dans plus d'un pays, il s'est trouvé des princes qui, sincèrement animés du désir de rendre leurs sujets heureux, écoutèrent avec bienveillance et même favorisèrent ceux qui, au lieu de jeter un voile officieux sur les erreurs de l'autorité suprême, eurent le courage de les révéler avec une noble

franchise, pour en obtenir la réparation; ce n'est pas sans crainte de déplaire à V. M. que je viens aujourd'hui me jeter à ses pieds, non que je puisse douter un seul instant des voeux ardens de V. M. pour le bonheur de son peuple, et de son intention formelle de tout mettre en usage pour y parvenir, mais parce que les personnes qui entourent son trône ont captivé de telle manière son esprit, que ce qui n'est en moi que l'expression fidèle de mon amour pour mon prince et pour mon pays, sera interprété comme le langage de la passion ou le calcul d'une coupable intrigue. Cependant la renommée de bon Espagnol que j'ai acquise par mes services, le titre de fidèle serviteur dont V. M. a daigné m'honorer elle-même, et le zèle dont je fais preuve par ma démarche actuelle pour la conservation et la gloire de mon souverain, me rassurent sur toutes les interprétations de ces esclaves de cour dont le style m'est étranger. Le danger dans lequel je vois V. M. me fait regarder comme un devoir sacré de l'en prévenir; je dis les choses suivant la portée de mon esprit, telles que je les conçois; je ne puis voir d'autre remède que l'adoption d'un système opposé à celui qui a été suivi jusqu'à ce moment.

« Au sortir de sa longue captivité, V. M. revint au milieu de nous, et tous les Espagnols se félicitèrent de voir leurs voeux accomplis, et le prix de tant de glorieux sacrifices honorablement atteint. Aussitôt

accoururent pour s'emparer de l'esprit de V. M. la plupart de ces grands d'Espagne qui avaient antérieurement brigué les faveurs de Godoy, hommes nuls, qui n'ont servi de rien pendant la guerre passée, qui restèrent oisifs dans les murs de Cadix, de Ceuta, ou de tel autre endroit à l'abri de l'événement, jouant un rôle honteusement passif, tandis que leurs concitoyens succombaient par milliers dans une lutte généreuse, ces grands d'Espagne, Sire, étaient pourtant presque tous militaires; et l'on sait qu'ils ne furent d'aucune utilité à la nation, qu'ils pouvaient servir soit de leurs personnes, soit avec leurs immenses revenus.

« Et que se proposaient-ils en accourant les premiers autour de V. M.? Était-ce pour lui parler de leur amour pour sa royale personne? Non, sans doute; ils n'en avaient pas donné des preuves dans l'occasion la plus critique. Etait-ce pour lui exposer avec franchise et sincérité l'état de la nation? Pas davantage; car s'ils eussent rempli cette tâche sacrée, nous n'aurions pas tant à gémir aujourd'hui.

« Sire, je dois dire à V. M. toute ma pensée. Ce qu'ils firent, ce fut de surprendre V. M. par des insinuations perfides, et de mettre le monarque à la tête d'un parti qui est le leur, pour satisfaire leurs vengeances particulières. Ils fermèrent les yeux sur les maux dont la nation allait être accablée, cette nation à laquelle ils n'avaient servi que d'embarras

dans la crise dont elle était glorieusement sortie.

« Sire, quant à moi, je n'ai appartenu à aucun de ces partis qui, sous le nom de *libéraux* et de *serviles*, se sont livrés à des discussions insignifiantes, et Dieu me préserve de jamais leur appartenir ! Mais si le hasard m'eût placé près du trône de V. M., voici ce que j'aurais osé lui dire :

« Sire, quand V. M. fut entraînée en France par la plus noire perfidie qui jamais ait été commise, la nation resta livrée à elle-même dans une anarchie complète, à laquelle le seul désir de venger une pareille insulte (et ce désir fut universel) put donner enfin une direction salutaire, quoiqu'à la vérité pour ainsi dire inespérée. Or, après ce but de vengeance, alors unanime, qu'y a-t-il donc d'étonnant que le roi étant absent de son royaume, notre roi à qui seul nous étions tenus d'obéir, il s'élevât parmi nous une foule d'opinions politiques différentes les unes des autres ? Les idées des hommes et leur manière de voir varient suivant les individus ; deux opinions parfaitement identiques seraient un phénomène ; et si ce phénomène était possible, il resterait encore à savoir si deux individus professant la même opinion formeraient aussi le même plan, et voudraient employer les mêmes moyens pour atteindre leur but. Ce principe évident une fois admis, peut-on me faire un crime de ne pas penser comme un autre, et de ne pas voir les choses de la même

manière? Non, Sire, V. M. ne doit se souvenir du temps de sa funeste absence, que pour admirer la valeur de ses sujets, les sacrifices qu'ils s'imposèrent plutôt que de reconnaître d'autre souverain que V. M. Toutes les fautes qui ont pu être commises à cette époque méritent indulgence, parce que nous restâmes comme des enfans privés de leur père, des orphelins sans tuteur. Que V. M. monte sur le trône de ses ancêtres, sur ce trône où tous les Espagnols, depuis le premier jusqu'au dernier, n'ont pas cessé d'appeler Ferdinand; et de cette hauteur majestueuse, daignez, Sire, leur adresser ces paroles :

« Mes enfans, je reconnais vos services; les maux « que vous avez soufferts à cause de votre fidélité « pour moi, je veux les réparer et contribuer à votre « bonheur, de tous mes moyens. Pour atteindre ce « but, commençons par oublier tous les ressenti- « mens nés des circonstances malheureuses où cha- « cun s'est trouvé; plus de partis, plus de divisions, « ni de catégories : soyez sûrs que je vais m'occuper « tout entier à vous rendre heureux; unissez-vous « à moi, j'ai besoin de votre appui, de vos lumiè- « res. Hommes éclairés de l'Espagne, vous ne serez « plus persécutés comme vous le fûtes jusqu'à ce « jour : proposez-moi des vues utiles..... Je veux « surmonter les obstacles qui nuisent au bien-être « de la nation, quelque puissans que ces obstacles « soient par leur nature. Je ne veux plus de favoris

« qui vous tourmentent; mes ordres seront toujours « conformes à la justice; l'opinion et la volonté de « mes sujets seront toujours consultées. »

« Après ce discours, que V. M. descende de son trône, et nous reçoive tous dans ses bras; qu'elle nous accorde à tous une égale protection, tous les cœurs voleront au-devant du monarque, l'Espagne sera heureuse au-dedans, respectée au-dehors.

« Tel eût été le conseil que j'aurais donné à V. M., si une circonstance propice m'eût appelé auprès d'elle.

« Mais qu'ont obtenu ceux qui ont conseillé un système contraire? La perte de l'Amérique a été consommée. Les colons déjà exaspérés ont été poussés à bout. On leur a fourni de justes prétextes, en jetant dans les cachots leurs représentans ou députés, qui, pour la plupart, étaient des hommes environnés d'une considération populaire; la ruine d'une multitude de familles dans les deux hémisphères, voilà la conséquence de cette politique inexorable : les uns ont à déplorer la perte d'un époux, les autres celle d'un père; celle-ci est privée d'un fils, celle-là d'un frère; toutes, soit en Espagne, soit en Amérique, ont à gémir sur la mort de quelqu'un des leurs, et les victimes enfermées dans les cachots sont aujourd'hui si nombreuses qu'il a fallu employer la ressource scandaleuse de transformer les monastères en maisons de réclusion.

N'eût-il pas mieux valu, Sire, que les auteurs

d'un système aussi contraire à la dignité, aux intérêts de V. M., aux lois de l'humanité et de la saine politique, fussent attachés au poteau avec une chaîne de fer qui leur serrât la gorge? car ces misérables, pour satisfaire leurs passions particulières, ont compromis l'honneur de V. M. Les gazetiers étrangers, les ennemis de la nation, ne cessent de prodiguer les sarcasmes les plus violens contre votre auguste personne. Que V. M. daigne pardonner la franchise de mes paroles; il m'est impossible de me contraindre quand je vois des courtisans de cette espèce exposer ainsi la gloire de mon prince et de mon pays.

« Que V. M. daigne un moment jeter les yeux sur ses finances. Quel chaos! c'est un labyrinthe plus impénétrable que celui de Crète. Ceux qui s'y jettent, s'y perdent irrémissiblement. Ils ne sauraient jamais s'en tirer; la complication, l'obscurité y est telle, que s'il était possible qu'un ange du ciel vînt se charger de ce ministère, ou il serait obligé de renverser d'abord l'édifice actuel de fond en comble, ou il se trouverait aussi embarrassé que tous ceux qui en ont été successivement chargés.

« La nation espérait que V. M. arrivant au trône après avoir été témoin du désordre dans lequel se trouvait surtout cette branche essentielle de l'administration sous le règne précédent, elle en changerait le système, d'autant mieux que le plus fort de

l'ouvrage était fait. Mais ce n'est pas sans étonnement que nous avons vu le fameux décret qui rétablissait les choses sur l'ancien pied de 1808.

« Si de tout temps les écrivains espagnols n'avaient pas déclamé contre les vices de l'administration dont le système est encore suivi, les fléaux qui en sont la conséquence nécessaire, et qui retombent sur l'agriculture, le commerce et les arts, je chercherais ici à éclairer moi-même V. M. sur cette administration déplorable; quoique ma profession militaire soit étrangère à cette sorte de discussion, je me bornerais à faire connaître à V. M. les inconvéniens majeurs et les maux qu'il est impossible de nier. Mais je prendrais une peine superflue à répéter des vérités qui sautent aux yeux de tout le monde. C'est pour cela que le bien de V. M. exige impérieusement que la nation soit réunie; que les cortès soient convoqués, ainsi que V. M. l'a promis par son décret du 4 mai 1814: si V. M. s'y refuse, je ne sache pas qu'il y ait un moyen de se tirer de l'embarras actuel. Il n'est pas raisonnable d'espérer la réussite d'aucun emprunt tant soit peu considérable, parce que le gouvernement d'aujourd'hui est frappé du même discrédit que l'ancien, parce qu'il s'est privé de toutes les ressources importantes qui étaient déjà sous sa main et avec lesquelles il était possible de faire honneur aux obligations de l'état.

« Les chapitres ecclésiastiques, qu'ont-ils fait pour

répondre aux faveurs dont les a comblés Votre Majesté en supprimant à leur bénéfice les décrets des cortès le 25 janvier 1811 et 16 juin 1812, et les délivrant par là de toute contribution sur leurs dîmes? Lorsque Votre Majesté leur a demandé un emprunt, à cause des besoins urgens du trésor public, en leur offrant en hypothèque pour le remboursement le produit des droits de neuvième et des maisons privilégiées (*noveno y escusado*), on a vu seulement quelques églises offrir une avance de 17 millions de réaux (4 millions 250 mille francs), sur lesquels ils ont à peine fourni le quart, tandis que les produits de leur hypothèque s'élevaient à une somme bien supérieure; puisque l'excédant qui résulte en leur faveur est de près de 75 millons de réaux, pour ces églises seulement qui ont eu l'air de se prêter aux besoins de l'état : il y a de simples citoyens qui feraient des offres infiniment plus avantageuses; et la partie de la nation éclairée gémit de ce contraste scandaleux.

« La restitution de leurs biens aux communautés religieuses aurait dû se borner à l'absolu nécessaire des moines existans, et dont le concours est indispensable pour aider les curés dans l'exercice de leurs fonctions. Le reste de ces biens devait appartenir à la dette publique. Il eût été convenable de réserver pour le même objet certaines dignités ecclésiastiques vacantes, ainsi que V. M. avait daigné l'annoncer à l'égard des bénéfices et prébendes ordinaires.

« Les habitans des provinces sont dévorés de procès, dont la source vient des divisions intestines qu'ont laissées les partis. Au lieu de chercher à couper la racine du mal, on l'a fomenté indirectement, en protégeant les uns, en irritant les autres par des persécutions..... *La force* et *la rigueur* ne feront jamais un bon effet sur le peuple espagnol : tout ce qu'un pareil système est capable de produire sur lui, c'est qu'il dissimulera quelque temps ses ressentimens; mais aussitôt qu'il en trouvera l'occasion, il ne manquera pas de se venger. L'histoire nationale le prouve.

« L'administration de justice (de tout temps vénérée en Espagne) n'existe plus pour nous. L'arbitraire a pris sa place; les lois sont foulées aux pieds; la calomnie et la délation obtiennent seules, une protection déclarée, d'où il arrive que quiconque veut perdre son ennemi n'a qu'à se présenter devant un juge, et lui dénoncer un délit imaginaire. L'accusé est à l'instant plongé dans un cachot, privé de toute communication; et si enfin son innocence vient à être reconnue, le calomniateur reste impuni et libre. Ah! Sire, que V. M. daigne réfléchir un moment sur l'immensité de douleurs que remplit au sein d'une famille l'arrestation d'un père, d'un frère, d'un époux! Comment votre V. M. permettrait-elle la continuation d'un système aussi affreux? et qu'il serait plus digne d'un cœur sensible, tel

que celui de V. M., d'obtenir l'amour de ses sujets, que de régner sur eux par la crainte!

« Enfin, Sire, j'ai dit en commençant à V. M. que mon attachement inviolable à son auguste personne pouvait seul me porter à lui dire des vérités capables de lui déplaire; j'ai cru que tel était mon devoir, parce que non-seulement l'état des choses me paraît ainsi, mais je vois l'opinion généralement prononcée, et les *inconsidérés* attribuer personnellement à V. M. les fautes des méchans qui l'entourent et l'entraînent à de fausses mesures.

« En outre, je ne tairai point à V. M. qu'il est venu à ma connaissance d'une manière certaine que votre père, Charles IV, reçoit de plusieurs points de la péninsule des réclamations signées par des particuliers et même des corporations entières, dans lesquelles on se plaint du gouvernement de V. M., et on invite ce même Charles IV à revenir, en lui offrant l'appui d'un parti considérable, renforcé par le mécontentement universel. Je sais également, et toujours par des voies sûres, que le monarque votre père a fait part de ces réclamations à certaines cours de l'Europe; mais il ne me convient pas d'insister sur ce point au sujet duquel V. M. doit être plus instruite que moi par ses agens diplomatiques. Je me contente de supplier V. M. de ne point en négliger l'avis, de n'y voir que l'expression de mon dévoûment, de mon amour in-

violable pour sa personne sacrée, et d'être bien convaincue que, si elle n'y porte un prompt remède, peut-être lorsque V. M. voudra revenir sur ses pas, il n'en sera plus temps, et ses fidèles et bons sujets n'auront que des larmes inutiles à répandre.

« Dieu garde la catholique royale personne de V. M. aussi long-temps que je le souhaite.

« Madrid, 12 février 1815.

« Aux pieds de Votre Majesté,

« *Signé* JUAN-MARTIN EL EMPECINADO. »

Cette lettre si respectueuse, si soumise, et qui contenait des choses si vraies, attira à son auteur la disgrâce de la cour. L'Empécinado, forcé de s'éloigner de Madrid, n'y rentra que long-temps après.

Tous les Espagnols ne souffraient pas avec une égale patience ; et parmi eux il se trouvait de temps en temps des hommes intrépides disposés à braver la mort, pour délivrer leur patrie ; tel fut le colonel Porlier.

En septembre 1815, cet officier, après avoir soulevé quelques troupes, s'empara de la Corogne et du Ferrol, et appela les peuples à la liberté. Il réunit bientôt un certain nombre de partisans, et il fit proclamer la constitution des cortès pour qui il s'é-

tait déclaré dès la rentrée de Ferdinand VII. Après avoir organisé quelques autorités, il partit de la Corogne, pour marcher sur San-Iago qui ne voulait pas reconnaître son autorité. Pendant son absence, les habitans du Ferrol et de la Corogne, qu'il gouvernait avec trop de despotisme, sollicités par les moines, se soulevèrent contre lui, chassèrent les magistrats qu'il avait établis, et quelques soldats qu'il avait laissés pour garder ces deux places. Porlier, abandonné bientôt de son faible corps d'armée fut arrêté avec plusieurs de ses officiers; livré à l'autorité militaire, il fut condamné et fusillé, le 3 octobre, à la Corogne où il avait été ramené. Il demanda par son testament que l'on gravât cette inscription sur sa tombe : *Ici reposent les cendres de Don Juan Diaz Porlier, général des armées espagnoles ; heureux dans tout ce qu'il entreprit contre les ennemis de son pays, il mourut victime des dissensions civiles. Ames sensibles, respectez les cendres d'un infortuné.*

Ainsi avorta ce complot, presqu'aussitôt découvert que formé. Le sang des martyrs de la liberté abreuva la terre, et fit éclore de nouveaux germes d'indépendance.

Ferdinand, veuf en 1806 de la princesse de Naples, dont les grâces et la beauté l'avaient captivé pendant une union de quatre ans, pensa à se remarier. Il jeta les yeux sur la princesse Marie-Thé-

rèse, fille du roi de Portugal; et ce fut au milieu d'une population écrasée par le despotisme ministériel et monacal, au milieu du deuil de tous les gens de bien, à travers des provinces ravagées par de criminelles réactions, que la jeune reine arriva à Madrid, et s'assit à côté de son époux, sur le trône des Espagnes.

On désirait cet évènement avec ardeur, et les Espagnols exilés en espéraient un adoucissement à leur sort. On sollicitait de la clémence du souverain une amnistie générale : la cour l'avait promise. Cet acte consolateur que l'Espagne attendait pour combler son jeune monarque de bénédictions parut enfin, mais accompagné de tant de restrictions, d'exceptions, et tellement dérisoire qu'il ressemblait à la liberté de la presse dont Figaro fait une si plaisante apologie, et que personne ne se trouvait dans le cas de jouir des bienfaits si pompeusement annoncés par la cour espagnole.

Le royaume, trompé dans son espérance, garda un morne silence, et le désir de briser un joug oppressif et cruel germa dans tous les cœurs.

Au milieu de tant de désordres et d'anarchie, les ministres de Ferdinand faisaient leurs efforts pour rétablir les affaires délabrées de la monarchie et rétablir le crédit public, mais, contrariés dans leurs vues, en butte aux traits des courtisans qui environnaient le trône, ils ne parvenaient à rien; et, sou-

vent renversés par le parti qui les avait élevés, semblables aux visirs du grand-seigneur, ils ne remettaient leurs portefeuilles que pour aller en exil ou aux galères.

Une cour prodigue devait souvent éprouver des besoins d'argent; plusieurs ministres avaient essayé en vain de pénétrer dans le dédale des finances; obligés d'y renoncer, ils avaient été remplacés par M. Garay.

Ce ministre séduisit la cour par ses plans de finance; sans être un habile homme, il avait des vues justes, et sentit d'abord qu'il fallait commencer par rétablir l'équilibre entre la recette et la dépense, et c'est ce dont il s'occupa.

Par une mesure qu'on appelle brutalement une banqueroute, il réduisit d'abord des deux tiers la valeur des *valès*, et diminua ainsi d'autant la dette nationale. La cour, qui depuis long-temps ne possédait plus d'effets royaux, approuva une mesure qui ne pouvait l'atteindre; les porteurs d'effets jetèrent des hauts cris, mais on les fit taire.

M. Garay s'occupa ensuite d'un système d'impositions générales qui atteignît toutes les classes de la société et augmentât les revenus publics. Pour le coup la noblesse et le clergé, qui avaient vu sans rien dire réduire les valès au tiers de leur valeur, poussèrent les hauts cris à leur tour et crièrent au brouillon, au libéral!

M. Garay ne put résister à ce concours unanime

d'injures et de malédictions. Le vieux général Eguia, ministre de la guerre, Lozano de Torrès, tous deux remarqués dans le parti des *servilès*, se mirent à la tête de la cabale; en vain la reine voulut, à ce qu'on dit, prêter quelque appui à M. Garay et à ses partisans; ce ministre fut dépouillé de son emploi, de celui de directeur du canal de l'Arragon, enlevé à quatre heures du matin, et enfermé dans la forteresse de Jaen, par ordre du ministre de la guerre; M. Arguell son ami et son collaborateur d'abord renfermé dans les prisons de Peniscola fut transféré dans les cachots de l'inquisition. M. Pizarro, ministre des affaires étrangères, fut enlevé avec une sévérité telle, qu'il fut obligé, sans pouvoir lui parler, de s'éloigner de sa femme enceinte qui l'avait suivi et qui, prise en route par les travaux de l'enfantement, fut obligée de rester à Aranjuez. M. Figueroa, veuf et père d'une petite fille de deux ans, n'eût que le temps de l'envoyer et de la recommander, avant son départ, à un de ses anciens amis.

Cet évènement fit un grand bruit à Madrid et y jeta la consternation; non que les ministres disgraciés jouissent de la faveur publique, M. Garay avait aliéné tous les esprits par ses plans de finance; M. Pizarro était actif, entreprenant, mais passait pour dur et emporté; il avait parcouru une partie de l'Europe et possédait certaines combinaisons diplomatiques. La nation espagnole fut effrayée de

leur désastre, parce qu'elle y voyait le triomphe du parti anti-libéral, et qu'on croyait remarquer dans la monarchie espagnole la marche et les maximes d'un gouvernement oriental.

Le ministère de la marine fut confié à l'amiral Cisneros, ancien vice-roi de Buenos-Ayres, et qui était pour lors capitaine-général des forces navales de Cadix. M. Joseph Imas, employé au département des finances, jouissant d'une bonne réputation de probité, mais ayant vieilli dans des emplois subalternes, succéda *par interim* à M. Garay, et le marquis Casa-d'Yrago, ancien ministre d'Espagne près les Etats-Unis et la cour de Rio-Janeiro, fut chargé du portefeuille des affaires étrangères.

Les affaires ne marchèrent pas mieux sous ce nouveau ministère que sous les précédens. Quel parti les plus grands talens auraient-ils pu tirer d'un royaume épuisé par des guerres longues et désastreuses, et chez qui le despotisme étouffait toute idée généreuse?

Ferdinand VII avait, à son avènement au trône d'Espagne, donné ordre aux colonies espagnoles, armées et organisées depuis long-temps pour leur propre conservation, de poser les armes et de se soumettre à son autorité, et, prévoyant quelques oppositions de la part des juntes et gouvernemens américains, il avait envoyé le général Don Pablo Morillo avec dix mille hommes pour appuyer ses proclama-

tions, par la force des baïonnettes. Morillo avait pris terre en Amérique, et, après quelques opérations militaires dont nous donnerons plus bas l'analyse et le précis, demandait des renforts, promettant de ramener à l'obéissance les provinces insurgées. Comme les Indes-Orientales sont le plus beau fleuron de la couronne d'Espagne, Ferdinand VII fit des efforts extraordinaires pour réunir des troupes, se procurer des navires pour les transporter, et de l'argent pour les équiper et les solder.

Le gouvernement espagnol demanda d'abord des vaisseaux à l'Angleterre qui refusa d'en fournir, fit proposer à des négocians de Hollande et de France d'en louer pour transporter les troupes; mais, dans l'un et l'autre pays, les amateurs s'y refusèrent dans l'incertitude où ils étaient d'être payés de leur frêt et de pouvoir ramener leurs navires quand ils le voudraient. Le ministère, réduit à ses propres ressources, fit radouber quelques vieilles carcasses qui pourrissaient dans les ports et dans les chantiers, acheta ou reçut en pur don de l'empereur de Russie quelques vaisseaux vieux et vermoulus dont il fut défendu de médire sous peine d'être accusé *d'hérésie*, et cette flotte se réunit à Cadix.

Pendant que le gouvernement espagnol formait le projet de soumettre les colonies insurgées, et d'entretenir la guerre dans le Nouveau-Monde, il était à chaque instant attaqué sur le continent par

des conspirations. Le général don Louis Lascy,qui avait commandé les armées des cortès pendant l'invasion, et qui, après avoir fait sa soumissionau roi, s'était retiré chez lui, forma le projet de délivrer sa patrie; arrêté et mis en jugement, il fut fusillé dans l'île de Mayorque où il avait été conduit pour recevoir la mort.

Les troupes se rassemblaient lentement à Cadix, et l'argent manquait pour les équiper; on frappa tous les pays du Midi d'une imposition extraordinaire; on ouvrit un emprunt qui ne se remplit pas. Les soldats et les matelots destinés à l'expédition désertaient par troupes, formaient des guérillas et levaient des contributions pour subsister. Le gouvernement persévérait toujours, nommait aux emplois vacans dans l'Amérique avec autant de sérieux que si l'Amérique eût été pleinement soumise, et condamnait à la peine de mort tous les étrangers qui fourniraient des secours aux provinces insurgées.

Une conspiration plus alarmante que toutes les autres fut découverte à Valence. Il ne paraît pas cependant qu'elle ait eu pour but de réformer le gouvernement; on dit dans le temps qu'elle n'était dirigée que contre Elio, gouverneur de la place, qui opprimait cruellement la population; quoi qu'il en soit, les conjurés, trahis par un des leurs, furent arrêtés, et treize d'entre eux mis en jugement

devant une commission nommée par le gouverneur.

Elio, qui ne possède aucune vertu militaire, qui n'avait jamais su résister aux Français, qui en Amérique avait, en novembre 1811, demandé la paix au gouvernement de Buenos-Ayres, malgré les secours d'hommes et de munitions que lui avait fournis le Portugal, Elio prouva que, s'il est trop lâche pour commander à des soldats, il est assez féroce pour donner le signal à des bourreaux, et les aider au besoin. Aussi enchanté d'avoir découvert une conspiration que s'il l'eût organisée lui-même, à l'aide *d'agens provocateurs*, comme cela s'est vu dans un autre pays, il déploya contre des hommes, dont la culpabilité ne parut pas bien prouvée à Ferdinand lui-même, une férocité jusqu'alors sans exemple. Le matin de l'exécution, la proclamation suivante fut affichée dans Valence, et fit frémir tout ce qu'il restait de gens humains dans la ville.

HABITANS DE VALENCE, ET VOUS, BRAVES SOLDATS!

«GARDEZ-VOUS d'éprouver de la pitié pour le spectacle que ce jour doit offrir à vos yeux étonnés; mais considérez plutôt l'énormité du crime qui conduit ces monstres à la mort, et à la honte de monter sur l'échafaud. Leur conspiration ne tendait à rien moins qu'à la subversion de la monarchie, à la destruction des

lois, qu'à la vengeance, au pillage et à d'autres projets qui auraient fait couler des fleuves de sang. Ils voulaient couvrir le peuple espagnol d'un opprobre éternel, en le présentant à l'Europe comme complice de leurs atroces résolutions !

« La Providence, qui veille sur vous, a employé des voies incompréhensibles pour procurer à l'autorité les moyens de punir les ennemis du trône, des lois et de l'autel : elle m'a mis à même de surprendre et de convaincre les treize monstres que vous verrez expirer ce matin. Habitans de Valence ! ces traîtres ne sont pas les seuls qui existent parmi vous ; ils ont des partisans et des satellites répandus dans toutes les classes de la nation.

« Loyaux habitans, et vous, braves soldats, qui avez été dans tous les temps des modèles de fidélité au roi et de soumission aux lois de vos pères ; vous dont l'indignation est une preuve évidente de la haîne que vous avez pour ces monstres, hâtez de me les dénoncer, et je les *anéantirai tous*. Le conseil que je vous donne importe à votre bonheur et à votre tranquillité. Tant qu'un traître existera, vous ne pourrez jouir d'aucun repos. Tant que les odieuses maximes de ces misérables ne seront pas entièrement anéanties, pères, vous n'aurez pas d'enfans obéissans ; maris, vous n'aurez plus de femmes fidèles, il ne pourra plus exister d'amitié. La bonne foi ne présidera plus aux affaires commerciales. Les

lois perdront toute leur vigueur, et le souvenir même des vertus sociales sera effacé. Nous finirons par nous égorger les uns les autres. Le fils tuera son père et sa mère. Si cette peinture vous épouvante et vous paraît chimérique, jetez les yeux sur la France, et l'histoire de l'époque où nous vivons vous convaincra bientôt de l'exactitude de ce que je dis. Les principes qui ont détruit cette monarchie sont les mêmes que ceux que vos ennemis s'appliquent à répandre et avec lesquels on cherche à nous entraîner à notre ruine.

« Mais ne craignez rien : Dieu qui protège notre nation catholique l'a douée des plus belles vertus, et personne ne réussira à lui faire oublier ses devoirs envers le roi et notre sainte religion. Pour la conservation de cette religion et pour la défense du trône, il existe dans nos provinces un grand nombre de chefs d'une fidélité éprouvée. Valence en compte plusieurs. Ayez confiance en votre général, vous le verrez toujours à la tête de tous les honnêtes gens.

Signé ELIO.

Valence, 20 janvier 1819. »

Douze condamnés furent fusillés à la fois par derrière comme traîtres. Le colonel Vidal, désigné pour chef du complot, malade et hors d'état de

marcher, fut porté au lieu de l'exécution sur un brancard, et pendu après avoir été dégradé. Les cadavres des suppliciés furent attachés à deux potences, six à l'une et sept à l'autre, et restèrent exposés jusqu'à quatre heures, qu'on les descendit pour les inhumer.

L'horreur qu'inspirait un pareil massacre fut encore augmenté par les précautions qui furent prises pour en assurer l'exécution. Le 20 janvier 1819, toute la garnison de Valence prit les armes, des batteries furent établies pour croiser leurs feux avec ceux de la citadelle, et les canonniers se tenaient près de leurs pièces, la mèche allumée. Ce fut au milieu de cet effrayant appareil militaire, sous les yeux d'une population muette d'effroi, que les condamnés reçurent la mort.

Cette exécution sanglante fut suivie de cruautés inouies. Cent dix-neuf personnes furent arrêtées, et après un premier interrogatoire livrées à l'inquisition. Cet odieux tribunal se surpassa dans cette horrible affaire, et se montra digne de seconder le féroce gouverneur de Valence. Il employa des tortures jusques-là inusitées, et même inconnues en Espagne, contre les malheureuses victimes qu'on lui livrait. Il les tenailla avec une cruauté inouie, leur arracha les ongles un à un pour prolonger leurs souffrances. Une femme riche, belle et jeune encore, accusée par un misérable de connaître le se-

cret des conspirateurs, fut attachée sur un châssis armé de pointes de fer, et inondée d'eau bouillante. Elio assistait à ces horribles scènes avec sang-froid, et pressait ses victimes de questions captieuses pendant la durée de leurs tortures. Une partie des malheureux qui furent ainsi traités périrent dans les souffrances ou des suites des supplices qu'on leur avait infligés; d'autres en seront estropiés pour toute leur vie; enfin, des hommes coupables de propos indiscrets, que leur arrachait la férocité du gouverneur, et qui méritaient à peine une réprimande, furent condamnés à dix ans de galères.

La cour de Madrid, quoique peu portée à la clémence, désapprouva la cruauté d'Elio. Ferdinand VII, qui, comme nous l'avons dit, n'avait pas la certitude que les accusés fussent coupables, avait ordonné de suspendre l'exécution du colonel Vidal et de ses compagnons; mais Elio, impatient de se baigner dans le sang de ses compatriotes, n'attendit pas l'arrivée du courrier qui apportait les ordres de la cour; quand celui-ci entra dans Valence, les condamnés n'existaient plus. La cruauté d'Elio passa pour un *zèle exalté;* il fut invité à se modérer un peu, et conserva le gouvernement de Valence.

Comme si un mauvais gouvernement n'était pas le plus grand des fléaux, le ciel en frappa d'un autre les malheureuses provinces espagnoles, la peste se manifesta dans l'Andalousie, et menaça bientôt

toutes les provinces du midi. Les troupes furent retirées de Cadix, et toutes les précautions prises pour couper la communication entre les pays infectés et ceux que le mal n'avait pas encore atteints. La maladie se déclara avec une intensité et une malignité effrayante ; plusieurs centaines de personnes mouraient chaque jour dans Cadix et dans les contrées environnantes.

Le gouvernement, imprévoyant et impuissant pour le bien, n'apporta aucun adoucissement au sort des malheureux que leur position dévouait à la mort. Des prières publiques furent à la vérité ordonnées ; mais aucun secours ne fut envoyé; seulement, quand la maladie tirait à sa fin, des médecins français furent demandés, et partirent pour l'Espagne. Ces Messieurs, après s'être arrêtés à Madrid, et avoir conféré avec les docteurs du pays, comme les médecins de Molière qui font une consultation pour décider quels remèdes il aurait fallu administrer pour guérir un homme qui était mort la veille, arrivèrent tout juste en Andalousie quand il n'y avait plus de malades. Je ne sais s'ils ont démontré comment il aurait fallu traiter ceux qui étaient morts de la peste ; toujours est-il vrai de dire que leur voyage, fait à grands frais, n'a produit aucun résultat, si ce n'est une relation qu'on nous promet pour le premier jour.

Mon intention n'est pas de tourner en ridicule

les respectables et savans médecins qui se sont rendus en Espagne : je ne doute point que, si on les eût appelés à temps, ils se fussent rendus aux cris de l'humanité, eussent courageusement combattu la maladie, l'eussent terrassée, ou auraient péri ses victimes; mais leur réputation est trop bien établie en Europe pour qu'ils cherchent à l'accroître par un dévouement qui n'en fut jamais un. Mes remarques n'ont pour but que de montrer l'imprévoyance et l'insouciance du gouvernement espagnol qui laisse périr ses sujets et leur offre des secours quand le danger est passé.

Sitôt que la peste eut cessé ses ravages, les troupes eurent ordre de rentrer dans Cadix, et l'on pensa de nouveau à l'expédition de l'Amérique. Dix-huit mille hommes de toutes armes furent rassemblés dans l'Andalousie, des approvisionnemens immenses furent réunis, et l'appareil de la guerre vint encore une fois affliger ces bords malheureux à peine délivrés d'un fléau presqu'aussi cruel.

Il arriva à peu près dans ces momens-là un évènement qui jeta toute l'Espagne dans l'étonnement. Les milices quittèrent leurs cantonnemens, et de tous côtés se portèrent sur la capitale. La cour, alarmée et ne concevant rien à ces divers mouvemens, envoya des courriers au-devant des troupes, et chaque commandant montra l'ordre du ministre qui lui enjoignait de se mettre en route et de se di-

riger sur tel point. Vérification faite dans les bureaux du ministère de la guerre, aucun de ces ordres n'en sortait; tous étaient supposés.

On fit rentrer les troupes dans leurs cantonnemens, et le gouvernement chercha à découvrir d'où partaient ces ordres, fit diverses arrestations qui ne produisirent aucune lumière, et promit des récompenses qui ne séduisirent aucun délateur. Ces évènemens auraient servi de prétexte à de nouvelles vexations, quand arriva l'insurrection de l'île de Léon qui força la cour à jeter les yeux d'un autre côté.

Nous voici arrivés à l'époque dont nous voulons établir la narration historique; mais, comme ce sont les troupes destinées à l'expédition d'outre-mer qui ont poussé le premier cri de liberté, nous croyons devoir mettre nos lecteurs au courant des révolutions survenues en Amérique, pour leur faire comprendre à quel genre de guerre étaient destinés les soldats espagnols, et combien, malgré leur valeur reconnue, ils devaient avoir de répugnance à combattre des hommes dont ils partageaient les sentimens.

SECTION II.

Révolution de l'Amérique espagnole.

Les Etats que l'Espagne possédait en Amérique étaient divisés en vice-royautés et en capitaineries générales. Les vice-royautés sont celles du Mexique, de la Nouvelle-Grenade, et de Rio de la Plata. Les capitaineries sont celles de Guatimala, de Venezuela et du Chili. Chacun de ces Etats, dépendant directement de la couronne d'Espagne, mais indépendant des autres, se divisait en provinces, subdivisées elles-mêmes en départemens. Le roi d'Espagne nommait les vice-rois et les capitaines-généraux. Les intendans des provinces étaient soumis aux vice-rois ou aux capitaines-généraux; deux magistrats nommés l'un par l'intendant de la province, l'autre par les municipalités, administraient les affaires de chaque département.

Les vice-rois ou capitaines-généraux réunissaient le pouvoir civil et le pouvoir militaire; cependant, dans certaines provinces, des commandans militaires supérieurs aux intendans commandaient les milices de la province.

Le soin de rendre la justice était confié en première instance aux gouverneurs, aux corrégidors,

à leurs délégués ou aux alcades. On appelait de leurs sentences à des magistrats appelés *Oidores* qui, réunis, formaient la cour de justice nommée *Audiencia*.

L'Amérique espagnole, long-temps regardée par ses possesseurs comme un royaume indépendant, fut réunie à la couronne de Castille, le 14 septembre 1519, par décret de Charles-Quint, rendu à Barcelonne.

Le conseil des Indes fut institué ensuite pour traiter les affaires de cette partie du monde, et y donner des lois : les vice-rois chargés de les faire exécuter exerçaient le pouvoir royal, et avaient une autorité illimitée dans les circonstances difficiles ou délicates.

Le système des finances reposait sur les bases suivantes. Le roi d'Espagne était propriétaire des terres, et les faisait vendre à son compte. Il faut ajouter à ce produit la taxe que les Indiens payaient; une autre contribution en nature appelée *mita*, à laquelle étaient assujétis les Indiens du Pérou, en vertu de laquelle tout homme, depuis 18 à 50 ans, devait travailler 18 mois aux mines, en différens temps; la dîme des terres cultivées, des droits sur les objets de commerce, le quint de l'or et de l'argent, extrait des mines dont la propriété n'appartenait pas au roi; la vente exclusive de certains objets comme le sel, le tabac, les cartes, le produit de la poste aux lettres, et quelques autres menus droits ou privi-

lèges. Le produit de ces diverses impositions était affecté en partie à payer les gens que le gouvernement employait en Amérique, et le restant, réuni au produit des mines que le gouvernement faisait exploiter pour son compte, était transporté en Europe, et versé dans les coffres du roi.

La religion catholique était la seule permise en Amérique; les dignités ecclésiastiques, toutes à la nomination du roi en vertu du *patronage royal*, étaient les mêmes qu'en Europe.

Les colonies espagnoles étaient tenues par la métropole sous un joug très-pesant. Toute communication étrangère était proscrite; un habitant d'une province ne pouvait pas voyager dans la province voisine; il était défendu, *sous peine de mort*, de commercer avec les étrangers, et, dût-on mourir de faim, de leur demander les choses nécessaires à la subsistance; cependant avec le temps, le monopole diminua ces entraves, mais il fut toujours défendu de demander au sol américain certains produits que l'Espagne fournissait, d'établir des fabriques, etc.

Indépendamment des vexations fiscales, les Américains en avaient d'autres plus cruelles encore à supporter; un Espagnol affamé, arrivant demi-nu sur le continent américain où le chassait l'envie de faire fortune, se croyait, parce qu'il était européen, un personnage important, et accablait d'injures et d'outrages ceux auxquels il venait demander du pain;

enfin les habitans du Nouveau-Monde étaient tenus, par leurs maîtres, dans un tel état d'abjection, que les consuls de Mexico, tous venus d'Europe comme on le pense bien, les déclarèrent *une race abatardie, pleine de vices et d'ignorance, des automates destinés par la nature à périr dans les mines et indignes de représenter et d'être représentés*.

Un système aussi oppressif fut suivi pendant 300 ans; aussi un continent immense, une terre vierge et féconde est-elle presque sans culture, et l'industrie n'a-t-elle point fait un pás.

Différentes fois des provinces cherchèrent à briser les liens qui enchaînaient leurs bras; mais des soulèvemens partiels, faits par des hommes sans armes, étaient bientôt réprimés par la force, ou bien les vice-rois négociaient avec les mécontens et signaient des traités qu'ils n'exécutaient pas.

L'Amérique espagnole attendait donc du temps et du progrès des lumières un adoucissement à son sort, et ne pensait nullement à rompre les liens qui l'attachaient à la mère patrie lorsque les troubles d'Espagne survinrent. L'espèce d'abandon dans lequel se trouvèrent les provinces espagnoles en Europe, après la convention de Bayonne, les mit dans la nécessité de pourvoir à leur gouvernement. Elles formèrent des assemblées provinciales appelées *juntes*, et chaque junte s'attribuait la suprématie sur les autres; celle de Séville prenait le titre de

junte suprême pour le gouvernement de l'Espagne et des Indes; la junte des Asturies refusait de reconnaître celle de Séville et s'arrogeait l'autorité suprême. En même temps la régence, établie à Madrid par le roi Ferdinand avant d'aller joindre Napoléon, s'efforçait de faire prévaloir sa puissance et ses droits.

Tous ces pouvoirs rivaux envoyaient des députés en Amérique pour demander la soumission des habitans; les vice-rois et capitaines généraux semblaient assez disposés à jurer fidélité à Bonaparte, comme le prescrivait un décret du suprême conseil des Indes; mais les sujets américains s'y opposèrent fortement, brûlèrent la proclamation de Napoléon, chassèrent les agens qu'il avait envoyés au milieu d'eux à Caracas, proclamèrent Ferdinand et placèrent son buste couronné à l'hôtel-de-ville.

Après cette preuve de fidélité et de dévouement, les habitans de Caracas présentèrent au capitaine général Casas une pétition, à l'effet d'obtenir la permission d'élire une junte, à l'instar de celles d'Espagne; cette demande fut mal accueillie, et les principaux signataires de la pétition furentemprisonnés pour quelques jours.

Le général Linier, français d'origine, et qui, par ses services, avait obtenu la vice-royauté de Buenos-Ayres, reçut un envoyé de Napoléon; mais, dévoué à sa patrie adoptive, il refusa de l'accueillir, et

M. de Santenay fut obligé de s'en retourner sans avoir pu mettre le pied sur le rivage.

Cependant les affaires d'Espagne étaient connues, et les diverses provinces d'Amérique sentaient le besoin de pourvoir elles-mêmes à leur sûreté; les envoyés des différentes autorités, qui prétendaient gouverner la péninsule, ne se prêtaient à aucune des demandes des provinces et dispersaient les juntes. A Buenos-Ayres et à Lima, Goyeneche, envoyé de la junte de Séville, maintint l'autorité qui l'avait nommé, défit les troupes qui soutenaient la junte de *la Paz*, dispersa la junte elle-même, et fit un horrible massacre des patriotes.

Pendant ce temps, les diverses assemblées qui gouvernaient l'Espagne divisées entre elles ne voulaient pas s'entendre. La junte de Séville et celle des Asturies s'attaquaient mutuellement en Amérique, se nommaient l'une l'autre autorité usurpatrice, et réclamaient chacune pour soi l'obéissance des Américains; ceux-ci, ne sachant qui écouter, n'en sentaient que plus vivement le besoin de se gouverner eux-mêmes.

Le 5 août 1808, le *cabildo* de Mexico présenta au vice-roi Iturigaray un mémoire pour lui dire qu'unis de sentimens avec la junte de Séville, mais trop éloignés de la mère patrie, pour en recevoir les secours que leur position rendait nécessaires, les Américains de ces contrées sentaient le

besoin de pourvoir eux-mêmes à leur propre sûreté, et demandaient la permission d'établir une junte semblable à celles du continent. Le vice-roi paraissait disposé à adopter cette mesure lorsque les Espagnols inondèrent de nuit son palais, se saisirent de sa personne, le déposèrent et l'enfermèrent dans les prisons de l'inquisition. La junte de Séville, qui aurait vu avec le plus grand déplaisir s'établir en Amérique des juntes qui eussent partagé l'autorité qu'elle s'attribuait sur le Nouveau-Monde, applaudit à cet acte d'insubordination et de révolte.

Quito, une des villes de la province de Santa-Fé de Bogota, avait établi un gouvernement pareil à celui que Goyeneche avait dissous à la Paz. Le vice-roi de la Nouvelle-Grenade pour sonder les esprits, convoqua à Santa-Fé de Bogota une junte formée des principaux habitans de la ville, sous prétexte de prendre conseil. La junte, assemblée dans le palais du vice-roi, le 7 septembre 1809, se déclara pour la forme de gouvernement qu'avait adopté la ville de Quito. Le vice-roi congédia la junte en indiquant une nouvelle réunion pour le 11 et demandant que chaque membre apportât son vote par écrit. La réunion eut lieu au milieu des gardes dont le vice-roi avait rempli son palais, et sous les baïonnettes de la garnison qui avoit eu ordre de prendre les armes. Ces préparatfis militaires n'eurent cependant pas les suites qu'ils semblaient annoncer;

chaque membre de la junte remit son vote, qui confirma d'une manière énergique et éloquente l'opinion qu'il avait émise lors de la première assemblée, et se retira.

Le vice-roi de Santa-Fé de Bogota fit marcher des troupes contre la junte de Quito; le vice-roi du Pérou le seconda, et les patriotes furent battus et la ville enlevée. Malgré la promesse formelle qu'avait faite le comte Cuis de Castilla, président de Quito, qu'un pardon général couvrirait toutes les fautes prétendues des patriotes, ils furent jetés dans les fers et massacrés de sang froid, le 2 août de l'année suivante, au nombre de plus de trois cents.

La junte centrale, instruite de la fermentation qui régnait en Amérique et des massacres horribles qui s'y commettaient, ne fit rien pour arrêter ceux-ci et pour appaiser celle-là. Les Américains, malgré leur attachement à la mère patrie, étaient inquiets sur leur sort, et chaque jour cette inquiétude relâchait les liens qui les tenaient unis à l'Espagne. Ils se fatiguaient d'épuiser leurs trésors pour une patrie ingrate qui ne faisait rien pour leur salut, et qui envoyait continuellement des Européens pour occuper chez eux les emplois publics et accabler une population exaspérée.

Pendant que l'Amérique était en proie à l'inquiétude et qu'une fermentation sourde en travaillait toutes les parties, les armées françaises achevaient

la conquête de la péninsule; les assemblées, qui s'étaient attribué le pouvoir souverain en Espagne, continuaient à se déconsidérer mutuellement, les juntes de Séville et de Valence protestaient contre la junte centrale, et le général Romana, dans un manifeste, la déclarait illégale. — Toutes ces nouvelles que l'Amérique ne pouvait toujours ignorer augmentaient, en se propageant, les alarmes dont tout le monde était atteint.

Les membres de la junte centrale, poursuivis par la haîne générale, se dispersèrent; les insultes leur furent prodiguées, et leur personne fut souvent exposée; malgré cela, un certain nombre de ces membres, réfugiés dans l'île de Léon, cédèrent leurs pouvoirs à une régence composée de cinq personnes dont l'autorité ne s'étendait que sur la province de Galice, l'île de Léon et la ville de Cadix.

La régence, appuyée des principaux négocians de Cadix, où elle avait transporté sa résidence, fit connaître son existence à l'Amérique. Son manifeste, extrêmement curieux, avoue que les colons espagnols ont été trop long-temps la proie de la cupidité et de la tyrannie des vice-rois, et finit par charger les Américains de leur conservation et de leur prospérité.

La ville de Caracas répondit à cet appel; elle établit une junte suprême qui devait gouverner au nom de Ferdinand VII et sans reconnaître l'autorité

de la régence ; elle lui offrit tous les secours qui étaient en son pouvoir pour faire à la France une guerre vigoureuse et délivrer le continent espagnol.

Dans la province de Buenos-Ayres, le vice-roi Cisneros, que la junte de Séville avait investi des pouvoirs qu'elle avait retirés au général Linier, fit connaître les évènemens d'Europe ; et, dans sa proclamation, il éleva quelques doutes sur la légitimité du pouvoir qui l'avait élu. La municipalité de Buenos-Ayres, profitant de cette déclaration, réclama la convocation d'un congrès, pour délibérer sur le parti à prendre. Le vice-roi en autorisa la réunion qui eut lieu le 22 mai 1810, et le résultat des délibérations fut la nomination d'une junte qui fut installée et entra en fonctions, le 25 du même mois, au nom de Ferdinand VII.

Cette mesure n'eut pas l'approbation générale ; les Espagnols qui occupaient les emplois, se voyant sur le point de les perdre, tentèrent de s'opposer à la marche du gouvernement ; la junte les fit embarquer et conduire aux Canaries avec le vice-roi Cisneros dont le nom pouvait servir de prétexte et d'appui aux mécontens.

Quelques oppositions eurent aussi lieu dans les provinces de la vice-royauté de Buenos-Ayres ; le général Linier avait engagé Concha, gouverneur de Cordova, à marcher sur la capitale, pour disperser la junte ; mais, battu par les troupes indépen-

dantes, il fut pris et fusillé; et Orellana, évêque de Buenos-Ayres, qui avait pris part à ce mouvement, fut exilé.

Le Chili suivit bientôt l'exemple de Caracas et de Buenos-Ayres; et, après avoir destitué le général Carrasco qui commandait la province, et dont les vexations avaient révolté toute la population, il forma, le 18 septembre, une junte pour l'administration des affaires.

A peine la conduite des Américains fut-elle connue en Europe, que la régence prit, contre ceux qu'elle appelait des révoltés, des mesures de la plus grande sévérité, et, après avoir consulté le conseil de Castille et celui des Indes, mit toute la province de Caracas en état de blocus, à l'exception de Macaraybo et de Coro qui n'avaient pas pris part au mouvement. Cet acte d'autorité n'épouvanta point la junte de Caracas; mais, pour mettre le bon droit de son côté, elle fit un exposé de ses raisons au marquis de las Hermozas, ministre d'Espagne, et continua ses opérations.

La régence, furieuse de ce qu'elle appelait l'obstination d'un peuple rebelle, envoya des troupes à Monte-Video, à Vera-Cruz, à Coro, à Panama, à Santa-Marta, et la guerre fut déclarée aux provinces américaines.

Cette guerre, qui n'est point encore terminée, fut faite, par les Espagnols, à leurs malheureux com-

patriotes d'outre-mer, de la manière la plus inhumaine et la plus féroce; ils ne respectèrent non-seulement pas les lois de la guerre établies entre les nations civilisées, mais ils violèrent encore avec la barbarie la plus atroce les droits les plus sacrés de l'humanité; des populations entières furent impitoyablement égorgées, et des traités contractés sous les auspices les plus sacrés de la religion, furent violés sans pudeur. On traita les Américains comme les conquérans de ces climats malheureux en avaient autrefois traité les premiers habitans.

Tous ces actes de cruauté, qui recevaient l'approbation de la régence et des cortès d'Espagne, portèrent au dernier degré l'exaspération des esprits en Amérique, valurent de nombreux partisans à l'indépendance, et décidèrent les habitans de ces contrées à rompre les derniers liens qui les attachaient à la mère patrie.

La province de Venezuela, réunie en congrès général, fut la première à proclamer son indépendance, le 5 juillet 1811, et son exemple fut bientôt suivi à Mexico, Carthagène, Socorro, Tenja, Pamplona, Antioquia, dans les provinces de la Nouvelle-Grenade, et plus tard, par le congrès de Buenos-Ayres

La régence, voyant l'incendie s'allumer de tous côtés et menacer le continent américain, fit un retour sur elle-même, et parut disposée à revenir

à des sentimens plus conformes à l'état des choses. En janvier 1811, on permit aux Américains qui représentaient leurs compatriotes en Europe de présenter un projet de décret propre à apporter remède aux maux que l'Amérique espagnole avait éprouvés et éprouvait encore. Rejetées déjà deux fois le 16 novembre et le 3 décembre 1819, leurs propositions, au nombre de onze, furent lues une troisième fois; une partie fut encore rejetée, l'autre adoptée, mais ne reçut jamais son exécution.

Il était trop tard pour revenir à des sentimens modérés; les Américains avait poussé la patience humaine aussi loin qu'elle peut aller; et, en tirant l'épée, ils avaient juré de ne la remettre dans le fourreau que quand ils auraient conquis leur indépendance. Toute concession de la mère patrie n'était plus propre désormais qu'à rehausser leur courage et leurs espérances; l'Espagne avait laissé échapper l'occasion de maintenir ses colonies sous son obéissance, et leur sort ne devait plus dépendre que de celui des armes.

Pendant ce temps, Joseph qui régnait en Espagne sur une nation loin d'être soumise, voulant priver ses sujets révoltés des secours que l'Amérique leur fournissait pour lui faire la guerre, chargea M. Desmolard, son principal agent à Baltimore, d'offrir aux Américains espagnols leur indépendance, de faire insurger les provinces encore soumises aux comman-

dans espagnols, et d'arrêter les envois d'argent que l'Amérique pourrait faire sur le continent.

Les émissaires de Joseph furent fort mal reçus : l'un d'eux, surpris dans la ville d'Albana, fut fusillé ; les autres se retirèrent sans oser rien entreprendre, et les instructions dont ils étaient chargés furent rendues publiques, pour tenir la population en garde contre les intrigues de Napoléon. Les Américains prouvèrent ainsi au monde qu'ils ne désiraient que leur liberté, et ne combattaient pas pour le choix des tyrans.

L'Angleterre, persuadée par cette mesure qu'il n'y avait en Amérique aucun parti pour le roi Joseph en sa qualité d'auxiliaire des Espagnols, se crut obligée de se porter médiatrice entre les colonies espagnoles et la métropole ; et, après un traité provisoire accepté par les cortès le 6 juin 1811, elle fit dresser, le 2 octobre suivant, par MM. Morin, Stuart et l'amiral Cockburn, nommés commissaires à cet effet par leur gouvernement, un plan de pacification générale en onze articles. Ce plan, présenté aux cortès, et discuté publiquement, fut rejeté, par la raison que, les Américains n'ayant pas sollicité la médiation de l'Angleterre, l'intervention de cette puissance était intempestive, et qu'elle ne pouvait, en l'offrant, n'avoir que des projets sinistres. Dès-lors, tout espoir de rapprochement et de pacification fut détruit.

La révolution se propagea bientôt de province en province et devint un torrent dont on ne put arrêter le cours, et qui finit par franchir et briser toutes les digues.

A. Potosi, Souz, gouverneur de la place, et Nieto, président de Barcas, s'opposèrent en vain à l'insurrection; défaits à Zuipacha par le général indépendant Balcarsel, ils furent pris et fusillés.

Le gouvernement de Buenos-Ayres ayant entrepris d'arracher le Paraguay au gouverneur espagnol qui arrêtait encore l'explosion, une armée partit sous les ordres de Belgrano; après trois actions sanglantes, ce général fut obligé de battre en retraite, mais les proclamations qu'il répandit dans le pays, et les entretiens qu'il eut avec les libéraux, l'entraînèrent peu-à-peu dans le mouvement général.

Lors de l'insurrection de Buenos-Ayres, la marine royale s'était retirée à Monte-Video, où, aidée des Portugais, elle avait dispersé les patriotes. Les patriotes de Buenos-Ayres désiraient vivement faire entrer dans la confédération une ville qui devait son existence et son éclat aux sacrifices qu'ils avaient faits pour elle en 1730. Mais Monte-Video, loin d'entrer dans les vues de ses fondateurs, avait ouvert ses portes aux mécontens et marchait sous leurs bannières.

L'insurrection gagnait les pays environnant Monte-

Video, appelés *la bande orientale*, et le gouvernement de Buenos-Ayres l'appuyait de tous ses efforts. Bonavidès et Artigas s'étaient emparés de plusieurs places sur la rivière de la Plata, lorsqu'un renfort, amené par le général Rondeau, les mit à même de s'approcher de Monte-Video.

Elio, qui commandait dans la place, se mit en mouvement avec douze cents hommes de bonnes troupes soutenues par un train d'artillerie, et chercha à défendre les positions de las Piedras; mais Artigas, avec une armée bien inférieure en nombre, le battit et enleva les positions.

Elio, déconcerté par cette défaite, apprenant en même temps que le général Rondeau marchait sur Monte-Video pour en faire le siège, proposa un armistice au gouvernement de Buenos-Ayres; mais celui-ci, ayant eu avis que l'insurrection du Paraguay faisait des progrès rapides, parla à Elio avec fermeté, et ne lui laissa d'autre parti que de se soumettre sans condition; Elio, furieux de trouver tant d'énergie dans des ennemis qu'il méprisait, donna ordre à Michilena de prendre cinq bâtimens et de bombarder Buenos-Ayres; cet officier obéit, mais son attaque n'eut aucun résultat.

Le général Rondeau commença et poursuivit le siège de Monte-Video avec activité. Les Portugais, qui, sous prétexte de protéger le territoire espagnol, étaient entrés dans la bande orientale, firent au

gouvernement de Buenos-Ayres des propositions humiliantes que celui-ci rejeta, bien que, dans ce moment, l'armée qu'elle avait envoyée dans le Pérou pour en soutenir l'insurrection, eût été surprise avant l'expiration d'un armistice convenu, et battue à Guagni et Chibiraya. Semblable au sénat romain, qui, dans les désastres de la république, se montrait plus fier que dans les succès, et consternait ses ennemis par son attitude imposante, le gouvernement de Buenos-Ayres se montra plus exigeant après la défaite qu'il ne l'avait jamais été après la victoire.

Des proclamations pleines d'énergie relevèrent l'esprit public que ces défaites avaient un peu consterné. Un pouvoir exécutif fut créé, et la direction en fut confiée à don Juan José Posas, don Feliciano Chiclana et don Manuel Zarratea. Ce directoire abusa de ses pouvoirs, usurpa l'autorité des députés qui l'avait élu et les renvoya dans les provinces où ils portèrent leur mécontentement. La capitale devint bientôt la proie des divisions intestines. Les exilés, par suite de la conspiration des 5 et 6 avril, furent rappelés. L'évêque Orellana reprit l'exercice de ses fonctions; un régiment se mit même en révolte et se fortifia dans ses casernes; mais, assiégé de toutes parts, il fut forcé de se soumettre, et onze des mutins furent exécutés.

Pendant ces évènemens les Indiens du Pérou

s'étaient soulevés, faisaient le siège de las Paz et battaient les troupes de Sombrera. Le général indépendant Arce s'était emparé de Cochabamba, mais ces avantages n'empêchèrent pas les Espagnols de rester maîtres du Pérou. Le Potosi avait été abandonné, et le général Puyredon, par une retraite savante, dans un pays immense, avait pu sauver les fonds de cette province.

Le siège de Monte-Video fut un moment interrompu par suite d'un armistice. Les Portugais, qui devaient se retirer des environs de la ville, se répandirent dans les environs; Artigas les battit plusieurs fois; l'armistice fut rompu, et le siège de Monte-Video recommença; le gouvernement de Buenos-Ayres, s'étant créé plusieurs ressources, renforça l'armée du Pérou.

Puyredon, pour récompense de sa bravoure, fut nommé membre du pouvoir exécutif en remplacement de celui des trois membres qui le composaient, qui devait sortir après six mois d'exercice.

Arce, qui s'était emparé de Cochabamba, se maintenait dans cette ville, et battait un lieutenant du général royaliste Goyeneche; mais Goyeneche lui-même, s'avançant à la tête de toutes ses troupes, força le général Arce à se retirer, en abandonnant Cochabamba à la valeur de ses habitans. Ceux-ci se défendirent avec une bravoure digne des plus grands éloges; forcés de céder, ils éprouvèrent toutes

les calamités dont est accablée une place prise d'assaut. La ville fut livrée au pillage, et la plus grande partie de la population passée au fil de l'épée. En mémoire de la valeur qu'avaient déployée les femmes de Cochabamba, en défendant les murs de leur ville, à chaque appel on les nommait, et le capitaine de chaque compagnie répondait : *mortes au champ d'honneur*; de même qu'en France on demandait à l'appel le brave Latour-d'Auvergne, et qu'on répondait par les mêmes mots.

Après la prise et le sac de Cochabamba, les Espagnols s'approchèrent du Tucuman ; Goyeneche détacha don Pedro Tristan avec trois mille hommes pour attaquer le général Belgrano qui avait pris le commandement de l'armée du Pérou composée d'à peu près seize cents recrues ; mais Belgrano, aidé des habitans du Tucuman, défit Tristan, et s'empara de toute son artillerie.

Si le gouvernement de Buenos-Ayres n'avait eu à s'occuper que des affaires extérieures, elles auraient promptement pris une tournure favorable, mais la ville était pleine de mécontens qu'il fallait surveiller et contenir. Les partisans de l'Espagne, ayant à leur tête don Martin Alzaga, cherchèrent à tirer parti du mauvais état des affaires du Pérou, pour renverser le gouvernement ; le complot ayant été découvert, ceux qui l'avaient tramé portèrent leur tête sur l'échafaud.

Le siège de Monte-Video avait été levé par suite d'un traité entre le général espagnol Elio et le gouvernement de Buenos-Ayres. Ce traité ayant été rompu, don Manuel Zarratea passa à la bande orientale, pour recommencer plus vivement le siège de la place. Artigas, qui commandait dans ces contrées, contraria les projets de Zarratea dont l'élection lui déplaisait; cependant la bonne intelligence parut renaître un instant. Quelques troupes sous les ordres du général Rondeau s'approchèrent de la place, et répoussèrent, après une action très-vive, et au succès de laquelle contribua beaucoup le général Soler, la garnison que le gouverneur Vigodez avait envoyée attaquer les assiégeans.

La division ayant éclâté de nouveau entre Artigas et Zarratea, celui-ci quitta l'armée qui passa sous les ordres du général Rondeau, et le siège de Monte-Video fut repris.

Vigodez, profitant de la supériorité de sa marine, faisait des descentes sur les côtes de Buenos-Ayres; dans un de ces débarquemens, il fut attaqué par la cavalerie du colonel St.-Martin, et défait à San-Lorenzo.

Pendant que ces évènemens se passaient, Belgrano, ayant reçu des renforts, attaqua à Salta, le 20 février 1813, le général espagnol Tristan, le fit prisonnier avec toute son armée, et le renvoya sur parole avec ses troupes. Sa générosité fut mal récompensée. Tristan et ses soldats rejoignirent Goyeneche, et

battirent plus tard Belgrano lui-même, comme nous le verrons. Le 31 janvier 1813, l'assemblée constituante des provinces de Rio de la Plata se réunit, nomma pour chefs du pouvoir exécutif Pena, Perez et Jonte, prononça l'émancipation des esclaves, et prit divers autres arrêtés pour maintenir le bon ordre dans les provinces. Une nouvelle conspiration tramée par des Espagnols de Buenos-Ayres et de Monte-Video fut découverte, et cinq conspirateurs perdirent la tête.

Goyeneche avait cédé le commandement de l'armée espagnole du Pérou au brigadier Pezuela; cet officier attaqua Belgrano à Vilcapugio, le chassa sur Ayuma, et, le poursuivant vivement, le défit encore une fois avec les troupes auxquelles Belgrano avait si légèrement rendu la liberté.

Ces mauvais succès excitèrent de grandes alarmes à Buenos-Ayres; les membres du gouvernement, pour donner au pouvoir une marche plus rapide, résolurent de ne le confier qu'à un seul individu. Le 31 décembre, don J. Pozadas fut nommé directeur suprême, et chargé seul de l'exécution des actes du gouvernement.

Le général Belgrano fut rappelé de l'armée du Pérou, et mis en jugement pour raison de sa défaite. Le colonel Saint-Martin, envoyé à sa place, marcha, vers le Tucuman, avec des troupes et des munitions; il disciplina une nouvelle armée, organisa

des guérillas, et, se jetant entre les divisions de l'armée royale, il coupait toute communication entre elles, et les affamait. Pezuela fut forcé d'abandonner Salta, Tarija, et une partie du Haut-Pérou.

Une force navale avait été créée par les soins de don Juan Larrea, secrétaire des finances; une flotille, composée de deux bricks, trois corvettes, et d'un armateur ayant des troupes à bord, mit à la voile sous les ordres de Brown, négociant anglais. Après quelques engagemens peu importans, le 25 mai 1814, elle brûla deux corvettes espagnoles, en prit deux autres, força la flottille royale à s'éloigner, et commença le blocus de Monte-Video.

A la suite de quelques différends avec Rondeau, Artigas retira ses troupes du siège. Le général Rondeau lui-même passa au commandement de l'armée du Pérou à la place de Saint-Martin que sa santé affaiblie obligea de demander un congé. Le colonel Alvear fut chargé de la suite du siège de Monte-Video qui se rendit bientôt.

Après la prise de Monte-Video, les deux partis, fatigués de meurtres et de combats, posèrent les armes comme de concert. Différens engagemens de peu d'importance eurent lieu entre les troupes indépendantes et les armées royales; quelques tentatives infructueuses furent faites de part et d'autre, et les choses restèrent dans la stagnation pendant un temps assez long.

La province de Venezuela, comme nous l'avons

dit plus haut, avait établi une junte suprême pour l'administration des affaires; mais, voulant donner à ses opérations un caractère légal, un congrès avait été convoqué en avril 1811, et le pouvoir exécutif confié à trois membres dont l'autorité était fort limitée. Un parti considérable dans le congrès désirait une réunion avec la mère patrie, mais n'osait se prononcer ouvertement, parce que le peuple de Caracas tenait à sa liberté. Différentes conspirations avaient été découvertes et punies, lorsque le gouvernement, pour arrêter les complots, publia l'acte d'indépendance.

Les conspirateurs, surpris par cette mesure, ne furent point découragés; ils formèrent de nouveaux complots; mais, attaqués à Los-Teque, ils furent vaincus et mis en prison.

Les habitans de Valencia, ville à trente-huit lieues de Caracas, désirant former une nouvelle province, et mécontens du congrès, se réunirent aux Espagnols qui les armèrent, et refusèrent de faire partie de la confédération. La position du gouvernement était inquiétante. Caracas, menacé au-dehors, était rempli au dedans de conspirateurs nombreux, prisonniers à la vérité, mais qui refusaient de nommer leurs complices, et comptaient sur eux pour leur délivrance. Le gouvernement en fit exécuter dix pour contenir les autres, leva des troupes et marcha contre Valencia.

Le général Miranda, qui commandait les troupes indépendantes, s'empara de la ville, et fut obligé de l'abandonner bientôt après; mais, ayant reçu des renforts, il l'assiégea la prit de nouveau et s'y maintint. Une expédition qu'il projeta contre Coro n'eut pas lieu, par suite des intrigues de ses ennemis dont sa victoire avait blessé l'orgueil.

Le congrès s'occupa de la constitution du nouvel état; la commission qui était chargée de la rédiger fit son rapport, et le 23 décembre 1811 l'acte constitutionnel fut proposé à l'acceptation du peuple. La ville de Valencia fut choisie pour siége du gouvernement, et le congrès y tint ses séances au commencement de mars 1812.

Tout paraissait prospérer à la nouvelle république; les partisans de l'Espagne abattus et comprimés n'osaient rien entreprendre contre elle. Des forces militaires suffisantes la protégeaient au dehors, et se proposaient de délivrer les villes de Guyana et d'Angostura que la présence des Espagnols empêchait de se déclarer pour le nouvel ordre de choses; les royalistes de Coro étaient tenus en respect par un bataillon de bonnes troupes aux ordres du colonel Xalon, mais cet instant de prospérité ne fut pas long.

Le 26 mars 1812, entre quatre et cinq heures du soir, la province de Venezuela fut bouleversée par un tremblement de terre épouvantable; pendant une minute et demie, la terre agitée sembla en proie à d'horribles convulsions. Les villes de Caracas,

de la Guayra, Mayquetia, Merida et San-Felipe furent entièrement détruites. Barquisimeta, Valencia, Vittoria souffrirent considérablement, et plus de vingt mille personnes furent enterrées sous les débris. La principale caserne de Caracas s'écroula, écrasa un grand nombre de soldats, et couvrit de décombres les armes, les munitions et tous les objets d'approvisionnement.

Cet évènement changea la face des choses; les conspirateurs s'agitèrent de nouveau; les royalistes de Coro remportèrent un avantage signalé sur l'armée de Venezuela, et s'emparèrent de Carora le jour même du tremblement de terre; les troupes sous les ordres de Xalon se disposaient à quitter Barquisimeto pour marcher contre les royalistes, lorque les casernes, en s'abîmant sur les soldats, en écrasèrent un grand nombre.

Pour comble de maux, les frais occasionnés par deux expéditions militaires, par l'organisation d'une armée, l'établissement d'une fonderie de canons avaient épuisé les finances, et le déficit commençait à se faire sentir. Un papier-monnaie qui avait été créé pour subvenir aux besoins, et qui s'était assez bien soutenu jusqu'alors, tomba dans le discrédit, et le gouvernement, obligé de prendre des mesures sévères pour en maintenir la circulation, acheva de ruiner la confiance.

Dans ces circonstances, le congrès crut devoir investir les membres du gouvernement d'un pouvoir

illimité. Il ajourna ses séances, et les membres qui le composaient se rendirent à l'armée et dans les provinces pour ranimer l'énergie du peuple.

Le géneral royaliste Monteverde, de Carora, s'avança sur Barquisimeto dont il s'empara sans coup férir. Une partie des habitans s'enrôla sous ses drapeaux et grossit son armée; un de ses lieutenans s'empara d'Araure; lui-même il prit possession de San-Carlos et de Barinas.

Le général Miranda avec deux mille hommes et le peu d'artillerie échappé au désastre, trop faible pour arrêter les royalistes, évacua Valencia et se concentra dans les défilés de Cabrera, pour couvrir au moins Caracas; mais les habitans, partisans des royalistes, ayant conduit Monteverde par un chemin détourné qu'eux seuls connaissaient, celui-ci menaçait de tourner Miranda, qui se retira sur Vittoria, à soixante lieues de Caracas. Des royalistes voulurent l'inquiéter dans sa retraite, mais il les repoussa en leur faisant éprouver une perte considérable.

Miranda, revêtu de pouvoirs illimités, plus rapproché de Caracas, y rétablit l'ordre, introduisit la discipline dans l'armée et se disposait à prendre l'offensive, lorsque les Espagnols, prisonniers dans la citadelle de Puerto-Cabello, s'en emparèrent, favorisés par la trahison du général qui la commandait. Le colonel Simon Bolivar, commandant de la ville, voyant qu'il lui était impossible de reprendre le fort, s'em-

barqua pour la Guayra. La nouvelle de cet évènement jeta la consternation dans les troupes nationales. Monteverde en profita pour s'approcher de Caracas qu'il occupa par suite d'une capitulation.

La prise de Caracas rendit les Espagnols maîtres de la république de Venezuela; l'armée nationale fut dissoute, et Miranda, qui s'était réfugié à la Guayra dans l'intention de s'embarquer pour Carthagène, fut pris et livré aux Espagnols par don M. Casas, commandant de la Guayra, qui espérait se faire, par cette lâcheté, pardonner sa défection. Miranda, plongé dans un cachot, fut long-temps privé de sa liberté.

Comme le faisaient tous les commandans espagnols, Monteverde abusa de la victoire. Tout royaliste devint un dénonciateur; le plus grand crime fut d'avoir combattu pour la liberté; les prisons regorgèrent de patriotes; chaque maison devint une prison d'état; en un mot, la population entière fut incarcérée, et le ministre de la guerre O' Donoju se plaignait aux cortès, le 22 octobre 1813, *de l'indulgence* qu'on avait montrée envers les insurgés de Caracas.

Les patriotes, bien persuadés par des exemples anciens et récens que les royalistes ne leur accorderaient ni paix ni trève, mais leur faisaient une guerre d'extermination, se rallièrent; la province de Cumana secoua le joug de Monteverde; des troupes indépendantes sous la conduite de don N.

Marino, jeune officier actif et entreprenant, s'emparèrent de la ville de Maturin, s'y maintinrent malgré les efforts de Monteverde pour les en chasser, et en firent le foyer d'une nouvelle insurrection.

Bolivar, qui s'était retiré de la Guayra à la Nouvelle-Grenade, parut bientôt pour délivrer la province de Venezuela avec un corps de six mille hommes, dont le congrès de la Nouvelle-Grenade lui avait confié le commandement.

Bolivar, vainqueur à Cucuta, malgré la défaite de Briceno, colonel indépendant, commandant d'un corps de cavalerie, s'avançait rapidement vers Caracas dont les habitans l'appelaient comme un libérateur. Il divisa son armée en deux corps, en confia un au colonel Rivas, battit plusieurs fois les Espagnols, et délivra enfin la ville le 4 août 1813.

L'entrée de Bolivar à Caracas fut un véritable triomphe; rien ne pouvait exprimer les soins et les marques d'affection que les habitans prodiguèrent à ses troupes. Les prisons s'ouvrirent, et ceux qui avaient survécu à deux ans de détention et de souffrances furent rendus à la liberté, aux acclamations d'un peuple ivre de joie qui comblait son libérateur de louanges et de bénédictions.

Quinze cents Espagnols, abandonnés par Monteverde, avaient été pris à Caracas; un grand nombre de prisonniers avaient été faits dans différentes actions; Bolivar en fit proposer l'échange à Monte-

verde; et quoique les prisonniers indépendans fussent moins nombreux, et que les royalistes eussent un grand avantage à accepter l'échange, Monteverde le refusa, ayant reçu d'Espagne un renfort de douze cents hommes, il reprit l'offensive et attaqua les républicains près d'Aigua-Caliente, mais il fut battu complètement, presque tous ses soldats furent pris ou tués; lui-même, dangereusement blessé, se retira à Puerto-Cabello en laissant les débris de son armée sous les ordres de Salomon.

Bolivar, croyant trouver plus d'humanité dans le nouveau commandant, fit proposer derechef l'échange des prisonniers; mais Salomon, non content de le refuser, eut la barbarie de jeter dans un cachot le parlementaire indépendant qui vient le proposer.

Bolivar entreprit le siége de Puerto-Cabello, s'empara d'une grande partie de la ville, et força les Espagnols de se retirer dans la citadelle. Ceux-ci, pressés par les indépendans, quoique peu nombreux, manquant de vivres, en proie à d'horribles maladies, mais abondamment pourvus de moyens de défense, ne voulurent recevoir aucune capitulation. Bolivar, à qui tant de résolution en imposa, renonça au dessein d'enlever la citadelle d'assaut, et convertit le siége en blocus.

Pendant que Bolivar pressait la citadelle de Puerto-Cabello, les royalistes de Coro, renforcés par quelques troupes sorties de Puerto-Rico, entrè-

rent, sous la conduite de Cevallos, sur le territoire de Caracas, et battirent les républicains à Barquisimeto; Bolivar courut à leur rencontre, les défit à Virigima, à Barbula et à Araure. Un bataillon, qui avait montré de la faiblesse à Barquisimeto, fut désarmé par Bolivar. Armés seulement de piques, à la bataille d'Araure, ces braves soldats défirent un bataillon ennemi, enlevèrent ses fusils, et rétablirent leur réputation par cette action héroïque.

Bolivar avait joui jusque-là d'une autorité dictatoriale; quelque modéré que fût son gouvernement, ses lieutenans abusaient quelquefois de leur pouvoir. Le 2 janvier 1814, Bolivar convoqua une assemblée générale des principaux magistrats, ecclésiastiques et commerçans; là, il rendit compte de toutes ses opérations, et résigna l'autorité suprême. L'assemblée, sur la proposition du gouverneur de Caracas, l'en investit de nouveau jusqu'au jour où Venezuela, réunie à la Nouvelle-Grenade, pourrait en recevoir une constitution représentative.

Les royalistes, désespérant de subjuguer Venezuela par la force des armes, résolurent d'y porter le trouble et la destruction. Ils y jetèrent des hommes couverts de crimes et d'infamies, soulevèrent les esclaves, réunirent tous les vagabonds, et formèrent plusieurs divisions, dont Boves, Yanez, Rosette, Puy et Paloma prirent le commandement.

Boves et Rosette reçurent des armes et des mu-

nitions, et pénétrèrent dans la partie de l'est de la province de Caracas; Puy et Paloma, aidés par les troupes de Coro, Puerto-Cabello et Maracaybo, pénétrèrent dans la partie de l'ouest et menacèrent Barinas, Merida et Truxilla. Les patriotes abandonnèrent Barinas, et Puy y porta la mort et la dévastation en ordonnant un massacre général de tous les habitans.

Boves et Rosette s'avançèrent à travers des flots de sang; dans une étendue de pays de 400 milles, ils n'épargnèrent pas un être humain, et massacrèrent tous ceux qui ne voulurent pas les suivre. Ils réunirent ainsi huit mille hommes avec lesquels ils franchirent par les moyens les plus barbares tous les obstacles qu'ils rencontrèrent. Boves s'empara de Vittoria, et Rosette d'Ocumare, la première ville à quatorze lieues et la seconde à dix lieues de Caracas. Yanez et Puy s'avancèrent après la prise de Barinas, et cherchèrent à faire leur jonction avec Boves et Rosette. Les prisonniers espagnols, désespérant d'être échangés, formaient des conspirations; les troupes de Bolivar dispersées, peu nombreuses, ne pouvaient faire face de deux côtés; il était impossible de retirer les garnisons de la Guayra et de Caracas pour renforcer l'armée, sans livrer pour ainsi dire ces deux places aux esclaves et aux prisonniers. Dans un moment de désespoir, exaspéré par le massacre de quelques habitans d'Ocumare assassinés dans l'église, Bolivar donna un ordre que la situation de

son esprit et la difficulté des circonstances peuvent seules justifier; il commanda l'exécution des prisonniers, et huit cents furent mis à mort. Le commandant par représailles fit massacrer tous les patriotes qu'il avait entre les mains, et plusieurs centaines perdirent la vie.

Après cette sanglante exécution, Bolivar, ne craignant plus rien pour Caracas, se mit en campagne; il défit complètement Boves à la Vittoria; son lieutenant Rivas défit Rosetté sur les bords de la rivière de Tuy; Yanes fut tué à Ospinos, mais les républicains payèrent cher ces avantages; un tiers de leurs troupes périt dans ces diverses actions.

Bolivar, dépourvu de cavalerie, s'avança vers Los-Llanos, qui approvisionnaient les royalistes de chevaux; mais Boves et Rosette, ayant rallié leurs troupes et reçu des renforts, marchèrent de nouveau sur Caracas. Le général Marino, qui venait de Cumana, fut joint par le général Montilla, et repoussa les royalistes. Un avantage, que Bolivar avait remporté à San-Mateo, décida les ennemis à la retraite et délivra Valencia assiégée par Cevallos et Calzadas avec deux divisions.

Boves s'était retiré à Los-Llanos; Cagigal, nommé capitaine-général à la place de Monteverde, réunit sous ses ordres, à des renforts qu'il avait tirés de Coro, les troupes que Cevallos et Calzadas avaient ramenées de Valencia, et vint présenter la bataille aux indépendans. On en vint aux mains le 28 mai 1814

dans les plaines de Carabola. La victoire resta aux patriotes; les royalistes perdirent cinq cents hommes blessés ou faits prisonniers.

Bolivar, croyant par ces victoires avoir assuré le sort de Venezuela, tourna ses regards vers Coro et Los-Llanos, où l'ennemi s'était retiré. Il partagea son armée en trois divisions; une, conduite par Urdaneta, marcha sur Coro; la seconde, sous les ordres de Marino, se dirigea dans la province de Barinas, et lui-même à la tête de la troisième marcha sur Boves qui n'avait pas pris part à l'affaire de Carabola.

Les divisions se mirent en route et furent bientôt à une si grande distance les unes des autres, qu'il leur fut impossible de se secourir mutuellement. Bolivar, écrasé par la cavalerie de Boves, près de la ville de Cura fut obligé d'abandonner le champ de bataille. Marino, attaqué par les forces réunies de Boves, Cagigal et Calzadas, se jeta dans Cumana; Urdaneta, instruit de ces revers, trop éloigné pour essayer de secourir Caracas, se retira à Cucuta sur les frontières de Santa-Fé. Le siège de Puerto-Cabello fut levé, une partie de l'armée embarquée pour Cumana, tandis que Bolivar se rendait, par terre, dans cette ville avec l'autre partie; Caracas abandonnée se rendit encore une fois aux royalistes qui, sans respect pour les conditions d'un traité ratifié de la manière la plus auguste, firent fusiller les officiers républicains et un grand nombre de leurs soldats.

Nous avons vu la Nouvelle-Grenade fournir des troupes à Bolivar pour délivrer un moment Venezuela. Nous allons jeter les yeux sur cet état et faire voir quels progrès y avait faits l'insurrection.

De vingt provinces qui composent la vice royauté de la Nouvelle-Grenade, Carthagène fut la première chez qui l'esprit d'indépendance se manifesta ; elle mit d'abord des restrictions au pouvoir de son gouverneur, en lui donnant deux adjoints pour partager le fardeau des affaires, et peu après le destitua. Les provinces de Socorra et de Pamplona se révoltèrent contre leurs corrégidors dont la tyrannie devenait tous les jours plus odieuse ; Santa-Fé profita de l'occasion pour former, avec l'autorisation du vice-roi Amar, une junte composée de ses plus respectables citoyens, et dont le vice-roi lui-même fut nommé président. Cette junte reconnut l'autorité de la régence de Cadix ; mais peu de jours après elle désavoua cette même régence, fit arrêter et embarquer pour l'Espagne le vice-roi, sa femme et presque tous les membres de l'*audiencia* qu'elle accusait d'une conspiration vraie ou prétendue.

La junte de Santa-Fé, après cet acte d'insurrection, invita les autres provinces de la Nouvelle-Grenade à former un congrès général, pour pourvoir à l'administration des affaires, et une partie répondit à cet appel.

Le gouverneur de Popayan, don N. Tacon ; leva

des troupes dans la province de Santa-Marta qui s'était d'abord déclarée pour l'insurrection, et dont il avait dissous la junte, et marcha contre les troupes que Santa-Fé envoya à sa rencontre, mais il fut complètement battu par le général Baraya sur les bords de la rivière Palace, à trois lieues de Popayan.

La régence de Cadix, désirant se rendre agréable aux Américains, en donnant à deux de leurs compatriotes un témoignage honorable de confiance, envoya don A. Villa-Vicencia et don C. Stontufar, avec le titre de commissaires royaux, pour maintenir son autorité dans la Nouvelle-Grenade. Ces commissaires arrivèrent trop tard, l'incendie était allumé partout, et il devenait désormais presqu'impossible de l'éteindre.

La junte de Carthagène, pendant ce temps, publia, le 19 septembre 1810, un manifeste tendant à prouver l'avantage évident qu'auraient les provinces de la Nouvelle-Grenade à se réunir au gouvernement fédéral, à laisser à chaque province à établir pour elle-même le mode d'administration qui lui conviendrait. Quelques villes cmbrassèrent ce projet avec empressement, dans l'espoir de devenir le centre de nouvelles provinces formées du démembrement des anciennes. Carthagène ne tarda pas à reconnaître que son imprudent manifeste ne tendait à rien moins qu'à déchirer par lambeaux les états de la Nouvelle-Grenade; elle envoya don N.

Ayos avec des troupes, pour forcer la ville de Mompox, qui voulait se soustraire à l'autorité de la métropole, à renouveler son serment de fidélité : cette expédition eut un plein succès.

La junte de Santa-Fé reçut à peu près dans le même temps une ambassade de la junte de Caracas, et conclut avec elle, par la médiation de don S. Cortès Madariaga, un traité d'alliance avec Venezuela.

Le congrès général se réunit pour la seconde fois le 27 novembre 1811, et plusieurs provinces formèrent un pacte fédéral à Santa-Fé de Bogota. Au moyen de ce traité le pouvoir exécutif et législatif était attribué au congrès, et chaque province demeurait chargée de son administration intérieure. La province de Cundinamarca, qui n'approuvait pas les conventions sociales, reçut de Santa-Fé une constitution séparée.

Tacon, gouverneur de Popayan, après sa défaite à Palace, s'était retiré à los Pastos; il chercha à soulever les esclaves, et par ce moyen il se forma un corps de troupes, mais les insurgés de Popayan et de Quito le chassèrent de los Pastos. Retiré sur les côtes de la mer du sud, près du port de San-Buenaventura, il fut poursuivi et défait à Isgnanda par don Rodriguès qui avait succédé à Baraya dans le commandement des troupes de Santa-Fé.

Narino, élu président de Cundinamarca, respectant peu le gouvernement fédéral, s'occupait d'un

nouveau projet de constitution qui augmentât son pouvoir; il fit adopter ses vues aux provinces de Mariquita, Neyra et Socorra, leva des troupes contre le congrès, et la guerre civile fut allumée.

Narino, vaincu deux fois à Pablanca et à Ventequemada, voyant le siège de Santa-Fé ouvert par l'armée du congrès, proposa de quitter la présidence et d'abandonner la Nouvelle-Grenade, si les assaillans voulaient garantir la vie et les propriétés des habitans de Santa-Fé de Bogota; le congrès s'y refusa et exigea que la ville se rendît à discrétion. Narino n'ayant point accepté cette condition, un assaut fut donné, mais les troupes fédérales furent repoussées et mises en déroute, à l'exception d'une division qui fit sa retraite à Tunja, et le siège de la ville fut levé.

La junte de Quito, craignant les hostilités des Espagnols de Cuença, ville placée à l'extrémité de la Nouvelle-Grenade sur la frontière du Pérou, forma une armée. L'évêque de Cuença, à la tête des levées faites dans cette ville, réuni à Molina, nommé par la régence d'Espagne président de la junte de Quito, et que les habitans ne voulaient pas reconnaître, se mit en campagne et défit l'armée indépendante commandée par don C. Mantufar. Montès, successeur de Molina, entra dans Quito le 6 novembre 1812, y commit d'horribles cruautés; son lieutenant don N. Samana prit la ville de Popayan, la saccagea et mit à mort tous les officiers indépendans dont il se saisit.

poser Lastro et rétablirent la junte. O'Higgins, rappelé par quelques habitans mécontens de voir les Carrera à la tête des affaires, marcha sur la capitale. Quelques escarmouches avaient déjà eu lieu entre ses troupes et celles des Carrera; tout se préparait pour une affaire décisive, lorsqu'un envoyé d'Osorio annonça que le vice-roi Abarcal refusait de ratifier la capitulation. L'arrivée de l'ennemi commun rapprocha tous les partis. O'Higgins se soumit à l'autorité de la junte, et fut bientôt assiégé dans la ville de Rancagua par quatre mille hommes commandés par Osorio lui-même. Après avoir soutenu un assaut de trente-six heures, et perdu les deux tiers de ses troupes, O'Higgins évacua la ville, et se fit jour, l'épée à la main, au travers des lignes ennemies.

Les Carrera, ne pensant qu'à leur sûreté, se retirent à Mendoza, frontière de Buenos-Ayres, avec six cents soldats qui auraient pu arrêter encore les progrès d'Osorio, et plus de deux mille personnes que la frayeur bannissait du Chili. Osorio s'empara de San-Iago, Valparaiso, et de plusieurs autres villes importantes, et la capitainerie du Chili tomba ainsi au pouvoir des armées royales, à la fin d'octobre 1814. Des cruautés inouies furent commises, et un grand nombre de patriotes envoyés dans l'île déserte de Juan Fernandès.

Depuis que les Espagnols de Mexico avaient destitué et emprisonné le vice-roi Iturrigaray, qui

leur avait paru accueillir trop favorablement les idées nouvelles, la ville demeurait assez tranquille; mais les royalistes, fiers de l'assentiment de la junte de Cadix, déployèrent bientôt une audace et un despotisme insupportables, et les choses en étaient venues à un tel point que les Mexicains n'attendaient plus que d'une insurrection un remède à leurs maux, quand arriva chez eux don J. Venegas, nommé vice-roi par la régence espagnole.

Ce nouveau commandant commença par accorder, au nom de la régence, de grands honneurs aux Espagnols rebelles qui avaient dépossédé le vice-roi Iturrigaray, et ratifia tous les actes illégitimes qu'ils avaient faits. Il publia ensuite une proclamation par laquelle il promit que les cortès s'occuperaient incessamment du sort de l'Amérique, et apporteraient, dans l'administration de ses affaires, les changemens que les circonstances rendaient nécessaires.

Une conduite si différente de celle qu'on attendait, la protection scandaleuse accordée à des Espagnols rebelles qui avaient osé déposséder et emprisonner un officier nommé par le roi pour le représenter, mécontenta et indigna tout le monde.

Un prêtre, nommé Hidalgo, avait formé un parti, et, aidé de quelques capitaines Espagnols, s'était emparé de plusieurs villes et avait débauché plusieurs régimens. La conduite de Venegas accrut son parti de tous ceux que ce nouveau vice-roi mécontentait.

L'insurrection s'étendait rapidement; Guadalaxara, Zacatecas s'y réunirent avec plusieurs autres villes charmées de trouver l'occasion de briser le joug espagnol.

Hidalgo, suivi de plus de quatre-vingt mille hommes, Indiens, Créoles, etc., s'occupa à assujétir sa troupe à une espèce de discipline, l'arma de piques, de couteaux, de haches, de gros mousquetons, et se porta en avant.

Il entra à Valladolid aux acclamations des Indiens, des Créoles, et de toute la population, s'empara d'un million et demi de dollars, se recruta de deux régimens de milice qui voulurent le suivre, et, après avoir chanté le *Te Deum*, arboré un drapeau bleu et blanc pareil à l'ancienne bannière des empereurs du Mexique, il s'avança sur la capitale.

Hidalgo s'approchait de Mexico, et tout lui promettait que cette ville serait bientôt en son pouvoir. Les troupes royales peu nombreuses et dispersées ne pouvaient qu'opposer une résistance inutile; le vice-roi n'avait pour protéger le siège de sa vice-royauté que les excommunications que l'archevêque de Mexico lança contre Hidalgo, et qui n'effrayèrent aucun de ses partisans.

Cependant, pour appuyer les malédictions de l'archevêque par quelque chose de plus positif et de plus réel, Venegas donna au colonel Truxillo quinze cents hommes, peu après augmentés de cinq

cents, avec lesquels celui-ci se porta au-devant de Hidalgo. Truxillo, chassé de position en position, fit sa retraite sur Mexico, où il entra avec environ trois cents hommes, après avoir abandonné toute son artillerie.

Venegas se disposait à se retirer à Verá-Cruz avec les Espagnols, comptant peu sur environ deux mille hommes qu'il avait pour défendre Mexico. A la vue des troupes d'Hidalgo qui descendaient les montagnes de Santa-Fé, le peuple, espérant que les insurgés seraient vainqueurs, se livrait publiquement à la joie, lorsque Hidalgo, par des raisons qu'on n'a jamais connues, se détourna de Mexico, et alla placer son camp sur une montagne qui domine le village d'Aculco et le pays environnant. Callejas, à la tête de six mille hommes, vint l'attaquer : les Indiens indisciplinés prirent la fuite dès que le feu s'engagea; les troupes régulières, déconcertées par cette défection, se débandèrent, et ne se réunirent qu'à Goanaxoato, où Callejas les suivit.

Les indépendans furent chassés, et la ville prise d'assaut fut livrée à toutes les horreurs du massacre et du pillage, pendant deux heures. Les officiers prisonniers et un grand nombre de personnes qui avaient manifesté des sentimens favorables à l'indépendance furent fusillés. Hidalgo se retira vers Guadalaxara, à cinquante lieues du Mexico : il battit, dans sa retraite, tous les corps espagnols qui

vinrent l'attaquer, et fit reconnaître son autorité à Valladolid, Mechoacan, Zacatecas, Guadalaxara, San-Luis de Potosi et dans une partie de l'intendance de Sonora.

Callejas, après la prise et le sac de Goanaxoato, avait suivi les indépendans à grandes journées. D. J. Cruz les avait défaits à Zamora, avait pris Valladolid et traité cette ville avec une cruauté et une barbarie révoltantes. Hidalgo, voyant Callejas s'avancer sur lui, résolut de se porter en avant et de l'attaquer. Cent trente canons furent mis en batterie sur le sommet de plusieurs montagnes, et l'action commença. Callejas enleva l'artillerie des indépendans, pendant qu'Emparan battait leur cavalerie. Vaincu sur tous les points, Hidalgo, avec le reste de ses troupes, rentra à Guadalaxara. Arrivés dans cette ville, les indépendans rétablirent leur artillerie, et, après avoir organisé quelques troupes de guérillas, prirent la route de Saltilla, et dans leur marche s'emparèrent de diverses places dont les gouverneurs prirent la fuite ou se déclarèrent pour eux.

La guerre paraissait devoir traîner en longueur, lorsque don Y. Elisondo, chef d'un parti d'indépendans, dans l'espoir d'obtenir sa grâce des Espagnols, et aidé de plusieurs officiers, attaqua Hidalgo à Acaita de Bajan, et le livra avec soixante des siens à la vengeance des royalistes. Cinquante officiers indépendans furent fusillés de suite, et dix autres,

parmi lesquels étaient Hidalgo et Balleza, furent mis à mort quelques mois après.

La mort d'Hidalgo ne découragea point les autres chefs indépendans, et la guerre continua sur divers points. Villagran, Morelos et Rayon soutinrent avec courage la lutte dans laquelle ils étaient engagés. Rayon avait pris position à Saltilla pour favoriser la retraite d'Hidalgo, et était depuis retourné à Zacatecas; là, il avait proposé un accommodement au vice-roi; mais celui-ci ayant mis pour première condition du traité que Rayon déposât incontinent les armes, Rayon n'y voulut pas consentir, et la guerre continua.

Sur ces entrefaites, Venegas fit publier l'acte d'amnistie que les Cortès avaient accordée à tous les indépendans qui mettraient bas les armes; mais la mauvaise foi des Espagnols était tellement connue, que toutes les promesses du vice-roi ne détachèrent pas un partisan de la cause de l'indépendance, il fallut ensanglanter de nouveau le sol américain.

Rayon, attaqué dans Zacatecas, se retira dans l'intendance de Valladolid, battit deux fois les Espagnols, et deux fois essaya inutilement d'enlever Valladolid, enfin se retira à Zitaquaro, où il établit une junte composée de trois personnes et dont il fit partie. Venegas, craignant que l'insurrection, en prenant une forme régulière, ne se propageât et ne s'affermît, donna l'ordre à Callejas d'attaquer vivement cette junte et de la détruire.

Zitaquaro, quoique vaillamment défendu, fut enlevé le 2 janvier 1812; les royalistes s'emparèrent de toutes les munitions des indépendans; quant aux malheureux habitans de la ville, ils furent chassés et leurs habitations furent détruites par le feu, avec défense de jamais les rétablir.

La junte de Zitaquaro se retira à Zultapec à trente lieues de Mexico, et les chefs indépendans, à la tête de plusieurs corps de guérillas, firent face aux troupes royales. La junte proposa un accommodement à Venegas, qui reçut les propositions qui lui furent faites, aussi mal qu'il avait reçu celles de Rayon.

Morelos, après avoir battu plusieurs fois les royalistes, forma le siège d'Acapulco; et tandis que le brigadier Bravo avec une division battait le général Masetu et entrait à Quautla Amilpas, Morelos lui-même, tout en continuant le siège d'Acapulco, prenait Icuzar.

Callejas laissa respirer la junte de Zitaquaro et courut s'opposer aux indépendans. Il mit le siège devant Quautla-Amilpas, et Morelos déploya toutes les ressources du courage et du génie pour sauver la ville. Callejas, réuni à Llarro qui avait inutilement essayé de reprendre Icuzar, la pressait vivement. Morelos ordonna une sortie générale, mais il fut repoussé et perdit plus de mille hommes; enfin, manquant de provisions, et après soixante cinq jours

de siège, il se décida à abandonner la ville. Il se mit en marche avec six à sept mille hommes et toute la population de Quautla-Amilpas qu'il emmena avec lui. Attaqué dans sa retraite, il eut beaucoup à souffrir, mais enfin il arriva à Chilapa, dont il s'empara de vive force et où il prit un peu de repos.

Bientôt après il s'empara de Calmacan, de Tehuacan, d'Orizaba, et d'Antequera; Acapulco tomba également en son pouvoir, et au moyen de plusieurs corps de guérillas qu'il jeta entre Xalapa et Vera-Cruz, il interrompit la communication de cette dernière ville avec Mexico. C'est pendant que Morelos obtenait ces succès, que Rayon, chassé de Tenango, emmenait à sa suite la junte nationale à Zultepec. Vers la fin de 1812, quelques Americains des Etats-Unis, rassemblés par Toledo et le colonel Guttierez, entrèrent dans les provinces espagnoles, et après quelques succès de peu d'importance, furent battus et dispersés par don Arredondo.

En décembre 1813, Morelos fut battu par Llarro, forcé de se retirer sur Puruaran à dix-sept lieues de Valladolid, et atteint le 7 janvier 1814. Deux de ses divisions, trompées par l'obscurité, firent feu l'une sur l'autre. Au point du jour Llarro, profitant de la consternation que cette méprise avait jetée parmi les indépendans, les défit complètement. Acapulco fut reconquis par les royalistes, et le parti indépendant perdit chaque jour quelqu'un de ses avantages.

La junte nationale dont la destinée était d'errer de ville en ville, toujours chassée par les troupes espagnoles, s'assembla à Ario, et convoqua un congrès. Cette assemblée déclara Mexico puissance indépendante, et nomma un pouvoir exécutif composé de Liceaga, Cos et Morelos. Le congrès, transporté à Apatzingan, publia une constitution démocratique et prescrivit la formule du serment que chaque citoyen devait prêter. A Mexico, la constitution fut brûlée publiquement, et la peine de mort fut décrétée contre ceux qui en conserveraient des copies.

Plusieurs corsaires indépendans arrivèrent sur ces entrefaites et apportèrent des armes et des munitions aux armées de leur parti. Les généraux Humbert et Toleda entrèrent à Puente del Rey avec des approvisionnemens. Morelos, voulant se porter au devant d'eux, fut surpris à Atacama; vaincu et prisonnier, il fut conduit à Mexico et fusillé par derrière malgré les réclamations des indépendans, qui demandaient au nom des lois de la guerre à l'échanger contre des Espagnols.

Le congrès était à Thuacan, lorsqu'il fut dissous par Teran, qui profita des dissensions qui s'éléverent après la mort de Morelos entre les patriotes, pour s'emparer avec don E. Y. Alas et don N. Complido de l'autorité suprême. Ce pouvoir exécutif ne put rétablir les affaires des insurgés qui allèrent toujours depuis ce moment de mal en pis.

Don Juan R. d'Apodaca, successeur de Callejas,

remplaça le plan d'extermination qu'avait adopté son prédécesseur par un système de douceur et de modération qui acheva de ruiner la cause des indépendans dans le Mexique, et la révolution parut à peu près terminée dans cette partie des possessions espagnoles, sauf quelques mouvemens provoqués par le jeune Mina dont nous parlerons plus tard.

Telle était à peu près la situation des affaires d'Amérique lorsque Ferdinand, par suite du traité de Valençay, ressaisit, comme nous l'avons dit, le sceptre de ses ancêtres. Il signifia aux provinces américaines son avènement au trône, et ordonna aux insurgés de mettre bas les armes, promettant de faire droit à toutes leurs réclamations, et en même temps il fit embarquer le général Pablo Morillo avec dix mille hommes de bonnes troupes, suffisamment approvisionnées d'artillerie et de munitions pour réduire par la force des armes ceux des chefs insurgés qui n'obéiraient pas aux ordres dont ses agens étaient porteurs.

Les Américains qui se seraient facilement soumis à Ferdinand s'ils avaient trouvé en lui un père tendre prêt à écouter leurs plaintes et à y faire droit, ne voyant qu'un maître irrité qui se présentait à eux, les armes à la main et suivi des instrumens du supplice, se préparèrent à faire une vigoureuse résistance; les haînes s'éteignirent, les divisions cessèrent, et tout le monde se réunit contre l'ennemi nouveau qui entrait en lice.

Reprenons les évènemens où nous les avons laissés, et continuons d'esquisser rapidement les principaux évènemens qui se sont passés en Amérique.

Les patriotes de Buenos-Ayres s'étaient emparés de Monte-Video, mais Artigas qui commandait dans la bande orientale demanda que la place lui fût livrée comme faisant partie de son gouvernement. Le gouvernement de Buenos-Ayres refusa d'accéder à cette demande, et le colonel Soler fut nommé gouverneur de la place.

Artigas, irrité par ce refus, résolut de faire la guerre à la république ; un de ses généraux défit les troupes de Buenos-Ayres commandées par le colonel Dorrego ; cet échec obligea la république de rappeler le colonel Soler, et Artigas prit possession de Monte-Video.

Le gouvernement de Buenos-Ayres envoya des troupes sous les ordres du brigadier Vianca et du colonel Alvarès pour arrêter les progrès d'Artigas. Alvarès profita de la nomination pour faire destituer le directeur général Alvéar et se déclarer pour Artigas. Alvéar, privé de sa dignité de directeur suprême, se retira vers les troupes campées à une lieue de la ville ; le bruit courut bientôt qu'il voulait l'assiéger ; on le força de quitter le commandement, et on le laissa s'embarquer sur une frégate anglaise.

Rondeau fut élu directeur suprême et Alvarès fut nommé pour son substitut, parce que les devoirs mi-

litaires retenaient Rondeau à l'armée. Brown fit dans la mer du sud une expédition maritime qui eut d'abord quelques succès; mais, capturé par un vaisseau de guerre anglais, il fut conduit à Antigua et mis à mort, sous prétexte qu'il avait violé les lois de la navigation.

Le nouveau gouvernement, débarrassé de ses adversaires, envoya des troupes contre Artigas qui avait pris Santa-Fé et qui s'y maintenait. Viamont qui les commandait fut battu et fait prisonnier par Artigas, et peu de temps après l'armée du Pérou fut battue par Pezuela qui commandait les troupes royales.

Le congrès, convoqué par Alvarès à Saint-Michel de Tucuman, procéda à la nomination d'un directeur suprême. J. M. Puyredon, fort considéré dans le pays, fut élevé à cette dignité. Il donna ensuite le commandement de l'armée du Pérou à Belgrano, et envoya des renforts à Saint-Martin qui combattait sur les frontières de Buenos-Ayres du côté du Chili. Le congrès proclama, le 9 juillet 1816, l'indépendance des provinces de Rio de la Plata.

Dès long-temps le Portugal formait le projet d'étendre son territoire jusqu'à Rio de la Plata. Le général Lecor entra avec dix mille hommes dans la bande orientale. Artigas chercha en vain à faire tête à ce nouvel orage; il lui fallut abandonner Monte-Video dont les Portugais prirent possession le 20 janvier

1817. Lecor aurait poussé ses conquêtes peut-être plus loin, si l'insurrection de Fernambouc arrivée dans ces momens et les préparatifs hostiles de Buenos-Ayres ne l'eussent forcé à s'arrêter.

La cour de Madrid, en apprenant l'occupation de Monte-Video par les Portugais, se fâcha aussi sérieusement que si la ville, au pouvoir des indépendans, n'eût pas été aussi bien perdue pour elle, qu'elle l'était par la conquête qu'en avait faite les Portugais. Ferdinand VII se plaignit à toute l'Europe; la cour de Portugal donna quelques explications bonnes ou mauvaises, et Monte-Video lui resta.

Les troupes royales, en possession du Chili, pouvaient entrer dans les provinces de Rio de la Plata. Le gouvernement de Buenos-Ayres envoya dans le Chili le brigadier Saint-Martin avec un corps de quatre mille hommes. Saint-Martin, après avoir exercé et discipliné ses soldats, entra en campagne. Il traversa les Andes et attaqua Chacabuca, à treize lieues San-Iago, les royalistes qui y avaient pris position, et, malgré la difficulté de l'accès, il les en délogea après leur avoir tué six cents hommes et fait prisonnier un nombre égal. Le capitaine-général Marco, qui commandait l'armée royale, fut pris près de Valparaiso. Saint-Martin entra dans San-Iago, où un congrès des principaux habitans le nomma directeur suprême, mais il refusa cette dignité, et le congrès nomma le brigadier O'Higgins; voilà comment

la valeur et l'activité du général Saint-Martin firent triompher la cause de la liberté dans le Chili et remirent ces provinces sous le pouvoir des patriotes.

Le premier soin du nouveau gouvernement du Chili fut d'organiser une armée capable de défendre le sol de la république. On eut bientôt occasion de le féliciter de cette mesure. Les Espagnols réfugiés aux îles de Chéloé, réunis à des troupes venues de Lima, débarquèrent à la Conception et attaquèrent le général Heras; battus après quelques avantages, ils se renfermèrent dans Talcahuano et derrière la ligne de Bobio, d'où l'on s'occupa de les chasser avant de marcher sur le Pérou.

Le vice-roi de Lima, voyant l'orage le menacer, voulut prévenir et porter la guerre dans le Chili. Saint-Martin à Valparaiso et O'Higgins à la Conception attendaient l'ennemi de pied ferme.

Osorio, qui commandait les troupes du Pérou, s'avança à la tête de cinq mille cinq cents hommes; débarqué, sans difficulté, à Talcahuano, il pénétra de même dans l'intérieur du pays, et se trouva bientôt à quatre-vingts lieues du point de son débarquement; attaqué au débouché des plaines, il se retira, après quelques pertes, dans une forte position près de Talca. Les Chiliens fatigués négligèrent les précautions nécessaires pour éviter une surprise, et furent victimes de leur négligence. Osorio tomba sur eux à l'improviste, les dispersa, et s'empara

de tout le matériel de leur armée. O'Higgins, blessé, et Saint-Martin rallièrent leurs troupes, et se retirèrent en toute hâte dans la plaine de Maïpu, au midi de San-Iago, où ils assirent leur camp. En trois jours, grâce à l'activité de Saint-Martin, et au dévouement des habitans du Chili, le matériel qu'on avait perdu fut remplacé, et l'armée fut réorganisée.

Le 5 avril, Saint-Martin attaqua Osorio, et remporta une victoire signalée et complète. Deux mille Espagnols furent tués, trois mille faits prisonniers; artillerie, bagages, caissons, tout fut abandonné par les royalistes, et pris par les indépendans. Osorio, qui, peu d'heures auparavant, commandait à cinq mille hommes, put à peine en réunir deux cents avec lesquels il s'enfuit avec la plus grande difficulté à Talcahuano, d'où il se retira à la Conception, après avoir réuni quelques fuyards et rappelé les garnisons qu'il avait laissées dans différens forts.

Saint-Martin, après avoir purgé le pays des bandes de guérillas qui s'y étaient organisées, chassa les Espagnols de la Conception; et, depuis ce moment, le Chili jouit sous un gouvernement constitutionnel et libéral du bonheur conquis par son courage et son dévouement.

Nous avons cru devoir terminer tout ce qui regarde Buenos-Ayres et le Chili; nous allons re-

prendre la suite des évènemens survenus dans la province de Venezuela et dans celle de la Nouvelle-Grenade; c'est là que nous rencontrerons Morillo, luttant inutilement contre des hommes enflammés par l'amour sacré de la patrie et de la liberté.

Après la prise de Caracas par les troupes royales et la conquête de Venezuela, nous avons laissé Bolivar se retirer à Cumana avec les débris de son armée battue à la Punta. Un homme aussi entreprenant n'était pas fait pour rester long-temps dans l'oisiveté, il revint dans la province de Barcelona, mais sa mauvaise fortune l'y suivit encore, il fut défait et forcé de s'embarquer pour Carthagène avec quelques officiers décidés à partager ses dangers. Rivas et Bermudes se séparèrent de lui accompagnés de quelques troupes, et se retirèrent à Maturin.

Moralès et Boves tentèrent de chasser les indépendans de cette ville devenue le rendez-vous des patriotes désespérés; ils furent repoussés plusieurs fois; mais, recevant journellement des renforts, ils furent enfin vainqueurs à Urica, et Maturin tomba en leur puissance. Les royalistes perdirent Boves, qui fut tué devant Maturin; mais ils se vengèrent en faisant fusiller le général Rivas qu'ils avaient fait prisonnier.

Bolivar, de Carthagène, se rendit à Tunja, et le congrès de la Nouvelle-Grenade, établi dans cette

ville, lui donna trois mille hommes avec lesquels il força Santa-Fé de Bogota à reconnaître l'autorité du congrès, et il se mit en route pour réduire la province de Santa-Marta. Carthagène, refusant de contribuer aux frais de cette expédition, fut assiégée par Bolivar, et la guerre civile se mit entre les patriotes; mais Morillo s'étant présenté en ce moment sur les côtes de Venezuela, Bolivar quitta son armée, et ses troupes se réunirent à celles de Carthagène pour défendre cette ville.

Carthagène avait de bonne heure pris part à l'insurrection générale; une junte avait été nommée et des autorités établies; à peine étaient-elles en fonctions, qu'un officier du regiment *El Fixo*, nommé don B. Guttierez, entreprit de les dissoudre, et d'envoyer en Espagne les membres qui les composaient, après en avoir fait exécuter quatre. Le projet fut prévenu, on pardonna aux soldats; mais on exila les chefs du complot.

La junte avait fait assiéger la ville de Mompox, et, après l'avoir soumise, avait exilé plusieurs habitans et en avait emprisonné quelques autres. Le peuple, excité par don Gabriel Pineras, natif de Mompox, se porta en foule devant le palais de la junte en demandant la liberté des prisonniers, et une constitution qui déclarât l'indépendance de la province.

La junte convoqua un congrès qui proposa une

constitution; le gouvernement fût composé d'un sénat et d'un corps législatif, et le pouvoir exécutif confié à un président, assisté de deux conseillers et élu pour trois ans.

Le mauvais état des finances fit recourir à la création d'un papier-monnaie. Cette mesure produisit un mauvais effet, la confiance s'altéra, le commerce périt, et les plus chauds partisans de la révolution commencèrent à se refroidir et à désirer un changement.

Les royalistes de Santa-Marta profitèrent de ces dispositions pour entrer dans les provinces de Carthagène. D'abord repoussés, ils obtinrent quelques succès, ensuite s'approchèrent de la ville. Dans cette position, le gouvernement, sur l'insinuation d'un capitaine de marine anglaise qui commandait une frégate, envoya des députés pour proposer un arrangement à don Benito Perez, nommé par le gouvernement espagnol vice-roi de la Nouvelle-Grenade, et qui résidait à Panama; et pendant ce temps, don A. Guttierez Morena parcourait les îles de l'ouest pour recruter des officiers et des soldats, et l'armée se réorganisait sous le commandement d'officiers supérieurs émigrés de Caracas.

Les deux envoyés de Carthagène furent traités comme espions, mis en prison, et ne furent délivrés que sur les réclamations de l'amiral anglais,

qui, par le capitaine dont nous avons parlé plus haut, leur avait persuadé de partir.

Il fallut songer alors sérieusement à la guerre. L'armée, divisée en deux corps, fut confiée au Français Lebattu et à don M. Cortès Campamanes.

Ces deux généraux obtinrent des succès rapides; les provinces envahies furent reconquises, et Lebattu, après avoir chassé les royalistes de Santa-Marta, s'empara de cette ville; mais la manière impolitique avec laquelle il la gouverna fit révolter les habitans qui le chassèrent, et le contraignirent à s'embarquer pour Carthagène.

Deux nouvelles expéditions tentées contre Santa-Marta échouèrent l'une et l'autre. Dans la première, un officier français appelé Chatillon, qui la commandait, fut pris et mis à mort; la seconde avait été confiée à Lebattu.

Carthagène ne s'occupa depuis qu'à défendre les frontières, et à faire fleurir son commerce ; elle recevait assez pour pouvoir rembourser le papier-monnaie qu'elle avait mis en circulation au commencement de l'insurrection.

Morillo s'approcha de Carthagène, où une partie des patriotes s'étaient retirés après la prise de l'île de Margarita, et il en fit le siège.

Le général espagnol plaça son quartier-général à Turbaco, quatre lieues à l'est de Carthagène, et fit attaquer les positions que les indépendans occupaient

autour de la ville. Les royalistes furent repoussés avec une perte considérable à l'attaque de Lapopa, montagne que les insurgés avaient garnie d'artillerie, et qui commande les environs de la place; plus heureux à l'attaque de la Costa-Grande, ils en dépostèrent leurs ennemis, et placèrent leurs batteries à Albormes et à Pastelillo, et, au moyen de bateaux armés qu'ils avaient introduits dans la rade de Carthagène, ils coupèrent toute communication entre la ville et les forts, et empêchèrent les assiégés de recevoir aucun secours par la rade. Cela fait, ils commencèrent un bombardement qui dura trois mois.

Dans ces conjonctures difficiles, le gouvernement de Carthagène, prévoyant bien qu'abandonné à ses propres moyens, il ne pourrait jamais sauver la ville, ne pouvant d'ailleurs espérer aucun secours des autres provinces insurgées, toutes occupées à se défendre pour leur propre compte, résolut de mettre Carthagène sous la protection des Anglais; en conséquence, des dépêches furent envoyées à Londres et au gouverneur de la Jamaïque, mais la triste position où se trouvait la ville ne permit pas d'attendre de réponse. La famine faisait des progrès effrayans, et chaque jour moissonnait cent personnes. Le gouvernement, sans espoir de conserver Carthagène, prit le parti de l'abandonner. En conséquence, plus de deux mille personnes s'embarquèrent sur onze vaisseaux pour la plupart armés : cette flotte se

rendit d'abord à l'île de Bocachica, en retira la garnison, et mit ensuite à la voile.

Le jour suivant, les royalistes entrèrent dans Carthagène, et prirent possession d'un monçeau de ruines et de décombres. Voici ce qu'écrivait le capitaine-général Montalva au gouvernement d'Espagne :

« L'horrible apparence de la cité peut à peine se « décrire : les rues et même les maisons sont encom- « brées de morts et de mourans ; l'atmosphère est « pestilentielle au point de couper la respiration; des « gémissemens et des lamentations assaillent nos « oreilles. »

Montalva, nommé gouverneur de la cité, fit condamnèr et mettre à mort ceux des indépendans qui n'avaient pas monté sur la flotte, et qui avaient été pris dans Carthagène; après les avoir fait condamner, en violant toutes les lois, par un conseil illégalement convoqué, il écrivait : « Je suis peut- « être le seul chef dans l'Amérique méridionale, « dont la conduite ait été aussi humaine. » Quelle hnmanité !

Bolivar, qui s'était rendu à la Jamaïque avec le projet de secourir Carthagène en débarquant des troupes sur ses rivages, se vit forcé d'y renoncer. Lorsque la ville fut prise, il forma le dessein de reporter la guerre dans les provinces de Venezuela et de les arracher à la domination espagnole.

L'arrogance des Espagnols, maîtres de Venezuela, avait singulièrement mécontenté la population. Plusieurs corps de troupes du pays, qui avaient d'abord consenti à combattre sous les bannières royales, s'étaient révoltées, et, après la bataille d'Unia, avaient formé différens corps de guérillas. Pendant cinq ans, une guerre intestine et obstinée s'alluma dans cette province, et souvent les Espagnols furent mis en déroute. Les guérillas, commandés par Monagos, Piar, Roxas, Saraza et autres chefs, occupèrent la partie intérieure des provinces de Guayna, Cumana, Barcelona, Caraças et Barinas, et s'y maintinrent malgré les efforts des royalistes pour les détruire.

Bolivar cherchait à utiliser la bonne volonté des provinces de Venezuela, lorsqu'Arismendi releva l'étendard républicain dans l'île de Margarita. Bolivar tourna les yeux de ce côté, et disposa une expédition pour secourir les patriotes de cette île. Il partit des Cayes avec deux vaisseaux de guerre et treize bâtimens de transport commandés par Brion, et sur lesquels il avait embarqué des émissaires de Venezuela, ce qui restait de la garnison de Carthagène, et environ mille combattans. Cette flotte, après avoir pris deux vaisseaux de guerre espagnols, à la suite d'un combat sanglant, dans lequel Brion fut blessé, arriva à Margarita, et Bolivar s'empara de toute l'île, excepté du fort de Pampata, dans lequel les Espagnols se retirèrent.

Bolivar quitta Margarita, débarqua à Carupano, à cinq lieues de Cumana, y organisa quelques corps de guérillas, et fit voile pour Ocumare. Arrivé sur la côte, il aborda sans difficulté. Après avoir passé la revue de ces troupes composées de mille à douze cents hommes, il les divisa en deux corps : l'avant-garde, commandée par Mac Gregor, s'avança dans le pays, suivi de Bolivar, avec un des deux corps d'armée, tandis que l'autre s'emparait d'Ocumare. Déjà Mac Gregor, après avoir pris plusieurs places, menaçait Vittoria, lorsqu'un corps de troupes royales conduit par Morelos que Morillo avait détaché, vint se placer entre les deux divisions de l'armée indépendante. Bolivar, séparé de son avant-garde, eut à soutenir tout le choc des Espagnols ; il perdit deux cents hommes et ses meilleurs officiers. Forcé de se rembarquer, il abandonna Mac Gregor qui se porta dans les plaines de Barcelona.

Ce fut dans cette expédition que Bolivar, pour faire rentrer en eux des ennemis qu'il avait à combattre, et faire revivre en Amérique les lois de la guerre adoptées par toutes les nations policées, fit la célèbre proclamation par laquelle il déclara qu'il cessait *la guerre à mort*, et qu'aucun Espagnol ne serait mis à mort, si ce n'est dans le combat, et qu'aucun Américain ne serait inquiété pour le parti qu'il aurait suivi dans la guerre de l'indépendance. Ce fut le premier exemple de modération donné

par des nations civilisées, qui s'étaient jusques-là fait une guerre d'extermination, plus cruelle que celle qu'elles avaient faite, quelques siècles avant, aux malheureux et premiers habitans des pays dans lesquels elles s'égorgeaient.

Les royalistes poursuivirent vivement Mac Gregor, mais il leur échappa par la connaissance qu'il avait du pays; réuni à quelques chefs indépendans, il repoussa Moralès à la bataille d'Alocran et le défit complètement à Juncal. Ces victoires lui ouvrirent les portes de Barcelona et le mirent à même de communiqner avec les généraux qui étaient dans les provinces de Cumana et de Guayna.

Les Espagnols, toujours maîtres du fort de Pampatar dans l'île de Margarita, l'évacuèrent, et Arismendi, maître de l'île entière, y laissa une garnison et s'embarqua avec une partie de ses troupes pour se réunir aux patriotes de Barcelona. Bolivar, qui après la défaite d'Ocumare, s'était retiré aux Cayes, en revint et amena de nouveaux renforts à Santa-Margarita. Dans une proclamation, il convoqua la représentation de Venezuela en congrès général, et se rendit à Barcelona, où il organisa un gouvernement provisoire. Attaqué par les généraux royalistes Réal et Moralès, il les défit complètement. Le général Piar défit plus tard les troupes royales à Guayna, et le força de s'enfermer dans le fort de Guayna-la-Vieja, et dans la ville d'Angos-

tura ; enfin le général Paez battit, près de San-Fernando de Apure, un corps de deux mille hommes que Morillo avait tiré de Santa-Fé et qu'il amenait lui-même à Caracas pour en renforcer la garnison.

Ces succès ne durèrent pas long-temps ; un renfort de seize cents hommes, choisi parmi les meilleures troupes d'Espagne, donnèrent la supériorité aux royalistes qni enlevèrent Barcelona aux indépendans.

Dans une analyse telle que celle-ci où il faut faire marcher de front les événemens survenus dans quatre ou cinq provinces, il n'est guère possible de suivre l'ordre chronologique, et de ne pas revenir quelquefois sur les évènemens antérieurs. Nous venons de voir la part que Morillo prit dans la guerre que Bolivar rallumait dans la province d'Ocumare et de Barcelona, et nous n'avons encore vu Morillo que débarquant en Amérique et faisant la conquête de Carthagène. Suivons sa marche après la prise de cette ville.

Une fois en possession de Carthagène, Morillo entreprit la conquête de la Nouvelle-Grenade. Il avait trouvé, en arrivant, Caracas au pouvoir des royalistes, et une partie de l'armée rentrée dans cette ville, sous la conduite de Calzado ; il envahit la province de Pamplona et celle de Tunja ; une autre division pénétra dans les provinces d'Antiaguia et de Popayan, et le commandant en chef, tandis qu'une

partie de ses troupes suivait la rivière Magdalena jusqu'à la ville de Honda, se dirigeait vers Ocana et Sangil dans la province de Sangil. Dans toutes les affaires, les troupes royales eurent l'avantage, et, à la bataille de Cachiri, les défenseurs de la Nouvelle-Grenade furent défaits, et le congrès se sépara.

Les troupes, échappées au carnage, se retirèrent à Los Llanos sous la conduite des généraux Cariez et Ricante, et Morillo s'empara de Santa-Fé de Bogota.

Pendant près de cinq mois que Morillo séjourna dans cette ville, il souilla les lauriers qu'il venait de cueillir, par des cruautés effroyables. Plus de six cents personnes, de celles qui avaient composé le congrès, les gouvernemens provinciaux, ou commandé les troupes indépendantes, furent fusillées, pendues ou exilées; un nombre plus grand encore fut emprisonné en attendant un sort pareil; des hommes d'un mérite supérieur, des savans, furent sacrifiés sans pitié, parce qu'ils avaient servi la cause de la liberté; les femmes des condamnés furent exilées par ordre de Morillo.

Jetons un coup d'œil sur le Mexique et sur Buenos-Ayres, et voyons ce qui ce passait de plus important dans ces provinces pendant que les patriotes défendaient la liberté expirante dans le Venezuela et la Nouvelle-Grenade.

L'évènement le plus remarquable qui ait eu lieu dans le Mexique est l'expédition de Mina.

Mina qu'on appelle le jeune pour le distinguer de son oncle le celèbre Mina, après la tentative infructueuse qu'il fit sur Pampelune en 1814, se retira en France, où il ne tarda pas à s'ennuyer. Son caractère bouillant l'entraîna bientôt à chercher des aventures où il pût acquérir de la gloire.

Le 22 avril 1817, il débarqua à Soto la Marina, à trente-cinq lieues de Tampico, suivi de onze cent trente-deux hommes presque tous anglais, et abondamment pourvus d'armes et de munitions. Il fut reçu avec des transports de joie. Il s'empara de Tampico, y laissa une garnison et marcha sur Saint-Ander dont il se rendit maître. Mina, à la tête de deux mille hommes, voyait son armée se grossir de tous les chefs indépendans qui combattaient encore pour la liberté. Le 24 mai, il se mit en mouvement pour attaquer les troupes royales; ce fut alors qu'il apprit que le gouverneur de Vera-Cruz lui avait enlevé Soto la Marina, et cet évènement jeta un peu de découragement parmi ses troupes. Il les rassura bientôt, et, renforcé à Ospardo-Santo par une des bandes insurgées des patriotes de Vittoria, il attaqua et défit avec deux cents hommes le général espagnol Arredondo qui en commandait plus de trois mille; son succès fut complet, mais suivi d'un revers qui empoisonnait bien cruellement la joie

qu'il faisait naître en lui. Il apprit que les majors Perry et Gardon qui faisaient une reconnaissance avec un détachement, avaient été pris et passés au fil de l'épée.

Malgré cet échec, Mina s'avançait toujours vers la capitale, et son armée s'accroissait dans sa marche d'une foule de volontaires qui se réunissaient à lui. Tout semblait lui annoncer une réussite complète, mais la fortune le trahit. Forcé, après une défaite essuyée près de la capitale du Mexique, de s'enfermer dans une forteresse, il y fut cerné par les Espagnols commandés par don Pascual de Liman. Il essaya, à la tête de sept cents hommes, une sortie qui n'eut aucun succès; enfin, manquant de vivres, il abandonna le fort pendant la nuit, suivi de deux chefs insurgés, et, à la tête de quelques bandes rassemblées à la hâte, il essaya inutilement de dégager ses soldats toujours bloqués dans la forteresse. Obligé de se retirer, il emmena quelques-uns de ses compagnons qui l'avaient rejoint pendant le combat; mais les autres, ainsi que les Mexicains qui avaient embrassé son parti, furent passés au fil de l'épée après une vigoureuse résistance.

Mina fugitif se vit réduit à commander quelques bandes insurgées, mais il ne perdit ni sa fierté ni les espérances de gloire qui l'avaient amené sur le continent américain. Il eût pu, à l'aide de son activité, des ressources de son génie, de la confiance

qu'inspirait son nom, rassembler une nouvelle armée et faire trembler encore une fois le vice-roi du Mexique dans la capitale de son gouvernement, lorsque, dans le défilé de Venadito, il fut livré aux royalistes par un de ses officiers appelé Liceago, dont le nom et la lâcheté seront en exécration dans tous les pays et dans tous les siècles. Mina, aidé de deux cents hommes, se défendit vaillamment, mais il fallut céder au nombre; il fut pris et fusillé le 17 novembre; ainsi finit une vie consacrée dans deux mondes à la défense de la liberté et qui n'eût dû être tranchée que dans un combat.

Les insurgés découragés posèrent un instant les armes; mais, bientôt exaspérés de nouveau par les persécutions et ranimés par leurs chefs, ils se réunirent et s'organisèrent en guérillas qui n'attendent qu'un chef habile pour chasser leurs tyrans et faire jouir le Mexique des bienfaits de la liberté.

Nous avons vu dans le Chili les trois frères Carrera, à l'aide de nombreux partisans, s'emparer de l'autorité suprême, commander les armées, mais incapables de servir utilement le pays sur lequel ils voulaient dominer, abandonner San-Iago aux Espagnols, se retirer à Mendoza, et laisser leur patrie sous un joug que le général San-Martin brisa heureusement plus tard.

Les Carrera furent arrêtés par ordre du gouvernement de Buenos-Ayres et détenus pendant un

temps assez long; le gouvernement, croyant à leur repentir, leur rendit la liberté; le premier usage qu'ils en firent fut d'attirer de nouveaux orages sur le Chili. L'ainé des Carrera se rendit aux Etats-Unis, pour y mendier des secours et revenir se saisir de l'autorité que les trois frères avaient usurpée un instant, et dont ils avaient été dépossédés; les deux autres cherchèrent à reveiller le zèle de leurs partisans. Les trames de ces derniers furent découvertes; ils furent arrêtés de nouveau et emprisonnés à Mendoza; leur détention, loin d'abattre leur fierté, les rendit encore plus intraitables, et, du fond de leurs prisons, ils lançaient dans le public des proclamations incendiaires et invitaient les peuples à se révolter contre les autorités établies.

La défaite de San-Martin à Cancha-Rayada et la dispersion de son armée devant Talca, accrurent leur audace, et leur ambition fondait ses espérances sur les malheurs publics. De nombreux partisans de leur pouvoir se rendaient à Mendoza, et les circonstances où se trouvait la république, devenaient tous les jours plus inquiétantes et plus graves.

Il y avait déjà quelque temps que les Carrera avaient été condamnés à mort, pour les complots qu'ils tramaient du fond de leurs cachots; la sentence avait été envoyée à Buenos-Ayres pour recevoir la sanction du conseil suprême, et, soit par in-

dulgence, soit par timidité, le gouvernement ne l'avait point encore confirmée.

Enfin, le danger devenant de jour en jour plus menaçant, de nombreux partisans des Carrera se réunissant tous les jours autour d'eux, l'ordre de leur exécution fut donné. On les fit sortir de la prison un peu avant la nuit et ils furent fusillés ensemble.

Leur frère ainé qui s'était retiré à Monte-Video, après avoir cherché inutilement à lever des troupes dans les Etats-Unis, apprit leur mort avec des transports de rage, et jura une haîne éternelle au gouvernement de Buenos-Ayres, à San-Martin et à O'Higgins en particulier. Il envoya des proclamations dans le Chili, se lia avec quelques officiers français retirés à Monte-Video, et forma, avec leur aide, le projet de faire revivre son parti, d'assassiner San-Martin et O'Higgins, et de soulever le peuple de Buenos-Ayres contre l'autorité de Puyredon. La conspiration fut découverte; une partie de ceux qui y avait pris part fut mise à mort et l'autre exilée. Depuis ce temps, Carrera s'agita en vain à Monte-Video, et chercha inutilement à susciter des ennemis à sa patrie.

Après la prise de Barcelonne, Bolivar, qui accourait avec les forces de la république pour rétablir les affaires, changea de plan, et, avec deux mille chevaux, il passa l'Orénoque et inquiéta les derrières

de l'ennemi pour l'empêcher de profiter de ses avantages et pour saisir l'occasion de l'attaquer avec succès.

Le congrès de Venezuela fut réuni à Caraïco, et, en l'absence de Bolivar, Marino en fit l'ouverture. Le congrès nomma un pouvoir exécutif composé de Bolivar et Fernando Toro, confirma Marino et Bolivar dans le commandement des armées, appela tous les citoyens, depuis quatorze ans jusqu'à soixante, à la défense de la république, et l'Assomption, capitale de Margarita, fut désignée pour être la résidence provisoire du gouvernement.

Les affaires des indépendans de Venezuela s'amélioraient tous les jours. Ils entreprirent le siège d'Angostura et de Cumana, et le poussèrent avec vigueur. Brion qui avait organisé la marine de la république, et lui avait fait prendre une attitude imposante, était sur le point de partir avec vingt-deux bâtimens pour bloquer Cumana par mer. Guayana la Vieja se rendit aux indépendans, et Bolivar, après avoir laissé une garnison pour garder la place, emmena le reste des troupes qui l'avaient assiégée, pour s'opposer aux Espagnols qui venaient secourir Angostura et Cumana. Les royalistes furent battus en plusieurs rencontres.

Ce fut dans ces instans que Mac Gregor, choqué par la rudesse républicaine de Bolivar, sépara sa cause de celle des indépendans, sans cesser, pour

cela, de combattre pour la liberté. Il s'empara de l'île d'Amélie sur la côte des Florides, et chercha à y exciter une insurrection; mais le défaut de secours et de bonne intelligence entre les chefs paralysa ses efforts et les résultats qu'une pareille diversion aurait pu amener.

Les Espagnols avaient tiré les garnisons des diverses places, et les avaient réunies en corps d'armée. Bolivar, secondé par Marino et Piar, les défit, et Perez détruisit une des divisions de Morillo que celui-ci avait envoyée à sa rencontre. Les Espagnols étaient dans une situation désespérée; Morillo, après avoir retiré les garnisons de Caracas, de la Guayra et de Puerto-Cabello, essaya de ramener la victoire sous ses drapeaux, mais il fut encore battu devant Calobozo; et il se préparait à abandonner les places qu'il occupait encore, quand il lui arriva des secours d'Espagne.

Cet évènement fit changer la face des affaires. Morillo, battu et réduit à penser à la fuite, reparût en vainqueur. Il prit Caraïco, où deux cents hommes furent tués, et cinq cents posèrent les armes. Fier de ce succès, il voulut profiter de l'enthousiasme de ses troupes, pour reprendre l'île de Margarita.

Il débarqua dans l'île sans difficulté. Ses promesses et ses menaces n'effrayèrent personne, et trois mille six cents braves jurèrent de s'ensevelir sous les débris de leur patrie.

Un engagement eut lieu. Les Espagnols vaincus ne durent qu'à la nuit de ne pas être entièrement défaits. Morillo, s'attribuant la victoire, somma ses vainqueurs de se retirer; on lui répondit en attaquant son camp; cette entreprise ne fut pas heureuse; les indépendans repoussés furent obligés d'évacuer Sampatar; mais, de nouveaux succès ayant rehaussé leur courage et leurs espérances, ils repoussèrent un assaut que Morillo livra à la ville de l'Assomption, capitale de l'île de Margarita, vainquirent les Espagnols en rase campagne, et forcèrent Morillo de se rembarquer avec ses troupes diminuées de plus de mille hommes, en abandonnant ses blessés et ses bagages.

Cette résistance des Margaritains les couvrit de gloire. Bolivar vint les féliciter, et parcourut les lieux qu'ils avaient rendus célèbres par leur valeur; il profita de l'ivresse que leur causait la victoire pour les mener à la conquête de la Guayra où trois cents Espagnols furent pris et six cents autres cantonnés dans les environs, obligés de se retirer dans un petit fort dépourvu de vivres et de munitions.

Pendant que Morillo tentait inutilement la conquête de Margarita, Bolivar et ses lieutenans battaient les Espagnols sur le continent et détruisaient leur marine dans des combats où l'avantage restait toujours aux indépendans. Ceux-ci prirent Angostura le 17 juillet, tandis que Marino, de Roxas, de Mo-

nacas, de Zarara et Paez enlevaient des places aux royalistes et détruisaient leurs armées.

Après la prise d'Angostura, la division éclata entre Bolivar et Piar; celui-ci, mécontent du géneral en chef, se sépara de lui et se retira vers Marino; ces deux généraux travaillèrent à se faire des partisans parmi les hommes de couleur qu'ils cherchaient à séparer des blancs. Arrêtés et livrés à une cour militaire, Piar fut condamné à mort et fusillé, Marino fut exilé.

Ces divisions appaisées, Bolivar s'appliqua à faire fleurir l'industrie et l'agriculture, en accordant des primes à ceux dont les terres étaient le mieux cultivées; il encouragea les mariages, et assimila aux blancs, pour l'admission aux emplois civils et militaires, ceux des nègres qui s'étaient le plus distingués, enfin prit toutes les mesures qui pouvaient ramener le calme et la prospérité dans les pays dont il était gouverneur, et se prépara à entrer en campagne. Mais, avant de partir, il crut devoir rendre à la nation compte de l'administration qui lui avait été confiée et des mouvemens militaires qui avaient eu lieu depuis plusieurs mois.

Les généraux insurgés occupaient les meilleures positions et obtenaient tous les jours des succès nouveaux; la Nouvelle-Grenade était en pleine insurrection, lorsque Bolivar se mit en marche; les troupes

qu'il commandait se réunirent à la division de Cedeno et à celle de Paez. Toute l'armée indépendante passa ainsi l'Apura vis-à-vis la forteresse de San-Fernando, et vint cerner la ville de Calobozo où Morillo avait établi son quartier-général. Les troupes royales engagèrent une action qui fut toute à leur désavantage; enfoncées par la cavalerie indépendante, à peine de deux mille hommes qui composaient l'aile droite de Morillo, deux cents purent-ils échapper à la mort. Les débris de cette armée, après s'être retirés à Calobozo, abandonnèrent cette ville en y laissant leurs bagages; poursuivis et battus plusieurs fois dans les montagnes, ils ne durent leur salut qu'à une fausse manœuvre des indépendans.

Bolivar, après ce succès, se concentra à Sombrero, et envoya une division à la poursuite des Espagnols qui se retiraient sur Valence. Cette division s'empara de plusieurs villes chemin faisant, et enfin rencontra Morillo qui, avec quelques troupes tirées des villes voisines, chercha à s'opposer à son passage. Une action eut lieu à l'entrée de la vallée d'Aragua : les indépendans, après avoir valeureusement combattu, furent obligés de se replier sur le quartier-général à Sombrero. Les Espagnols achetèrent chèrement ce succès éphémère. Ils perdirent leurs meilleurs soldats, et Morillo, blessé grièvement, fut obligé de quitter leur commandement, et de se faire transporter à Valence.

D'un autre côté, Paez, avec un corps d'armée, avait soumis San-Fernando, après un siège de dix jours, et remporté un avantage signalé sur les Espagnols qui quittaient la place.

Après quelques combats, qui changèrent peu la position des armées, Bolivar, surpris et attaqué pendant la nuit, trahi par un des siens, courut des dangers imminens; mais il rallia les fuyards, et, renforcé par Paez, qui était rentré après avoir pris San-Fernando et battu les Espagnols, il arrêta les progrès des royalistes. Paez, lui-même, battit Moralès et Latorre qui avaient pénétré dans les plaines.

Bolivar désirait excessivement délivrer Caracas, mais ses efforts étaient infructueux; après avoir eu l'intention de se concentrer autour de San-Fernando, un succès obtenu par ses troupes légères à Guyabel, le mit à même de garder les positions qu'il avait prises, et il s'empara même de Calobozo et de San-Carlos, pendant que ses lieutenans bloquaient étroitement Cumana, Guiria et Barcelonne.

Tandis que de part et d'autres des armées ennemies passaient la saison des pluies dans leurs quartiers d'hiver, Bolivar, chef suprême de la république, s'occupa du soin d'améliorer l'administration civile, de remonter sa cavalerie, d'armer, avec dix mille fusils que Brion avait envoyés à Angostura, les recrues qui se présentaient de toutes parts, et que la disette d'armes avait fait refuser

l'année précédente, et enfin de rendre l'attitude des armées indépendantes plus menaçante que jamais.

Bolivar crut remarquer que la réunion entre les mains du pouvoir militaire et du pouvoir civil excitait des mécontens. Il convoqua le conseil d'état en audience solennelle, et fit sentir le besoin d'assembler un congrès général pour donner une forme stable au gouvernement de la république; rendit compte des travaux et des succès des différens généraux qui tous les jours se couvraient de nouveaux lauriers, de l'insurrection de la Nouvelle-Grenade qui prenait successivement de la consistance et de l'accroissement, les Espagnols, resserrés dans Santa-Fé, n'ayant plus de communication avec Carthagène.

Un congrès fut convoqué pour le 1er janvier 1819, et Bolivar reprit les armes. Marino, qui, à la demande de toute l'armée, avait été rappelé de son exil et mis à la tête d'un corps de troupes, essuya un échec, et fut forcé d'abandonner San-Fernando après en avoir détruit les fortifications. Cet évènement avait placé les patriotes dans une position assez critique, dont Morillo et Moralès ne surent pas profiter. Paez battit les Espagnols à Cassangua; mais Morillo, aussi actif que son rival, franchit l'Arauca, et conçut follement le projet de marcher sur Angostura. Ses communications furent bientôt

coupées; il n'osait avancer ni reculer; le moindre mouvement l'exposait à une défaite.

Ce fut dans cette situation que les habitans de Venezuela, après avoir juré de vivre et mourir libres, envoyèrent au congrès les mandataires qui devaient y porter l'expression de leur volonté. Bolivar quitta l'armée, et vint faire, à Angostura, le 5 février, l'ouverture du congrès, rendre compte de sa conduite, louer l'énergie des habitans de Venezuela, et offrir un plan de constitution.

Sur sa proposition,. don Francisco Antonio Zea fut élu président par *interim*, et Bolivar déposa devant lui son bâton de général et les marques de ses dignités. L'assemblée vota par acclamation pour que le commandement militaire lui fût conservé, et ratifia tous les actes de son administration, et, pendant la séance, lui assigna une place à la droite du président.

Le congrès s'occupa de la nomination d'un président de la république; les débats furent longs, et l'on termina la séance en prolongeant le pouvoir de Bolivar pour quarante-huit heures, pendant lesquels on s'occuperait du choix de son successeur.

Le congrès, après avoir mûrement délibéré sur la situation des affaires, sentit qu'il était nécessaire que Bolivar exerçât le pouvoir suprême jusqu'à nouvel ordre, et il l'en revêtit. Bolivar refusa formellement, et expliqua ses motifs; le congrès n'y

eut pas égard, et lui ordonna de continuer ses fonctions de directeur suprême, nomma Zea pour le remplacer sous le titre de vice-président quand il serait absent, et s'occupa de la constitution de la république.

Bolivar qui avait refusé sincèrement l'honneur qu'on voulait lui faire, crut devoir obéir au congrès, il accepta et retourna à l'armée après sa nomination. Morillo, en son absence, s'était dégagé de sa mauvaise position sur l'Arauca. Bolivar le battit en plusieurs rencontres. Morillo prit sa revanche en battant Paez dans les premiers jours d'avril; mais les savantes manœuvres de Bolivar l'empêchèrent de profiter de ses avantages.

Vers la même époque, on apprit que le général Santander, qui commandait les troupes de la Nouvelle-Grenade, avait vaincu un corps de trois mille cinq cents hommes que Morillo avait tirés de Santa-Fé de Bogota. Bolivar partit de suite pour se réunir à l'armée que commandait Santander, et opérer, de concert, la délivrance de la Nouvelle-Grenade; Paez resta pour tenir Morillo en échec. Le général espagnol voulut profiter de l'absence de Bolivar pour faire une tentative sur Angostura et dissoudre le congrès; mais Paez, qui ne le perdait pas de vue, manœuvra avec tant d'habileté qu'il le força de rentrer dans ses anciennes positions.

Bolivar, en quittant l'Apure, avait donné des

ordres à Urdanetta qui commandait concurremment avec Arismendi dans l'île de Margarita. Ces ordres avaient pour objet de hâter le départ d'une expédition, composée de volontaires anglais, qui devaient faire une descente sur la partie des côtes occupées par les Espagnols. La division se mit entre les deux commandans, et l'expédition fût sur le point d'échouer; mais Arismendi, ayant été arrêté et conduit à Angostura, l'expédition quitta l'île de Margarita.

Urdanetta, qui la commandait, débarqua près de Barcelonne. Avant de donner aux Espagnols le temps de se réunir, il livra un assaut à la ville, et s'en empara. Il conçut le projet de menacer Cumana, et, renforcé du corps de Bermudez, il attaqua la ville, et s'en empara avec le même bonheur.

Dans le moment où Urdanetta quittait l'île de Margarita pour arracher aux Espagnols Barcelonne et Cumana, Bolivar avait opéré sa jonction avec l'armée de la Nouvelle-Grenade, et les habitans de cette province accouraient en foule sous ses drapeaux. Il marcha sur Santa-Fé de Bogota; et Morillo, privé de ses magasins par la prise de Barcelonne et de Cumana, exposé au moindre mouvement à se trouver entre Urdanetta et Paez, et attaqué de front et sur ses derrières, se trouvait dans une situation désespérée.

Bolivar n'obtenait que des succès; il enleva aux

Espagnols Santa-Fé de Bogota, y prit un million de piastres qui appartenait aux royalistes, et consomma l'émancipation de ces provinces. Ce pays malheureux était depuis trois ans soumis à la police la plus cruelle; ses principaux citoyens avaient été sacrifiés; les autres, sans armes, étaient forcés de courber la tête sous le joug du despotisme; leur fortune ne servait qu'à aggraver la position des habitans et celle de leurs frères de Venezuela, par l'emploi que faisaient leurs tyrans des sommes qu'ils leur extorquaient. Bolivar fut reçu partout comme un libérateur; et, après avoir organisé un gouvernement provisoire, il revint dans la province de Venezuela délivrer ses propres compatriotes.

Le congrès souverain, toujours à Angostura, accepta, le 14 septembre, la démission que donna Antonio Zea de la place de vice-président de la république, et nomma à sa place le général Arismendi, qui entra sur-le-champ en fonctions.

Un secours étranger vint mettre les affaires des insurgés dans une meilleure position encore. Un nouveau corps de troupes anglaises bien exercées, parfaitement commandées par des officiers habiles, aborda dans l'île de Margarita, et fit offrir ses services à la république de Venezuela. Le directeur suprême accueillit parfaitement ces volontaires, et assigna Cariaca pour le lieu de leur débarquement. Cette rade, quoique plus éloignée de Maturin, fut préférée à Bar-

celonne, parce que l'air y est plus salubre que dans cette dernière ville, et que le gouvernement crut devoir prendre des précautions pour ne pas compromettre la santé de soldats arrivant d'Europe, et non encore habitués au climat sur lesquels ils mettaient le pied. Une division partit d'Angostura pour protéger leur débarquement, qui se fit dans le plus grand ordre, et au milieu des acclamations dont le peuple venezuelien saluait ces auxiliaires.

Bolivar, après avoir complété son armée et assigné aux troupes anglaises le rang qu'elles devaient occuper parmi les défenseurs de Venezuela, ouvrit la campagne. Le 30 octobre, il se porta à Guasquadulita, sur la route de Caracas, avec cinq mille cinq cents hommes, pour essayer d'enlever la capitale de la république aux royalistes qui l'occupaient encore. Arismendi quitta Angostura pour prendre le commandement de l'armée de la côte, et manœuvrer avec six mille hommes réunis à d'autres divisions entre Cumana et Barcelonne.

Sur ces entrefaites, le gouvernement reçut des dépêches de Paez, commandant en chef de l'armée de l'Ouest. Ce général annonça qu'il avait commencé à agir conformément à ses intentions; qu'il avait enlevé Cucuta aux royalistes, et que San-Fernando, regardé comme une place imprenable, avait été évacué avec une telle précipitation que les Espagnols n'avait pu mettre le feu à la ville et jeter

l'artillerie à la mer, et que le drapeau de l'indépendance flottait sur ses remparts.

Bolivar, victorieux, n'avait point assez d'armes pour le grand nombre de volontaires qui venaient de tous les points de la Nouvelle-Grenade grossir ses bataillons; il fut forcé de les remercier.

Une division éclata parmi les troupes anglaises qui étaient venues offrir leurs services; plusieurs officiers anglais retournèrent à l'île de Margarita; et là, dressèrent un acte d'accusation contre le général Devereux, qui les avait enrôlés et qui les commandait, et protestèrent contre la légitimité de l'autorité qu'il exerçait sur eux. Cette contestation se borna à priver les patriotes du secours de quelques hommes.

Les Anglais ne tardèrent pas à avoir l'occasion de se signaler; destinés d'abord à renforcer le général Marino, et à marcher sur Caracas par une autre route que Bolivar, ils furent envoyés à Urdanetta, qui rencontra les royalistes dans la ville San-Iago de Cabrutio. Moralès, qui les commandait, essuya une déroute complète; les restes de son armée furent poursuivis jusqu'à Buena-Vista, à peu de distance de Caracas. Pendant ce temps, Morillo était retranché à Tinaquilla, attendant Paez qui marchait sur lui avec six mille hommes détachés de l'armée de Bolivar. Morillo, qui prévoyait une déroute, méditait déjà sa retraite sur Puerto-Cabello.

Au milieu de ces succès, les indépendans, non contens de chasser les Espagnols des provinces venezueliennes et de la Plata, les menaçaient dans le Pérou, où ils se maintenaient encore. L'amiral Cochrane croisait avec une forte escadre dans les parages de Lima. Les négocians de cette ville, craignant une invasion, la quittaient en foule pour transporter leurs familles et leurs richesses ailleurs; le vice-roi s'occupait des préparatifs de défense, et ouvrait un emprunt pour subvenir aux frais énormes que nécessitait la situation critique de la vice-royauté. La crainte qu'inspirait l'amiral Cochrane n'était pas la seule qui jetât l'épouvante dans le Pérou; San-Martin, qui commandait dans le Chili, avait débarqué à Pocoa, à cent lieues au sud de Lima, un corps de neuf mille hommes, composé de deux mille cinq cents Européens et six mille cinq cents soldats de milice; tout annonçait qu'un orage prompt et désastreux allait fondre sur le Pérou. Pendant ce temps, deux vaisseaux de guerre espagnols, venus depuis peu de Cadix, étaient bloqués dans le port de Callao.

Bolivar, comme nous l'avons dit, après avoir organisé un gouvernement à Santa-Fé de Bogota, avait tourné ses pas du côté de Venezuela. Il quitta son armée, et se rendit à Angostura. Il fut reçu dans cette ville de la manière la plus distinguée; les marques de satisfaction les plus flatteuses lui

furent prodiguées. Une des premières mesures, adoptées par le congrès, fut de réunir la Nouvelle-Grenade et les états de Venezuela en une seule république, portant le nom de Colombia ; cette réunion, si ardemment désirée, fut décidée aux acclamations des députés des deux provinces. Il fut décidé, de même par acclamation, qu'une ville serait fondée pour être la capitale de la république, et qu'elle porterait le nom du libérateur de l'Amérique, Bolivar.

Pendant que le directeur suprême jouissait d'un triomphe si justement mérité, le général Arismendi, vice-président, se rendit au quartier-général des troupes anglaises à Maturin, pour faire des dispositions relatives à leur marche, et les réunir aux troupes de la république; et Bolivar, qui ne devait rester que peu de temps à Angostura, se préparait à délivrer le reste des provinces américaines du sud des royalistes qui les occupaient encore.

Arismendi trouva les troupes anglaises dans les meilleures dispositions. L'amiral Brion les prit sur sa flotte, et les déposa sur le continent; elles se réunirent à Carioso, à la division de Marino; et Bermudez, général en chef de cette armée, se trouva à la tête de cinq mille hommes bien armés; les provisions de toute espèce étaient abondantes; Brion en avait acheté aux États-Unis en son nom,

en avait amené une partie sur sa flotte, et en attendait d'autres encore.

Bolivar, après avoir réglé plusieurs affaires importantes, partit d'Angostura avec un convoi de munitions pour un corps de six mille hommes qui était à Pampelune, et pour les quatre mille hommes que commandait Paez à Varinas et à Guassora. Le général royaliste la Torre s'enfuit à Merida avec deux mille hommes exténués de faim; et tandis qu'un corps de cinq à six mille hommes manœuvrait pour se joindre à Bolivar et à Paez, le colonel Pâris prenait Popayan, et mettait en fuite le général espagnol Calzada.

Bolivar, ayant réuni ses troupes, se trouva à la tête de quinze mille hommes avec lesquels il commença ses manœuvres. Il mit le siège devant Carthagène, tandis que Morillo, entouré par les patriotes à San-Carlos, avec quatre mille hommes qui lui restaient, méditait sa retraite, et de jour en jour était attendu à la Jamaïque.

Tout est fini aujourd'hui dans le Venezuela et la Nouvelle-Grenade, et la nouvelle république de Colombia est assise sur des bases éternelles, et tous les efforts de l'Espagne ne l'ébranleront pas; mais à quel prix ces pays malheureux ont-ils conquis leur liberté? Pour donner une idée de la manière atroce dont la guerre s'est faite, nous allons donner le mouvement de la population dans quelques villes, et

le tableau des pertes essuyées par d'autres. En 1809, la province de Caracas contenait quatre cent vingt mille habitans; aujourdhui, il en est péri un cinquième. En 1810, la cité de Caracas comptait trente-un mille huit cent treize âmes; il n'en restait, en 1816, que vingt-un mille quatre cent huit. La ville de Calabrosa contenait, en 1810, trois mille sept cent quatre-vingt-trois personnes; en 1816, il n'y en avait plus que dix-huit mille soixante. Margarita avait perdu cinq mille habitans; le district de Barcelonne, douze mille; Cumana, quinze mille; Barinas, douze mille; Macaraybo, six mille; Coro, quatre mille; enfin, le nombre des individus péris par la guerre, la famine, depuis 1810, se monte, dans les seuls pays que nous venons de nommer, au nombre de deux cent vingt mille. Qu'on juge, par comparaison, de ce qu'il doit avoir péri d'hommes dans les autres provinces.

Cette effroyable dépopulation n'a rien qui doive alarmer, pour les destinées des nouveaux Etats qui viennent de se fonder. *La liberté, quoique tardive*, répand ses bienfaits sur ces climats, les plus beaux que l'homme ait jamais habités : elle encouragera l'agriculture, le commerce et les arts : les hommes accumulés dans la vieille Europe iront bientôt chercher, dans un nouveau monde, des terres fécondes à cultiver, et une indépendance qui fasse leur bonheur; et les pertes que la guerre a fait essuyer

à l'Amérique du sud seront promptement réparées par les émigrations européennes et la rapide reproduction de l'espèce humaine.

Dans toutes les parties de l'Amérique, les affaires des indépendans sont dans un brillant état de prospérité. Le Chili, comme nous l'avons vu, loin de craindre pour ses frontières, portait la guerre au-dehors et faisait trembler le vice-roi du Pérou, tandis que ses flottes dominaient sur les mers du sud. Buenos-Ayres, quoiqu'en guerre avec Artigas et menacé quelquefois, est assuré que jamais ses anciens maîtres ne domineront sur les rives de la Plata. Les divisions qui règnent entre son gouvernement et le chef de la bande orientale seront étouffées; une réunion sincère aura lieu, et le drapeau de l'indépendance et de la liberté flottera partout aux yeux des tyrans du Nouveau-Monde.

LIVRE II.

SECTION UNIQUE.

Révolution d'Espagne.

Le gouvernement espagnol, toujours caressé de l'idée de faire rentrer ses colonies américaines sous l'obéissance de la métropole, pressé par Morillo qui demandait à grands cris des secours prompts et nombreux, avait réuni aux environs de Cadix un corps de quinze à dix-huit mille hommes destinés à rétablir la puissance espagnole, en Amérique. Cette armée, composée des régimens du Roi, du Prince, de la Princesse, du Général, d'Amérique, d'Espagne, de Séville, des Asturies, de Valence, d'Aragon, des Canaries, de Guadalaxara, de Cordoue, du deuxième de Catalogne, du régiment de la Couronne, sapeurs et mineurs, d'une brigade d'artillerie, d'un escadron d'artillerie légère et d'un corps de cavalerie, était cantonnée dans les villages situés au pied des montagnes de la Ronda, et attendait, d'un moment à l'autre, l'ordre de s'embarquer pour les possessions américaines.

Il s'en fallait beaucoup qu'un esprit, tel qu'il aurait dû être, pour faire réussir l'entreprise, animât les soldats destinés à la tenter. Une partie des officiers qui les commandaient avaient pris une part plus ou moins active aux entreprises de Mina, de Lascy, de Porlier et de O'Donnell ; sortis pour la plupart de ces bandes généreuses qui avaient combattu si vaillamment pour la délivrance de leur patrie, ils ne pensaient qu'en frémissant, au sort qui avait frappé le plus grand nombre des chefs de guérillas. Ils comptaient ceux de leurs compagnons qui avaient été disgraciés, dépouillés de leurs grades, emprisonnés, exilés, fusillés, pendus, et ne voyaient dans l'expédition que le gouvernement préparait, qu'un moyen employé pour bannir de leur patrie et faire mourir sur une terre étrangère, ce qui restait de ces guerriers généreux, coupables de tant d'actions valeureuses. Ils regardaient comme sacrilège, une guerre entreprise dans l'intérêt d'un gouvernement oppressif, et dont le but était d'égorger des hommes, proscrits parce qu'ils réclamaient les droits les plus sacrés de la nature, l'indépendance et la liberté, et dont ils partageaint d'ailleurs l'opinion et les sentimens.

Les troupes, destinées à l'expédition d'outre-mer, avaient déjà plusieurs fois manifesté leur répugnance à passer dans le Nouveau-Monde ; des émeutes avaient eu lieu ; mais promptement appaisées,

elles n'avaient inspiré aucune inquiétude à un gouvernement qui croyait avoir tout comprimé, par la sévérité de ses mesures. La plus remarquable de ces émeutes fut celle excitée par O'Donnell, comte de l'Abisbal. Cet officier-général remua les germes d'insurrection qui fermentaient parmi les soldats, tint à haute voix et publiquement, des propos tendant à faire croire que le gouvernement de Ferdinand lui était odieux, et qu'il avait l'intention de profiter du titre qu'il avait de commandant des troupes destinées à l'expédition d'outre-mer, pour rétablir le pouvoir des cortès et faire publier la constitution de 1812. Un grand nombre d'amis de la liberté se découvrirent à lui, et offrirent de seconder, de tout leur pouvoir, un projet qui leur paraissait devoir amener la délivrance de l'Espagne. En conséquence, le jour fut pris, les ordres donnés et quelques corps de troupes prirent les armes; mais bientôt, environnés par le reste de l'armée commandé par O'Donnell lui-même, ils furent obligés de poser les armes, et de livrer leurs chefs qui furent jetés dans les fers. O'Donnell, après ce bel exploit, s'attendait sans doute à de belles récompenses, mais la cour de Madrid lui retira le commandement qu'elle lui avait confié, et le laissa chargé de tout l'odieux d'un crime gratuit.

On a différemment raisonné sur cette trahison de O'Donnell; quelques-uns ont cru qu'il avait eu

réellement l'intention de travailler à la liberté de l'Espagne et qu'il voulait publier la constitution, mais que le mouvement qu'il avait excité, n'ayant été ni aussi spontané, ni aussi général qu'il l'avait espéré, il avait vu qu'il ne pourrait avoir aucun résultat, et que, dans cette circonstance périlleuse, il avait lui-même arrêté ceux qu'il avait séduits, afin de repousser bien loin les soupçons de complicité qui auraient pu l'atteindre. Ce ne serait pas la première fois qu'un chef de conjurés se serait justifié en sacrifiant ceux qu'il avait entraînés dans son parti. D'autres ont cru que ce général aspirait à se faire un parti en Espagne et à se créer une domination indépendante, projet qui, une fois connu, avait éloigné de lui les vrais amis de la liberté, et avait paralysé leur bonne volonté. Cette opinion paraît être celle de l'auteur de la lettre suivante, insérée dans le nº 15 de l'*Espagnol constitutionnel*, journal publié à Londres par des réfugiés espagnols.

A l'éditeur de l'Espagnol constitutionnel.

Séville, 3 octobre 1819.

« MONSIEUR,

« N'appartenant à aucun parti, n'ayant d'autre désir à former que celui de voir heureuse ma patrie, aujourd'hui ruinée et humiliée, je vous écris cette lettre pour vous donner une courte, mais

fidèle explication, non-seulement de l'évènement du 8 juillet dernier, mais encore de l'état où se trouve l'Espagne en butte à toute sorte de trahisons et d'intrigues. Vous n'ignorez point, je pense, qu'en 1815, O'Donnell (le général comte de l'Abisbal) était entré en négociation avec le roi Charles IV pour l'engager à venir régner constitutionnellement. Vous savez aussi qu'en 1816, il était intimement lié avec l'infortuné Lascy, auquel il écrivait du port Sainte-Marie (j'ai eu par hasard cette lettre en mon pouvoir) de frapper le premier coup en Catalogne, et que, de son côté, il se chargeait d'empêcher le *mannequin* (c'est ainsi qu'il désignait Ferdinand VII) de s'embarquer à Cadix, et même qu'il emploierait, pour lui fermer le chemin du Portugal, s'il voulait y chercher un asile, les troupes de l'armée expéditionnaire mises sous ses ordres. Ensuite, vers la fin de l'année dernière (1818), O'Donnell, ayant réuni au commandement de cette armée expéditionnaire celui de l'Andalousie et le gouvernement de la ville de Cadix, ne songea plus qu'à *révolutionner*, à conspirer ouvertement de la manière la plus effrontée; il se jetait à la tête de toutes les personnes influentes, soit militaires, soit bourgeois, cherchant à les faire expliquer et à les pousser à bout, etc. « J'ai besoin de vous, disait-il, pour une grande « affaire qui ne présente aucun danger; il n'y a plus « d'autres troupes en Espagne; tout est ici sous mon

« commandement. Je veux rendre la liberté à la
« nation, effacer la honte de l'armée coupable d'a-
« voir aidé Ferdinand à renverser la constitution et
« les cortès. »

« Quoique l'on n'osât d'abord se fier à lui, à cause de ses anciennes trahisons, il donna tant de preuves de sa bonne foi (jusqu'au point de montrer les lettres autographes de Ferdinand, de demander une liste des officiers et généraux *serviles*, pour les éloigner de l'armée, de porter dans les repas des toasts à la liberté de la manière la plus imprudente); il donna, dis-je, des preuves telles de sa conversion, qu'on ne douta plus de sa sincérité, et l'on s'occupa sérieusement de mettre la main à l'œuvre. O'Donnell proposa de faire camper toute l'armée expéditionnaire au port Sainte-Marie, afin que tous les soldats reçussent la même impression; l'armée, ajoutait-il, non-seulement doit refuser de s'embarquer pour l'Amérique, elle doit donner ici la liberté à ses concitoyens, et faire voir à l'Europe que, si le soldat espagnol, séduit en 1814, eut le malheur de contribuer à rendre la patrie esclave, en 1819, éclairé par l'expérience et par les excès d'un gouvernement à la fois pervers et ridicule, il a eu la gloire de rétablir la constitution.

« Ce camp était composé de trois divisions, dont chacune prendrait les armes successivement; la première, le jour de la Saint-Jean; la deuxième,

le jour de Sainte-Elisabeth, 8 juillet; la troisième, le 15 du même mois, jour de Saint-Henri. O'Donnell devait alors se présenter à celle-ci devant les troupes, et célébrer sa fête (il s'appelle Henri) en proclamant la liberté. En effet, la première division prit les armes comme il était convenu. Dès ce moment quelques personnes éclairées, voyant la crise s'approcher, songèrent aux moyens d'organiser un gouvernement provisoire, lequel, jusqu'à ce que les cortès fussent légalement rassemblés, serait chargé de l'autorité, de traiter avec les puissances étrangères, et s'installerait dans la ville de Cadix. Ces personnes en parlèrent à O'Donnell; mais ce maladroit ambitieux fut scandalisé de la proposition. « Qu'est-il besoin d'un gouvernement à poste fixe? « reprit-il avec aigreur; Bonaparte gouvernait l'Eu- « rope de son quartier-général, c'est ainsi que je « gouvernerai moi-même l'Espagne. » On ne céda point à ces fanfaronnades; sous un gouvernement militaire, personne ne voudra obéir, lui répliqua-t-on. Nous abandonnons l'entreprise, s'il ne s'agit pas de rendre la liberté à la nation, mais de la livrer au despotisme des baïonnettes. Les patriotes ne voulurent pas même consentir à ce que Saarsfield, le commandant en second, sous les ordres de O'Donnell et son âme damnée, restât dans Cadix chargé du commandement avec le titre de collègue de O'Donnell, qui eut la sottise d'insister.

« Mais ces contradictions produisirent un changement dans les idées de cet ambitieux qui, loin de songer en aucune manière à délivrer son pays de l'esclavage, voulait au contraire s'en faire le tyran ou le dictateur. On l'avait déjà plus d'une fois entendu, au milieu des banquets, demander, comme en plaisantant, à ses familiers, *s'ils ne lui trouvaient pas la mine d'un roi*; et cette singulière naïveté n'avait jamais obtenu de réponse. De cette époque, date le dessein de trahir ceux qu'il avait compromis. Il sut dissimuler à merveille, et non moins bien que lui, son collègue Saarsfield, lequel avait été aussi l'ancien ami de Lascy; il maudissait le gouvernement existant, et ne cessait de déplorer la mort de cet infortuné général.... Bientôt il joua son rôle mieux que Talma ou Maiguez ne pourraient le faire sur le théâtre.

« En effet, vers les premiers jours de juillet, Saarsfield venait continuellement de Xerez à Cadix pour s'entretenir avec lui. Enfin, O'Donnell dit aux patriotes qu'il ne fallait plus attendre le jour de Saint-Henri, parce que la cour savait tout; qu'il fallait commencer à l'instant, et dans la soirée du 7, il avertit les habitans de Cadix avec lesquels il était en relation, et par ceux-ci avec toute la population de la ville, qu'il allait partir pour le port Sainte-Marie, pour faire proclamer la *constitution* dans le camp à la pointe du jour; qu'il retournerait sur-le-

champ à Cadix, pour la faire jurer par les citoyens.
« Il faut absolument, ajouta-t-il, que l'armée pousse
« le premier cri de liberté, elle a besoin de réparer
« sa faute de 1814. »

« Cette disposition hâta les espérances du patriotisme et du peuple qui était parfaitement d'accord avec les soldats, les uns et les autres n'ayant qu'un seul vœu, le bien général de la nation. Le perfide se rendit à la pointe du jour dans le camp avec de l'infanterie, et le comédien Saarsfield, avec un gros détachement de cavalerie, après avoir promis à ces troupes qu'elles ne seraient point embarquées si elles se prêtaient à rendre un service important au roi, sans expliquer toutefois la nature de ce service. Ils surprirent les chefs, et le plus grand nombre des officiers subalternes les arrêtèrent, les firent jeter dans des cachots séparés sans communication avec qui que ce fût, et rendirent compte à la cour.

« Cependant la cour, au lieu d'investir O'Donnell et son collègue de pouvoirs absolus, comme les avait reçus Elio, pour en faire un si cruel usage à Valence, soit qu'on sût à Madrid quels étaient les auteurs et promoteurs de toute l'entreprise, soit par un mouvement de crainte causé par la nouvelle du soulèvement de la meilleure ou plutôt l'unique armée de la péninsule, et de l'exaltation des esprits qui était générale, la cour prit un autre moyen tout

contraire. Les deux généraux furent dépouillés de leur commandement; Saarsfield confiné dans une petite ville de l'intérieur, et O'Donnell appelé à Madrid, d'où il ira sans doute incessamment à quelque château fort, et peut-être à l'échafaud, car la procédure qui s'instruit à Cadix fournit des preuves incontestables que c'est lui qui créa, fomenta et organisa la conspiration depuis 1818, en y entraînant militaires et bourgeois, pour son ambition particulière, et non pour l'amour de la patrie.

« Telle est l'histoire fidèle de cet évènement...... Je n'ai plus qu'un mot à vous dire sur l'état de ce pays depuis le 8 juillet. La nation est alarmée, elle ne désespère point de secouer le joug; la crise sera terrible. Les chanoines, les inquisiteurs, les conseillers, etc. ont éprouvé des regrets en voyant manquer le projet de Cadix, parce que l'insurrection étant appuyée par une force armée de vingt à vingt-cinq mille hommes, et par une ville riche et éclairée, l'ordre public aurait été maintenu, et ils auraient eux-mêmes conservé leur existence; au lieu que, si l'insurrection est populaire, elle n'aura ni suite, ni direction; et cela ne saurait tarder; alors que deviendront-ils? Au reste, désormais plus d'expédition maritime qui puisse sortir de nos ports, non-seulement à cause de l'épidémie qui menace l'Espagne toute entière, mais à cause de la fermentation qui agite l'armée, de la désertion et de la

misère toujours croissante qui la diminuent d'un jour à l'autre, etc. »

Cette lettre dont l'authenticité peut être réputée en doute à la vérité, quant aux motifs supposés au comte de l'Abisbal, mais qui peut être regardée comme exacte dans sa partie historique, prouve que la conduite du comte fut très-répréhensible, et que ses sentimens furent très-équivoques. Depuis, il a cherché à donner une tournure favorable à cette affaire, il a paru servir avec plus de franchise la cause de l'indépendance comme nous le verrons plus bas, mais ses protestations et ses services n'ont pu lui faire pardonner la défaveur que sa conduite avait jetée sur sa personne; également blâmé de tous les partis, il ne jouit d'aucune considération en Espagne.

Si O'Donnell a cherché à soulever les troupes sous son commandement, pour exciter un mouvement et le réprimer ensuite, s'il a été l'agent provocateur d'une conspiration, pour en faire arrêter les chefs, enfin s'il a cherché, comme on l'en accuse, à faire exprimer aux mécontens les sentimens dont ils étaient animés, pour les dénoncer et les livrer aux tribunaux espagnols, il a commis l'action la plus lâche et la plus vile dont puisse se souiller un homme. Si, vraiment ami de sa patrie adoptive, il a franchement arboré les étendards de la liberté, et s'il ne les a abandonnés que parce qu'il les a vus entourés

d'un trop petit nombre de partisans, et s'il a livré ceux-ci après les avoir séduits, il a commis encore une basse et insigne lâcheté; enfin, s'il a voulu faire tourner le mécontentement des Espagnols au profit de son ambition particulière, il a commis une action criminelle, et, dans toutes les suppositions, il mérite le dédain et le mépris dont l'accablent les Espagnols de tous les partis.

O'Donnell avait cependant un beau rôle à jouer et une gloire impérissable à acquérir, il pouvait mériter le nom de libérateur de l'Espagne; sa pusillanimité ou sa trahison lui a fait perdre toute la gloire qui lui était offerte; d'autres généraux, plus francs et plus sincèrement amis que lui de la liberté constitutionnelle, ont conquis le titre et les applaudissemens qui l'attendaient.

Le comte de l'Abisbal, comme nous l'avons dit, ne recueillit pour fruit de sa trahison que les dédains de la cour. Le commandement de l'armée d'expédition fut donné au comte de Caldéron.

Le calme étant rétabli parmi les soldats, le départ de la flotte de Cadix, si souvent reculé, parut enfin s'approcher. Quand la fièvre jaune qui ravageait l'Andalousie eut mis un terme à sa furie, on rappela les troupes qu'on avait momentanément éloignées, et M. de Cisneros, ministre de la marine espagnole, se rendit lui-même à l'île de Léon, pour attendre les derniers ordres de la cour, en surveiller

et presser l'exécution. L'aveuglement du gouvernement espagnol était tel, qu'il ne mettait pas en doute que les troupes ne s'y soumissent de suite; mais il ne tarda pas à ouvrir les yeux.

L'ordre de faire embarquer l'armée arriva à M. de Cisneros dans les derniers jours de décembre; le ministre le fit connaître au comte de Calderon, nommé, comme nous l'avons dit, général en chef, et aux principaux officiers de l'armée. Le ministre donna lui-même les ordres nécessaires pour faire promptement exécuter celui de la cour.

Le 1er janvier, quatre bataillons cantonnés dans les villages de las Cabezas, Espera et Villamartin, au pied des montagnes de la Ronda, refusèrent de s'embarquer, et se mirent en insurrection; un lieutenant-colonel se mit à leur tête, et ce faible corps fut bientôt grossi par plusieurs détachemens qui se réunirent aux insurgés, et ceux-ci dès lors se trouvèrent assez nombreux pour se faire craindre.

Ces troupes réunies à San-Juan, après avoir proclamé la constitution des cortès, se mirent en marche pour Arcos, où devait se rendre, par une autre route, un bataillon de Séville. Ce bataillon, parti de son côté, et ayant moins de marche à faire, arriva le premier devant Arcos; ne trouvant pas les troupes qu'il devait y rencontrer, il resta caché plusieurs heures dans les environs de la ville, et garda un tel silence, que sa présence ne fut pas même

soupçonnée. Ce contre-temps, qui pouvait avoir des résultats funestes, n'en eut cependant aucun ; les troupes de San-Juan arrivèrent sous la conduite de don Raphaël Riego, la jonction s'opéra, et, tous réunis, les soldats entrèrent dans Arcos par deux côtés différens.

Le quartier-général du comte de Calderon était à Arcos. La marche des insurgés avait été si rapide, et le secret de l'expédition si bien gardé, que le général et tout son état-major furent surpris.

Les insurgés, après avoir pris possession de la ville, arrêtèrent et firent prisonniers les chefs militaires qui s'y trouvaient, et parmi lesquels on nomma dans le temps le comte de Calderon général en chef de l'armée expéditionnaire et de la province d'Andalousie ; Blas Fournas, Stanislas Sanchez Salvador, maréchaux-de-camp ; Antoine-Gaspard Blanca, général de brigade et sous-inspecteur d'infanterie ; François Hano, Joseph Ramon Carles, généraux de brigade ; Manuel Fernandès, Joseph Gabarro, Ramon Albarguesque, Nicolas Pierol, colonels ; Balthazar Hidalgo de Cisneros, capitaine-général et ministre de la marine ; F. Torres, intendant de l'armée expéditionnaire, et le maire de la ville d'Arcos de la Frontera. Tous ces prisonniers furent enfermés dans le fort de San-Pietro, et gardés à vue par les insurgés.

Cet évènement fit un bruit affreux dans toute

l'Andalousie. Plusieurs officiers-généraux qui habitaient cette province, craignant d'être forcés de prendre part à un mouvement dont les suites pouvaient être funestes pour ceux qui l'avaient excité, craignant, d'un autre côté, d'être accusés de le favoriser s'ils restaient inactifs dans leurs foyers, accouraient à Madrid solliciter ou attendre les ordres de la cour. Ces officiers, porteurs des premiers détails, furent d'abord mal accueillis; on accusa leurs récits d'exagération; des courtisans aveuglés, ou de mauvaise foi, affectèrent de ne pas attacher plus d'importance à cette nouvelle conspiration qu'à celle de Porlier, aussitôt réprimée que découverte.

Les courriers d'Andalousie et les lettres particulières confirmant le récit des officiers réfugiés à Madrid, exagérant même encore le mal, il fallut pourtant bien croire que l'insurrection était réelle, menaçante, et prendre des mesures pour l'empêcher de s'étendre dans toutes les provinces méridionales de l'Espagne.

Comme il arrive toujours dans une circonstance pareille, d'une présomption imprudente on passa à une frayeur insensée, les bruits les plus absurdes circulèrent dans Madrid; on disait que les insurgés, au nombre de vingt-quatre mille hommes étaient entrés à Cadix, y avaient proclamé la constitution des cortès; on tremblait pour Valence, pour Grenade, pour Madrid même. Le duc de San-Fernando,

enfermé dans ses bureaux, ne cessait d'expédier courrier sur courrier tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du royaume.

Des mouvemens eurent lieu dans Madrid; les sentinelles furent insultées, quelques-unes furent tuées, mais le calme fut promptement rétabli; en général le peuple de la capitale garda une attitude tranquille, et attendait le résultat des évènemens, sans paraître prendre une grande part aux tribulations de ses maîtres, et sans les insulter par une joie criminelle. Seulement un sentiment d'inquiétude et de curiosité portait les citoyens à se réunir dans les rues et sur les places publiques, pour se demander mutuellement des nouvelles, et quand de fortes patrouilles de gardes-du-corps, qui circulaient le sabre à la main, s'approchaient de quelques groupes, ils se divisaient sans tumulte et semblaient se disperser, mais se reformaient quand les troupes étaient passées.

Les autorités civiles et militaires de l'Andalousie surent par leur fermeté maintenir la tranquillité dans cette province qui voyait éclater l'insurrection dans son sein. La tranquillité publique ne fut pas un instant troublée à Séville, mais cela ne suffisait pas; il fallait étouffer un incendie naissant qui menaçait de tout embraser, et ce fut ce dont s'occupèrent les autorités de la province.

Le général Freyre, commandant des carabiniers,

royaux, fut prié par les autorités l'Andalousie, de prendre le commandement militaire de la province, devenu vacant par l'absence du comte de Calderon que les insurgés retenaient prisonnier; ce général crut devoir accepter, et, peu de temps après, la cour de Madrid le confirma dans cette fonction, le revêtit de pouvoirs illimités, l'autorisa à traiter avec les insurgés et même à leur offrir une constitution au nom du Roi.

Le genéral Freyre, revêtu de son titre et de ses pouvoirs, crut devoir d'abord appuyer, par l'aspect d'une force militaire, les paroles royales dont il était porteur. Son premier soin fut de rassembler de l'argent. Toutes les caisses publiques furent vuidées; l'inquisition donna ce qu'elle avait; et tel était le dénuement de cette province, que tous ces moyens réunis procurèrent à grande peine une misérable somme de quinze mille francs.

Avec des ressources aussi mesquines, on ne pouvait pas faire grand'chose. On donna une faible gratification aux deux bataillons du régiment des Asturies, infanterie; et ces troupes demi-nues, mal armées et mal disposées, furent embarquées sur le Guadalquivir, pour se rendre à San-Lucar, et former le noyau de l'armée que le général Freyre avait intention de réunir contre les insurgés.

Ces derniers, contre lesquels il se faisaient ces préparatifs, les insurgés qui faisaient trembler la cour de

Madrid, n'étaient ni aussi dangereux ni aussi avancés qu'on le croyait. Loin de menacer la capitale, ils craignaient eux-mêmes d'être cernés dans les montagnes de la Ronda et dans la ville d'Arcos dont ils s'étaient emparés. Ils songèrent à s'appuyer sur un point fortifié où ils pussent, en cas d'attaque, faire une vigoureuse résistance, et, pour cet effet, ils jetèrent les yeux sur l'île de Léon.

Cette île paraissait, en effet, le lieu le plus favorable pour leur défense, et celui où un petit nombre de troupes résisterait le plus avantageusement à des corps nombreux. Formée par la rivière de Santi-Pietri qui l'entoure du côté de l'est, elle est fermée, du côté de l'ouest, par la baie de Cadix et la rade de Puntalès; elle contient deux villes voisines l'une de l'autre, San-Carlos et San-Fernando, et plusieurs villages situés au pied de collines fortifiées. De l'autre côté de la rivière de Santi-Pietri et hors de l'île de Léon, est l'arsenal fortifié de Carraca, où sont les plus horribles prisons de toute l'Espagne; et, en face de Carraca, se trouve Puerto-Real qui n'en est séparé que par une petite rade dépendante de celle de Puntalès.

L'île de Léon communique avec Cadix par une chaussée interrompue, dans le milieu, par une coupure appelée la Cortadura, placée à une distance à peu près égale de ses deux extrémités, et dont la prise compromettrait nécessairement le sort de Cadix

Telle est l'île où les insurgés pensèrent à se retirer.

Ils partirent de la ville d'Arcos, et parcoururent les douze lieues qui la séparent de l'île de Léon, sans rencontrer d'obstacles. La population les regardait passer, sans se joindre à eux et sans chercher à les arrêter. Partout on leur fournit ce qu'ils demandèrent, et ils le payèrent exactement.

Arrivés en face de l'île de Léon, ils trouvèrent le pont de Suazo occupé par des troupes de la garnison de Cadix que le gouverneur de cette ville, instruit de leur marche, avait envoyées pour le garder. Un engagement eut lieu, et, après une faible résistance, les troupes royales abandonnèrent le pont, et les insurgés entrèrent dans l'île de Léon.

L'armée insurgée, qui prit le nom d'armée nationale, établit son quartier-général à Puerto de Santa-Maria, et, par divers détachemens, tenait Arcos, la Puebla, Xerés et Puerto-Real, et, au moindre danger, tous ces corps devaient se replier sur l'île de Léon qu'on s'occupa sur-le-champ de fortifier.

L'armée établie dans ses quartiers se livra au soin de son organisation intérieure; elle nomma, pour la commander en chef, le colonel Quiroga qui s'était prononcé fortement pour la liberté, lors du mouvement excité et comprimé par O'Donnell, et qui, jeté dans un cachot, avait depuis peu recouvré sa liberté. Le lieutenant don Raphael Riego qui avait excité l'in-

surrection, et commandé les bataillons qui s'étaient emparés d'Arcos, eut le commandement en second, et le capitaine Miranda fut nommé chef d'état-major.

A peine Quiroga eut-il reçu le serment de son armée, qu'il lui adressa la proclamation suivante :

« SOLDATS !

« Placé à votre tête par l'élection des officiers de l'armée, je vais vous parler avec la franchise qui doit régner entre des compagnons d'armes. Notre Espagne allait se détruire, et votre ruine aurait entraîné celle de la patrie; vous étiez destinés à la mort, non pour réaliser la conquête, *déjà impossible*, de l'Amérique, mais pour délivrer le gouvernement de la terreur qu'il a conçue de votre valeur. Cependant vos familles seraient restées dans l'esclavage le plus honteux sous un gouvernement arbitraire et tyrannique, qui dispose à son gré des fortunes et des libertés des malheureux Espagnols. Soldats ! ce gouvernement devait s'anéantir avec la nation; il n'est pas possible que nous le souffrions plus long-temps. Violent et faible à-la-fois, ce gouvernement ne pouvait inspirer que de l'indignation ou le mépris ; et pour que la patrie soit heureuse, il doit inspirer la confiance, il doit être aimé et respecté.

« Soldats ! nous allons employer pour nous et pour

nos frères, les armes qui assurèrent notre indépendance contre toute la puissance de Bonaparte. L'entreprise est facile et glorieuse. Se trouverait-il un soldat espagnol qui s'y opposât ? Non ! dans les rangs mêmes de ceux que le gouvernement s'efforce de rassembler, vous ne trouverez que des frères qui s'uniront à nous ; et s'il s'y rencontrait quelques êtres assez vils pour oser tourner leurs armes contre nos têtes, exterminons ces satellites de la tyrannie, indignes du nom espagnol. Soldats, je compte sur vous. Soyez les dignes fils de la patrie, et méritez ce nom. Je vous recommande l'union et la discipline. J'aurai le plus grand plaisir à récompenser ceux qui se distingueront ; cependant, si quelqu'un de vous manquait à son devoir, il apprendra que l'autorité dont on m'a investi ne m'a pas été confiée en vain, et que l'énergie dans un gouvernement qui marche vers sa régénération est supérieure à celle des despotes.

« Soldats ! la victoire nous attend, et avec elle la gloire et les récompenses que la patrie nous dispensera avec munificence.

« Au quartier-général de San-Fernando, 5 janvier 1820.

« *Le général en chef de l'armée nationale,*

« ANTONIO QUIROGA. »

Cette proclamation fut reçue avec des applaudissemens unanimes. Quiroga fit publier la constitution des cortès, lui jura fidélité le premier, et tous les soldats, après lui, jurèrent avec transport de mourir pour la défendre.

Le même jour, l'armée adressa à la marine espagnole la proclamation suivante :

L'armée nationale à la marine espagnole.

«Les hommes unis par la même profession doivent l'être aussi par les mêmes opinions et les mêmes principes. Ceux que manifeste ouvertement l'armée nationale avec la ferme intention de les soutenir au prix de son sang, sont ceux de tous les hommes qui pensent, dont l'âme n'est point dégradée, ceux enfin de tous les Espagnols amans de leur patrie.

« Rendre heureuse la nation au moyen d'un *gouvernement représentatif* et juste, telle qu'elle le sanctionna elle-même par l'organe des cortès, voilà le digne résultat qu'elle attend de son entreprise. Le corps de la marine, si distingué par sa valeur et ses lumières, ne peut faire moins que d'adopter des principes que la raison, l'expérience et le système de l'Europe autorisent à l'envi.

« Pourquoi donc sa conduite les démentirait-elle? pourquoi s'opposerait-il aux efforts que nous tentons pour étendre ces principes? pourquoi les guerriers

de la patrie se combattraient-ils ouvertement contre elle? préféreraient-ils le titre d'esclave à la gloire d'être l'appui de leurs concitoyens?

« Braves marins espagnols! l'alternative n'est point douteuse, et nous sommes convaincus que vous n'hésiterez pas plus long-temps. Sortez de cet état d'irrésolution; dévouez-vous ouvertement à la sainte cause de la patrie; goûtez à l'avance le plaisir de vous voir applaudir par les cœurs honnêtes; abandonnez les méchans à leur fatal destin, et unissez-vous avec nous pour décider et fixer à jamais les destinées et la gloire qui attendent l'Espagne!

« *En qualité de chef et organe de l'armée.*

« Antonio Quiroga. »

Quiroga dont le seul désir était de rendre la liberté à son pays, craignant qu'on ne l'accusât, à la cour, d'avoir soulevé l'armée dans les intérêts de son ambition personnelle, crut devoir prévenir toute accusation offensante en adressant à Ferdinand VII la lettre suivante :

« Sire,

« L'armée espagnole, dont le sang et les sacrifices inouis ont rendu à V. M. le trône de ses ancê-

tres, l'armée espagnole, sous la garantie de laquelle a été placé par la nation le code des lois décrété par ses représentans, et qui devait assurer pour toujours le bonheur de tous, a été blessée dans son honneur et son patriotisme le jour où V. M., oubliant les lois de la reconnaissance et de la justice, a détruit ce monument de la sagesse, et a traité comme un crime ce qui n'était que l'expression des droits les plus légitimes.

« Six ans n'ont pas suffi pour effacer des sentimens si profondément gravés dans les cœurs. Différentes commotions auraient dû convaincre V. M. qu'ils étaient partagés par la nation; et que, si V. M. a été pendant un temps l'objet de l'adoration générale, tel n'est pas le sentiment qu'inspirent actuellement le système de gouvernement qu'elle a adopté, et les personnes qui l'entourent; ces personnes sont indignes de votre confiance et de vos bontés; le génie du mal a étouffé le cri de la liberté; et les braves qui vous ont élevé au trône sont devenus les victimes de courtisans iniques, qui ne pardonnent jamais à ceux qui déchirent le voile sous lequel ils trompent un peuple ignorant.

« Leur sort affreux n'a pas intimidé des soldats de l'armée expéditionnaire; ils ont fait entendre le cri si cher à tous les Espagnols dignes de ce nom; ils ont déclaré leurs sentimens de la manière la plus solennelle le 1er janvier; ils les ont déclarés avec

l'intention formelle d'être fidèles au serment qu'ils ont fait à leur patrie. Rien ne les rendra parjures, et ils sacrifieront jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la grande entreprise qu'ils ont commencée. Rétablir la constitution d'Espagne, voilà leur projet; faire reconnaître aussi que c'est la nation, légitimement représentée, qui seule a le droit de se donner des lois, tel est l'objet de leurs vœux ardens, de leur enthousiasme.

« Les lumières actuelles de l'Europe ne permettent plus, Sire, que les nations soient gouvernées comme des propriétés de rois. Les peuples exigent d'autres institutions, et un gouvernement représentatif est celui qui paraît le plus conforme à l'état des grandes sociétés, dont les membres ne peuvent être assemblés individuellement pour la formation des lois. C'est l'espèce de gouvernement que les nations les plus sages ont adopté, celui que toutes désirent, en un mot celui qui a coûté tant de sang et dont aucune nation n'est plus digne que la nation espagnole.

« Pourquoi donc cette nation, la plus favorisée par la nature, serait-elle privée du plus grand bienfait auquel l'homme puisse prétendre? Comment a-t-elle moins mérité que d'autres cette liberté civile qui seule vivifie le corps de l'état? D'anciens préjugés, des systèmes imposés par la force, des prérogatives vaines et frivoles, nées d'un faux orgueil, et les

suggestions perfides des favoris qui ne flattent que pour opprimer, sont-ce là des motifs suffisans de violer les lois de la raison, de l'humanité et de la justice?

« Les rois appartiennent aux nations : ils ne sont rois, que parce que les nations le veulent. Voilà des vérités incontestables, et si les gouvernemens affectent des principes différens, c'est le langage de l'hypocrisie, et non celui de l'erreur et de l'ignorance.

« L'armée désire que ce langage ne soit plus entendu. Ses sentimens sont partagés par la nation, quoique l'habitude de l'obéissance et de la crainte en ait arrêté la manifestation. Mais ils éclateront aussitôt que l'on saura que les braves ont commencé. Le pays qu'ils occupent retentit d'acclamations de joie; ces cris se répandront dans toute la péninsule, qui redeviendra le théâtre de la vertu et de l'héroïsme.

« Mais si de si douces espérances n'étaient pas réalisées; si le ciel n'était pas propice à des vœux si ardens, l'armée ne croira pas pour cela que ses travaux soient perdus; elle mourra pour la liberté; ce sort lui paraîtra préférable à l'existence que préparaient les lois et les caprices de ceux qui séduisent le cœur de V. M. et la conduisent à sa perte.

« Donné aux quart[rs]-généraux de San-Fernando, le 7 janvier 1820.

« *Signé* ANTONIO QUIROGA. »

Enfin parut le manifeste suivant, que Quiroga adressa à la nation espagnole, pour lui faire connaître les voeux et les desseins de l'armée à laquelle il commandait :

« Les soldats de l'armée espagnole qui ont embrassé, au commencement de l'année, la cause de leur patrie, croient devoir lui exposer les motifs de leur conduite, les démarches qu'ils ont faites jusqu'à ce jour, les sentimens qui les animent et les espérances qu'ils nourrissent en faveur de la nation dont ils sont les fils.

« Ils ne rappelleront point ici au souvenir de cette nation la gloire qu'elle a acquise jadis par ses vertus; l'histoire l'a fait assez connaître, et les Espagnols d'aujourd'hui, quelque différens qu'ils soient de leurs ancêtres, se plaisent toujours à admirer les monumens de leur héroïsme.

« Le pays des Pélage, des Alphonse, des Fernand, des Gonzalez, des Cid était célèbre dans le monde ; son beau sol, le plus fertile de l'Europe, s'enorgueillissait de la gloire dont le couvraient ses héros; il n'avait rien à envier aux autres nations en fait de succès dans les armes, dans les arts, dans la législation, dans l'industrie, dans les sciences et la littérature ; il était même pour plusieurs un modèle et un objet d'envie. Invincibles dans la guerre, généreux et aimables dans la paix, les Espagnols se distinguaient par leur esprit, par leur intelligence,

par la profondeur de leur génie et les sentimens d'honneur qui étaient si profondément gravés dans leurs cœurs.

« Comment se fait-il que cette nation, jadis la première de l'Europe, soit descendue depuis trois siècles au rang des états subalternes et insignifians? Comment se fait-il que la nation qui dominait jadis sur l'Italie, les Pays-Bas, la côte d'Afrique, les immenses et riches provinces de l'Amérique, ait commencé à décliner, du moment où elle eut acquis de si vastes états, une puissance si formidable? Comment se fait-il que l'industrie, les sciences, les arts n'aient pas fait autant de progrès chez nous que chez les autres Européens? que le caractère national se soit profondément altéré, aux yeux de l'observateur exercé, à saisir les traits de la physionomie des nations? qu'un pays, en un mot, qui devrait jouer un rôle si important dans le monde, soit privé de tous les avantages dont il était digne?

« Espagnols ! il est aisé de résoudre ce problême. Quand les nations deviennent une fois la propriété absolue d'un homme, elles sont condamnées au dépérissement; le bien public n'occupe plus les citoyens. Le désir de se dévouer à la seule grandeur du prince, remplace le patriotisme et le sentiment de la gloire. La séduction, l'intrigue, les vues sordides, l'imposture, la trahison et la perfidie sont autant de mauvais génies qui entourent les rois absolus et arbi-

traires. L'Espagne a plus souffert de ces fléaux qu'aucune autre nation, depuis l'époque où Ferdinand V commença à river ses chaînes. Les princes de la maison d'Autriche se sont efforcés d'élever le système de despotisme dont nous connaissons si bien les résultats. Depuis ce temps, les peuples n'ont plus été comptés dans la politique; les représentans qui défendaient leurs droits ont disparu. Dès-lors aussi, le principal but des ouvrages du génie a été de flatter les passions des rois, de les remplir de l'idée de leur toute-puissance; personne ne s'est plus inquiété des droits de l'homme, du bonheur des peuples, de l'énergie qui fait la force des états, des vertus qui assurent leur félicité et leur gloire.

«C'est en vain que la nation s'est montrée grande et digne de son nom, quand celui qui donnait des lois à l'Europe, a préparé, pour l'asservir, de perfides machinations; les armées qui portaient la terreur dans les autres pays, ne purent étouffer la voix généreuse de l'Espagne. Le feu, le fer, la destruction, tous les fléaux de cette guerre inouie, ne parurent que de légers sacrifices quand il fallut venger l'honneur insulté. Non contente de combattre contre ses ennemis extérieurs, la nation voulut détruire des ennemis intérieurs encore plus dangereux, au moyen d'un gouvernement qui assurât la liberté civile et la propriété. La constitution fut

jurée en face des baïonnettes ennemies. Ces baïonnettes disparurent du territoire, et l'ennemi vit la fin de son pouvoir et de son triomphe.

« Mais quels avantages le peuple a-t-il tirés de ses sacrifices et de sa valeur? Qu'est devenu l'édifice dont la loi avait posé les fondemens, et qui aurait dû être inébranlable? Le roi, qui devait le plus à sa nation, fit le premier essai de sa force en le renversant; les pères de la patrie, qui l'avaient élevé, furent traités en criminels. Aimer et désirer le gouvernement le plus avantageux à l'Espagne, ce fut un crime de haute-trahison. Les institutions repoussées par l'esprit humain, et qui avaient provoqué la dernière invasion, furent rappelées avec une sorte de fureur et exaltées avec une détestable hypocrisie. On inventa le *crime de mécontentement contre la personne royale*, crime inconnu en Europe jusqu'alors; des prisons, des exils, furent la récompense de ceux qui avaient le plus mérité de leur patrie; des cœurs ouverts aux inspirations de la gloire, se remplirent de terreur, et à l'esprit de la liberté qui donne la vie aux états, succéda le souffle empesté de l'esclavage, qui porte la mort civile partout où il se fait sentir.

« Non! jamais nation ne fut plus insultée, plus arbitrairement traitée. L'Espagne donna, dans ces circonstances, un exemple de patience qui étonna l'Europe. Ceux qui voulaient faire croire que son

enthousiasme contre la France avait été l'effet de la superstition, triomphèrent alors de ceux qui lui attribuaient des sentimens plus généreux. En effet, quel soupçon cette apathie extraordinaire ne pouvait-elle pas faire naître? Avec quelle rapidité retomba cette nation qui avait pris un essor si sublime ! Comment souffrit-elle que l'édifice qu'elle avait cimenté de tant de sang, qui avait coûté tant de travaux, fût renversé ? Comment présenta-t-elle la tête au joug, après tous ses efforts pour le secouer ?

« Espagnols ! cette funeste faute vous a jetés dans l'esclavage; elle vous entraînera à votre perte si vous ne vous réveillez pas. Vous mettrai-je devant les yeux le triste tableau de ses conséquences ? Mais pourquoi l'entreprendrai-je, puisque vous les avez vues vous-mêmes? Qui n'a pas ressenti douloureusement la faiblesse d'un gouvernement, sans caractère, sans principes, sous lequel la nation est nulle dans la balance politique de l'Europe ? Qui n'a pas été indigné de la corruption de ses agens, des abus criminels que tant de fonctionnaires publics ont faits du pouvoir déposé dans leurs mains; enfin, de la métamorphose de l'Espagne en un théâtre de vol et de pillage, où celui qui faisait le plus de butin était le plus estimé? Qui n'a pas éprouvé une pénible tristesse en voyant ces scènes de calamités publiques, les champs incultes, le commerce détruit, l'indus-

trie paralysée, les lois impuissantes, la licence impunie, la sûreté publique violée, les délateurs triomphans, et la misère traînant partout à sa suite une affreuse corruption; en un mot, une nation tombant comme une masse inerte, dès ses premiers pas, dans la route des prospérités que lui ouvrait une nouvelle vie?

« Ces maux, dont nous ne présentons qu'une faible esquisse, déchirent le cœur de tous ceux qui soupirent au doux nom de patrie. De généreux Espagnols qui se sont levés franchement pour les détruire ont été victimes de la perfidie et de la force armée qui devient le fléau des nations, quand les nations sont dans la servitude. Les supplices, les exils ont été les tristes fruits de leurs efforts héroïques; le mécontentement croissait avec la misère; les honnêtes gens pleuraient leurs dignes défenseurs, et répétaient leurs noms avec les accens de l'admiration et de l'affection qui leur sont dues.

« Les malheurs de ces braves n'ont point intimidé le corps de l'armée nationale, qui s'est présentée hardiment dans une arène si fertile en célèbres catastrophes; les misères de la patrie ont arraché aux troupes la déclaration qu'elles ont faite de la rendre heureuse ou de mourir pour elle. Rétablir le pouvoir des lois, et faire jouir la nation du droit de régler ses propres intérêts, tels ont été les motifs qui seuls les ont engagées à arborer l'éten-

dard national. Leur première démarche, en prenant une telle résolution, a été de proclamer la constitution politique de la monarchie espagnole, objet de prédilection et d'amour pour tous ceux qui veulent ardemment le triomphe de la justice; toutes leurs autres actions ont été dirigées selon cette règle si sacrée.

« Les désordres, la violence n'ont point souillé la gloire et la valeur qui distinguent les soldats de cette armée; les propriétés ont été respectées; la tranquillité publique a été maintenue par la plus exacte discipline, et l'on devait attendre des cœurs espagnols le respect de toutes les institutions religieuses; l'armée elle-même n'a éprouvé d'autres changemens que ceux qui étaient absolument nécessaires pour son organisation. Soutiens et boulevards de la patrie, les soldats ne sont pas législateurs; ils consacrent leur valeur, leur énergie, leur sang à la noble ambition de se soumettre aux lois fondées sur l'équité et la raison.

« Peuple d'Espagne, peuple brave, généreux et grand, peuple appelé par votre destinée à être le premier sur le globe, unissez-vous à vos enfans; posez les bases des lois qui constitueront votre prospérité et votre grandeur; osez faire usage de vos droits et rétablir ce que vous avez si solennellement promulgué. Sans lois, il n'existe plus d'état; sans lois sanctionnées par des représentans, il ne peut y

avoir de liberté civile, le plus grand bien dont puisse jouir un citoyen. Recueillez, aujourd'hui, les fruits des lumières et de l'expérience des siècles ; donnez au monde ce grand spectacle qu'il attend de la nation, qui a communiqué le mouvement à l'Europe.

« Ne souffrez pas que l'on dise que l'apathie est votre élément, et que les fers de l'esclavage peuvent seuls vous convenir. Unissez-vous à vos fils qui n'aspirent qu'à l'honneur sublime de les briser. Leurs armes et leur sang sont à vous; et des milliers de bras n'attendent que votre signal. Qu'espérez-vous? Quel obstacle vous arrête? Qui s'opposera à la volonté de tout un peuple?

« Espagnols, si vous ne profitez pas d'une pareille occasion, si vous ne sentez pas tout le prix du rayon de bonheur qui commence à paraître, ne soupirez plus, ne vous plaignez plus : vous aurez mérité de souffrir les maux que vous éprouvez. Les larmes que vous versez n'exciteront la compassion de personne; si, par votre pusillanimité, nous ne réussissions pas dans une entreprise aussi noble, nous aurions du moins la glorieuse satisfaction de l'avoir commencée. Quel que soit notre sort, il devra être envié de ceux même qui sont abattus sous le souffle de la corruption, et qui, dans leur ignominie, n'échapperont pas aux poursuites d'un remords éternel.

« *Comme chef et organe de l'armée*,

« ANTONIO QUIROGA. »

Comme nous avons souvent parlé, que nous parlerons souvent encore des cortès dans le cours de cet ouvrage, et que plus d'un lecteur peut-être n'a pas une idée bien claire de ces anciennes assemblées générales de la nation espagnole, j'espère qu'on ne me saura pas mauvais gré d'interrompre un moment ma narration pour en donner quelque notion. Je réclame d'autant plus d'indulgence pour cette digression que je la ferai aussi courte que je pourrai la faire, sans la rendre obscure.

L'Espagne fut, à différentes époques, la proie de divers conquérans. Subjuguée par les Romains, elle fut long-temps une province de leur empire dépendante de la préfecture du prétoire des Gaules, et régie par un vicaire - général qui recevait les ordres du préfet du prétoire. Dans le bas empire, les nations scythiques et gothiques en firent la conquête et en expulsèrent les romains. Ces nouveaux venus substituèrent au droit romain, par lequel l'Espagne était régie, la loi gothique sous laquelle ils vivaient. La loi gothique, ouvrage d'un peuple indépendant dont les rois n'étaient guère plus que des chefs militaires souvent méconnus par leurs soldats, était très-favorable à la liberté, et les peuples espagnols jouirent d'une indépendance bien plus grande sous leurs nouveaux maîtres que sous l'empire des Romains. Pendant l'invasion et le séjour des Maures, la loi gothique fut abrogée, et les

nations étrangères, ainsi que les indigènes, furent obligés de se soumettre à un nouveau régime. Mais, après l'expulsion des Maures, la loi gothique fut remise en vigueur, dans les divers royaumes formés des provinces que les Espagnols avaient arrachées aux Africains. Alors reparurent les anciens congrès nationaux dont les Goths avaient apporté l'idée en Espagne; tous les royaumes eurent les leurs qui furent appelés *cortès généraux*.

Chaque royaume profita de l'occasion pour rentrer dans ses droits suspendus par la présence des Maures, et tâcha d'en acquérir de nouveaux. Les cortès, composés des prélats, des nobles et du peuple, faisaient les lois, établissaient les impôts et décidaient les affaires les plus importantes, et leurs décisions avaient force de loi, si la nation les ratifiait; le roi n'était nommé que pour faire exécuter les actes de la volonté nationale. La formule usitée pour la promulgation des lois ne laisse aucun doute sur ce point; cette formule était ainsi conçue: *Le roi, d'après la volonté des cortès, statue et ordonne*. Si le roi avait quelqu'observation à faire sur une décision des cortès, il la faisait sous la forme de remontrance, et l'assemblée y avait égard si elle le jugeait convenable, autrement elle passait outre, et la remontrance du roi était censée non avenue. Indépendamment des droits dont nous avons parlé plus haut, les cortès avaient encore celui de déclarer

la guerre, faire la paix, examiner l'emploi des contributions, recevoir les comptes des fonctionnaires publics et contrôler leur conduite.

Dans le royaume d'Arragon, lors de l'inauguration du roi, le grand justicier prononçait ces paroles au nom des états-généraux de la nation : « Nous qui sommes autant que vous, et qui pou-
« vons plus que vous, nous vous faisons notre roi,
« et nous vous obéirons à condition que vous gar-
« derez nos lois; si non, non. »

En 1283, les assemblées des cortès devinrent annuelles en Arragon; outre cela, la nation jouissait du privilège appelé *de l'union*, en vertu duquel elle pouvait s'opposer à toute usurpation du pouvoir souverain et du gouvernement sur les droits et libertés du royaume, pouvait déposséder le roi, en élire un autre à sa place, encore qu'il fût payen *(aunque sea pagano)*, pouvait donner des ordres au roi, le forcer à réparer les injustices dont il s'était rendu coupable envers la nation, pouvoir dont elle fit un usage remarquable à l'égard d'Alphonse III.

Dans la Castille, les cortès ne s'occupaient des impôts qu'après avoir obtenu le redressement de tous les griefs dont ils pouvaient avoir à se plaindre.

Dans la Navarre, les assemblées des cortès n'avaient lieu que tous les trois ans; mais, pendant l'intervalle d'une session à l'autre, une députation, nommée par les cortès, restait à la cour, veillait

à l'exécution des lois, à la conservation des libertés nationales. Si le roi rendait une ordonnance ou un arrêté qui fût en contravention avec la constitution du royaume, la députation pouvait en suspendre et même en arrêter tout à fait l'exécution. Ses fonctions étaient principalement de maintenir le pouvoir dans les bornes que la constitution avait posées, et que le pouvoir est toujours disposé à franchir.

Ces assemblées se maintinrent long-temps, mais leur surveillance s'endormit quelquefois. La puissance royale s'agrandit peu à peu aux dépens des droits de la nation, et, dans les temps modernes, il ne restait plus rien des anciens cortès si puissans et si fiers que quelques assemblées insignifiantes dans la Navarre et dans la Biscaye.

Tels étaient autrefois les Cortès dont la nation espagnole, lors de l'invasion des Français, voulut rétablir le pouvoir et les droits, et qui, réunis à Cadix, avaient fait et proclamé la constitution espagnole que les insurgés voulaient faire reconnaître.

Etablie dans l'île de Léon, l'armée nationale jeta les yeux sur Cadix qui offrait un point d'appui d'une importance bien plus grande que l'île dans laquelle elle était cantonnée. Quiroga ne crut pas qu'une ville qui avait accueilli les cortès dans ses murailles, qui la première avait juré fidélité à la constitution, eût perdu tout-à-coup cet amour pour la liberté dont

elle avait donné des preuves si éclatantes. Il crut devoir réveiller dans le cœur de ces habitans les sentimens généreux qui les animaient autrefois, que la tyrannie y avait comprimés, mais qui s'y conservaient toujours dans le silence. Il adressa, en conséquence, la proclamation suivante à la ville de Cadix, le 11 janvier :

L'armée nationale aux habitans de Cadix.

« Cadix! Cadix! où est ton patriotisme? où sont les vertus civiles qui te distinguaient? Es-tu le glorieux asile où se réfugia naguère la nation pour y promulguer des lois qui devaient la rendre heureuse pour toujours? Un souvenir si grand ne t'enflammera-t-il pas? Verras-tu avec indifférence l'occasion de remplir les destins glorieux qui t'attendent?

« Qu'espères-tu? la liberté est à tes portes, et tu hésites! Tu entends ses cris généreux, et tu restes muette! La constitution a été proclamée à San-Fernando, et tu ne t'enflammes pas?

« Quel fruit espères-tu de ton apathie aussi funeste qu'incompréhensible? Quelle excuse donneras-tu au monde qui te voit dans cette indolence léthargique? Quelles forces t'oppriment? Quelles baïonnettes étouffent tes cris généreux? Hélas! tu forges toi-même tes chaînes, et tu repousses les bras que te tendent les enfans de la patrie!

« Cadix, reveille-toi! Vois l'abîme où te conduit ton sommeil funeste; lève-toi et ose être libre. Cadix esclave est l'image de l'humiliation et de la misère. Cadix libre sera le premier des peuples opulens. Lève-toi et romps les débiles barrières qui t'entourent; unis-toi à nous; ouvre tes portes à ceux qui ont juré de mourir pour la liberté civile de leur patrie, et tu respireras, après sept ans de travaux, son air pur et délicieux.

« Quartier-général de San-Fernando, 11 janvier 1820.

« *Comme chef et organe de l'armée.*

« ANTONIO QUIROGA. »

A peine cette proclamation fut-elle parvenue à Cadix qu'elle y excita une fermentation générale parmi les habitans : de nobles souvenirs se réveillèrent, et l'on n'osa y concevoir l'espérance de briser les fers du despotisme.

Les autorités civiles, militaires et ecclésiastiques prirent l'alarme. Des mesures furent ordonnées pour prévenir tout mouvement intérieur qui aurait pu seconder les insurgés du dehors. L'évêque de Cadix adressa une lettre pastorale aux fidèles de son diocèse, pour les engager à garder fidélité à leur sou-

verain légitime, et pour peindre les constitutionnels sous les couleurs les plus noires. Dans un pays éclairé par les lumières de la philosophie, toutes les lettres pastorales et tous les mandemens imaginables seraient des armes inoffensives et vaines; mais en Espagne où les idées religieuses exercent un empire si puissant, où le clergé possède une influence aussi grande, la lettre de l'évêque de Cadix pouvait avoir des résultats et nuire à la cause de la liberté. Le général en chef de l'armée nationale ne crut pas devoir la mépriser. Voici la réponse qu'il y fit:

L'armée nationale à l'illustrissime seigneur, évêque de Cadix et de son diocèse.

« Monseigneur, le premier devoir des hommes est d'être justes: respecter la vérité et ne point l'obscurcir par des sophismes est la plus auguste fonction des pasteurs que le Dieu de la vérité établit sur la terre pour la propager. La lettre pastorale que V. E. à daigné adresser dernièrement aux fidèles de son diocèse ne respire point ce sentiment. Quels qu'aient été ses motifs, notre devoir est de signaler à V. E. ce qu'il manque de principes sains aux discours d'un pasteur des âmes, si respectable par son zèle et ses vertus. Nous ne serons pas longs; la vérité est pré-

cise, sa lumière brille d'elle-même, et n'a pas besoin d'ornemens pour se rendre aimable. Nous ne traiterons ici qu'une seule question : Les nations doivent-elles être gouvernées pas des rois absolus et arbitraires, sans autres lois que celles du caprice ou des passions du moment, ou doivent-elles l'être par des rois qui règnent selon les lois légitimement établies par le peuple, et présentées par un corps respectable qui mette un frein aux excès si communs du pouvoir?

« L'alternative n'est point douteuse; peut-être que le rang élevé que V. E. occupe dans la société fera pencher ses lumières vers le système de la servitude, mais ces principes ne sont point ceux de la partie saine de l'Europe. La raison et l'expérience *réprouvent les rois absolus;* les méchans les désirent, parce qu'ils oppriment les hommes; les ignorans leur obéissent, parce qu'ils n'ont aucune idée du droit public.

« Les militaires espagnols jurèrent de garder et de défendre la constitution espagnole; ils furent parjures quand ils consentirent tacitement à ce qu'on brisât ce sanctuaire de leurs lois. Elever la voix pour sa réédification, y consacrer ses sueurs et son sang, et inviter le reste de la nation à suivre son noble exemple, c'est être fidèle aux devoirs qu'imposent les intérêts, le bonheur et la gloire de la patrie. Qui les appela parjures? l'esprit d'oppression ou le langage de l'hypocrisie.

« Il résulte de tout ceci, Monseigneur, que les soldats de l'armée nommée nationale à de si justes titres, ne sont ni les ennemis de l'ordre, ni les ennemis des lois et de l'état, ni des hommes poursuivis pour leurs crimes, ni fauteurs de rebellion antérieure, ni hommes avides de distinctions et d'honneurs. Le langage de séduction qu'ils emploient est celui de la raison et des lumières; la religion qu'ils invoquent est celle de V. E., est celle qu'ils portent dans leurs cœurs, est celle qu'ils tiennent de leurs pères, est celle enfin à laquelle ils ne veulent innover sous aucun prétexte. Les proclamations qui sont parvenues à V. E. ne sont que l'expression sincère de leurs sentimens. Il est très-facile d'employer des sophismes quand les raisons manquent, et il est très-commun à ceux qui écrivent de commettre des fautes de critique et de logique tout à la fois.

« Nous ne répondrons rien aux textes des écritures que cite V. E., entièrement étrangères à l'objet que nous traitons. La qualification de roi est susceptible de beaucoup d'acceptions. Il y a des rois de classes diverses et distinctes, selon la constitution des états. Le roi d'Angleterre n'a pas autant de pouvoir que celui de Prusse, et tous les deux règnent également. Quelque torture qu'on donne aux sens des livres saints, on ne trouvera pas un passage qui autorise le pouvoir illimité des princes. Le despo-

tisme est un attentat contre l'espèce humaine; et le dieu de la justice ne peut permettre la violation des lois qui porte atteinte à la conservation d'un bien si digne de ses mains.

C'est une vérité si évidente, qu'il nous paraît superflu de la démontrer : l'esprit de liberté, l'horreur de l'injustice et de l'oppression sont si naturels à l'homme, sont si profondément gravés dans nos cœurs, que la servilité ne peut être que le langage de la stupidité, ou celui de la plus détestable hypocrisie. L'Espagne se pénétra de ces principes et se donna un gouvernement représentatif qui fut applaudi des nations étrangères. Si quelque chose peut s'appeler légitime, ce fut sans doute la constitution politique de la monarchie espagnole. Toutes les classes de l'état jurèrent de la maintenir; l'armée lui prêta serment, et le peuple la salua de ses acclamations.

« Si ce code si respectable fut déchiré par l'ingratitude, la perfidie, l'imposture, ce n'est pas un motif de l'ensevelir dans l'oubli et d'accuser les loyaux Espagnols qui le chérissent. Le droit de la force est la violation de tous les droits. Dire qu'une chose est mauvaise parce qu'un prince absolu la prohibe, c'est tromper; dire que ceux qui désirent la félicité de leur patrie, sont criminels parce qu'ils s'opposent à ce qu'on appelle prérogatives du monarque, c'est tromper; dire que les militaires qui

se lèvent pour rendre à la nation son gouvernement salutaire, sont des parjures, c'est fouler aux pieds toutes les idées de ce qu'un serment et son objet ont de sacré.

«Tout citoyen doit jurer de se consacrer à la félicité et à la gloire de sa patrie. *Il ne peut y avoir de lien qui l'oblige à perpétuer les maux publics* envers le prince qui *n'est pas le père de ses sujets*. Le roi ne peut être séparé de la nation. Quand leurs intérêts se choquent mutuellement, le serment que reçut le premier ne peut lier l'autre. Les soldats romains prêtaient serment au consul; mais si le consul eût tenté d'enchaîner la patrie, les légions qui lui auraient refusé l'obéissance n'auraient pas été parjures. Raisonner différemment, c'est confondre les objets et ne pas pénétrer l'esprit des institutions.

« Nous conclurons par une légère réflexion qui nous paraît convenir aux circonstances; le langage de la paix, de la modération et de la mansuétude, est celui que Jésus-Christ enseigna, par son exemple, aux pasteurs des âmes. Les évènemens politiques sont étrangers à leur sainte profession, ainsi que l'Evangile lui-même l'indique en tant d'endroits différens. Son divin maître ne parle jamais du gouvernement des Césars. La violation de cette maxime fondamentale a fait beaucoup de mal à l'état, et des maux plus funestes encore à l'église. La plus grande partie des tempêtes qu'elle a souffertes, les schismes

et les réformes qui l'ont divisée, et les écrits philosophiques qui lui ont porté, dans ce dernier siècle, des coups si mortels, n'ont d'autre origine que l'esprit de domination, de persécution et d'intolérance que ses ministres ont manifesté en tant d'occasions. C'est une vérité incontestable, confirmée dans toutes les histoires, et que nous n'indiquerions point à V. E., si elle se renfermait dans l'administration spirituelle de ses ouailles, et dans l'exercice des vertus pacifiques, qui lui ont mérité un si haut respect aux yeux de l'humanité affligée et souffrante.

« San-Fernando, 14 janvier 1820.

« *Comme chef de l'armée*,

« ANTONIO QUIROGA. »

Quiroga, comptant sur les intelligences qu'il pouvait se ménager dans Cadix, s'en approcha par la chaussée qui l'unit à l'île de Léon. Un corps fut détaché de l'armée, et s'avança jusqu'à la Cortadura, à moitié chemin de la place. Là, les insurgés trouvèrent les troupes royales rangées en bon ordre et prêtes à les recevoir; ils cherchèrent à gagner leurs camarades rangés sous d'autres bannières, et à leur faire embrasser la cause de la liberté; mais les chefs royalistes arrêtèrent les adresses, et veillè-

rent avec tant de sévérité sur leurs soldats, qu'il ne fut pas possible de communiquer avec eux.

Enlever la Cortadura de vive force était une entreprise téméraire et inexécutable; cependant les insurgés firent une attaque où ils furent repoussés, et perdirent quelques hommes.

Le général espagnol qui a conservé Cadix à son maître, n'a pas une grande gloire à retirer de ce succès. La chaussée qui conduit de l'île de Léon à Cadix, et qu'il avait à défendre, n'est qu'une langue de terre interrompue par des tranchées, et où quelques pièces de canon arrêteraient une armée des mois entiers. Il s'aida d'ailleurs de plusieurs vaisseaux de guerre mouillés dans la rade de Cadix, et les fit ranger des deux côtés de la chaussée. Les insurgés, fusillés en face et sur leurs flancs, ne pouvaient opposer une longue résistance, ni persister longtemps dans leurs projets d'attaque.

Après cette tentative infructueuse, le détachement se replia sur l'armée, et rentra dans l'île de Léon, où l'on commença à le fortifier.

Nous avons déjà parlé de l'arsenal de Caracca, situé au-delà de la rivière de Santi-Pietri; cet établissement important n'avait que quatre cents hommes de garnison, dont une moitié du bataillon de Soria, et l'autre du bataillon de Valençay. A l'approche des insurgés, le gouverneur de Cadix y avait promptement envoyé cinq cents hommes du régiment de Soria,

pour en renforcer la garnison, et mettre la place à l'abri d'un coup de main. Ces forces n'en imposèrent point aux insurgés; ils se présentèrent en grand nombre devant la Caracca, et les troupes qui la gardaient leur en ouvrirent les portes, et firent cause commune avec eux. Cette place fournit à l'armée nationale l'artillerie et les munitions dont elle avait besoin pour se défendre dans l'île de Léon. Les insurgés s'emparèrent en outre du vaisseau de guerre *le Saint-Julien* qui portait des poudres destinées à l'expédition de l'Amérique, et qui se trouvait dans le port de Caracca.

Après la prise de la place, les insurgés coururent aux prisons, et mirent en liberté tous ceux qui y étaient enfermés pour la cause de la liberté. Il en sortit un grand nombre des donjons appelés *los quatro torrès*; une des plus horribles prisons d'Espagne, et où était mort le général Miranda.

Narino que nous avons vu figurer dans les évènemens de l'Amérique du sud, et qui était renfermé dans les affreux cachots de la Caracca, dut sa liberté à la prise de cette place par l'armée nationale; plus de douze cents hommes sortirent à la fois, parmi lesquels il se trouvait des libéraux espagnols, des patriotes américains; avec eux, fut rendu à la liberté le fameux Coja de Malaga, condamné à mort et près de monter à l'échafaud en 1814, mais gracié par Ferdinand VII, pour subir une

peine mille fois plus cruelle que celle qui lui était d'abord destinée.

Maîtres de la Caracca, les insurgés y mirent garnison, et en enlevèrent tout ce qui pouvait leur servir à établir des fortifications respectables dans l'île de Léon où ils étaient cantonnés. Les points les plus importans furent garnis d'artillerie, des redoutes furent élevées, des fossés creusés tout autour ; en un mot, les insurgés se mirent dans une position tellement respectable que les royalistes n'auraient pu les forcer qu'en sacrifiant un nombre prodigieux de soldats.

Tandis que l'armée nationale se livrait à ces travaux et qu'abondamment pourvue de vivres et de munitions, elle attendait les royalistes avec la tranquillité la plus parfaite, le général Freyre rassemblait de tous côtés des troupes pour la débusquer du poste qu'elle occupait. Ces troupes arrivaient à son camp; mais animées d'un esprit si défavorable à la cause pour laquelle on réclamait le secours de leurs bras, que le général qui les commandait ne doutait pas lui-même, qu'à la première affaire elles ne passassent du côté des insurgés : il fallait cependant faire semblant d'avoir leur confiance en elles. Le 14 janvier 1820, Freyre leur adressa la proclamation suivante pour essayer de faire naître dans leurs cœurs les sentimens qu'il aurait voulu y rencontrer.

« Soldats! le roi notre maître vous a choisis pour

dissiper les factieux qui, oubliant les bienfaits qu'il leur a prodigués, n'écoutent que la voix de leur intérêt personnel, intérêt qui les a conduits à leurs ruine.

« Ils se sont établis sur les bords de l'Océan, volons pour éteindre dans ses flots, l'ardeur passagère qui les égare! la raison, la justice et la religion de nos pères sont nos guides. Nous défendons les droits d'un prince dont le nom servit de ralliement aux Espagnols, pour chasser les aigles qui avaient envahi l'Espagne.

« Nous avons vaincu et rompu les fers qui l'enchaînaient; et, en 1814, tous les Espagnols l'ont élevé au trône qu'ils lui avaient dressé dans leurs coeurs.

« Soutenons ce trône inébranlable auquel personne ne peut porter atteinte impunément sans déchirer tous les coeurs; car la raison condamne celui qui s'oppose à la volonté de tous. La justice le punit, et jusqu'à l'Etre-Suprême par qui règnent les rois, scelle de sa main toute-puisssante la réprobation de ces hommes coupables dont l'esprit orgueilleux s'érige en arbitre des monarques.

« Soldats, le moment de les *exterminer* est arrivé; courons sur eux hardiment; soyons fidèles exécuteurs de la justice et de la *clémence* du roi bien-aimé, reconnu et respecté par la nation entière.

« Séville, le 14 janvier 1820.

« MANUEL FREYRE. »

Cette proclamation, quelque flatteuse qu'elle puisse être pour les soldats à qui le général s'adressait, ne les rendit pas plus chauds partisans de la cause royale. Freyre lui-même s'en défiait tellement qu'il restait immobile à Séville, et ne se croyait jamais assez fort pour commencer l'attaque.

Le lendemain, il voulut essayer si son éloquence aurait quelque pouvoir sur l'esprit du général de l'armée constitutionnelle, et il lui adressa la lettre qui suit :

Au quartier-général de Séville, le 25 janvier 1820.

« Monsieur Quiroga,

« L'autorité dont je suis revêtu, mon dévouement au roi mon maître, l'amitié que j'avais pour vous lorsque vous étiez officier de l'armée de S. M., et les éloges que je rendais à votre mérite, m'encouragent et même m'obligent à vous adresser cette lettre, pour éviter des maux qui, jusqu'à présent, ne sont presque rien, mais qui, par la suite, pourraient vous devenir funestes.

« Si un moment d'ivresse politique a pu vous faire oublier les intérêts du roi et les vôtres, je vais vous procurer les moyens de vous mettre à même de réclamer la grâce du souverain, et de regagner auprès de la nation l'estime que vous avez perdue.

« Par l'élection des révoltés, vous êtes devenu

leur chef. Vous n'ignorez pas les moyens de rendre inutiles et la bravoure des troupes, et l'opiniâtreté des officiers de votre armée. Une marche faite sans objet et mal à propos, quelque négligence à couvrir par des avant-postes, les issues de la place que vous occupez, une peur simulée, ou enfin votre fuite dans un moment critique, suffiront sans doute pour livrer vos soldats à ceux de l'armée royale, et pour terminer des calamités sans nombre.

« Quant à vous, monsieur, je vous offre ma médiation auprès de S. M., pour obtenir d'elle, non-seulement un pardon entier, mais encore pour vous faire placer dans les finances, ou dans toute autre branche de l'administration. Vous aurez un emploi qui sera en rapport avec votre grade.

« Je ne doute nullement, monsieur, que vous ne rentriez dans le devoir, et que vous n'acceptiez avec empressement les moyens et le parti que je viens de vous proposer.

« Je vous baise les mains.

« MANUEL FREYRE. »

Certainement le général de l'armée nationale, en tirant l'épée pour la liberté de son pays, avait jeté le fourreau, et était bien déterminé à parvenir à son but ou à mourir avec gloire; essayer de le dé-

tacher de la cause qu'il avait embrassée, était un moyen que le général Freyre pouvait loyalement employer; mais sa lettre était-elle bien propre à produire l'effet qu'il en attendait? Proposer crûment et sans détour à un homme d'honneur de trahir et livrer à leurs ennemis, les compagnons qui avaient mis en lui leur confiance, pouvait-il raisonnablement se faire; et Freyre, lui-même, pouvait-il espérer d'être écouté? Le général Quiroga laissa près de trente jours sans réponse la lettre insultante de Freyre; enfin, le 18 février, il lui écrivit la lettre suivante, que nous rapportons de suite pour ne plus avoir à revenir sur cette tentative inutile et outrageante :

Au quartier-général de San-Fernando, le 18 février 1820.

« Général,

« Lorsque vous m'avez écrit votre impudente lettre, vous avez oublié sans doute qu'elle était adressée au chef des Espagnols libres, à celui qui, quinze jours auparavant, avait juré, à la face de l'univers, *de vivre libre ou de mourir.* Votre lettre est un modèle parfait de sottise, de méchanceté, et une tache ineffaçable pour vous. Elle décèle la stupidité et toutes les qualités honteuses qui forment le caractère de votre gouvernement et de ses satellites.

« Comment! vous osez m'indiquer les moyens de trahir des citoyens qui m'ont confié leur vie, leur liberté et le salut de la patrie! Je frémis d'horreur, lorsque je vois que de pareilles idées peuvent être nourries dans le cœur d'un Espagnol. Général, cette trahison peut entrer dans la tête du plus ingrat des hommes, mais jamais dans le cœur du premier citoyen de l'Espagne.

« Vous m'avez donné assez de motifs pour vous détester; vous avez pris la plume pour m'insulter; eh bien! moi, je veux vous punir en vous étant utile. Je vous exhorte, au nom des pères de la patrie, au nom de tous les bons Espagnols, et en mon nom, et je vous promets de solliciter la récompense de vos anciens services auprès du gouvernement que vous trahissez, en faussant vos sermens, aussitôt qu'il sera installé; mais j'exige, en reconnaissance de cette faveur, que vous vous réunissiez à votre patrie, et que vous abdiquiez le commandement que vous exercez, et qu'un Suisse seulement serait capable d'accepter.

« Général, je vous salue. Ouvrez vos oreilles à la vérité, et sachez que la petite armée que je commande est bien persuadée que le temps rend immortel celui qui meurt pour la liberté.

« ANTONIO QUIROGA. »

Quiroga fit imprimer et publier dans la ville de San-Fernando et la lettre du général Freyre et la réponse qu'il y avait faite ; sa conduite fut généralement approuvée par tous les patriotes, et tous les amis de la liberté se serrèrent de plus près encore autour de lui.

Le général Freyre, comptant peu sur celles des troupes qui, destinées à l'expédition d'outre-mer, n'avaient pas pris part à l'insurrection, et qu'il supposait animées d'un esprit de révolte, faisait venir des soldats de l'intérieur de l'Espagne, et marcher les milices provinciales. Quiroga voulut faire connaître aux miliciens leurs véritables intérêts, et, dans cette intention, leur adressa la proclamation qui suit :

L'armée nationale aux miliciens provinciaux.

« MILICIENS PROVINCIAUX !

« Contre qui prenez-vous les armes ? Vous, destinés à la défense du sol de la patrie ; vous, pacifiques citoyens, qui ne devez tirer l'épée que contre un ennemi envahissant ; vous, que toutes les nations regardent comme la milice de la liberté, vous ne viendrez pas certainement combattre contre nous Espagnols qui marchons sous la même bannière que la vôtre, et qui protégeons votre cause et celle de vos familles !

« Miliciens ! nous vous déclarons que nous n'avons d'autre but que celui d'assurer la félicité de l'Espagne par la constitution déjà jurée par la nation entière. Nous ne voulons attenter ni à la religion de nos pères, ni aux propriétés, ni aux droits légitimes du roi. Interrogez les habitans parmi lesquels nous vivons, ils vous diront notre conduite; lisez nos manifestes, ils contiennent nos intentions.

« Miliciens, nos frères, réunissez-vous à nous. Ici, dans le camp de la liberté, vous attendent les bras ouverts, vos compatriotes, vos amis, peut-être les parens de beaucoup d'entre vous. Venez participer à notre gloire; les milices provinciales eurent toujours part à celle de l'armée. Venez délivrer la patrie, faire la félicité de ses enfans, anéantir un système de contribution indigne et oppresseur, et vous reviendrez promptement à vos travaux, vivre en paix sous un gouvernement juste qui, au lieu de vous opprimer, vous protégera dans vos nobles occupations de cultiver la terre de l'Espagne affranchie.

« Au quartier-général de San-Fernando, 15 janvier 1820.

« ANTONIO QUIROGA. »

L'armée nationale n'ayant pas réussi dans le dessein qu'elle avait formé d'enlever la Cortadura par

surprise ou au moyen des intelligences qu'elle se serait ménagées dans la place de Cadix, n'avait pas renoncé au désir de s'emparer de la ville, et pour cela le siège de la Cortadura avait été entrepris régulièrement; des officiers de génie avaient été envoyés, et avaient tracé des parallèles, élevé des batteries, et embossé des chaloupes canonnières dont le feu protégeait les travailleurs le long de la chaussée; une batterie avait été établie par eux au Ventirilla, et le vaisseau le Saint-Julien en protégeait les flancs. Valdès, gouverneur de Cadix, malgré la force de la place, la nombreuse garnison qu'il avait sous ses ordres, la facilité que lui offrait le port de Cadix, d'être sans cesse ravitaillé et secouru par mer, n'était pas encore rassuré. Un parti nombreux appelait les patriotes dans l'intérieur de la place. Le gouverneur crut donc devoir adresser plusieurs proclamations aux habitans et aux soldats, et afficher dans les tavernes et dans les places publiques l'ordre du jour suivant.

Ordre du jour de la place.

« Général de jour, don N. Plasencia; colonel, *idem*, don Isidore Diaz Galazo; troupes de la parade, Soria et milices urbaines; patrouilles, Soria.

« A commencer d'aujourd'hui, il est ordonné aux corps, de mettre à l'ordinaire deux réaux par

tête (dix sous), afin que le soldat soit bien nourri. Je charge MM. les chefs et officiers de surveiller scrupuleusement le versement de cette augmentation du prêt de la troupe. Il sera également distribué chaque matin une ration d'eau-de-vie pour échauffer le soldat, et, de cette manière, je crois qu'étant bien nourri, il sera en état de travailler.

« Chaque corps fournira un détachement de trente hommes avec un officier pour la garde de *prévention*, et un second détachement supplémentaire du même nombre. Tous les hommes seront également vêtus de leur uniforme et armés; il resteront au corps-de-garde, et se relèveront mutuellement au bout de douze heures; les deux détachemens ne quitteront point le corps-de-garde.

« Aucun soldat ne s'absentera de son quartier, ni de jour ni de nuit; et comme MM. les chefs et officiers doivent être auprès de leur troupe, j'espère que cet ordre sera exécuté ponctuellement. Après que le soldat aura mangé la soupe du matin, il sera passé en revue d'armes très-scrupuleuse. La même revue aura lieu après la soupe du soir. Il faut que les armes soient en état, les munitions bien conservées, pour que tout soit prêt au besoin. S'il manquait des armes, elles seront fournies sur-le-champ.

« MM. les chefs et officiers de la place, soit retraités, soit conservant seulement l'usage des prérogatives d'un grade militaire, se rendront, en cas d'évè-

nement au quartier de St-Roch, où je suis à toute heure du jour et de la nuit pour donner les ordres nécessaires. Je les invite à ne point m'importuner de leurs réclamations, s'ils se considèrent plus ou moins convenablement employés suivant leur grade, pour quelque objet de service urgent. Il faut tout sacrifier pour le bien du service du roi et l'importante conservation de cette place, dans les critiques circonstances où elle se trouve. Je déclare à MM. les officiers que mon intention est de ne manquer à qui que ce soit.

« Jusqu'à nouvel ordre, MM. les chefs et officiers attachés à l'état-major de la place et aux différens corps, feront les patrouilles comme ils le font actuellement. J'ordonne au lieutenant-colonel Martinez de prendre note de tous ceux qui se vouent à cette partie essentielle du service; il me remettra une liste des officiers employés dans les patrouilles, en y ajoutant les noms des quartiers où elles s'exécutent. Je veux que chacun ait un quartier déterminé, confié à ses soins. En temps et lieu, je recommanderai à S. M. ceux qui se montreront bien en cette occasion.

« Outre le général de jour, il y aura aussi un colonel destiné aux mêmes fonctions. Leur poste est à la porte de terre pour l'officier-général, et pour le colonel, à la porte de mer. Ils prendront des dispositions péremptoires en cas de besoin, et me ren-

dront sur-le-champ compte de ces dispositions. Ces officiers supérieurs feront leur ronde major aux heures qu'ils le jugeront convenable, et visiteront les postes à l'intérieur comme à l'extérieur, pour s'assurer de l'exactitude et de la vigilance de la troupe, et remédier à tout ce qui mériterait d'être rectifié. Dans ce temps-là, comptant sur eux, je m'occuperai à expédier la multitude d'affaires qui réclament mes soins. Deux officiers nommés chaque jour parmi ceux attachés au régiment provisoire, accompagneront ces deux chefs en qualité d'aides-de-camp, et porteront leurs ordres partout où il sera jugé nécessaire.

« Comme pendant toute la nuit, la troupe doit rester sous les armes, soit à la porte de terre, soit à la porte de mer, soit dans les quartiers de Sainte-Hélène et de Saint-Roch, formant plusieurs détachemens, il me paraît convenable, qu'au moindre accident, le colonel de jour se rende aussitôt avec les troupes qu'il trouvera sous sa main, auprès de la douane, et qu'il envoie ses patrouilles dans les rues adjacentes pour s'assurer de ce qui s'y passe. Le général de jour conduira celles qu'il aurait à sa portée à la place de Saint-Antoine, et cherchera à s'éclairer par des patrouilles dans tous les environs; de mon côté, je disposerai des forces que j'aurai avec moi dans les quartiers, suivant la nécessité, parce qu'avant tout il est indispensable d'empêcher qu'il

n'y ait des troubles dans l'intérieur de la place, afin que les honnêtes et pacifiques habitans puissent être certains qu'on veille à ce que leur sûreté ne soit pas compromise.

« Les patrouilles ont l'ordre d'empêcher toute espèce de réunion sur tel point que ce soit ; elles empêcheront également qu'aucun individu ne sorte de sa maison, si ce n'est pour des motifs urgens et bien constatés.

« Lorsqu'à telle heure que ce soit, il sera appelé à l'ordre, par la garde de la porte de terre, tous les aides-de-camp, adjudans des différens corps, et autres chargés de prendre l'ordre, se rendront au corps-de-garde de l'officier de ce poste, pour recevoir celui qui sera donné par le commandant de la place.

« *Signé*, VALDÈS. »

Tout, dans cet ordre, indique combien Valdès avait peu de confiance dans les soldats placés sous son commandement. Cette précaution d'améliorer leur sort indiquait le besoin qu'on avait d'eux, et exagérait à leurs yeux l'importance de leurs services.

Valdès arrivait trop tard. Quand un chef militaire veut trouver ses soldats prêts au besoin, il doit, de longue main, leur avoir rendu leurs devoirs faciles, et l'obéissance agréable. Quand il les a traités

pendant un temps avec mépris et dureté, toutes les concessions qu'il leur fait, toutes les caresses qu'il leur prodigue au moment du danger, leur paraissent autant de lâchetés, et le chef orgueilleux qui se familiarise, leur paraît aussi méprisable qu'il fut odieux. Mais quand un chef qui n'a rien à demander aux soldats, s'inquiète de leurs besoins, les visite dans leurs casernes, leur adresse des paroles de bonté, les fait manœuvrer sous ses yeux, il acquiert sur leurs cœurs des droits sacrés et imprescriptibles, tous se feraient massacrer pour lui et pour le souverain auxquels ils obéissent.

Cette conduite humaine et prévoyante que ne tint jamais l'Espagne, nous la voyons tenir dans un autre royaume par un prince chéri, aussi distingué par l'éminence de son rang que par son courage, ses talens et ses vertus. Aimé du soldat qu'il aime et protège, si l'héritage de ses pères était menacé, l'armée entière viendrait avec ivresse se ranger sous la noble bannière qu'il déploierait à ses yeux.

Toute l'Europe avait ses regards dirigés sur l'Espagne. Toutes les puissances attendaient avec une curiosité inquiète le résultat de la lutte engagée entre le despotisme et la liberté. Aucun Etat ne fit de démonstration hostile. On dit un instant que Ferdinand VII avait demandé vingt-cinq mille hommes à la France, un secours aux princes signataires du traité de la sainte alliance; mais ces bruits sans fon-

demens tombèrent d'eux-mêmes. Quelle eût été la situation du roi d'Espagne, s'il eût appelé les étrangers dans les provinces de la péninsule? il se fût déclaré ennemi de la nation, et eût fait de suite éclater une révolte générale. Cinq cent mille hommes des plus valeureuses troupes du monde ont péri en Espagne sans pouvoir en faire la conquête, et toutes les armées de l'Europe s'y fondraient tour-à-tour sans pouvoir faire ce que les Francais ont entrepris en vain; ou, si une masse épouvantable d'hommes inondait l'Espagne et l'attaquait sur tous les points, elle la soumettrait sans doute, mais après en avoir auparavant exterminé jusqu'au dernier habitant. Nous croyons donc fermement que jamais Ferdinand VII n'a eu l'intention de placer des intermédiaires armés entre ses sujets et lui; son amour pour l'Espagne et son intérêt personnel lui en faisaient une défense trop formelle.

En France où les choses les plus sérieuses offrent toujours un côté plaisant, et fournissent le sujet d'une chanson, des hommes d'esprit, rédacteurs d'un journal aussi distingué par son patriotisme que par son courage, imprimèrent dans une de leurs feuilles l'adresse suivante qu'ils supposaient adressée par un comité d'ultras français à sa majesté Ferdinand VII.

ADRESSE AU ROI D'ESPAGNE.

« Sire

« Vos fidèles amis du royaume de France, bons

et loyaux serviteurs de votre aïeul *Louis XIV*, abonnés de la *Quotidienne*, et habitués du café *Valois*, viennent dans ces graves circonstances déposer aux pieds de Votre Majesté l'hommage de leur vive admiration et de leur inviolable dévouement.

« On dit qu'une grande insurrection vient d'éclater au midi de vos états, et nos libéraux espèrent que ce malheureux évènement aura des suites plus malheureuses encore, et que Votre Majesté, cédant enfin à ce qu'ils appellent l'*opinion publique*, consentira à l'abolition de la sainte inquisition et au rétablissement de la constitution des cortès.

« Il se trouve sans doute auprès de Votre Majesté, en ce moment critique, quelques insolens jacobins qui ne craignent pas de lui conseiller ce dangereux plan de conduite ; ils vous disent que vous devez ces bienfaits à vos sujets, ne fût-ce que pour les récompenser de tout ce qu'ils ont souffert lors de l'invasion de Bonaparte, dans l'intérêt de Votre Majesté et du salut du trône. Ceux qui vous tiennent un tel langage sont vos plus grands ennemis.

« Résistez à leurs perfides insinuations; résistez à tout, et songez qu'à défaut de baïonnettes étrangères, les vœux des hommes monarchiques vous environnent toujours et vous suivront partout.

« Les mauvaises institutions, les institutions libérales sont aussi difficiles à détruire que faciles à établir ; elles jettent en peu de temps de bien profondes

racines, et vous ne sauriez croire combien nous rencontrons d'obstacles au renversement de la Charte et de la loi d'élections. Ne sacrifiez donc pas l'avenir à la tranquillité du moment présent.

« Considérez, d'ailleurs, Sire, l'état de la monarchie espagnole, et comparez-le à la situation de la France.

« Chez vous, les jésuites sont révérés, les arts et l'agriculture fleurissent, les finances sont en pleine prospérité.

« Chez nous, les missionnaires sont sifflés, l'industrie est libre, les patentés sont électeurs, et depuis l'égalité des impôts, tout le monde est ruiné.

« Oserait-on maintenant nier les avantages de la monarchie absolue? *Et quand même* il serait vrai que les monarchies constitutionnelles fussent plus favorables aux nations que les monarchies absolues, les rois sont-ils donc faits pour les peuples? Les peuples ne sont-ils pas faits pour les rois, et nous oserons ajouter *pour leurs fidèles aristocrates*? Or, qu'y a-t-il de plus contraire à l'aristocratie que la liberté?

« Sire, les vilains de toute l'Europe pensent horriblement mal depuis leur affranchissement. Les pères de nos pères ont vu le temps où la canaille ne pensait pas du tout : c'était là le bon temps!

« Les souverains qui ont proclamé la sainte alliance sont pleins de dangereux ménagemens pour

leurs sujets ; il est temps de sévir contre les peuples, et peut-être serait-il urgent d'en pendre un pour l'exemple des autres.

« Tenez ferme, Sire, l'Europe vous contemple. »

(*Suivent* 53 *signatures.*)

Par une singularité remarquable et peut-être unique dans l'histoire, chacun des deux partis était dans une sécurité parfaite et vivait presque avec l'autre comme avec un bon voisin. Les insurgés, fortifiés à l'île de Léon, attendaient les troupes royales sans inquiétude et donnaient des fêtes et des combats de taureaux. Ferdinand VII, revenu de sa première frayeur, et ne craignant plus que les insurgés vinssent le chasser de Madrid, recevait les félicitations de la ville de Pampelune sur son nouveau mariage, et nommait le plus sérieusement du monde aux vice-royautés, et aux capitaineries générales vacantes en Amérique, des hommes qui acceptaient ces dignités aussi sérieusement que le Roi les donnait lui-même.

Il est certain que la conduite des constitutionnels parut être un moment indécise et incertaine. Quand une troupe armée se met en insurrection, les chefs qui la commandent doivent la porter rapidement en avant, et le plus tôt possible, la compromettre de manière à ce qu'elle ne puisse plus reculer. Tout ce qui ressemble à de l'incertitude l'inquiète, la décourage et lui fait faire des réflexions dont la

suite est toujours de la détacher du parti qu'elle a embrassé d'abord avec chaleur. L'enthousiasme d'une troupe insubordonnée est court; les idées d'ordre et de discipline et l'habitude de l'obéissance la font rentrer vîte dans le devoir. Ces vérités, qui sont incontestables, ne peuvent point toutefois s'appliquer aux soldats de l'île de Léon; leur insurrection tenait à un plan général, et ils attendaient que leurs compagnons répondissent au signal qu'ils leur avaient donné.

Les généraux de Ferdinand VII ne partageaient pas la sécurité de leur maître. A Séville, Freyre et Crux Mourgeon faisaient les plus grands efforts pour recruter l'armée des royalistes, mais leurs démarches n'avaient pas grand succès. Sans doute il est facile d'enlever des hommes et d'écrire leurs noms sur les contrôles d'une compagnie ou d'un régiment; mais, pour en faire des soldats, il faut les vêtir, les armer, et les caisses publiques étaient vuides, et personne ne voulait faire d'avances à un gouvernement discrédité.

La cour de Madrid, quoique rassurée sur les suites de l'insurrection, prenait cependant les mesures qu'elle croyait nécessaires pour faire rentrer l'armée constitutionnelle dans ce qu'elle appelait le devoir. Les milices du Nord et la garnison de Pampelune avaient reçu l'ordre de se tenir prêtes à marcher; mais ces secours inspiraient peu de con-

fiance aux hommes qui connaissaient l'état des choses et qui en prévoyaient les suites. Chacun craignait que les troupes royales n'allassent grossir les bataillons qu'on les envoyait combattre. On disait déjà publiquement à Madrid que des corps entiers, officiers et soldats, avaient passé du côté des insurgés; que le nombre de ces derniers était considérable, et qu'ils avaient des partisans dans toutes les provinces espagnoles.

Les conseillers de Ferdinand VII, sans lui faire part de leurs craintes, et lui découvrir la véritable position des affaires, lui conseillèrent, pour la première fois, d'employer l'indulgence et la bonté. Ces conseils qui, nous aimons à le croire, plaisaient au cœur du roi, furent, par lui, favorablement écoutés; Freyre reçut en conséquence l'ordre d'éviter tout engagement hostile, de promettre un pardon généreux, et de faire tous ses efforts pour ramener les insurgés par la douceur. Freyre, tout glorieux de jouer un rôle et de commander une armée, n'attacha pas grande importance aux ordres de la cour, aimant mieux une guerre qui lui procurait l'occasion de s'illustrer, comme si dans une querelle, où une partie de la nation est armée contre l'autre, il pouvait y avoir quelque gloire à acquérir.

Malgré sa répugnance à employer des voies pacifiques, Freyre adressa quelques proclamations

à l'armée insurgée, mais sur un ton si altier, d'un style si outrageant, qu'il envenima encore les choses au lieu de les appaiser.

Il s'en fallait pourtant beaucoup que Freyre fût en mesure de combattre les ennemis qu'il paraissait tant mépriser; à peine avait-il sous ses drapeaux quatre mille hommes de toutes armes, formant un corps d'armée, y compris cinq escadrons de cavalerie et les carabiniers royaux dont il était le colonel. On pouvait à la vérité compter sur ces troupes dans une affaire à rase campagne; mais la cavalerie qui en formait le corps le plus respectable ne valait rien pour l'attaque du pont de Suazo, seule entrée, comme nous le savons, qui puisse conduire dans l'île de Léon. Le général Eguia, dans la province de Grenade, muni de pleins pouvoirs, employait tous les moyens imaginables pour seconder Freyre; il rassemblait des soldats, faisait des proclamations, et comblait les prisons de tous ceux qui étaient soupçonnés de favoriser l'insurrection.

A peu près dans ces temps, l'apparition à la cour, du général Elio, gouverneur de Valence, fit tenir bien des discours; le bruit courut un instant à Madrid que Ferdinand VII, mécontent des temporisations du général Freyre, qui, de son quartier-général de Séville, ne combattait les insurgés que par d'inutiles proclamations, soupçonnant d'ailleurs sa

s'embarquer pour Cadix, sans mettre d'obstacles à leur départ. Il venait de voir les mauvaises dispositions des troupes qu'il avait sous ses ordres, et les mettre en face des insurgés était leur donner une occasion de joindre leurs drapeaux à ceux de l'armée nationale, dont ses soldats n'auraient pas manqué de profiter.

Campana, qui dans le gouvernement de Cadix avait remplacé Valdès, défendait, sous les peines les plus sévères, à tous les habitans, d'entretenir aucune correspondance avec l'île de Léon. Tous les paquets qui en arrivaient devaient lui être portés tout cachetés, et il ne communiquait de leur contenu que ce qu'il croyait pouvoir laisser connaître sans danger. Malgré ces précautions, les constitutionnels de Cadix n'ignoraient pas la force et l'attitude de l'armée nationale et ils formaient en secret de grandes espérances. Le 24 janvier, un officier appelé *Santiago*, plus impatient que les autres, chercha à susciter un soulèvement à Cadix et à livrer cette place importante à l'armée constitutionnelle. En conséquence, après avoir rassemblé une partie de la garnison de la ville, il la réunit à un grand nombre d'habitans, et à la tête de cette troupe il se porta au bruit du tambour, et aux cris de vivent la constitution et les cortès, à une des portes de la ville pour l'ouvrir aux insurgés, qui, de leur côté, prêts à paraître, attendaient le succès de ce mou-

vement. Le poste, établi à la porte de la ville et fort de deux cents hommes, prit les armes, se mit en bataille et reçut les assaillans à coups de fusil. Le feu ne dura pas long-temps, mais il fut vif et meurtrier; la foule se dissipa, les chefs disparurent et Santiago, caché pendant quelques instans, trouva, par le secours de quelques amis, le moyen de s'embarquer pour l'île de Léon où il arriva.

Ce choc, en dispersant les constitutionnels de Cadix, ne les découragea cependant pas; ils remirent la partie à un moment plus favorable, et, en l'attendant, ils restèrent tranquilles. Le gouverneur se trouvait dans le plus grand embarras, il n'osait mettre en jugement le colonel Santiago qui appartenait à une des premières familles de Cadix, et marié à la fille d'un lieutenant-général de marine; son impunité encourageait l'esprit de dissension qui n'était que contenu et point étouffé. Campana ensuite comptait peu sur la garnison qu'il avait sous ses ordres, il ne faisait fond que sur les marins dont il s'était assuré par différentes mesures; mais il pouvait arriver tel événement qui rendît leur présence nécessaire sur les vaisseaux. Le général Villa Vicencio, qui commandait l'escadre, voulait à tout prix l'empêcher de tomber au pouvoir des insurgés.

La cour de Madrid sortit enfin de son aveuglement, et vit toute l'étendue du danger qui la menaçait. Le roi chercha les moyens d'étouffer

l'insurrection en faisant quelques concessions qui ne compromissent pas sa dignité. Dans le nombre des moyens dont on parla pour terminer les affaires d'Andalousie, on songea à convoquer les anciens cortès; et aussitôt, Lozano de Torres, ancien ministre de la justice, et ses acolytes, embrassèrent avec chaleur cette idée. Rien ne parut plus étrange que de voir ces individus, chargés de la haine publique comme conseillers, auteurs ou acteurs de tant d'actes arbitraires et de tant de proscriptions, devenir tout à coup les propagateurs des idées libérales; mais le roi s'aperçut bientôt que leurs conseils ne tendaient qu'à se donner à eux-mêmes les moyens de ressaisir le pouvoir, en se mettant à la tête d'un parti, qu'ils voulaient faire l'instrument de leur propre élévation; ils furent éloignés de la cour, et voici comment une lettre de Madrid raconte cet évènement.

Madrid, 7 février.

« L'ex-ministre don Juan Lozano de Torres était le seul des ministres disgraciés qui avait mérité la grâce de résider à la cour. Pour être écarté du pouvoir, il n'en jouissait pas moins de la confiance du roi, et l'on s'accorde à dire qu'il exerçait même une influence funeste sur les résolutions qui émanaient du ministère. Il a fallu toute la gravité des évènemens qui nous entourent pour connaître où les conseils d'un tel homme pouvaient mener le gouverne-

ment. Heureusement le cri de l'opinion publique a pénétré jusqu'au trône : il vient d'être exilé au fort de San-Antonio de la Corogne, et il est sorti le 5 de cette capitale, sous une bonne escorte, pour sa destination. Le public a appris avec plaisir cette détermination du monarque. D. Lozano de Torres, la veille de son départ, croyait encore jouir de toute la faveur du souverain; et, en quittant la ville, il n'a pas même eu la consolation d'emporter les regrets de ses concitoyens. Tel est le sort des hommes qui n'emploient le pouvoir que pour faire le malheur de leur pays.

« Don Antonio Urgate, agent d'affaires, homme obscur, qui était parvenu à gagner la confiance du roi, en faisant la cour à quelques ambassadeurs, et par de sourdes menées, vient d'être exilé au fort de Ségovie. Il était chargé des affaires qui concernaient les expéditions qui se préparaient pour les colonies, et il se donnait le titre de ministre *d'outre-mer*. Cet homme, sans aucun talent, s'était glissé dans le ministère, et même presque dans la chambre du roi, au moyen de ses basses flatteries, et était un des individus qui composait le petit conseil du roi, appelé la *Camarilla*.

« Don Villar Frontin, maître d'école et notaire à la Corogne, peu connu jusqu'à ces derniers temps, était venu à Madrid pour y faire valoir quelques services d'un ordre inférieur ; mais il eut assez

d'adresse pour en tirer un parti avantageux; ce fut un moyen d'arriver aux bonnes grâces du roi; il mérita aussi l'honneur de faire partie de la *Camarilla*. Il a été, comme les deux précédens, exilé à Tarragone.

« Les gens qui voudraient quelques changemens dans la marche actuelle du ministère pour ramener la tranquillité et le bon ordre, ont regardé cet évènement comme d'un heureux augure dans les circonstances présentes, et le signe de quelques dispositions favorables pour adopter des idées que ces hommes avaient toujours signalées comme opposées à la stabilité du trône. »

Le roi, incertain et indécis, flottait entre les divers partis qu'on lui proposait de suivre; on dit qu'il montra l'intention de prendre le commandement des troupes qui lui étaient restées fidèles, et de marcher lui-même à leur tête, pour combattre les insurgés. Cette idée, si jamais il l'a eue, était plus conforme à son courage qu'à son humanité et à sa justice. La nécessité de verser lui-même le sang de ses sujets, même révoltés, est toujours pénible pour un souverain, et Ferdinand n'a pu la voir qu'avec un sentiment d'horreur. D'un autre côté, le roi était cruellement affecté de la résistance des insurgés, qui, trois fois, avaient refusé avec force l'amnistie qu'il leur avait offerte, et qui devait couvrir toute l'armée nationale, officiers et soldats.

Dans cet embarras, on dit que Ferdinand eut un instant le dessein de descendre du trône et d'y faire asseoir son frère don Carlos à sa place; plusieurs fois il manifesta le désir de souscrire à tous les articles de la constitution; mais il en fut détourné par son confesseur et par le ministre de la justice.

Ballesteros, que la cour avait rappelé de son exil, et replacé dans les affaires, encourageait les bonnes dispositions que le roi manifestait en faveur de la constitution; mais le parti des *serviles* qui dominait toujours, paralysait la bonne volonté du roi et les efforts des patriotes, qui ne voyaient de salut pour la monarchie et pour le souverain, que dans l'acceptation pure et simple, par le monarque, de la constitution des cortès, en faveur de laquelle la nation se prononçait d'une manière si solennelle. Ballesteros faisait tout ce qui était en son pouvoir pour rassurer la capitale et la garantir des mouvemens intérieurs qui auraient pu y survenir. Une brigade, composée de deux régimens d'infanterie, fut appelée de la vieille Castille, et dirigée à marches forcées sur Madrid. Un corps d'artillerie, avec ses pièces et ses caissons, partit de Ségovie, et se rendit en toute hâte à Aranjuez, maison de campagne du roi, à sept lieues de Madrid. Les garnisons furent tirées des places fortes du royaume de Léon, et rapprochées de la capitale. On manifesta l'intention de former, sur la rive gauche du Tage,

entre Tolede et Aranjuez, une armée centrale, placée convenablement pour couvrir Madrid, soit du côté du midi, soit du côté du nord, où le général Mina était arrivé, et organisait des guérillas.

Le silence que gardait la cour sur les évènemens de l'Andalousie, les préparatifs de défense qu'elle faisait n'étaient rien moins que rassurans, et la population jugeait de la grandeur du danger par la grandeur des mesures prises pour l'éloigner.

Le général Freyre cernait l'île de Léon avec une armée que l'on disait être de vingt mille hommes, mais si mal disposés en faveur de la cause royale, qu'il fut obligé de désarmer trois régimens dont les sentimens lui parurent suspects. Quant aux insurgés, ils s'inquiétaient si peu de l'état du blocus dans lequel on les tenait, qu'ils pensaient à faire éclater, dans d'autres parties du midi de l'Espagne, l'insurrection dont ils avaient donné l'exemple.

Depuis le premier jour de l'insurrection, sauf quelques tentatives infructueuses sur Cadix, les troupes nationales étaient restées complètement inactives dans leurs cantonnemens. Le général Quiroga jugea à propos de faire sortir un détachement armé pour renouveler et compléter les approvisionnemens, pour répandre des proclamations, faire décider, pour la cause nationale, les villes et les corps militaires dont l'opinion était indécise, et prouver à la population du midi que l'armée n'était pas enfermée dans l'île

de Léon, par la crainte de rencontrer les troupes royales.

Quiroga ordonna à Don Raphaël Riego, commandant de la première division de l'armée nationale, de prendre sous ses ordres le bataillon des Asturies, les compagnies du centre et les chasseurs du bataillon de Séville, le bataillon des guides, deux compagnies du régiment de Valençay, et une quarantaine de cavaliers, destinés plutôt à lui servir d'ordonnance et porter des ordres, qu'à entrer en ligne et à sortir de l'île de Léon.

Cette colonne, composée d'environ quinze cents hommes, partit le 27 janvier de San-Fernando, et le même jour, à midi, passa la rivière à Chiclana.

La population de Chiclana la reçut avec un véritable plaisir, mais ne répondit rien aux cris de vive la constitution que les soldats prononçaient en traversant la ville. Les habitans, comprimés par le voisinage des troupes royales, craignant que, si les indépendans venaient à succomber, ils ne fussent frappés du châtiment qui les atteindrait, les accompagnèrent de leurs vœux, et les laissèrent passer, sans se réunir à eux.

La colonne arriva à Conil, et y passa la nuit. Les autorités royales étaient éloignées; les habitans reçurent les constitutionnels comme les avaient reçus ceux de Chiclana, avec une joie secrète que la frayeur ne leur permettait pas de manifester.

Le 28, à Béjer, les patriotes furent reçus au son des cloches, et le 29, ils publièrent la constitution, et obtinrent, en argent et en objets d'équipement, quelques secours qui furent loin de suffire à leurs besoins.

Riego s'aperçut qu'il avait trop promptement compté sur la population qui environnait l'île de Léon. La frayeur qu'inspirait la présence de l'armée royale paralysait la bonne volonté des habitans, qui craignaient qu'une démarche hasardée ne compromît leur vie ou leurs propriétés.

On était près d'Algésiras, et l'on espérait que, si cette ville se prononçait pour la cause nationale, on en tirerait de puissans secours; on se flattait d'obtenir de Gibraltar les moyens de tenter une grande entreprise. La colonne, partie de Béjer le 31 janvier, franchit les montagnes d'Ojen, et, après une marche pénible dans un pays coupé de rochers escarpés, arriva à Algésiras, où elle fut reçue avec les plus vives démonstrations de joie.

Riego adressa, le jour même de son arrivée, la proclamation suivante au peuple d'Algésiras :

« Habitans d'Algésiras, la constitution, après laquelle vous avez tant soupiré, va être rétablie dans vos murs. Vous-mêmes vous vous choisirez vos magistrats, et l'empire de la loi remplacera celui de l'arbitraire et du caprice....

« Nos pères vont s'assembler, les gardiens du

peuple s'occuperont des lois les plus propres à amener sa prospérité et sa splendeur. Préparez-vous pour cet heureux évènement, attendez-le avec la ferme résolution de ne point fléchir dans votre entreprise, assurés que la constance est un boulevard impénétrable aux attaques des méchans. Ils disparaîtront comme la fumée à la vue de ceux qui suivent le sentier de l'honneur et de la gloire. Vive la nation ! vive la religion de nos pères ! vive le gouvernement qui rend heureux et libre ! »

Cette proclamation électrisa toutes les têtes, et l'affluence des habitans fut si prodigieuse, qu'on ne doutait pas que toute la population, d'un mouvement unanime et spontané, ne se levât en masse.

On fut bientôt détrompé. Cet enthousiasme, dont on espérait de si grands résultats, ne produisit que des acclamations stériles, et n'augmenta pas d'un seul, le nombre des soldats patriotes. Les communications que l'on avait commencé à ouvrir avec Gibraltar furent interrompues, par deux bâtimens armés et des troupes placées dans l'Ile-Verte; ainsi, toutes les espérances qu'avaient formées les patriotes sur la prise d'Algésiras, s'évanouirent en un instant.

On s'occupa du soin de faire quelques approvisionnemens que l'on réunit avec beaucoup de constance et d'activité, et l'on pensa à quitter Algésiras, dont on ne pouvait plus espérer de secours suffisans. O'Donnell, pendant ce temps, occupait, avec un

corps de trois mille cinq cents hommes détachés de l'armée royale, les villes de Saint-Roch, Los Barrios et Tarifa. Il est certain que, s'il eût attaqué vivement les patriotes dans Algésiras, il les eût mis en grand péril; mais la tranquillité qu'ils affectèrent lui en imposa, et il se contenta de les observer.

Riego, voyant bien qu'il ne pourrait pas se mettre en marche sans en venir aux mains avec l'ennemi, résolut de prendre l'offensive et de marcher à lui, espérant l'effrayer par une attitude imposante, et lui débaucher quelques compagnies. Toutes les mesures étaient prises, lorsqu'un courrier de Quiroga arriva avec l'ordre de ramener la division le plus promptement possible à l'île de Léon.

Riego changea de dispositions et de projets, et se mit en devoir d'obéir à son général; il résolut de prendre la route de Bejer ou de Medina, et de rentrer au quartier-général.

Il partit donc le 7 février d'Algésiras, traversa sans difficulté les montagnes d'Ojen et passa la nuit au bivouac, à l'entrée des plaines de Taibilla. Le 8, à cinq heures du matin, il se remit en route à travers les plaines, et, après une heure de marche, vit une colonne de cavalerie descendre un coteau, pendant que cinq autres colonnes également de cavalerie, formant à-peu-près huit cents chevaux, paraissaient de droite et de gauche sur les hauteurs.

Les insurgés, surpris en plaine par un corps de

cavalerie nombreux ne s'effrayèrent point, ils se formèrent en trois colonnes serrées et rangées en échelons, placèrent les bagages en queue, formèrent une arrière-garde avec les compagnies de chasseurs des bataillons des Asturies et de Séville, commandées par le lieutenant-colonel don Roque de Arismendi, et continuèrent leur route au petit pas, en criant vive la constitution, vive la patrie, et en chantant une chanson patriotique et guerrière que l'on avait composée à Algésiras pendant le séjour des patriotes.

Une contenance si ferme en imposa aux royalistes; les tirailleurs qu'ils avaient détachés furent repoussés, et les patriotes firent, sans être attaqués, une route de près de deux lieues, s'arrêtèrent un instant sur les collines d'Arretin et passèrent la nuit, sans obstacles, à Bejer.

Riego comptait prendre à Bejer ses dispositions pour rentrer dans l'île de Léon, mais il apprit que tous les passages étaient fermés, et que six mille hommes de troupes royales occupaient Chiclana, Medina-Sidonia et Puerto-Real. Différens émissaires, envoyés au général en chef, avaient été arrêtés, et toute tentative pour rentrer dans l'île de Léon devenait imprudente et périlleuse.

Un conseil de guerre fut assemblé, et l'on résolut de se jeter dans les montagnes, où l'on aurait moins à craindre de la cavalerie, et d'attendre une occasion favorable pour rentrer au quartier-général.

La colonne se dirigea donc sur Ximena de la Frontera, le 12 février; mais le lendemain diverses nouvelles reçues sur la position et la force des ennemis, la déterminèrent à se jeter sur la droite et à marcher sur Saint-Roch, où elle entra, le 14, après avoir passé la nuit au village de los Barrios.

L'espérance que le patriotisme des habitans servirait utilement la cause nationale, les avis que l'on reçut que la ville de Malaga était dans de bonnes dispositions, décidèrent le général Riego à marcher sur cette place. Le 15, il partit de Saint-Roch, traversa Estepona, et, le 16, passa la nuit à Marbella. La colonne marchait avec célérité, et les blessés ne pouvant pas la suivre, on les embarqua sur des chaloupes avec quelques munitions dont le transport était embarrassant, et on leur donna ordre de suivre la côte; les vents contraires empêchèrent la flottille de marcher aussi vîte que les troupes, et il fallut renoncer à ce moyen de transport. On ordonna le débarquement, on envoya deux compagnies de chasseurs pour le protéger, et la colonne fit halte.

L'avant-garde de O'Donnell arriva en ce moment et commença à détacher quelques tirailleurs qui inquiétèrent ces compagnies; le commandant Roque Arismendi, emporté par son courage, ou entraîné par sa troupe, engagea le feu et repoussa l'avant-garde ennemie jusqu'à une montagne voisine. Au bruit de la fusillade, Riego envoya quatre

compagnies du bataillon de Séville, pour porter secours à ses soldats, fit rétrograder la colonne afin qu'elle fût prête à entrer en ligne, pour une action générale si elle avait lieu.

Les royalistes se retirèrent et la colonne se mit en marche dans la direction de Malaga, en laissant pour arrière-garde les six compagnies qui avaient été engagées; O'Donnell la suivit et attaqua de nouveau l'arrière-garde de Riego, et les six compagnies qui les formaient se réunirent successivement et en bon ordre au corps de bataille.

Cette attaque, indépendamment de la perte d'hommes qu'elle fit éprouver aux insurgés, leur porta un préjudice notable, en retardant leur marche et en les mettant dans la nécessité d'errer de nuit dans les montagnes qui bordent la mer; les hommes tombaient de fatigue et d'épuisement sur la route, et la plus grande partie ne se réunit que le lendemain, à la colonne.

Riego, toujours poursuivi par O'Donnell, espérait arriver à Malaga et y trouver tous les secours que sa position lui rendait si nécessaires. La troupe, toute la journée battue par la pluie, marchant dans des chemins difficiles et escarpés, avait le plus grand besoin de repos. On passa la rivière de Malaga ayant de l'eau jusqu'au genou, et à trois quarts de lieue de la ville, on trouva la garnison de la place sous les armes et prête à soutenir ou engager une attaque.

La position des soldats insurgés se trouvait extrêmement périlleuse; placés entre deux ennemis, leur destruction paraissait inévitable, mais leur sang-froid les sauva, ils détachèrent quelques tirailleurs qui débusquèrent ceux de l'ennemi, et ils s'avancèrent fièrement en ordre de bataille et l'arme au bras. Cette intrépidité effraya l'ennemi, et il se retira en abandonnant la place.

En entrant à Malaga, les patriotes trouvèrent les rues illuminées mais désertes; tous les habitans, craignant le choc de deux armées rivales, qui pouvait se faire dans leur ville et sous ses yeux, se contentaient de saluer depuis leurs fenêtres les troupes insurgées, mais personne n'osait manifester le moindre enthousiasme. On fit une proclamation dans l'espoir de faire soulever la ville; elle ne produisit aucun effet.

Le 19, on aperçut les bataillons ennemis se dirigeant sur Malaga; le général Riego sentant de quelle importance il était pour lui de rester maître de la ville, résolut de la défendre avec opiniâtreté; il occupa avec ses troupes le fort de Malaga, le quartier del Mundo Nuevo, la place Merced, et posta des détachemens à l'entrée des principales rues. L'ennemi entra, les sentinelles avancées se replièrent, et la fusillade s'engagea; trois fois attaqués dans la place Merced, les constitutionnels furent trois fois vainqueurs, un peloton de cavalerie chassa l'ennemi hors de la ville, et la nuit mit fin au combat.

Les troupes insurgées passèrent la nuit sous les armes et dans les postes qu'elles avaient occupés et défendus. Le général Riego convoqua un conseil, et l'espérance de faire insurger la ville étant dissipé tout à fait, on résolut de ne pas courir la chance d'une nouvelle attaque, et la retraite fut décidée. Le 20, au matin, la colonne prit la route de Colmenar sans être inquiétée. A l'appel, on s'aperçut que plusieurs officiers avaient abandonné leurs soldats; cette triste découverte jeta de l'abattement dans les esprits, et le moral du soldat en souffrit. A la vérité, la position des troupes était affreuse; errant sans guides dans les montagnes, entourées d'ennemis, accueillies partout, mais secourues nulle part, et menacées à chaque instant d'une destruction inévitable et générale, il leur était permis de s'inquiéter et d'avoir des alarmes; mais rien ne justifie l'abandon des chefs, faits pour donner partout l'exemple du courage et de la fermeté d'âme.

Riego eut un moment l'idée de marcher sur Grenade; mais le général Eguia était avec des troupes à Loja, et le petit nombre des indépendans ne leur permettait pas de faire des tentatives sur des villes un peu considérables; il changea d'avis, et il se porta sur Antequera où il espérait procurer à ses soldats quelques effets d'habillement dont la plupart étaient dépourvus. Arrivé à Antequera le 21, à six heures du soir, le général fit des achats de linge et

de chaussures, et répandit dans la ville la proclamation suivante :

Antequera, 26 février 1820.

Le commandant-général de la première division nationale, Riego, aux habitans d'Antequera.

« Habitans d'Antequera,

« Les troupes que je commande, et qui sont entrées hier soir dans vos murs, font partie de l'armée nationale, qui, au premier jour de l'an, s'est ouvertement prononcée pour la cause de la patrie.

« Cette cause est juste : vous le savez, le peuple, l'armée, toute l'Europe le savent; l'Europe même, qui s'étonne de voir la nation à laquelle la nature a prodigué le plus de faveurs, plongée dans une affreuse misère, menacée d'une dissolution entière et prochaine, parce qu'il lui manque le seul bien que les hommes doivent désirer, c'est-à-dire un bon gouvernement.

« Celui qui pèse sur vous actuellement est à la fois condamné par la justice, l'humanité, la raison et l'expérience. Quand c'est *l'arbitraire* qui règne et non la *loi*, quand le pouvoir n'écoute que le caprice, la condition des citoyens est pire que celle des bêtes.

Jetez les yeux sur les scènes dont notre patrie est le théâtre, considérez attentivement quel est le sort des Espagnols, et dites-moi s'ils en méritent le nom, ceux qui consentent à rester opprimés, ceux dont le criminel silence autorise le règne de la tyrannie.

« La résignation n'est plus une vertu, lorsqu'elle ne sert qu'à encourager l'audace de l'oppresseur. L'insolence de celui-ci s'accroît en raison de la docilité de ceux qui lui obéissent. Comment l'Espagnol, si brave dans les combats, est-il devenu si apathique? Comment la nation qui décida du sort de l'Europe est-elle aujourd'hui la plus malheureuse, la plus asservie de toutes les nations? Comment souffre-t-elle qu'une poignée d'individus qui seraient frappés de terreur, si leurs victimes se relevaient un instant, s'engraissent de nos larmes et du produit de nos sueurs?

« Habitans d'Antequera, levez-vous contre ces ennemis de tout bien public et de votre bonheur, contre ceux qui veulent la durée d'un gouvernement despotique, parce qu'à l'ombre de ce gouvernement ils acquièrent de l'or et de la puissance pour s'en servir contre nous.

« Unissez-vous avec les généreux guerriers qui viennent de secouer un joug ignominieux : secouez ce joug : qu'avez-vous à craindre? quelques sacrifices momentanés, et bientôt un résultat glorieux, éternel, en sera le prix. Jurez fidélité à la constitu-

tion espagnole ; c'est à elle que nous dûmes une aurore de bonheur. Vous aurez acquis le bien le plus estimable : la félicité, la considération universelle ; vous brillerez encore sur le théâtre du globe, et vous serez admirés de toutes les nations.

« RAPHAEL DEL RIEGO.

« Au quartier-général d'Antequera, le 22 février 1820. »

On se pourvut de chevaux, et on croyait passer plusieurs jours dans la ville pour se refaire de la fatigue de tant de marches forcées et difficiles, lorsqu'on eut avis que plusieurs colonnes ennemies débouchaient lentement par la route de Malaga. Riego fit sortir ses soldats, et les mit en bataille, derrière un couvent, sur une hauteur qui domine la ville ; mais se trouvant trop faible pour accepter la bataille, il ordonna la retraite qui s'opéra sur la ville de Campilla, où on arriva le 24 à deux heures du matin, pour en repartir à huit heures, et entrer à quatre de l'après midi à Coneta-la-Real.

La fatigue, la désertion, le manque de subsistance et le feu de l'ennemi avaient éclairci les rangs des patriotes insurgés ; à peine la colonne comptait-elle neuf cents hommes sous les armes, quand elle se dirigea sur Ronda pour trouver dans les montagnes des moyens de défense que sa faiblesse lui rendait si nécessaires.

A une lieue de Ronda, on apprit que huit cents hommes de l'armée royale, après une marche forcée de onze lieues, avaient devancé les indépendans, et les attendaient aux portes de la ville. Riego résolut de les attaquer. Le feu commença avec vivacité, les guérillas de l'ennemi furent repoussés, et bientôt toutes ses troupes abandonnèrent les hauteurs qu'elles occupaient, pour traverser la ville de Ronda, poursuivies par le bataillon de Séville, et se fortifier au-delà du pont du Tajo. Le bataillon des Astúries et celui des guides, réduits à peine à la valeur d'une compagnie, étaient restés à la porte de la ville pour protéger la retraite, en cas que le bataillon de Séville fût repoussé. Deux compagnies du bataillon de Valençay, sorties de San-Fernando avec la colonne, avaient déserté en masse à Coneta-la-Réal presqu'à la vue du général.

Le bataillon de Séville fit des efforts inutiles pour enlever les fortifications de l'ennemi; sa position était inexpugnable. On craignait l'arrivée de O'Donnell avec le restant de sa division. On se décida donc à abandonner Ronda la nuit même; après en avoir obtenu quelques rations et des souliers pour la troupe, Riego se mit en marche à huit heures du soir pour se rendre à Grazolema, où il arriva le 26, à huit heures du matin.

Grazolema est placé dans une position qui en rend la défense très-facile, et met une garnison à l'abri

d'un coup de main. Les troupes nationales y furent très-bien accueillies, et chacun invitait les soldats à s'arrêter et à prendre du repos. On leur prodigua une amitié franche et des soins vraiment fraternels.

A Grazolema, Riego eut l'espérance de recruter sa troupe qui diminuait tous les jours. Don Carlos Osorna, capitaine des dragons du roi, offrit d'armer et de réunir au parti national, les dragons qui se trouvaient dans la ville de Moron, pourvu qu'on l'aidât à trouver des chevaux pour remonter ses hommes; il fit espérer aussi que les colonels des régimens de Majorque et de Valençay, qui prenaient beaucoup d'intérêt à l'entreprise des patriotes, se réuniraient à eux, sitôt qu'ils paraîtraient. Cette perspective releva le courage des soldats abattus par l'isolement et l'incertitude. Riego s'achemina vers le point où se trouvait le capitaine Osorna, en se livrant à sa parole.

La colonne, après avoir marché toute la nuit, arriva le 2, à sept heures du matin, à Puerto-Serrano, et, après avoir pris deux heures de repos, elle entra à midi à Montellano.

Le bataillon de Majorque venait de partir de cette ville : l'espérance de l'attirer dans le parti national fut donc perdue, mais on attendait le bataillon de Valençay. Déjà les fourriers faisaient le logement pour la troupe : on se décida donc à rester à Montellano.

Il était décidé par la fortune qu'aucun corps ne partagerait la gloire et les périls des patriotes. Le colonel du bataillon de Valençay dirigea sa troupe sur Arahal, ne vint point à Montellano, et fit une réponse évasive au commandant général Riego, qui lui offrit le commandement de la colonne.

Les patriotes, trompés de ce côté, n'avaient plus d'espoir que dans les secours qu'avait promis le capitaine Osorna, qui demandait toujours qu'on l'aidât à équiper ses dragons. Riego se décida à l'aller trouver; et, le 3, il entra à Moron, où il trouva à peu près deux cents dragons démontés de divers régimens qui se joignirent à lui. On s'occupa promptement du soin de fournir des chevaux et des harnois à ces hommes, qui allaient augmenter la colonne de deux cents cavaliers, et lui procurer d'excellens moyens de défense.

On eut avis, le 4 au matin, que le général O'Donnell s'approchait, que son avant-garde commandée par le général Martinez était à Montellano, et que les avant-postes avaient été placés à une lieue et demie de la ville. On pressa la réquisition des chevaux, et on se flattait d'avoir terminé l'organisation des dragons avant l'arrivée de O'Donnell, lorsqu'il parut avec sa division. Les patriotes, en bataille sur la place et dans les rues de la ville, le reçurent avec intrépidité, et se replièrent dans le château de Moron et dans un bois qui en était voisin.

Quelqu'avantageusement que fût placée la colonne, son extrême faiblesse ne lui permettait pas de défendre et de garder sa position; elle se mit en retraite en suivant la direction des cordillières et en plaçant des tirailleurs sur ses flancs et une bonne arrière-garde pour la protéger. Elle ne marcha pas long-temps sans être attaquée. Deux bataillons ennemis la fusillaient vivement, et, deux fois obligée de se mettre en bataille, elle eut à soutenir deux attaques de cavalerie qu'elle repoussa vigoureusement. Les royalistes, désespérant de l'entamer, la laissèrent continuer sa route.

A cinq heures du matin, elle arriva, le 5 mars, à Villosmera de San-Juan, réduite à quatre cents hommes, continua sa marche toute la journée, et arriva à Gilena où elle coucha.

Le 6, à sept heures du matin, la colonne sortit de Gilena, traversa Entapa, Puente de don Gonzalo, sans s'arrêter, et depuis cette ville jusqu'à Aquilar. pendant l'espace de trois lieues, fut harcelée par la cavalerie ennemie venue d'Osuna, et que les chasseurs des patriotes surent cependant contenir. Les troupes nationales arrivées à Aquilar se reposèrent une heure hors de la ville, reçurent une ration de pain, et se mirent en route pour Montilla où elles passèrent la nuit. Le lendemain, à trois heures du matin, elles se dirigèrent vers le pont de Cordoue, pour traverser le Guadalquivir sur ce point.

Quelques cavaliers, placés sur la rive gauche du Guadalquivir, se mirent en devoir d'en disputer le passage; mais, à l'approche de la colonne, ils se dispersèrent. Les troupes qui étaient à Cordoue restèrent neutres, et les insurgés traversèrent le pont, entrèrent dans la ville, en chantant une hymne guerrière, et au milieu d'une population immense que tant de hardiesse frappait d'admiration; ils allèrent loger au couvent de Saint-Paul.

Le lendemain 8, la colonne sortit de Cordoue, et se dirigea vers les montagnes; après deux jours et demi de marche, elle arriva le 10, à midi, à Fuenteo-Vejuna, y passa le restant de la journée, et y coucha. Plusieurs colonnes de cavalerie et d'infanterie se montraient sur la route de Cordoue : il fallut songer à la retraite; le commandant fit battre la générale, et les troupes nationales se mirent en route. La pluie, les mauvais chemins, et le défaut de chaussure leur firent perdre bien des hommes qui restèrent en arrière, et furent faits prisonniers, et elles étaient bien réduites quand elles arrivèrent à Azuaga d'où elles repartirent le 11, à quatre heures du matin.

Le même jour, les débris de la colonne arrivèrent à Bienvenida, à quatre heures du soir, dans un état de faiblesse qui ne leur permettait ni d'attaquer ni de se défendre. Tous les villages environnans étaient gar-

nis de troupes qui paraissaient fort mal disposées; il fallait prendre un parti; tous les officiers qui se trouvaient encore présens furent convoqués et l'on tint conseil.

Chacun donna son avis et fit ses observations, et le résultat de la délibération fut que, vu l'impossibilité où l'on était de marcher uni, on se séparerait, et que chacun pourvoirait à sa sûreté de la manière dont il le jugerait convenable. Cette décision fut communiquée aux soldats, et ces braves qui avaient gaiement affronté tant de dangers ensemble, sentirent leur cœur se déchirer, quand il fallut rompre les liens que la bravoure et le malheur avaient formés entr'eux.

Ainsi se dissipa cette colonne qui, pendant quarante-cinq jours de marche dans un pays difficile et entrecoupé de montagnes, avait résisté à un ennemi dont les forces étaient souvent quadruples des siennes, qui avait eu à combattre l'intempérie des saisons, la privation des choses les plus nécessaires, qui cependant avait donné l'exemple de la plus sevère discipline, et qui traita toujours les prisonniers qu'elle fit, avec une générosité dont ses ennemis étaient loin de lui donner l'exemple.

Les soldats, les chefs, tout le monde se dispersa dans les montagnes et chercha un asile où il put le trouver. Ces malheureux débris d'un corps d'armée, qui s'était si bien conduit, se seraient vus détruits

jusqu'au dernier, les officiers seraient infailliblement péris de fatigue, de misère, ou auraient porté plus tard leur tête sur un échafaud, si le génie qui veillait sur la liberté d'Espagne n'en eût fait triompher la cause.

La colonne patriote qui, pendant une marche errante de quarante-cinq jours dans les montagnes, ne reçoit que des secours insuffisans partout où elle passe, qui ne rallie aucun bataillon à ses drapeaux, qui, après des efforts continuels et une défense héroïque, est forcée de disperser ses nobles débris pour en soustraire au moins quelques-uns à la vengeance de ses ennemis, prouve que le despotisme exerçait encore une autorité puissante sur les villes espagnoles et que la terreur comprimait toujours les sentimens de la population. Partout on applaudissait à la marche des patriotes, partout on lisait avec avidité leurs proclamations, mais personne ne se joignait à eux ; le lendemain, quand ils partaient, on faisait des voeux pour la réussite de leurs projets et on préparait des logemens pour les troupes royales qui étaient à leur poursuite.

Le général Quiroga, en tenant ses troupes concentrées dans l'île de Léon où il trouvait d'immenses moyens de défense que sa position rendait si nécessaires, ne faisait donc que ce que la prudence lui ordonnait. En se portant en avant avec des troupes plus nombreuses à la vérité, il aurait bientôt eu à sa

poursuite toute l'armée du général Freyre, ne trouvant aucun moyen de se recruter dans les pays qu'il aurait parcourus, son armée, affaiblie par mille affaires partielles, se fût fondue en un nombre de jours plus ou moins long, et la cause de la liberté eût été pour jamais perdue en Espagne.

Ceux qui ont blâmé le séjour du général Quiroga dans l'île de Léon et qui ont traité sa prudence d'hésitation et de pusillanimité, n'ont donc jamais connu le véritable état des choses, ni le caractère de la nation espagnole. Ils ont cru que l'armée nationale n'avait qu'à se présenter sur le territoire espagnol, pour exciter partout où elle passerait une insurrection générale, et opérer des levées en masse; ils ont cru que sa marche ne serait jusqu'à Madrid qu'un triomphe continuel, et que ses drapeaux arriveraient dans la capitale couverts d'applaudissemens et de lauriers. Cette idée est une erreur, et tout prouve que Quiroga n'avait d'autre parti à prendre qu'à rester tranquille dans ses cantonnemens en attendant la décision des autres corps militaires.

Les généraux de l'armée nationale se conduisaient avec la plus grande modération dans les pays que leurs troupes occupaient, et leurs soldats observaient la discipline la plus sévère. Il n'en était pas tout à fait ainsi dans l'armée royale; les chefs qui la commandaient, ne pouvant lui procurer tous les approvisionnemens et tous les soulagemens qui lui étaient

nécessaires, étaient forcés de fermer les yeux sur les désordres de leurs soldats. Tant que les constitutionnels occupèrent le port Sainte-Marie, les rations n'étaient point exigées arbitrairement; les bourgeois qui logeaient les troupes étaient payés, et cette justice et cette modération avaient attiré à l'armée patriote la bienveillance de toute la population; les royalistes, au contraire, logés chez les habitans, quand les insurgés furent concentrés dans l'île de Léon, arrachaient avec hauteur et dureté ce qui leur était nécessaire, et exigeaient du gouvernement un surcroît de rations.

Plusieurs bâtimens armés, partis de Buenos-Ayres et portant le pavillon de la république, parurent à cette époque dans les mers d'Espagne et établirent une croisière à la hauteur du cap Saint-Vincent. Deux de ces bâtimens entrèrent dans le détroit et établirent de fréquentes communications avec les patriotes de l'île de Léon. La prompte apparition de cette flotte sur les côtes d'Espagne parut d'abord très-extraordinaire, mais le général Quiroga qui publiait des bulletins numérotés de toutes ses opérations militaires, comme le faisait Napoléon quand il était à la tête des armées françaises, expliqua ainsi dans son quatrième bulletin la présence de cette force navale. Il y dit : « Nos frères de l'Amérique « méridionale se joindront à nous pour la défense de

« notre cause; nous en recevrons de puissans se-
« cours. »

Certes l'armée nationale était loin d'avoir besoin de secours étrangers pour défendre et faire triompher sa cause. Le nombre, la valeur et le patriotisme des soldats qui la composaient, le dévouement des chefs qui lui donnaient des ordres, tout lui garantissait un succès prompt et certain. L'amour de la liberté s'étendait de proche en proche, et ceux qui ne pouvaient servir la cause de la patrie ni de leur bourse ni de leurs bras, faisaient des vœux ardens pour la voir triompher, et les indépendans avaient des amis jusques dans les rangs des soldats qu'on leur opposait. Pour prouver ce que nous avançons, nous ne citerons que le seul fait suivant.

Les troupes royalistes destinées à combattre les milices nationales, étaient si peu disposées à faire ce qu'on attendait d'elles, que l'état-major du général Freyre se présenta devant lui et demanda que le régiment qui avait attaqué les trois compagnies que Riego avait laissées à Marbella, fût rayé du contrôle de l'armée, pour avoir versé le sang de leurs camarades. Cette demande fait voir combien peu le général de l'armée royaliste pouvait compter sur ses troupes, pour une attaque à main armée.

La cour de Madrid, toujours incertaine, faisait, pour se distraire, pendre Melchior, ancien chef de

guérillas, qui, à la tête d'une troupe de bandits, faisait des excursions dans les villages et rançonnait les paysans et les voyageurs; cet acte de justice était sans doute raisonnable et nécessaire; mais si on rassurait d'un côté quelques bourgades, la tranquillité publique, déjà compromise dans le midi, allait être troublée dans le nord, et Madrid se trouver entre deux foyers d'insurrection.

Le général Mina, qui, après sa tentative infructueuse sur Pampelune, s'était, comme nous l'avons vu, retiré en France, tournait toujours les yeux du côté du midi, sur cette province de Navarre, théâtre de sa gloire, et où il avait si vaillamment et si infructueusement combattu pour la liberté de l'Espagne. De Paris, il suivait les progrès et la marche de l'insurrection, et quand il crut que sa présence pourrait faire dans les provinces du nord de l'Espagne une diversion utile à la cause nationale, il partit avec la plus grande célérité et le plus grand secret. Arrivé à Bayonne, le 22 février, avec deux aides-de-camp, il faillit être arrêté par un commissaire de police, auquel il échappa par un trait de présence d'esprit, en lui laissant pour gage sa voiture, qu'il réclama néanmoins quand il eut mis le pied sur le sol de sa patrie.

Mina entra dans l'Espagne le 25 février en la saluant des cris de *vive la patrie*, *vive la constitution!* le 26, il était à Saint-Esteran. Il trouva, en arrivant,

une garde d'honneur, composée d'officiers qui tous avaient servi sous lui, dans la guerre de l'indépendance ; il saisit devant eux une carabine qu'il avait apportée de Paris pour sa sûreté personnelle, et la brisa, en s'écriant avec enthousiasme : « Je n'ai plus besoin de cet instrument de carnage. » Suivi du colonel Echevenia, homme de talent, et militaire renommé, qu'il avait amené avec lui, il se rendit dans la vallée de Bastan, d'où la nouvelle de son arrivée se répandit bientôt dans la Navarre. Son nom, si justement célèbre, le souvenir encore vivant de ses anciens exploits, attirèrent promptement autour de lui tous les anciens officiers et soldats qui avaient partagé sa gloire et ses dangers. Il forma un corps de six cents cavaliers tous bien équipés, et disposés à partager sa fortune. Cette troupe se grossit promptement ; et, après avoir séjourné quarante-huit heures à Brianitz, il entra dans la Navarre, où sa première opération fut de s'emparer de la fonderie de canons d'Aizzabal, à quatre lieues de Saint-Jean-Pied-de-Port, et là il établit ses douanes, comme autrefois, en exigeant une taxe de 10 fr. par mulet. Bientôt, environné d'une force respectable, il se porta en avant, et prit possession des manufactures d'armes d'Ayvar et d'Arbazeito ; et, possesseur de tous les moyens nécessaires pour équiper une troupe nombreuse, il adressa la pro-

clamation suivante à ceux de ses anciens compagnons qui ne l'avait pas rejoint encore.

« Soldats !

« Si j'ai abandonné la capitale de la France, où m'avait conduit l'espérance de pouvoir vous être utile un jour, et si je me suis transporté en Espagne, c'est pour réunir toutes mes forces à celles qui, aux portes de Cadix, ont héroïquement invoqué les noms sacrés de *constitution* et de *cortès*, contre les efforts de la tyrannie et du despotisme. Le souvenir des braves de l'armée constitutionnelle du sud de l'Espagne ne sera pas moins immortel dans la postérité, que la fermeté avec laquelle ils se sont prononcés pour la cause de la patrie; et la gloire qui les attend doit être le prix de leurs travaux et un témoignage de la reconnaissance nationale.

« Soldats de toutes armes, je compte sur vous tous indistinctement; j'aurai le plaisir de voir réunis à mes côtés ceux qui ont servi antérieurement sous mes ordres, ou qui ont été enrôlés dans le corps des partisans ou tout autre, des armées constitutionnelles qui doivent se lever dans la péninsule. Que les blessures reçues sur le champ de bataille pour la défense de leur patrie leur rappellent l'obligation où ils sont de la soutenir et de la consolider, par le moyen de lois sages et d'une liberté raisonnable;

tels sont les fondemens sur lesquels doit s'appuyer l'édifice du nouveau gouvernement espagnol, bases qui avaient été méconnues et renversées.

« Son gouvernement éphémère et impuissant va disparaître à notre vue, parce que nous avons pour nous la raison et la justice; car tous ceux qui se trouvent embrasés du feu sacré de l'amour de la patrie, s'associeront à une aussi honorable entreprise.

« En conséquence, la nation comptera sur des millions de défenseurs, et le soldat espagnol, au lieu d'être l'oppresseur de la liberté civile du peuple, fera voir qu'il en est le plus ferme appui.

« Quartier-général, le 2 mars 1820.

« Le général en chef de l'armée nationale constitutionnelle du nord de l'Espagne,

« Francisco Espoz Mina. »

Espeleta, vice-roi de Navarre, vieillard âgé de quatre-vingt-trois ans, surpris de l'arrivée de Mina, qu'il regardait comme son ennemi personnel, s'enferma dans Pampelune. Le général Treizaga, commandant en second, qui, avec sept bataillons dispersés dans le Guipuzcoa, était obligé de tenir

Fontarabie, Saint-Sébastien, Santona, Irun et plusieurs autres places, s'enferma dans Saint-Sébastien, et laissa Mina maître de la campagne, tandis que les autorités de la Navarre expédiaient courriers sur courriers à Madrid, pour faire connaître la position critique dans laquelle se trouvait la province, et demander des secours.

Tandis que Mina organisait une armée constitutionnelle dans la Navarre, la Corogne et le Ferrol se mettaient en insurrection contre le pouvoir ministériel et despotique de la cour de Madrid. Le 21 février, le corps d'officiers de la Corogne, en grande tenue, et présidé par le commandant général de l'artillerie, se présenta chez le capitaine-général Venegas, pour lui annoncer que la garnison allait proclamer la constitution, et que, s'il ne voulait pas se mettre à sa tête, il serait consigné chez lui. Venegas, ayant refusé de prendre part au mouvement, fut mis sous la garde de quelques officiers, et la garnison ayant pris les armes, la proclamation eut lieu au milieu de la joie générale, et en présence de la garde nationale de la Galice.

Dans le premier moment d'enthousiasme, il y eut quelques excès de commis; les délateurs de Porlier, entre autres le sergent qui l'avait arrêté, furent victimes de la réaction. La veuve de l'infortuné colonel fut enlevée d'un couvent où elle était enfermée

près de la Corogne, et portée en triomphe jusques dans cette ville.

Les patriotes s'occupèrent sur-le-champ de nommer une junte provisoire, et d'organiser des autorités constitutionnelles.

Don Pedro Agar, ex-membre de la régence d'Espagne, fut nommé président de la junte, et gouverneur politique de la province.

Furent choisis pour membres de la junte, Félix Acevedo, le procureur-général Bustos, le marquis de Vallerdaras, don Manuel, Latre, don Carlos Espinosa, don Joaquin Freyre, don Juan Antonio de la Vega, et Munor Torrero, une des victimes de la réaction de 1814, le premier qui ait proclamé, dans les Cortès, la souveraineté du peuple.

Cette assemblée, reconnue comme pouvoir suprême, entra sur-le-champ en fonctions, et adressa à l'armée la proclamation suivante :

« Soldats !

« Il est arrivé l'heureux moment de réunir nos efforts à ceux des troupes nationales, qui, les premières, ont eu le courage héroïque d'aspirer au salut d'une patrie prête à périr, et à ensevelir peut-être sous ses ruines le monarque dont il s'agit de revendiquer les vrais droits.

« Nous nous sommes acquittés du premier de nos devoirs; déjà nous sommes parvenus à nous affranchir du reproche honteux que pouvait nous faire l'armée nationale, et de la censure amère des puissances de l'Europe.

« A dater de ce jour, vous pouvez compter que le gouvernement prendra tous les soins possibles pour faire cesser vos misères et vos privations; mais, ce qui est encore plus estimable et plus méritoire, il s'efforcera de vous mettre à même de faire une fortune proportionnée à vos services et à votre honorable profession, comme défenseurs de la patrie qui vous la promet, cette fortune, et qui doit vous l'assurer aussitôt après l'établissement des cortès de la nation.

« Dès ce moment, vous n'irez plus mourir en Amérique, en combattant contre le climat et contre vos propres frères.

« En attendant, l'unique soin qui nous occupe sera de fixer votre dû, et vous serez retirés de la situation honteuse dans laquelle vous avez été confondus jusqu'ici, avec de misérables mendians, par votre abattement et votre nudité.

« Vous allez donc soutenir la cause d'un roi que l'on a égaré, en même temps que celle des villes dont on a méconnu les droits et les privilèges.

« Que les circonstances viennent à l'exiger, et les habitans vous feront de leurs corps généreux, un

rempart contre vos ennemis et les leurs, si toutefois il se rencontre quelqu'un d'assez vil pour se prostituer au parti de l'opprobre national, qui a triomphé jusqu'à ce jour.

« Afin de vous aider à soutenir la lutte dans laquelle vous êtes engagés, la pátrie dépose entre vos mains les armes irrésistibles de l'honneur et de la justice, de cette vertu descendue des cieux pour consoler les hommes de bien, de cette vertu qui, seule, rend votre cause la plus sainte des causes.

« Pour moi, je promets de ne point l'abandonner, sans vaincre ou mourir dans vos rangs; c'est ce sentiment intime dans mon cœur, en harmonie avec le vôtre, qui est le plus sûr garant du salut de la patrie, dont le triomphe couronnera notre glorieuse carrière, et vous mettra en possession de la juste récompense que vous avez méritée.

« *Comme commandant-général nommé par le peuple et par les citoyens militaires,*

« DON FÉLIX ACEVEDO. »

La junte ordonna une illumination générale et un concert militaire sur une des places publiques de la ville, qui reçut sur-le-champ le nom de place de la Constitution; recommanda la tranquillité à tous les citoyens qu'elle rendit responsable les uns

des autres, pendant que de son côté elle prendrait les mesures qu'elle jugerait nécessaires ; enfin, elle déclara que tout habitant ou toute autre personne, qui, par des actions ou des paroles, contrarierait la volonté du peuple manifestée par l'installation de la junte, serait puni de la peine capitale.

Le lendemain 22 février, le président Agar fit son entrée solennelle dans la ville, et tous les habitans le reçurent comme l'homme que le vœu général avait porté à la tête de la nation, en attendant que le roi, délivré des courtisans qui obstruaient les avenues du trône, pût entendre les vœux et les accens de son peuple.

La junte de la Corogne reçut le même jour la nouvelle que les villes du Ferrol et de Sant-Iago avaient proclamé la constitution ; et, sur la demande des habitans de cette dernière ville, don Félix Acevedo s'y rendit, le 23, pour faire reconnaître et installer les autorités constitutionnelles ; cette installation eut lieu le lendemain 24, malgré les efforts des autorités royales, pour exciter un soulèvement contre les partisans de la junte.

Le président don Pedro Agar, en réjouissance de ces heureuses nouvelles, ordonna, pour le 26, un *Te Deum* auquel assistèrent les autorités et la plus grande partie des habitans ; le serment de fidélité fut renouvelé avec l'enthousiasme le plus parfait, en face des autels.

Le commandant de Burgos avait envoyé, sous les ordres de M. Serrana, trois escadrons de cavalerie, pour s'opposer à l'insurrection de Sant-Iago; mais ces troupes ne purent s'approcher de la ville, ni empêcher celle de Saint-Ander d'arborer le drapeau constitutionnel.

Pendant que toute la Galice était en pleine insurrection, la cour demandait de tous côtés des avis. Une junte dictatoriale avait été organisée à Madrid par ordre du roi, sous la présidence de l'infant don Carlos; mais, divisée d'opinions, ses conseils jetaient plus d'incertitude que de clarté dans l'esprit de Ferdinand. Le conseil d'état extraordinaire, composé de l'infant don Carlos, du duc de l'Infantado, du premier ministre duc de Saint-Ferdinand, du coadjuteur de Madrid, du conseiller d'état Ribas et de celui de Castille, Lardizabel, était en permanence; mais ces personnages, tout distingués qu'ils étaient par leurs lumières et leur attachement pour le roi, ne pouvaient pas être d'une grande ressource à leur maître. Le duc de l'Infantado et le duc de Saint-Ferdinand n'avaient à offrir que beaucoup de zèle.

Le conseiller d'état Ribas était un homme presqu'inconnu et ne jouissant d'aucune influence. Le conseiller de Castille, vieux et usé, n'était capable ni de prendre ni d'exécuter une résolution vigou-

reuse; il ne restait donc que l'infant don Carlos et le coadjuteur de Madrid.

L'infant don François qui voyait le danger, plus hardi qu'aucun des vieux conseillers de son frère, osa en indiquer franchement le remède, et proposer au roi d'accepter la constitution. Les autres conseillers, voyant sur le visage du souverain combien cet avis lui déplaisait, s'empressèrent de le rejeter, et l'infant fut mis vingt-quatre heures aux arrêts, et fut en disgrâce pendant quelques jours.

Dans l'incertitude où l'on était, le conseil d'état extraordinaire ne proposant aucune mesure efficace, le roi convoqua le grand conseil. La majorité des membres qui le composaient furent d'avis de ne faire aucune concession, et de soutenir, jusqu'à la dernière extrémité, ce qu'ils appelaient l'honneur de la couronne. Les partisans des moyens extrêmes et des mesures arbitraires proposèrent qu'en vertu du traité de la sainte alliance on réclamât de la France un secours de quarante mille hommes. Un membre de la minorité s'éleva avec énergie contre cette proposition, attaqua vivement le système désastreux qu'on avait suivi jusqu'alors, et s'éleva surtout contre toute idée d'introduire les étrangers dans les provinces espagnoles. Le roi sentit la force et la justesse de ce raisonnement, et se rangea tout-à-fait à cet avis. Le grand conseil se sépara aussi sans prendre aucune conclusion, ni proposer aucune mesure; chacun

voyait le mal, mais l'un, aveuglé, ne voyait pas le remède ; l'autre n'osait pas le proposer, de peur d'encourir la disgrâce du souverain.

Le général Elio osa se mettre sur les rangs, et donner un avis digne de lui; il proposa au roi d'abandonner Madrid, et de sortir honteusement de ses états ; Ferdinand, indigné de la lâcheté d'un conseiller qu'il n'avait point appelé, le chassa de sa présence.

Il fallait pourtant prendre un parti, et le choix de ce parti était difficile. Le moment n'était pas encore venu où le roi d'Espagne, éclairé sur ses véritables intérêts, accéderait au vœu de ses peuples, et accepterait la constitution ; il fallait que la volonté générale se manifestât encore dans d'autres provinces. Dans cette crise si pénible, et où le Roi ne goûtait pas encore le seul parti qu'il eût à prendre, il crut devoir consulter la nation espagnole, comme si sa voix ne se fît pas assez éloquemment entendre. En conséquence, il adressa au duc de Saint-Ferdinand l'ordonnance ci-dessous, pour être communiquée à toute la population espagnole.

« Depuis que la Providence, soutenant de sa protection spéciale cette nation brave et généreuse qu'elle confie à mes soins paternels, et dont les hauts faits ont été l'admiration du monde, me rendit au trône des Espagnes, mon cœur, ne respirant que le bonheur de mon peuple, a ardemment dé-

siré de trouver les moyens de rétablir l'ordre dans toutes les branches de l'administration et de guérir les plaies qu'une guerre désastreuse et sans exemple a faites au corps politique de l'état. Mais par malheur les circonstances où se trouve l'Europe, les soins qu'exigeait l'état de nos colonies égarées, de ces riches et immenses possessions du Nouveau-Monde, partie aussi belle qu'intégrante de la monarchie espagnole; la difficulté de remédier à des abus invétérés, tout en prévenant des innovations dangereuses et prématurées, dont quelques-unes, quoique dictées par un zèle louable, ont fomenté l'esprit de parti, source des plus grands malheurs pour la société; et d'autres circonstances enfin qui apportent nécessairement du retard à des projets les plus sagement conçus, n'ont pas permis à mon cœur de jouir jusqu'à présent de cette consolation si impatiemment desirée. Convaincu en même temps que les meilleures dispositions deviennent infructueuses lorsqu'elles sont prises isolément, je nourrissais depuis long-temps le projet d'un système général, uniforme et bien réglé, qui, combinant tous les intérêts et conciliant tous les esprits, pût réaliser mes vues et porter cette nation au haut degré de prospérité et de gloire, qui doit être son partage. Et quoique de quelque côté que je jette les yeux, je voie le génie du mal inquiet et turbulent, inspirer partout des idées subversives et révolutionnaires (même chez les

nations les plus éclairées), les forçant par là à prendre des mesures vigoureuses pour arrêter ses progrès, je ne puis me défendre d'éprouver une satisfaction inexprimable lorsque j'aperçois le peuple espagnol, toujours loyal et constant, repousser noblement ses instigations et celles d'un petit nombre d'hommes, les uns séduits, d'autres entraînés malgré eux, qui ont cherché en vain à ébranler sa fidélité. C'est par cette fidélité de mon peuple vertueux, ce sont les sacrifices qu'il a faits pour ma personne avec un dévouement si rare et à des époques si difficiles; c'est surtout en prenant conseil de mon propre cœur, qui lui est si tendrement affectionné, que je veux redoubler d'efforts pour assurer son bonheur. L'organisation de l'armée, que des circonstances commandent impérieusement; le rétablissement de l'ordre dans les finances, qui se ressentent du désordre général auquel on a cherché en vain à remédier, ainsi qu'aux abus introduits dans l'administration, d'où il est résulté que le peuple se trouve surchargé d'impôts; les délais qu'éprouve l'administration de la justice, malgré des lois sages et de vertueux magistrats; la décadence de l'agriculture et les entraves qui empêchent ses progrès, ainsi que ceux du commerce et de l'industrie, les trois sources de la richesse publique, ont enfin fixé mon attention et réclament mes soins. Mais, pour atteindre le but qu'exigent le bonheur de mon peuple et mon

amour pour lui, pour remédier à des maux dont une partie devait nécessairement échapper à la prévoyance du gouvernement, et dont l'autre a pris naissance dans les évènemens antérieurs, soit que ceux-ci soient regardés comme une suite du bouleversement général ou comme le résultat de passions viles, cette entreprise exige du calme et du repos, afin que les mesures à prendre soient dictées par la prudence, et afin de prévenir l'effervescence que, dans d'autres pays, les ennemis de l'ordre ont suscitée; présentant sous un faux jour le nom sacré de l'intérêt public, et exaltant l'imagination par des idées chimériques qui n'ont abouti qu'à produire le ressentiment des partis et le malheur des nations, qui ont toujours fini par en être les victimes. En conséquence, averti par de si malheureux exemples, j'ai vu avec plaisir que mes sujets fidèles et tranquilles attendent avec impatience que je leur procure enfin les avantages et les bienfaits dont leurs vertus les rendent dignes; et voulant accomplir mes intentions paternelles, d'accord avec l'avis de mon auguste frère l'infant don Carlos et de la junte qu'il préside, et ayant égard à ce que vous m'aviez proposé précédemment, je veux que le conseil d'état s'occupe immédiatement, suivant le but de son institution, d'examiner la forme et la manière dont il était composé autrefois et en dernier lieu, pour me conseiller les moyens qu'il croira les

plus propres pour remplir à l'avenir ses hautes fonctions; voulant pour cela qu'il soit divisé en sections auxiliaires au ministère, et qu'il me propose toutes les réformes qu'il jugera convenables au bien-être de la nation. Et afin de compléter ces sections, qui devront être au nombre de sept, savoir : d'état, ecclésiastique, de législation, de finances, de guerre, de marine et d'industrie, vous me proposerez, outre les personnes qui composent actuellement mon conseil d'état, d'autres hommes connus par leurs lumières dans les différentes parties de l'administration, qui méritent ma confiance et jouissent déjà de la considération publique.

« J'ordonne en outre que vous fassiez connaitre à mon conseil royal et autres tribunaux, qu'ils doivent, suivant leurs attributions respectives, me proposer, avec cette sainte liberté à laquelle ils sont tenus, tout ce qu'ils jugeront convenable au bonheur de mes peuples, dans l'un et l'autre hémisphère, et à l'éclat de ma couronne; prenant en considération les lois fondamentales de la monarchie, et les changemens que le temps et les circonstances pourraient exiger au profit de l'état; afin que, donnant la sanction nécessaire aux mesures que l'on jugera utiles, elles deviennent un rempart inébranlable contre toute idée subversive, et qu'elles puissent procurer tous les avantages que l'on doit attendre

de la sagesse d'un gouvernement éclairé. J'ordonne donc, non-seulement comme il vient d'être dit, que les tribunaux supérieurs proposent ce qu'ils croiront utile, mais aussi que les universités, les corporations et tout individu quelconque adressent librement et franchement leurs idées et leurs propositions au conseil d'état, afin que le concours de toutes les lumières produise le bien désiré. Et vous, qui m'avez donné si souvent des preuves éclatantes de votre attachement pour ma personne, et de zèle pour l'intérêt général, vous me soumettrez par votre ministère tout ce que mon conseil d'état jugera à propos.

« Au palais, le 3 mars 1820.

« Paraphé et signé de la main de S. M.

« *Au duc de San-Fernando.* »

Au milieu de tout ce tumulte, et malgré l'incertitude générale, par une singularité remarquable, les effets royaux qui se négociaient à un cours fort bas, augmentaient de valeur à mesure que les constitutionnels augmentaient le nombre de leurs partisans. L'espérance qu'un gouvernement libéral remplacerait bientôt la capricieuse et despotique oligarchie

sous laquelle on avait si long-temps gémi, faisait renaître la confiance et le crédit public.

Pendant tous ces évènemens tant à Madrid que dans les provinces, les insurgés de l'île de Léon, tranquilles dans leurs cantonnemens, faisaient, par leurs détachemens, tous les jours de nouveaux progrès en Andalousie, et occupaient Algésiras, Tarifa, Xerès, Malaga et plusieurs autres places; ils avaient organisé et installé une régence provisoire, parmi les membres de laquelle on citait le marquis d'Oregna, M. Salès; M. Alcala Galiano, fils du célèbre amiral Galiano remplissait les fonctions de secrétaire-général de cette régence.

Cadix tenait toujours, mais les patriotes pressaient vivement la Cortadura, et d'un moment à l'autre on s'attendait à les voir maîtres de cette barrière et par conséquent de la ville elle-même. Toutes les provinces espagnoles s'agitaient d'une manière effrayante, et l'insurrection était sur le point d'éclater partout. Le marquis d'Alazan, capitaine-général de l'Aragon, se rendait en poste à Madrid pour rendre compte au roi de la situation des esprits à Sarragosse. Le général Castagnos, capitaine-général de la Catalogne, écrivait au gouvernement qu'il ne répondait plus de la fidélité de cette province; il y avait des mouvemens à Valence; on se défiait des troupes mêmes qui tenaient garnison à Madrid; plusieurs corps avaient annoncé l'intention de pro-

clamer la constitution; des gardes-du-corps du roi avaient passé aux insurgés avec leurs chevaux et leurs armes; la plus grande confusion régnait dans la capitale; tout faisait pressentir que le dénouement de cette grande catastrophe était prochain et inévitable.

Plusieurs grands d'Espagne se jetèrent aux pieds du roi, et le supplièrent de faire publier la constitution et de convoquer les cortès, seul moyen de calmer les esprits, mais les perfides conseillers qui entouraient encore Ferdinand le dissuadèrent de le faire, et lui proposèrent un terme moyen qui ne pouvait et ne devait satisfaire personne.

On décida que le roi proposerait une constitution, que les insurgés en rédigeraient une autre, et que l'on publierait celle qu'adopterait la nation espagnole; on ne voulait absolument pas voir que la nation s'était prononcée et qu'elle demandait la constitution des cortès, et n'en accepterait jamais d'autre; toutes les propositions de la cour furent rejetées, et les troubles continuèrent.

Les pressentimens du marquis d'Alazan ne tardèrent pas à se justifier; le 5 mars, la garnison de Sarragosse, composée de deux régimens d'infanterie et d'un régiment de cavalerie, prit les armes, se porta sur la place publique, et, réunie à la population de la ville, publia la constitution; cet acte de la volonté nationale s'exécuta avec la tranquillité la

plus parfaite; jamais changement politique ne s'opéra d'une manière aussi pacifique et avec autant d'union; le marquis d'Alazan fut confirmé dans son commandement, et resta capitaine-général de la province; et le comte de Castresan, que la cour avait envoyé pour le remplacer, fut arrêté et renvoyé à Madrid.

Le 6 mars, il fut publié le procès-verbal suivant, pour donner connaissance à toutes les provinces espagnoles des évènemens survenus la veille à Sarragosse.

Lundi, 6 mars 1820.

« En cette ville de Sarragosse, le 5 mars 1820, en présence d'un immense concours de spectateurs, et aux instances du peuple de toute la garnison, se sont rendus à la place de *la Constitution* :

« Leurs excellences le marquis d'Alazan, capitaine-général de l'Aragon; don Martin de Garay, conseiller d'état; don Antoine Amar, lieutenant-général des armées du roi; don Antoine Torres, maréchal-de-camp;

« MM. Blanco Gonzalez, intendant corrégidor de cette ville; le marquis de Villafranca de l'Ebre, D. Joachin Diez de Texada, P. Gariza, Juan Romeo, F. Barber, J. Gomez, V. de Aoyz, A. Martin, le baron de Torrefiel et P. Vidal, tous notables (*regidores*) de cette municipalité;

« MM. B. Segura, P. Trevino, députés de la commune, et A. Conde, procureur-général syndic au nom de la ville.

« Tous et chacun d'eux, sur les instances réitérées du peuple et de la garnison, ont prêté serment de fidélité à la constitution. Aussitôt se sont fait entendre les cris de *vive le roi! vive la constitution espagnole! publiée à Cadix en l'année* 1812.

« Et le même peuple et la garnison, d'une commune voix, ont proclamé capitaine-général de la province le susdit marquis d'Alazan.

« (Suivent les signatures, parmi lesquels figurent celles de tous les officiers supérieurs des différens corps de troupes, et du lieutenant de roi.)

« Copie de l'acte original, Sarragosse, 5 mars 1820.

« *Le chef politique par* intérim,

« JOSEPH BLANCO GONZALEZ. »

Les soldats de la garnison adressèrent le même jour une proclamation à leurs frères de l'Aragon, pour leur faire part du serment qu'ils avaient prononcé de vivre et de mourir pour la constitution. Nous en donnons ici la copie.

Les troupes de la garnison de Sarragosse aux Arragonnais.

« En nous unissant à vous de cœur et d'âme pour proclamer en ce jour la constitution espagnole, notre intention a été de prévenir tous les excès qui accompagneraient infailliblement la scission des partis. Les exemples que nous fournissent les provinces du midi nous ont ouvert les yeux; il faut éviter des malheurs dont les conséquences seraient terribles. Le cri universel et l'opinion générale des habitans de Sarragosse, depuis le premier jusqu'au dernier, nous avertissent qu'il ne peut y avoir entre nous que des relations fraternelles.

« Nous sommes tous d'accord; il n'existe ici d'autre différence que celle des costumes qui sont propres à la profession de chacun de nous. Nous sommes tous les enfans de l'Espagne, notre mère commune; nous avons tous juré de défendre nos droits et de soutenir le monarque que nous reconnûmes et que nous jurâmes de soutenir en 1808. Tels sont les sentimens qui nous animent et que nous désirons voir partagés par tous les Espagnols. Le Tout-Puissant favorisera nos vœux; le Tout-Puissant, dont la Providence s'est manifestée si visiblement en faveur de notre ville dans la journée d'hier.

« Courons tous au pied des autels pour lui offrir

l'hommage de notre reconnaissance, et lui demander son appui, afin que le roi que nous reconnaissons, cède à la volonté de ses peuples, qu'il convoque les cortès généraux du royaume, dont les sages délibérations sauveront la patrie et l'honneur de nos drapeaux, ces drapeaux que nous avons eu la gloire de défendre contre l'effort des premiers guerriers qu'on ait vus dans ce siècle; embrassons-nous, et versons des larmes de joie; ne tirons le glaive que contre les ennemis de l'ordre et de la tranquillité publique. Les autorités, les biens des citoyens, leur vie, tout a été respecté dans le jour le plus critique; suivons cette ligne, et, en attendant que le reste de l'Espagne fasse comme nous, répétons encore les mêmes acclamations:

« Vive notre religion! vive notre patrie! vive le roi! vive la constitution!

« Sarragossc, 6 mars 1820.

« *La garnison de la place.* »

Les évènemens se précipitaient avec une incroyable rapidité. Le comte de l'Abisbal qui, depuis les affaires d'Andalousie, avait été éloigné de la cour, et qu'on avait rappelé dans ces momens où l'on ne savait de qui prendre conseil, se rendit à Ocana,

où il rencontra son frère Alexandre O'Donnell qui commandait le régiment impérial Alexandre; il prit, en vertu de son grade d'officier-général, le commandement du régiment, et, de concert avec son frère, il fit proclamer la constitution et arrêter les autorités royales. La cour de Madrid, voyant l'insurrection pour ainsi dire aux portes de la capitale, fut frappée de stupeur et d'épouvante. Les moyens de résistance devenaient tous les jours plus insuffisans; des pelotons de cavalerie de la garnison désertaient; tout le corps du génie et les sapeurs qui étaient à Alcala avaient disparu; les provinces se prononçaient et se constituaient des gouvernemens provisoires. Le danger était à son comble, et si la cour résistait long-temps encore, les plus grandes calamités allaient fondre sur l'Espagne.

A Madrid même, sous les yeux du roi, les sentimens patriotiques se manifestaient avec la plus grande énergie. Des officiers de la garde se rendirent sur la place de la Constitution pour relever une pierre qui avait été placée par ordre des cortès comme un monument destiné à perpétuer la mémoire des évènemens qui s'étaient passés, et que l'on avait fait renverser au moment du triomphe des *serviles*. Les officiers, en arrivant sur la place, la trouvèrent occupée par des troupes qui semblaient mal disposées; ils se retirèrent avec tranquillité sans exercer la moindre violence ni exciter de tu-

multe, en se donnant rendez-vous pour un autre jour.

Cette tentative prouvait combien le désir de voir la constitution rétablie était vif dans toutes les classes de la société, et combien il était temps que la cour se rendît à des vœux manifestés de toutes parts.

Le voile qui couvrait les yeux du roi d'Espagne se déchira enfin, et les supplications du général Ballesteros le décidèrent au seul parti qu'il lui restât à prendre, parti que le conseil d'état, assemblé le 6 mars, avait déjà indiqué avec une respectueuse énergie, et le 7 au matin le décret suivant fut publié par une gazette extraordinaire :

« Mon conseil royal et d'état ayant délibéré sur l'avantage dont pourrait être pour le bien de la monarchie la réunion des cortès, partageant leur opinion, et la trouvant conforme aux lois fondamentales dont j'ai juré le maintien, j'ordonne que les cortès soient assemblés immédiatement. A cette fin, le conseil adoptera les mesures qu'il jugera les plus opportunes pour que ma volonté soit réalisée, et que les représentans légitimes de mes peuples soient entendus, après qu'ils auront été munis des pouvoirs nécessaires, conformément à ces mesures. Tout ce qu'exige le bien général étant ainsi accordé, ils me trouveront prêt à faire ce que demandera l'intérêt de l'état et le bonheur des peuples qui m'ont donné tant de preuves de leur loyauté. — Pour atteindre ce

but, le conseil me donnera son avis sur les doutes qui pourraient l'arrêter, afin qu'il n'y ait ni difficulté ni retard dans l'exécution du présent décret.»

Cette concession ne répondait pas à l'attente générale et ne contenta personne, on croyait y voir des arrières-pensées; les affiches furent arrachées, et le peuple demanda à grands cris la constitution de 1812, la seule légitime. Cette expression du vœu général parvint jusqu'au roi. S. M. s'empressa d'y adhérer, et le lendemain parut le décret qui suit:

« Le roi, notre maître, a daigné adresser à ses secrétaires de tous les départemens le décret royal suivant:

« Pour éviter les délais qui pourraient avoir lieu, « par suite des incertitudes qu'éprouverait au con- « seil l'exécution de mon décret d'hier portant con- « vocation immédiate des cortès, et la volonté du « peuple s'étant généralement prononcée, je me « suis décidé à jurer la constitution promulguée « par les cortès généraux et extraordinaires en l'an « 1812.

« Je vous le fais savoir, et vous vous hâterez de « publier les présentes, paraphées de ma royale « main.

« Au palais, le 7 mars 1820. »

A la lecture de cette pièce, qui ne laissait plus aucun doute sur la sincérité du roi, l'allégresse du

peuple fut à son comble, les rues retentirent des cris de *vive le roi! vive la constitution!* Soldats, bourgeois, tous confondus, tous ivres de joie, couvraient la place du palais, et saluaient le roi, quand il paraissait à son balcon, par des *vivat* mille fois répétés.

Il faut le dire, et le répéter long-temps, depuis que le roi d'Espagne a accepté et juré la constitution, la conduite politique ne s'est pas démentie un seul instant; tout ce qu'il a fait, tout ce qu'il a dit marque une intention bien prononcée de tenir à son serment.

Conduit par le général Ballesteros, le peuple, dans le premier mouvement de sa joie, se porta aux cachots de l'inquisition, et en fit sortir tous les prisonniers que l'odieux tribunal retenait dans les fers. On vit avec surprise sortir de ces souterrains infects des hommes que leurs familles croyaient bien éloignés; on délivra aussi des citoyens que le plus *innocent* de tous les crimes, la franc-maçonnerie, avait fait emprisonner. Le roi donna son approbation à cet acte d'humanité et de justice, congédia lui-même les inquisiteurs en leur disant que leur métier ne valait plus rien en Espagne.

Le roi Ferdinand nomma sur-le-champ une junte provisoire pour recevoir son serment, et diriger les affaires en attendant la convocation des cortès. Cette junte fut composée des personnages suivans, jouis-

sant tous de l'estime et de la confiance générales :

Le cardinal de Bourbon, président; le lieutenant-général don Francisco Ballesteros, vice-président; don Mathias Valdemeros; don Manuel Abady Queipo, évêque de Valladolid; don Manuel de Lardizabal; le comte de Taboada; don F. Crespo, comte de Texada; don Bernardo de Borja y Tarrias; don Ignacio de Pezuela et don Vincent Sancho, colonel du génie, secrétaire.

Tous ces illustres personnages avaient fait preuve de leur amour pour la liberté, et avaient plus ou moins souffert pour elle. Le cardinal de Bourbon était membre de la régence en 1814, et faisait partie de la députation qui vint à Valence pour recevoir le serment de fidélité du roi à la constitution. Quand Ferdinand VII, appuyé des baïonnettes qu'Elio avait mises à sa disposition, voulut suivre le conseil des valets qui entouraient sa personne et régner *à la manière de ses ancêtres*, le cardinal de Bourbon fut disgracié et ne parut plus à la cour. Ballesteros, qui s'était signalé par de beaux services militaires, et peut-être plus encore en s'opposant avec courage, quoiqu'en vain, à ce qu'un étranger fût nommé généralissime des troupes espagnoles, avait été exilé à Valladolid, et rappelé au moment du danger. L'évêque de Valladolid, homme très-éclairé, avait été un moment proposé pour ministre, mais rejeté presqu'aussitôt comme soupçonné de libéralisme,

et par les intrigues de l'inquisition qui le haïssait mortellement; tous les autres membres de la junte avaient des droits à la confiance de la nation espagnole, et leur réunion fut un gage de la sincérité du roi.

Le décret qui ordonnait la formation de cette junte était ainsi conçu, dans les termes usités jusqu'alors :

Le roi, *notre maître*, a rendu le décret suivant :

« Ayant résolu, par mon décret du 7 de ce mois, de jurer la constitution publiée à Cadix par les cortès généraux et extraordinaires dans l'année 1812, j'ai arrêté de prêter provisoirement ce serment entre les mains d'une junte temporaire, en attendant que les cortès dont j'ai ordonné la convocation soient assemblés, etc.

« Les individus désignés pour former cette junte, sont, etc.

« Toutes les mesures qui émaneront du gouvernement, jusqu'à l'installation constitutionnelle des cortès, seront au préalable concertées dans cette junte, et publiées d'accord avec elle.

« Au palais, le 9 mars 1820.

« *Signé*, MOI LE ROI. »

Ces mots le roi *notre maître* ayant déplu, on de-

PROCLAMATION DU ROI A LA NATION.

« Espagnols! quand vos efforts héroïques réussirent à mettre un terme à la captivité dans laquelle m'avait plongé la perfidie la plus inouïe, tout ce que je vis et entendis en mettant le pied sur le sol de la patrie, se réunit pour me persuader que la nation désirait voir renaître son ancienne forme de gouvernement; cette persuasion dut me décider à me conformer à ce qui paraissait être le vœu presque général d'un peuple magnanime qui venait de triompher de l'ennemi extérieur, et craignait les maux encore plus funestes de la discorde intestine.

« Il ne m'était cependant point échappé que le progrès rapide de la civilisation européenne et l'extension universelle des lumières, jusque dans les classes les moins élevées, la communication plus fréquente entre les différens pays du globe, les évènemens étonnans, réservés à la génération actuelle, avaient fait naître des idées et des désirs inconnus à nos ancêtres, d'où résulteraient de nouveaux et impérieux besoins.

« Je reconnaissais également qu'il était nécessaire de modifier les institutions politiques d'après ces principes, afin d'obtenir cette harmonie entre les hommes et les lois sur laquelle se fondent la stabilité et le repos des sociétés.

« Mais, tandis que je méditais mûrement et avec la sollicitude d'un cœur paternel, les changemens à notre régime fondamental, qui paraissaient les plus compatibles avec le caractère national et l'état actuel des diverses parties de la monarchie espagnole, et en même temps les plus analogues à l'organisation des nations éclairées, vous m'avez fait entendre vos vœux ardens pour le rétablissssement de cette constitution qui fut promulguée à Cadix en l'année 1812, au milieu du tumulte des armes, à cette époque où vous faisiez l'admiration du monde en combattant pour la liberté de la patrie. J'ai écouté ces vœux, et, comme un tendre père, je viens de condescendre à ce que mes enfans regardent comme devant assurer leur félicité. J'ai juré cette constitution après laquelle vous soupiriez, et je serai toujours son plus ferme appui. Déjà j'ai pris les mesures convenables pour la prompte convocation des cortès. Réuni à vos représentans, je jouirai de concourir avec eux au grand œuvre de la prospérité nationale.

« Espagnols! votre gloire est la seule que mon cœur ambitionne; tout ce que mon âme désire, c'est de vous voir autour de mon trône, unis, paisibles et heureux. Confiez-vous donc à votre roi qui vous parle avec l'effusion sincère que lui inspirent les circonstances dans lesqelles vous vous trouvez, et le sentiment intime des devoirs élevés que la

Providence lui a imposés. Votre sort désormais dépendra en grande partie de vous-mêmes. Gardez-vous de vous laisser séduire par les trompeuses apparences d'un bien idéal qui souvent empêchent d'atteindre un bien réel. Evitez l'exaltation des passions qui transforme en ennemis, ceux qui doivent toujours être frères et rester unis de sentimens comme ils le sont de religion, de langage et de mœurs. Repoussez les insinuations perfides et les feintes caresses de vos envieux. Marchons franchement, et moi le premier de tous, dans la voie constitutionnelle, en montrant à l'Europe un modèle de sagesse, d'ordre et de parfaite modération, dans une crise qui, chez d'autres nations, a été accompagnée de larmes et de malheurs. Faisons admirer et révérer le nom espagnol en même temps que nous fonderons pour des siècles notre bonheur et notre gloire.

Au palais de Madrid, 20 mars 1820.

« *Signé* FERDINAND. »

Proclamation de la junte provisoire du gouvernement.

HÉROÏQUES HABITANS DE MADRID !

« Dans les grandes crises des nations, rien ne

distingue autant les peuples vertueux que l'ordre au milieu de l'agitation, le respect pour les autorités au moment d'un changement politique, la vénération, la fidélité et la reconnaissance envers le monarque dès l'instant qu'il adopte des institutions salutaires conformes à la volonté générale de la nation, et dont le résultat infaillible est la prospérité publique. Tels sont les traits de grandeur qui ont signalé les journées des 8 et 9 mars; ils occuperont une place distinguée dans les fastes de l'histoire, et ils feront l'admiration de l'Europe entière. Habitans de Madrid, la junte provisoire, qui s'occupe sans relâche de délibérer avec le roi sur les mesures nécessaires pour rétablir le système constitutionnel avec autant de célérité que peut le permettre une aussi vaste entreprise, et qui a vu, avec tout l'épanchement des âmes sensibles pour l'amour de la patrie, les désirs sincères de S. M. d'accélérer le jour heureux où la constitution politique de la monarchie pourra être appliquée à toutes les branches de l'administration publique de l'état, la junte vous recommande l'exercice des vertus sublimes qui vous distinguent de tous les peuples du monde : et pour récompense de ses soins à aider le monarque dans une entreprise qui exige quelque temps pour être complète, elle espère que vous continuerez de manifester le plus grand respect pour le trône et pour la personne sacrée du

roi, et l'amour le plus prononcé pour la conservation de l'ordre et de la tranquillité publique, afin que le monde entier voie que le peuple de Madrid, héroïque sous tant de rapports, l'est encore davantage pour avoir su passer subitement à un nouveau système politique, l'objet de ses désirs, sans troubler un seul instant la tranquillité publique.

« Tels sont les désirs de la junte; tels sont ceux de tous les honnêtes gens; tel est le haut degré de gloire auquel nous appelle la Providence. Habitans de Madrid, correspondez à une aussi sublime destinée. Les décrets que l'on va publier dans ce jour sont la garantie la plus grande de la volonté décidée du roi, pour exécuter dans toutes ses parties le système constitutionnel et pour suivre le sentier désigné par le vœu général du peuple. Croyez les faits; ils sont la réponse la plus convaincante qu'on puisse donner, si quelque esprit trop ombrageux voulait inspirer quelque méfiance sur les vues du gouvernement. Repoussez toute inquiétude et toute crainte, et soyez assurés qu'un monarque, qui, aussitôt qu'il a reconnu que l'établissement de la constitution était la volonté générale du peuple, l'a adoptée et jurée, en faisant dans très-peu d'instans des pas aussi gigantesques pour son exécution, n'est point capable de rétrograder : sa bonne foi, sa piété reconnue, ses vertus et sa propre considération en sont les garans.

« Reposez-vous dans le sein de la confiance et de la tranquillité, fermement persuadés que le jour heureux arrivera où la représentation nationale, qui est le bouclier le plus impénétrable du trône, se trouvant réunie, S. M. ratifiera avec la solennité et la pompe qui correspondent à sa haute dignité, ce serment qu'elle a prêté d'observer la constitution; ce jour fortuné rendra notre monarque le plus heureux et le plus puissant des rois, et placera la nation espagnole au haut degré qui lui appartient par ses vertus et son héroïsme. Et en marchant avec ordre et tranquillité, l'Europe verra qu'il y a un peuple qui a su entrer dans le sentier de la liberté en marchant dans celui de la vertu.

« Madrid, salle de la junte provisoire, le 10 mars 1820.

« *Signé*, François Ballesteros, *vice-président*; de Lardizabal; Manuel Abad, *évêque de Mechoacan*; Mathieu Valdemeros; comte de Taboada; Bernado de Borja y Tarrius; François Crespo de Tejada; Ygnacio de Pezuela; Vincent Sancho, *secrétaire*. »

A une heure après midi les troupes se réunirent sur la promenade du Prado; elles se composaient ainsi : la compagnie des gardes hallebardiers, com-

mandée par son capitaine le marquis de Castela, deux bataillons des 1ers et 2me régimens d'infanterie ayant à leur têtes leurs colonels, le duc de l'Infantado, et le marquis de Casteldonius. Les escadrons des gardes-du-corps du roi, le 1er et le 2me régimens de la garde, ceux de Ferdinand VII, de l'infant don Carlos, l'artillerie légère, les régimens de cavalerie du Prince et d'Almanza, et tout le corps du génie. Les généraux Ballesteros, Gaspard de Vigodez, et don Joseph de Zayas, à cheval, commandaient conjointement les manœuvres.

Les chefs des corps prêtèrent serment entre les mains du roi, et sous les yeux de Ballesteros, vice-président de la junte provisoire. Les généraux et officiers du génie, conduits par l'ingénieur général, furent les premiers admis au serment. Après cette cérémonie, les chefs de chaque corps retournèrent vers leurs troupes, et le général Gaspard Vigodez, nommé capitaine-général de la province de Madrid, après avoir fait lire la constitution, prononça à toute l'armée devant lui le discours suivant :

« Soldats ! l'acte solennel que nous allons publier sera un des plus mémorables que présente l'antiquité. La postérité le lira en donnant des louanges aux cœurs nobles et courageux de ceux qui, après tant d'héroïques efforts pour secouer le joug d'une puissance étrangère, en soutenant une guerre dont il n'y a pas d'exemple, surent affermir la liberté de

la patrie. L'armée est le boulevard de la nation, et la discipline est ce qui, dans tous les temps, constitue sa force. L'Europe entière, qui a les yeux fixés sur nos grandes actions, verra avec envie que la nation espagnole a su changer entièrement l'administration de l'état, assurer son indépendance et son bonheur sans répandre une seule goutte de sang. Compagnons d'armes, unissons nos efforts à ceux de l'héroïque peuple de Madrid, et consommons le grand œuvre avec ordre. Que les vengeances soient bannies, les offenses oubliées, pour que tous concourent et participent à notre gloire. Voilà mes vœux. Je compte sur la noblesse de vos âmes pour m'aider dans une si noble entreprise; et alors je m'enorgueillirai de vous commander. Disons donc ouvertement avec le grand peuple espagnol : *vive le roi ! vive la constitution ! vive la nation !* » Les soldats, pénétrés des plus vifs sentimens de reconnaissance et d'amour pour le souverain qui comblait leurs vœux les plus chers, juraient avec enthousiasme de mourir pour la défendre et pour conserver, dans toute leur intégrité, les droits de la nation qu'il venait de reconnaître et de proclamer à la face de l'univers et sur les autels d'un Dieu vivant.

Après avoir couvert d'applaudissemens le discours de leur général, les troupes jurèrent, entre les mains de leurs chefs, fidélité à la constitution; formées

en colonne, elles se rendirent au palais et défilèrent sous les yeux de LL. MM. et des princes aux cris de *vive le roi ! vive la constitution !*

Une foule immense de peuple accourut au palais, en comblant le roi de bénédictions, et cette belle journée se finit sans que le moindre désordre en ait troublé la tranquillité.

Si le roi d'Espagne, en rentrant dans son palais, a repassé dans son esprit tout ce qui avait eu lieu devant lui, il a dû trouver que la journée qui venait de s'écouler était la plus belle de sa vie. Entouré jusqu'alors de courtisans avides, empressés de se placer entre son peuple et lui, il n'avait jamais reçu ces acclamations flatteuses et ces bénédictions que le peuple prodigue aux bons rois. Avec toutes les qualités nécessaires pour travailler au bonheur de son peuple, avec le désir de rendre ses sujets heureux, égaré dans de mauvaises voies, il était devenu l'effroi de ceux dont il désirait la félicité; tout était changé, les limites que la constitution posait à son autorité, lui ôtaient les moyens d'en abuser, et l'heureuse impuissance où il était de mal faire, éloignait de lui les flatteurs qui l'avaient trompé et qui ne font cas du pouvoir que quand il peut servir leur cupidité et leur vengeance. Entouré de vrais Espagnols, de fidèles amis de leur patrie, Ferdinand put à la fin de cette journée s'enivrer de louanges d'autant plus

flatteuses qu'aucun motif bas et intéressé n'en était la cause ou le prétexte.

Tout ce qui restait de *serviles* à la cour s'en éloignèrent après avoir donné leur démission des emplois qu'ils y occupaient. Le roi nomma à leur place des hommes connus par leur attachement à la constitution.

Le lieutenant-général, marquis de las Amarillas, fut porté au ministère de la guerre en remplacement de don Joseph Maria de Alos, qui jugea à propos de se retirer. Don Alvarez, prisonnier pour lors à Ceuta, fut nommé ministre de l'intérieur pour l'Espagne; don Antonio Porcel, ministre de l'intérieur pour l'Amérique. Un nouveau conseil d'état fut réuni et composé ainsi qu'il suit:

D. Joachim Blake, *président;* D. Pedro Agar, D. Gabriel Ciscar, S. Em. le cardinal de Bourbon, D. André Garcia, D. Martin Garay, D. François-Xavier Castanos, D. Joseph Mariano Almanza, D. Pedro Cevallos, le marquis de Pedra-Blanca, D. Justo Maria Sbar Navarro, D. Joseph Aycinena, D. Antonio Ranz, Romanillas, D. Francisco Requena, D. Esteban Varca; D. Joseph Luyando, *secrétaire*, et D. Juan Madrid Davila, *idem*.

Les personnes qui fermaient l'ancien conseil, conservèrent le titre de conseillers-d'état honoraires, et le roi leur laissa les honneurs et les émolumens dont ils jouissaient.

Par un décret, le roi considérant que le tribunal de l'inquisition est incompatible avec la constitution de la monarchie espagnole promulguée à Cadix en 1812, et que par cette raison les cortès l'ont supprimé dans toute la monarchie et par suite le conseil de la suprême inquisition, toutes les personnes détenues par opinions politiques et religieuses furent déclarées libres et la connaissance des causes religieuses fut remise aux évêques dans leurs diocèses respectifs, pour en informer et les juger en se conformant au décret des cortès extraordinaires.

Le roi, pressé de faire jouir le peuple espagnol des bienfaits que lui assurait la constitution, rendit le décret suivant sur la liberté individuelle et la liberté de la presse :

« Désirant prouver combien je désire vivement que le noble peuple espagnol jouisse dès ce jour des bienfaits que lui accorde la constitution de la monarchie, sanctionnée par les cortès et que j'ai jurée, j'ai déclaré, d'après l'avis de la junte nommée par mon décret du 9 de ce mois, qu'à dater de ce jour toutes les dispositions qu'elle renferme aient leur plein et entier effet, et particulièrement celles qui sont relatives à la sûreté personnelle et à la liberté de la presse : en conséquence, les juntes de censure qui existaient en 1814, tant dans la péninsule que dans les provinces d'outre-mer, seront immédiatement rétablies et com-

posées des mêmes individus qu'à cette époque, jusqu'à ce que les cortès, à qui ce pouvoir appartient, les aient confirmés ou aient procédé à de nouvelles nominations.

« 11 mars 1820. »

La junte crut devoir annoncer, d'une manière solennelle, au peuple espagnol que toutes les entraves qui enchaînaient la liberté de penser et d'écrire étaient brisées sans retour, et en même temps le prémunir contre les abus d'une liberté dangereuse quand la prudence n'en restreint pas l'emploi. En conséquence, elle accompagna le décret royal de la proclamation suivante :

« Citoyens, la liberté de la presse est rétablie. C'est une des premières mesures que S. M., d'accord avec la présente junte, a jugées nécessaires pour établir l'ordre constitutionnel. La junte, en vous annonçant le rétablissement de cette égide de la liberté civile, ne peut se dispenser de vous adresser sa voix, et d'exciter votre bonheur et votre gloire à en faire un usage digne de vous. Que ce droit serve à la propagation des lumières et des vertus ; mais jamais vous n'en abuserez pour satisfaire des haines particulières. Dans votre sagesse employez-la à faire jouir le gouvernement du fruit de vos lumières et et de vos veilles, d'une manière qui réponde aux

égards dus à la sagesse du gouvernement, et à ce que l'égalité des droits exige d'homme à homme. C'est ainsi qu'après avoir donné au monde le premier exemple du maintien de l'ordre et de la vertu dans les révolutions politiques, vous lui donnerez aussi celui de la modération dans l'exercice d'un droit dont jusqu'ici aucune nation n'a su jouir sans se livrer à des excès.

« Le 11 mars 1820.

« A la chambre de la junte ».

Différens décrets rétablirent les autorités, les tribunaux établis en 1814; chaque acte de l'administration du roi, dès le moment qu'il eut accepté la constitution, eut toujours pour base un décret ou une décision des cortès. Le roi, entré dans la route constitutionnelle, ne s'en écarta plus un seul instant, tant il est vrai qu'il n'avait jamais voulu que le bonheur de ses sujets, et que, s'ils ont souffert trop long-temps, c'est que des conseillers perfides avaient abusé de son inexpérience pour les opprimer sous son nom.

Tout homme désire sa propre conservation d'abord, et la conservation de sa fortune ensuite. Plus cette fortune est élevée, plus il y tient. Si donc il existe un homme travaillant à la destruction de l'une et de l'autre, c'est qu'il ne voit pas ses véritables

intérêts, et que, forcé de s'en rapporter au jugement des autres, il est, sans le savoir, le jouet de leurs passions ou la victime de leurs préjugés. Telle fut pendant six ans la situation du roi d'Espagne, et telle elle ne sera plus sous le régime constitutionnel qu'il a adopté.

Tandis que le roi d'Espagne donnait à ses sujets toutes les preuves de bonne foi que la défiance la plus exagérée aurait pu exiger, tandis qu'il montrait chaque jour un véritable attachement au régime constitutionnel auquel il avait juré fidélité, les provinces espagnoles qui ignoraient ses intentions étaient en proie à l'inquiétude et à l'agitation. Dès le 9 mars, des mouvemens se préparaient à Barcelonne, et le gouverneur Castagnos, voulant comprimer l'élan du peuple et de la garnison, avait fait venir les mousses et les mendians du Prado, leur avait confié des armes, et les avait placés dans la citadelle, leur avait donné la garde des postes, et leur faisait faire des patrouilles, conjointement avec les soldats humiliés d'avoir dans leurs rangs de semblables camarades.

L'indignation était générale; les soldats voulaient se séparer des Espagnols de Montjouy et peut-être aussi des Suisses; l'artillerie et les troupes de la garnison, mécontentes d'être confondues avec des gens de la lie du peuple, n'attendaient que le moment de frapper un coup décisif; tout portait à craindre un

combat entre les soldats et les hideux auxiliaires que Castagnos s'était donnés. Les arrestations se multipliaient ; tout annonçait une explosion prochaine, lorsque trois mille jeunes gens armés de sabres et de carabines se joignirent à la garnison, et à un grand nombre de citoyens dont la liberté et la vie étaient compromises, pour avoir manifesté leur attachement à la liberté. Tous ensemble sortirent de Barcelonne le 9 au soir, et se dirigèrent sur Tarragone qu'ils surprirent et où ils proclamèrent et jurèrent la constitution ; ils nommèrent des autorités constitutionnelles ; dans la soirée du même jour, ils en firent autant à Reuss, sans désordre ni effusion de sang. Le 10, la nouvelle de l'insurrection de Sarragosse parvint à Barcelonne, l'exaltation y fut à son comble, et la proclamation suivante fut affichée partout :

« Castillans, déjà elle apparaît l'aurore de l'heureux jour qui nous appelle à prêter serment à la sage constitution que créèrent les pères de la patrie, représentans de l'Espagne européenne et américaine. Toute l'Europe le sait : notre démarche n'est point un acte de rebellion, c'est l'exercice d'un droit inné, rétabli par notre sang, et écrit de la main de la sagesse et de l'héroïsme, en face du canon d'un conquérant. Il y a six ans que les bords de la Fluvia virent le monarque désiré rendu à notre valeur et à notre constance héroïque, et depuis six ans le cri de *vive la constitution* devrait retentir dans cette capi-

tale; mais la déception, l'hypocrisie et la fausseté avaient cerné le trône, et...... mais ensevelissons dans la nuit du temps cette époque désastreuse ! Non, généreux Catalans, ne songeons plus qu'à ce qui est glorieux et ce qui nous illustre. La patrie nous appelle à l'union nationale; elle nous appelle pour prêter serment au code de nos droits et obligations et aux lois du bonheur et de la justice; elle nous appelle enfin pour sauver et légitimer le trône de Ferdinand, qui s'abîme sous le poids du despotisme, mais à l'abri duquel l'agriculture, l'industrie et le commerce rouvriront les canaux obstrués qui doivent nous rendre notre puissance et notre grandeur.

« Jurons fidélité à cette loi fondamentale qui doit resserrer de nouveau les liens des Espagnols d'Amérique et d'Europe, en les transformant en une seule et immense famille, lors même que, renonçant à une guerre immorale et fratricide, nous consoliderions l'indépendance de quelques provinces. Que le Tout-Puissant soit témoin de nos voeux dans ce jour mémorable, consacré à jurer également la conservation et la pureté de notre religion sainte et céleste. Que les vénérables ministres du sanctuaire soient respectés comme nos premiers maîtres, et que leur voix, unie à celle du législateur, soit celle qui guide la morale et les vertus paisibles de tous les citoyens. Malheur à l'im-

pie qui oserait enfreindre la sainteté des maximes religieuses ! la rigueur de la loi le ferait disparaître. Mais un châtiment semblable sera réservé à l'hypocrite qui invoque le ciel pour ensanglanter la terre, ou pour semer la désunion et les malheurs. Respectons les lois, jurons fidélité au code constitutionnel, et déposons sur les autels du Sauveur les intérêts privés et les passions honteuses. *Vive la nation ! vive la constitution ! vive le roi !*

« Les Patriotes.

« Barcelonne, 10 mars 1820. »

Castagnos assembla les chefs des corps pour conférer sur les mesures à prendre afin de maintenir la tranquillité publique; il fit des proclamations et afficha le décret de Ferdinand VII qui convoquait une réunion de conseillers, pour lui proposer les améliorations nécessaires au système de gouvernement suivi jusqu'alors. Le peuple ne fut calmé par aucune des précautions du gouverneur, les proclamations et le décret du roi furent arrachés aux cris de *vive la constitution*, le drapeau national fut arboré de toutes parts, la population le porta chez l'évêque qui le bénit, et la foule revint sur la place du palais en criant *vive la constitution !*

Les ecclésiastiques, les mousses, les matelots et la canaille que Castagnos avait armés, se cachèrent. Castagnos, resté seul au milieu de la population et de

la garnison qui venaient de proclamer la constitution, sortit de son palais, et s'avançant, le livre sacré à la main, dit d'une voix forte, mais émue : « Le livre que vous voyez est la cons« titution de la nation espagnole publiée par les cor« tés en 1812 : c'est elle que je jure devant vous. » Ces paroles furent accueillies aux cris de *vive la contution*, *vive la religion*, *vive le roi*. Trois salves d'artillerie se firent entendre. Castagnos fut entraîné, sans outrage cependant, jusqu'à l'hôtel de la Bourse; là on lui signifia que ses pouvoirs avaient cessé; et on nomma, par acclamation, le marquis Pedro de Villacampa, pour lors exilé à Trens-de-Mar, capitaine-général de la province; et, pour le remplacer en attendant son retour, on nomma le comte de Castellar, qui fit part, en ces termes, de sa nomination au général Quiroga :

A S. Exc. don Antonio Quiroga, général en chef des armées nationales.

« En voyant l'héroïsme de V. Exc. qui, avec une poignée de braves, a su rendre à cette glorieuse nation le patrimoine de sa liberté usurpée pendant six années par des courtisans perfides, des êtres uniquement occupés d'un vil intérêt personnel, et que la faveur avait tirés de l'obscurité pour les élever à une hauteur dont ils n'étaient pas dignes, je ne puis m'empêcher de reconnaître dans votre personne le

dieu tutélaire de la patrie. Vous appartenez à l'histoire et à la postérité ; aussi généreux que Léonidas, aussi modéré que Washington, retenez dans vos mains cette épée victorieuse qui nous a tous sauvés, jusqu'à ce que la liberté nationale consolidée vous permette de la suspendre, comme un trophée illustre, au parvis du temple des lois.

« Cette province qui m'est momentanément confiée, et qui a fait entendre le cri de la *rédemption*, dans la journée du 10 mars, avant de connaître les derniers évènemens de la capitale, vous offre l'hommage de son éternelle reconnaissance, à vous et à cette noble armée qui vient de remporter une si belle victoire : les annales du monde n'offrent rien qui puisse égaler un pareil triomphe.

« Restaurateur de nos droits, la nation vous contemple avec attendrissement ; l'Europe, étonnée d'une révolution qui a trompé les calculs de la politique, vous voit, avec une poignée de compagnons héroïques, ouvrir la carrière de la liberté, au moment où les chaînes de l'esclavage semblaient menacer d'opprimer tous les peuples.

« Le grand œuvre est déjà accompli. Daignez y mettre la dernière main et le perfectionner ; daignez m'éclairer avec la franchise d'une âme supérieure sur ce qui nous reste encore à faire, afin que cette vaste province concoure au succès de vos grandes vues, et présente à l'univers l'exemple

d'une nation qui s'est régénérée de ses propres mains, par la vertu d'un seul de ses enfans, sans dissensions viles, sans excès, et sans faire couler le sang.

« Dieu garde à V. Exc. de longues années.

» Barcelonne, 18 mars 1820.

« José de Castellar.

« *P. S.* Je prends la liberté de vous adresser les pièces, documens et proclamations qui attestent tout ce qui s'est fait ici. »

Après avoir fait ces deux nominations, le peuple se porta aux prisons de l'inquisition, pour délivrer ceux qui étaient détenus pour opinions politiques et et religieuses; les inquisiteurs refusèrent de les ouvrir; le peuple en brisa les portes, et rendit la liberté aux prisonniers. Tous les cœurs furent saisis d'indignation et de pitié à la vue des malheureuses victimes que l'on fit sortir : des hommes maigres, livides, à peine couverts de quelques lambeaux, privés depuis plusieurs années de la lumière, parurent tout-à coup devant leurs libérateurs, qui les prirent plutôt pour des spectres que pour des créatures humaines. Ce spectacle porta aux derniers excès la juste indignation du peuple; en moins de deux heures, tout fut bouleversé dans le palais de l'in-

quisition. Les rues voisines étaient encombrées de papiers, de cartons, de manuscrits saisis dans l'affreux tribunal, tout fut livré aux flammes. Cette entreprise contre le des potisme sacerdotal fut dirigée par Vamaro, avocat célèbre, et Plandolet, tous deux habitans de Barcelonne, et jouissant de la plus grande popularité.

Je prie le lecteur de me permettre d'interrompre un moment la narration des évènemens de Barcelonne, pour lui donner une idée de la manière de procéder des tribunaux de l'inquisition, et justifier, par une esquisse rapide, la haine que leur portaient les peuples de l'Espagne, et les excès auxquels se livrèrent les habitans de Barcelonne.

L'inquisition fut établie dans le moyen âge, en vertu de la célèbre maxime *compelle intrare*; presque anéantie plus tard, elle fut rétablie par Ferdinand et Isabelle pour ramener dans le giron de l'église ceux de ses enfans dont la pureté de la foi avait été altérée par le commerce des infidèles qui avaient si long-temps dominé l'Espagne. Les dominicains qui en eurent la direction firent une épouvantable application de la maxime que nous avons citée plus haut. Au lieu de forcer, par de pieux et saints exemples, les catholiques refroidis ou les infidèles à entrer dans la véritable religion, ils les y traînèrent avec un bras de fer, et par l'appareil des supplices.

Voici au reste la manière de procéder des tribunaux de l'inquisition.

Un homme soupçonné, prévenu ou dénoncé était tout-à-coup enlevé à sa famille à ses affaires, sans qu'on lui dît quel était son crime et ses accusateurs, plongé dans un cachot où il ne pouvait communiquer avec personne, et sans que ses enfans connussent son sort.

Quand il paraissait devant ses juges, il fallait qu'il devinât la cause de son arrestation, et s'accusât lui-même.

Il ne pouvait prendre conseil de personne, ni s'aider d'un défenseur; s'il n'avait pas les talens ou la fermeté nécessaire pour se défendre, c'était un malheur pour lui.

S'il avait un fils ou un ami assez dévoué pour partager son sort, et s'enterrer tout vivant à ses côtés, que ce fils ou cet ami en fît la demande, il était repoussé, à moins cependant qu'on ne l'enfermât, pour son compte, dans un cachot séparé, comme *prévenu* de favoriser un *suspect*.

Si un homme d'une classe élevée, enfermé dans les prisons de l'inquisition, demandait la faveur d'ajouter, à ses frais, quelque chose au pain d'amertume dont on le nourrissait, et à l'eau croupie qu'on lui donnait à boire, il était refusé sans commisération.

S'il tombait malade, il ne lui était pas permis de se faire transporter dans une prison plus salubre pour respirer un air plus pur; s'il mourait dans les fers,

on ne donnait aucune connaissance à sa famille du malheur qui la privait de son chef ou de l'un de ses membres.

S'il sortait après avoir été libéré par un jugement, il n'en était pas plus sûr de conserver sa liberté ; il pouvait être arrêté vingt-quatre heures après, et plongé de nouveau dans le cachot qu'il venait de quitter, sans savoir, plus que la première fois, de quoi il était accusé.

Tous les liens de la nature étaient rompus entre un accusé et sa famille. Le fils était admis à déposer contre son père, le père contre son fils, le valet contre son maître; la dénonciation était prêchée, ordonnée sous peine d'excommunication. La confiscation des biens était presque toujours la suite d'une condamnation quelconque; on déterrait des cadavres, on faisait le procès à des ossemens inanimés, on les condamnait, on les jetait dans les flammes, pour confisquer les biens du défunt que l'on outrageait, et dont les héritiers étaient possesseurs.

Quand un accusé ne connaissait pas ou ne devinait pas de quoi il était accusé, on employait contre lui des tortures affreuses ; on lui disloquait tous les membres ; on lui arrachait, par les tourmens, l'aveu d'un crime que souvent il n'avait pas commis, et qui devait le conduire à la mort.

Pour donner une idée de l'effroyable autorité de ce tribunal de sang, dont les plus grands seigneurs

d'Espagne se faisaient gloire d'être les valets, et dont le roi était le protecteur, voici une récapitulation approximative et très-modérée des victimes sacrifiées par l'inquisition d'Espagne depuis l'an 1481 jusqu'en 1808, c'est-à-dire dans l'espace de trois cent vingt-sept ans.

De 1481 à 1498, dix mille deux cent vingt brûlés vifs; six mille huit cent soixante brûlés en effigie, et quatre-vingt-dix-sept mille trois cent vingt-un emprisonnés avec confiscation; le tout, sous le règne de Torquemada.

De 1498 à 1507, par ordre de l'archevêque Diaz, deux mille cinq cent quatre-vingt-douze brûlés vifs; huit cent vingt-neuf brûlés en effigie, et trente-quatre mille neuf cent cinquante-deux emprisonnés avec confiscation.

De 1507 à 1517, par ordre du cardinal Ximenès, trois mille cinq cent soixante-quatre brûlés vifs; douze cent trente-deux brûlés en effigie, et quarante-sept mille cinquante-neuf emprisonnés avec confiscation.

De 1517 à 1521, par ordre du cardinal Adrien, quinze cent vingt brûlés vifs; cinq cent soixante brûlés en effigie, et vingt-un mille huit cent quarante-cinq emprisonnés avec confiscation.

De 1521 à 1523 (*interrègne*), trois cent vingt-quatre brûlés vifs; cent douze brûlés en effigie,

et quatre mille trois cent soixante-neuf emprisonnés avec confiscation.

De 1523 à 1538, par ordre du cardinal Henrique, deux cent soixante brûlés vifs; onze cent vingt-cinq brûlés en effigie, et onze mille deux cent cinquante emprisonnés avec confiscation.

De 1538 à 1545, par ordre du cardinal Tavera, huit cent quarante brûlés vifs; quatre cent vingt brûlés en effigie, et cinq mille quatre cent soixante emprisonnés avec confiscation.

De 1546 à 1556, par ordre du cardinal Louisa et Charles V, treize cent vingt brûlés vifs; six cent soixante brûlés en effigie, et six mille six cents emprisonnés avec confiscation.

De 1556 à 1597, par ordre de Philippe II, trois mille neuf cent quatre-vingt-dix brûlés vifs; dix-huit cent quarante-cinq brûlés en effigie, et dix-huit mille quatre cent cinquante emprisonnés avec confiscation.

De 1597 à 1621, par ordre de Philippe III, dix-huit cent quarante brûlés vifs; neuf cent vingt brûlés en effigie, et treize mille huit cent quarante-huit emprisonnés avec confiscation.

De 1621 à 1665, par ordre de Philippe IV, deux mille huit cent seize brûlés vifs; quatorze cent quatre-vingts brûlés en effigie, et dix mille trois cent quatre-vingt-huit emprisonnés avec confiscation.

De 1665 à 1700, par ordre de Charles II, dix-sept cent vingt-huit brûlés vifs; huit cent soixante-quatre brûlés en effigie, et six mille neuf cent douze emprisonnés avec confiscation.

De 1700 à 1746, par ordre de Philippe V, mille cinq cent soixante-quatre brûlés vifs; sept cent quatre-vingt-deux brûlés en effigie, et onze mille trois cent trente emprisonnés avec confiscation.

De 1746 à 1754, par ordre de Ferdinand VI, dix brûlés vifs; cinq brûlés en effigie, et cent soixante-dix emprisonnés avec confiscation.

De 1659 à 1788, par ordre de Charles III, quatre brûlés vifs, et cinquante-six emprisonnés avec confication.

De 1788 à 1808, par ordre de Charles IV, un brûlé en effigie, et quarante-deux emprisonnés avec confiscation.

Total, trente-deux mille trois cent quatre-vingt-deux brûlés vifs; dix-sept mille six cent quatre-vingt-dix brûlés en effigie, et deux cent quatre-vingt-onze mille quatre cent cinquante emprisonnés avec confiscation de biens.

En tout trois cent quarante-un mille cinq cent vingt-deux victimes sacrifiées pour l'amour et la plus grande gloire d'un Dieu de bonté.

Cet odieux tribunal n'était arrêté par aucune considération, et était parvenu à se rendre redoutable à Rome qui l'avait établi, et aux rois d'Espagne qui

avaient eu la faiblesse de le tolérer, et de lui accorder leur protection. Créé d'abord pour combattre l'hérésie et le retour des nouveaux convertis aux pratiques judaïques et mahométanes, il finit, sous prétexte que chaque crime est nécessairement accompagné d'un oubli des principes religieux, et par conséquent un péché, par évoquer devant lui la majeure partie des affaires, et usurper les droits et la puissance des tribunaux établis par le roi. Des hommes d'une vie exemplaire, d'une doctrine orthodoxe, d'une piété solide et éclairée, occupant dans l'église des dignités éminentes, furent cités à vingt époques différentes devant l'inquisition, et condamnés à des peines humiliantes et quelquefois infamantes, pour de prétendues erreurs sous des points de doctrine aussi futiles qu'insignifians. Quand la haine sacerdotale en voulait à un malhenreux, et qu'il ne donnait aucune prise sur lui, on recherchait dans les siècles antérieurs ce qu'avaient été ses ancêtres, et s'il se trouvait parmi eux quelque juif converti, quelque nouveau chrétien, il était difficile que le proscrit échappât au châtiment, parce qu'il était fils de son père.

Au reste, il ne fallait pas grande cérémonie pour faire brûler un nouveau chrétien, ou du moins lui attirer une punition toujours accompagnée de la confiscation de ses biens. Si un juif converti s'abstenait de travailler le samedi, de se servir du feu le même

jour, s'il ne mangeait pas de porc, s'il retirait le sang et les veines des chairs dont il se nourrissait, c'est en vain qu'il aurait assisté à la messe, et rempli tous les devoirs imposés aux catholiques, il était suspecté, mis en jugement, et presque toujours condamné.

Tel fut, pendant plusieurs siècles, le joug que le despotisme sacerdotal faisait peser sur les possessions espagnoles dans les Deux-Mondes, et qui devait être brisé quand les lumières auraient fait assez de progrès pour éclairer les peuples sur leurs droits.

Voyons maintenant ce qui se passait à Barcelonne, et retournons dans cette ville que nous avons quittée un instant.

Le 11, le général Villacampa entra dans Barcelonne; il fut reçu par des acclamations générales; il fit une proclamation remplie de sentimens patriotiques que tout le monde lut avec le plus grand plaisir. Le lendemain, on proclama la constitution, en présence du corps municipal et d'une population immense. La journée se passa en fêtes et en divertissemens, et la nuit la ville fut illuminée. Quelques désordres troublérent cependant cette fête nationale. Un certain marquis de Villell, auteur de beaucoup de listes de proscription, et d'un grand nombre de malheurs publics et particuliers, s'était attiré l'animadversion générale : le peuple se porta en foule dans sa maison, pour se saisir de lui et le punir. Les auto-

rités le protégerent, et on le fit évader avec beaucoup de peine.

Le 13, les évènemens survenus à Madrid furent connus à Barcelonne : un courrier extraordinaire apporta la nouvelle que le roi avait accepté et juré la constitution, et le gouverneur le fit publier officiellement. Les dépêches annonçaient que le général Castagnos était confirmé dans son emploi, ainsi que le général Copons, et tous les partisans de l'un et de l'autre. Le peuple, qui ne voulait plus de Castagnos pour gouverneur, se porta en foule au palais, en même temps que l'évêque de Barcelonne et ses vicaires. Villacampa se présenta au balcon, tenant Castagnos par la main. Les deux généraux s'embrassèrent à la vue de toute la population, et crièrent ensemble : *vive le roi! vive la constitution!* Le peuple qui se souvenait des précautions que Castagnos avait prises pour arrêter l'élan général, et empêcher la proclamation de la constitution, criait : *vive Villacampa! périsse Castagnos!* Vainement Villacampa s'écria-t-il qu'il fallait tout oublier, tout pardonner; le tumulte continua et dura plus de deux heures. L'évêque se montra; on espérait que son caractére en imposerait au peuple, et le ferait rentrer dans le devoir; mais les cris de *périsse Castagnos, à bas l'évêque et ses vicaires, à bas Copons et ses acolytes* recommencèrent avec fureur.

Le général Villacampa, craignant pour la vie de

Castagnos, lui donna une forte escorte, et le fit conduire en lieu de sûreté, et de suite il convoqua une junte composée de membres élus par le peuple, et dont il fut président, pour se concerter sur les moyens à prendre, afin de prévenir les malheurs dont on était ménacé, et ramener la tranquillité publique.

Cette junte décida que le général Castagnos et ses aides-de-camp, le général Copons, le marquis de Villell, Xipell administrateur de la loterie, et plusieurs autres personnages à qui on en voulait, quitteraient de suite la ville, et seraient conduits à Madrid sous bonne escorte. On fit part au peuple de cette décision qui le satisfit, et tout rentra dans l'ordre accoutumé.

Le 13 mars, la junte supérieure de l'Aragon envoya au roi d'Espagne l'adresse suivante, pour lui rendre compte des évènemens survenus dans cette province. Cette pièce, pleine d'énergie et vraiment historique, mérite d'être conservée, et nous nous ferons un devoir de l'insérer ici dans son entier.

« Sire,

« Les troupes de la garnison de cette ville héroïque et le peuple s'étant rassemblés sur la place de la Constitution à l'heure de midi, de la journée du 5 du courant; le capitaine - général de la province

(marquis de Lazan, frère du fameux Palafox, qui commandait la ville de Sarragosse dans la dernière guerre), et les principaux habitans ayant été invités à s'y rendre, le pacte social de la monarchie espagnole fut solennellement juré et proclamé.

« Dans la soirée du même jour, le capitaine-général convoqua les autorités civiles et militaires, les principaux habitans, les prud'hommes de chaque paroisse, et là tous, fermement résolus à soutenir leur première démarche pour le bien de la patrie et de V. M., convinrent des mesures à prendre pour le maintien de l'ordre public et pour faire respecter la religion, les ministres de l'autel, le nom sacré de V. M., les propriétés et la sécurité des habitans. Aussitôt les magistrats de la cour royale (*audiencia*) reçurent l'invitation de venir prêter aussi leur serment de fidélité à la constitution, ce qu'ils exécutèrent en présence de l'assemblée.

« Le lendemain, les paroisses se réunirent non tumultuairement, mais de la manière légale et paisible, qui est en usage dans cette ville quand elle nomme des députés municipaux. Elles créèrent une junte supérieure gubernative de la province, composée des individus soussignés, sous la présidence du capitaine-général; l'un des membres de la junte est don Raymond Felice, lequel était détenu depuis long-temps dans le château de Monzon, à cause de ses opinions politiques, en sa qualité de député des

cortès extraordinaires et ordinaires ; il fut appelé à venir siéger avec nous.

« Dès que la junte fut installée, elle commença à donner des ordres analogues à la circonstance, et fit imprimer les trois résolutions que nous envoyons à V. M.: l'une, tendant à recommander le bon ordre, la modération et la paix ; l'autre, indiquant certaines modifications provisoires sur la liberté de la presse ; et la dernière, ayant pour but de communiquer au peuple le mémorable décret de V. M., du 7 courant. La junte se félicite de pouvoir annoncer à V. M., que, dans une transition aussi brusque, la bonne harmonie n'a cessé de régner entre toutes les autorités et le corps municipal, qu'elle a parfaitement conservé la tranquillité générale, et prévenu jusqu'au moindre excès. La religion et ses ministres ont été respectés comme dans les temps les plus calmes ; et cette grande population, ainsi que les braves troupes de la garnison, ont offert constamment le spectacle de la réunion d'une famille livrée aux effusions d'une joie innocente, et portant son père dans ses bras, après l'avoir rappelé du sein des ténèbres à la lumière du jour, des chaînes de l'oppression pour le rendre à la liberté, du milieu du naufrage pour le conduire dans le port.

« La résolution prise par V. M. de prêter serment de fidélité à la constitution politique de la monarchie, justifie cette capitale de son empressement à

proclamer cette même constitution, et repousse les calomnies que les malveillans auraient pu se permettre; oseront-ils désormais interpréter défavorablement l'acte du dévoûment le plus généreux ?

« Sarragosse défie l'univers entier de pouvoir élever des doutes sur sa loyauté et sur son zèle pour la religion. Les sacrifices inouis, au prix desquels elle acquit tant de célébrité, lui donnent le droit de dire que quiconque l'accuserait d'être infidèle à son Dieu, à l'auguste personne de son souverain, ou à ses devoirs envers le trône de V. M., ne saurait être qu'un infâme et stupide calomniateur.

« Quelqu'un aurait-il l'insolence de prétendre que la journée du 5 mars fût l'ouvrage d'une poignée de factieux ? Ah ! cette population invincible, qui étonna l'Europe par son héroïque résistance contre des armées nombreuses, pour défendre à la fois la patrie, la religion et V. M., peut-elle être soupçonnée d'avoir lâchement succombé à l'effort d'une poignée de factieux qui voulussent attaquer les objets qu'elle chérit et respecte chaque jour davantage ?

« Sire, l'immortelle Sarragosse toute entière, unie de cœur et d'âme avec des troupes illustres dont le dévoûment à V. M. fut éprouvé dans mille occasions, ne put contraindre plus long-temps les vœux que chacun de ses habitans faisait dans son cœur, et qui sont communs à tous les Espagnols.

« Le mouvement de 1820 est aussi honorable pour la nation, et doit être aussi flatteur pour V. M. que celui de 1808. L'un et l'autre ont eu le même motif et le même résultat. En 1808, un tyran vint fouler aux pieds tous nos droits; il nous enleva notre prince adoré, l'objet de nos plus douces espérances. Nous opposâmes à son audace, à ses forces immenses une contenance héroïque; notre fortune, notre sang, toutes nos ressources furent prodiguées. Le ciel daigna bénir nos efforts, et V. M. recouvra la liberté qu'elle avait perdue.

« Mais il était dans les ineffables décrets de la Providence que V. M. et son peuple fidèle auraient à souffrir de nouvelles douleurs.

« L'année 1808, déjà marquée dans notre histoire comme l'époque d'une atroce injustice, de la dépradation et de l'immoralité, recommença pour nous avec tous les fléaux, lorsque V. M. parut en Espagne, accompagnée du funeste cortège dont la vue affligea tous les cœurs de ses loyaux sujets. Cependant, pénétrés de confiance dans les sentimens personnels de V. M., comptant sur la reconnaissance méritée par des services si nobles et si récens, et voulant éviter à tout prix une guerre civile, plus terrible peut-être que l'invasion étrangère, nous fîmes à V. M. le sacrifice de cette constitution que nous avions reçue avec un si vif enthousiasme.

« Chacun de nous était convaincu que le pacte so-

cial était le seul appui du trône et des libertés nationales; mais on aimait à espérer que tout ne serait pas perdu en se jetant dans le sein d'un monarque, racheté de sa captivité par notre courage; cette confiance n'eût pas été trompée, si V. M. eût suivi librement les impulsions de son cœur......... Ainsi, quand V. M. visita les vénérables ruines de Sarragosse, ce peuple généreux fit retirer de sa place le marbre qui portait l'*inscription constitutionnelle*; non qu'il voulût renoncer à la conservation des justes immunités que le nouveau code assurait à chaque citoyen, non qu'il voulût se livrer comme une victime, et les yeux couverts d'un bandeau, aux caprices de ministres ineptes et persécuteurs, mais seulement pour prouver combien il aimait la paix, combien il était assuré de recevoir bientôt de la main de son roi les mêmes bienfaits d'une sage constitution.

« Helas ! nous n'avons pas eu cette paix si désirée; ces espérances flatteuses ont été cruellement déçues. On vous a empêché, Sire, d'écouter le cri de vos peuples, de voir les larmes de vos enfans. Comment eussiez-vous pu les essuyer? L'administration de la justice n'a point existé dans ce malheureux pays depuis 1814; et si la junte, animée des mêmes sentimens que tous les nobles habitans de Sarragosse, ne croyait que le premier besoin actuel est de resserrer les liens de fraternité entre

tous les Espagnols, et d'ensevelir à jamais toutes les offenses passées dans la nuit de l'oubli, elle mettrait sous les yeux de V. M. un effrayant tableau des réactions dont cette province a été le déplorable théâtre.....

« Nous n'expliquerons pas ici pourquoi la recette et la dépense du trésor ne gardent pas un juste équilibre. Les charges publiques excèdent les forces des contribuables; il est avéré que l'administration actuelle est plus coûteuse qu'en 1808, tandis que les ressources sont infiniment moindres. L'impénétrable chaos des finances; les exécutions continuelles auxquelles le pays est en proie (car il n'est pas de village dont les alcades ne voyagent sur les grandes routes, chargés de chaînes, pour cause des contributions arriérées); l'abandon, la misère, la nudité des malheureux soldats qui ont rendu si bien service à la patrie; la détresse dans laquelle se trouvent la plupart des ecclésiastiques, et tous les établissemens pieux; la nation privée du droit d'intervenir dans l'assiette de l'impôt, dont la connaissance lui était assurée par nos anciennes lois et privilèges que V. M. avait juré de respecter; l'ignorance complète de l'emploi des deniers de l'état : toutes ces choses et une foule d'autres non moins douloureuses ont mis les Espagnols dans un état d'anxiété voisin du désespoir. Ils ont cru que le seul remède à tant de

maux était de faire ce qui s'est fait à Sarragosse le 5 mars dernier.

« Cependant les fidèles Arragonais, comme tous les Espagnols, ne souffrent pas moins des peines de V. M. que des leurs propres. Le nom de V. M. a été, nous pouvons le dire, blasphémé parmi les nations. Tel a été le fruit des conseils perfides qui lui ont été donnés; ni V. M., ni cette nation magnanime ne sont comptés pour rien dans le monde civilisé. Depuis l'année 1814, l'Espagne se déchire elle-même. La méfiance éloigne de leur souverain des peuples qui bravèrent tous les dangers pour sauver sa personne et sa gloire; les colonies sont condamnées à toutes les calamités qui les accablent; enfin, Sire, c'est pour vous arracher à ces conseillers funestes que la fidèle Sarragosse a été forcée de se lever contre eux, et tôt ou tard l'Espagne tout entière se serait également levée comme en 1808.

« Grâces au ciel, le cœur paternel de V. M. s'est ému, le décret du 7 de ce mois a déjà calmé les esprits. Rien n'égale la joie qu'en éprouve cette capitale, et cette joie sera universelle dans la péninsule.

« Mais au milieu de ces mouvemens d'allégresse, au milieu des actes religieux dans lesquels toutes les autorités et tout le peuple manifestent leur reconnaissance envers l'Etre-Suprême, au milieu de la satisfaction publique, il faut le dire à V. M., il

reste encore quelques incertitudes, et tout n'est pas fini tant que ces incertitudes ne sont pas dissipées.

« On se souvient encore avec douleur de promesses augustes qui ne furent point accomplies, de promesses qui commencèrent à se réaliser, et qui furent aussitôt retirées. On sait que des insolens essayèrent de faire croire que votre personne sacrée courait quelques dangers sous le gouvernement constitutionnel. Ils épuiseront aujourd'hui tous les moyens pour dissuader V. M. du noble dessein de le reconnaître bientôt plus solennellement, ou même de le suivre avec franchise et de l'exécuter avec zèle........

« Les intérêts particuliers de ces hommes perfides sont la source de l'obstination avec laquelle ils ont cherché constamment à vous cacher l'état véritable de la patrie ; et comme on n'a que trop vu jusqu'ici les effets de leur fatale influence, la méfiance publique n'est nullement rassurée pour l'avenir. Eh ! qui mieux que V. M., victime innocente des intrigues, qui l'ont conduite plus d'une fois au bord du précipice, est à même d'apprécier les trop justes motifs de cette méfiance ?

« Plus V. M. inspire d'amour, plus ses sujets désirent la voir libre de ces conseillers pernicieux ; plus elle désire que ceux-ci puissent être publiquement confondus ou mis hors d'état de nuire, plus on est jaloux d'assurer la dignité, le repos de votre auguste personne, si évidemment compromis par

les terribles conséquences du pouvoir arbitraire. V. M. a été trompée en 1808, quand on l'entretenait dans une excessive sécurité à l'égard des ennemis extérieurs; elle a été trompée en 1814, sur les dangers intérieurs qui l'ont assaillie à son retour en Espagne. V. M. ne peut plus confondre désormais le langage de ces courtisans intéressés, de ces flatteurs criminels avec celui de l'affection la plus tendre pour son auguste personne, celui d'un patriotisme aussi ardent que sincère......

« L'histoire, véritable école des peuples et des rois, nous rappelle un trait analogue à la circonstance actuelle. Un roi de France, dans un moment d'aliénation mentale, était prêt à se jeter dans un précipice mortel. Un serviteur fidèle osa le retenir et lui sauver la vie. Quelque temps après, cette action glorieuse fut interprétée par les valets de la cour; elle fut représentée comme une atteinte à la volonté royale, devant laquelle tout doit céder, sous peine de trahison. Le serviteur fidèle expia sur l'échafaud le téméraire service qu'il avait rendu à son prince. Et peut-être qu'aujourd'hui la manifestation de la volonté de la nation espagnole vous sera représentée comme un attentat; on osera désigner au peuple comme des traîtres, ceux qu'il a choisis lui-même pour le diriger dans cette crise. Peut-être demande-t-on déjà pour nous des potences et des instrumens de torture !.....

« Non, Sire, nous ne le craignons point; V. M. vient de donner à l'Espagne la gloire et le bonheur d'une réunion touchante. Nos vœux, dont nous aimons à renouveler l'expression, n'ont d'autre but que la pureté de la religion de Jésus-Christ, la satisfaction personnelle, la grandeur, la considération extérieure de notre roi, le bien public. Tous ces avantages nous sont garantis par la constitution.

« Toutefois, Sire, les paroles ne suffisent plus pour la tranquillité des esprits; ils ne seront vraiment rassurés que lorsqu'on verra V. M. au milieu de nos fidèles députés, nommés librement et d'après la loi. Rassemblez-les au plus tôt, Sire; que V. M. prête au sein des cortès son serment solennel de fidélité à ce code dans la forme prescrite; dès ce moment, les méfiances disparaissent, la paix est rétablie. Tant que ce moment heureux n'est point arrivé, il ne règne pas une nuit obscure, sans doute, mais le soleil ne s'est pas encore montré sur l'horizon.

« Telle est l'histoire des évènemens depuis le 5 du courant; telles ont été les causes qui les ont produits; tel est le but auquel nous aspirions; tel est l'état de l'opinion publique qui ne peut plus changer sur cette affaire si importante; telle est enfin la conduite de la junte qui ne cessera de suivre la même marche tant que les circonstances exigeront qu'elle continue à s'occuper du service de V. M., et de la

félicité de la patrie. A l'effet de quoi elle supplie l'Etre-Suprême de conserver long-temps les jours précieux de V. M.

« Sarragosse, 13 mars 1820.

« SIRE, aux pieds de V. M.,

« *Signé* le marquis DE LAZAN; MARTIN DE GARAY; J. A. MARCQ; A CAMINERO; H. XIMENEZ; R. FELICE; M. ALZAIVAR, *secrétaire votant.*»

Le 14, la garnison de la ville et de la citadelle jura fidélité à la constitution; des salves de mousqueterie et d'artillerie terminèrent cette journée. Un peuple immense, sous les yeux de qui se passa cette belle et imposante cérémonie, se retira plein d'une satisfaction que les soldats partageaient avec lui.

Le 15, on se réunit pour nommer le conseil municipal; et, à cette occasion, on remit à un autre jour la procession de la vierge qui devait avoir lieu, afin que les nouveaux *régidors* y pussent assister, le peuple ayant déclaré qu'il ne souffrirait pas que les anciens y figurassent.

L'exemple de Barcelonne fut promptement imité par les villes de la province de Catalogne. La constitution, depuis que le roi l'avait jurée, était devenue

l'évangile politique des Espagnols, et tous devaient lui jurer fidélité. Villacampa fut demandé par différentes villes qui désiraient prêter leurs sermens entre ses mains; le gouverneur, avant de se rendre à leurs vœux, se fit précéder par la proclamation suivante :

Le général en chef de l'armée de Catalogne aux habitans des villes et des campagnes.

« Héroïques Castillans, votre vœu m'appelle, et je me hâte d'accourir pour me mettre à la tête de mes malheureux frères d'armes, au moment où ils proclament partout notre code fondamental, la sainteté de la religion, l'amour et l'inviolabilité du roi, et enfin toutes les vertus et tous les droits de l'homme social. Ces principes, aussi sublimes que précieux, déposés dans le cœur de tous les Espagnols, élèvent singulièrement mon courage et celui de tous les braves qui me font l'honneur de me choisir dans la période la plus éclatante que l'histoire nationale présentera aux siècles à venir. Si mon amour pour ma patrie et pour mon roi, digne de meilleurs conseils, me place à la tête de ces troupes et de ces bannières, mon épée sera l'égide du code fondamental que vous venez de proclamer avec tant d'enthousiasme, et si des circonstances impérieuses l'exigeaient, je vous promets de sceller de mon sang et

de celui de mes frères d'armes cet objet de vos vœux ardens.

« Soyez en paix au sein de vos familles ; consacrez-vous à vos occupations domestiques et à vos devoirs de citoyens : rien n'est plus nécessaire actuellement que des vertus pacifiques ; qu'une généreuse indulgence envers vos ennemis étouffe les feux impurs de la vengeance et de la discorde. Respectez avec attachement et soumission la religion céleste de nos pères et de ses ministres. Le bon ordre assure la prospérité. Actuellement que dans ce jour de bonheur et de gloire vous vous êtes élevés à une hauteur inconnue des nations les plus cultivées, faites également briller la grandeur de votre caractère par votre conduite particulière : la générosité, l'amour d'une sage liberté et la soumission aux autorités constituées sont les seules vertus qui distinguent et immortalisent : unis étroitement à moi et aux guerriers qui m'ont appelé, nous nous verrons élevés au triomphe que nous préparent la constitution et les sentimens sublimes que vous acheverez de manifester à la face de l'Espagne et de l'Europe admiratrice de votre gloire et de vos vertus.

« Au quartier-général de Barcelonne, le 18 mars 1820.

« Vive la nation ! vive la religion ! vive la constitution ! vive le roi ! vive la Catalogne !

« *Signé* PEDRO VILLACAMPA. »

Peu de temps après, arrivèrent à Barcelonne huit individus impliqués autrefois dans l'affaire du général Lascy, et qui, depuis long-temps, languissaient dans les cachots. Leur arrivée fut le motif d'une grande réjouissance. Le peuple se porta au devant d'eux, les plaça dans la calèche de la duchesse de Fernand Nunez, et les promena en triomphe dans toute la ville. Un navire garde-côte fut expédié de suite à l'île de Majorque pour délivrer plusieurs députés aux cortés, et plusieurs personnes de distinction que le gouvernement avait autrefois fait exiler dans un hameau de cette île. Tous ceux qui avaient pris parti pour les cortès, et qu'on avait éloignés furent rappelés, et trouvèrent asile et protection dans les villes qui s'étaient déclarées pour la constitution.

La cour d'Espagne approuva tout ce qui s'était fait à Barcelonne, et, le 19 mars, don Joseph M. de Alos, en ce moment ministre de la guerre, écrivit, au nom du roi, la lettre suivante au général Villacampa :

ARTICLE OFFICIEL.

Le ministère de la guerre au général Villacampa.

« Excellence, le roi a appris avec satisfaction, par vos dépêches des 13 et 14 du courant, que vous

aviez été *chargé par le peuple* du commandement général de la province de Catalogne ; que la constitution de la monarchie espagnole avait été *jurée* à Barçelonne, Tarragone, Girone et Mataro ; que le capitaine-général Castagnos était parti pour la Castille, sans que dans tous ces évènemens il y ait eu le moindre désordre, ni aucun excès répréhensible, et qu'au contraire la plus parfaite tranquillité n'a cessé de régner, ainsi que l'union et la bonne harmonie. S. M. m'ordonne de vous dire, comme je le fais, qu'elle approuve votre conduite dans cette circonstance, qu'elle vous conserve le commandement de ladite province dont le vœu du peuple vous avait déjà investi, voulant en outre que cette résolution royale soit publiée dans la gazette.

« Dieu garde à V. Exc. de longues années.

« Au Palais, le 19 mars 1820.

« JOSEPH M. DE ALOS. »

Cette adhésion du roi d'Esgagne à tout ce que faisait le peuple était une satire bien amère du système de gouvernement que l'on avait suivi jusqu'à ce jour. Un souverain qui aurait eu à cœur, moins que Ferdinand ne l'avait, le bonheur des sujets sur lesquels la Providence l'avait placé, aurait regardé

plus d'une fois en arrière, et plus d'une fois aurait senti souffrir son orgueil; mais, rentré dans la bonne voie, rien ne coûtait au monarque espagnol, pour prouver à l'Europe attentive qu'il voulait franchement et pour toujours réparer les fautes que des conseillers perfides lui avaient fait commettre.

En thèse générale, un souverain qu'un ministre inhabile ou malintentionné a égaré dans une fausse route, n'a qu'un seul parti à prendre, c'est d'en changer sur-le-champ. Ses sujets qui n'osaient l'accuser du mal qu'on leur faisait souffrir sous son nom, et dont ils ne le supposaient pas instruit, lui attribuent le bonheur dont les fait jouir un changement de système, et leur amour pour lui s'accroît de tous les maux dont il les délivra.

Le 11 mars, le général Mina se présenta devant Pampelune, et fit déclarer au vice-roi Ezpeleta qu'il allait entrer dans la ville pour y publier la constitution, à la tête de deux mille braves. Le vieux général répondit qu'il allait lui-même faire cette proclamation, et que, si Mina voulait y coopérer et venir dîner avec lui, il serait reçu avec plaisir. Mina entra dans la ville et y trouva le colonel Péan, condamné à mort par suite de l'affaire de Porlier, et qui était arrivé avant lui. La constitution fut publiée, et on chanta un *Te Deum* dans la cathédrale de Pampelune; les deux généraux y assis-

tèrent avec leur état-major, les officiers et les principaux habitans de la ville.

Parmi les assistans on remarquait avec intérêt M. Quintana l'un des premiers littérateurs de l'Espagne, sortant des cachots de la citadelle où il gémissait depuis 1814. Il avait été victime des persécutions qui avaient frappé les députés libéraux des cortès. M. de Foranda, citoyen respectable par son âge, ses lumières et ses vertus, auquel, après une détention rigoureuse, on avait par un reste de justice laissé la ville pour prison, partageait les honneurs de la fête et de la délivrance commune.

Après que le serment de fidélité à la constitution fut prêté, le corps municipal nomma une junte provisoire de gouvernement, composée de sept individus, laquelle ne fut point reconnue par les autres villes de la province, attendu qu'il y avait défaut de *qualité* ou de *pouvoir* de la part du corps qui avait élu. Cette junte cependant sollicita et obtint sa confirmation du gouvernement, mais les villes voulurent en former une autre composée d'un député de chaque arrondissement, laquelle prit possession le 7 avril.

Dans la nuit du 11, le lieutenant-colonel du génie Manzanarès fit savoir au café de la Souscription que la junte avait résolu d'organiser une garde nationale de deux cent quatre vingts hommes, et d'un bataillon des volontaires de Barcelonne qui était en

garnison à Pampelune, le tout pour faire le service de la place ou tout autre nécessaire. Cette proposition fut rejetée par les habitans qui se réunirent le 12, au nombre de mille, dans la cathédrale, pour adresser une représentation au corps municipal, et le prier de surseoir à la levée et organisation des troupes dont il était question.

Le 13, ces mêmes habitans nommèrent huit citoyens de Pampelune, adjoints au corps municipal, lesquels, ayant été installés, résolurent de créer deux bataillons de garde urbaine, dont le commandement serait confié à une personne convenable. Cet emploi fut donné le 14 au maréchal-de-camp don Joseph Ezpeleta (fils de l'ancien vice-roi), qui, avec l'approbation du capitaine-général, en accepta les fonctions; cette mesure calma les esprits; cependant, durant toute la nuit, la plupart des municipaux restèrent assemblés, et environ cent cinquante bourgeois la passèrent sous les armes.

Le 15, il fut publié, un édit, en termes assez vagues, par le corps municipal. Le 16, la junte en fit proclamer un autre dans lequel il était parlé d'évènemens fâcheux survenus dans la ville, et heureusement réprimés à temps. La junte aurait dû spécifier ces évènemens pour éviter toute fâcheuse interprétation; au reste la tranquillité publique ne fut pas troublée un seul instant. Le 18, le respec-

table et célèbre M. Quintana quitta Pampelune pour se rendre à Madrid.

Dans la Galice le comte de St-Roman voulut, à la tête d'un petit nombre de milices, s'opposer au mouvement général, et lutter contre la volonté d'une nation; sa troupe fut dispersée après une faible résistance, et lui-même chassé de la province où la constitution fut proclamée tranquillement. Ce choc fut le seul qui ait eu lieu dans la Galice et pour ainsi dire dans la monarchie espagnole; il coûta la vie au colonel Aceredo, chef très-estimé des troupes nationales, qui fut atteint d'une balle au moment où il cherchait à ramener les fuyards, et leur annonçait qu'il n'avait rien à craindre de leurs compatriotes.

Le 10, la constitution fut proclamée à Carthagène; le 12, à Meurice. Alicante, qui, dès les premiers jours du mois, avait manifesté son impatience, reçut le 12 l'autorisation officielle, et célébra la restauration de la monarchie espagnole avec les plus vifs transports d'allégresse.

A Madrid, les esprits étaient remplis de satisfaction, le roi donnait tous les jours de nouvelles preuves d'attachement à la constitution; le 14 mars, il reçut le serment du cardinal de Bourbon, président de la junte provisoire du gouvernement, celui de ses deux frères don Carlos et don François de Paule, des sécrétaires d'état, et de tous officiers

attachés à sa personne et à sa maison. Le cardinal de Bourbon reçut le serment des membres de la junte, et tous les employés dans les divers ministères prêtèrent serment entre les mains de leurs chefs respectifs.

Le roi, non content de faire jurer fidélité à la constitution, à tous les Espagnols qui habitaient le royaume, voulut que ceux de ses sujets qui résidaient dans les pays étrangers prêtassent également le serment exigé; en conséquence, les ambassadeurs espagnols, dans quelque pays qu'ils fussent, eurent ordre de recevoir le serment de tous les Espagnols qui se trouvaient momentanément dans les royaumes où les ambassadeurs faisaient leur résidence; les consuls de commerce reçurent des ordres semblables.

Des changemens importans furent faits dans les divers emplois publics; le duc de l'Infantado, colonel du premier régiment des gardes espagnoles, fut remplacé par le prince d'Anglona, fils du dernier duc d'Osuna, et ce choix satisfit à la fois le régiment des gardes, l'armée et tous les Espagnols; le duc d'Alagos, dont le peuple, dans les premiers jours de l'insurrection, demandait la tête, céda le commandement des gardes-du-corps au lieutenant-général marquis de Valparaiso, un des anciens capitaines des gardes-du-corps du roi Charles IV. Ce nouveau commandant, d'un caractère fort doux, avait joui long-temps de la faveur du roi Charles

et de l'estime de la nation espagnole : lors des intrigues qui furent si funestes à la monarchie, il était demeuré à l'écart, et n'avait en rien pris part aux évènemens qui avaient mis le royaume si près de sa ruine.

Le corps diplomatique fut presqu'entièrement changé. Le duc del Parque, ancien capitaine des gardes-du-corps, partisan déclaré de la constitution, qui se distingua dans la guerre de la péninsule, comme général de cavalerie, et qui par une retraite habile avait couvert Cadix, fut nommé à l'ambassade de Paris; mais, ayant refusé, il fut remplacé par le marquis de Santa-Cruz, grand d'Espagne.

Le duc de Frias fut nommé ambassadeur à Londres.

M. de Cevallos, ambassadeur à Vienne.

Le comte de Toreno, l'un des orateurs les plus éloquens des cortès, victime de la persécution la plus inhumaine, condamné à mort, errant dans les pays étrangers, et qui se trouvait alors à Paris, fut nommé ministre plénipotentiaire à Berlin.

M. de Campuzano, premier commis des affaires étrangères, fut envoyé à Dresde.

M. Onis, nommé près la cour de Naples, remplaça M. Labrador qui s'était distingué par le zèle qu'il avait mis à fermer aux réfugiés espagnols l'entrée de leur patrie.

Le général Castanos resta au conseil d'état;

M. de Canga Arguell, l'un des meilleurs orateurs des cortès, fut tiré des *présides* de Ceuta pour être élevé au ministère des finances; le général P. A. Giron, marquis de las Amarillas, remplaça M. Eguia au ministère de la guerre. M. de Porcel fut nommé au ministère des Indes. M. Evariste Perez de Câstro, autrefois membre des premiers cortès, rapporteur du comité de constitution et pour lors ministre à Hambourg, fut nommé premier ministre d'état à la place du duc de San-Fernando; et MM. Agar et Siscar, anciens membres de la régence, furent appelés au conseil d'état.

La junte provisoire représenta au roi qu'il convenait d'écarter des affaires les soixante et dix signataires de l'adresse de 1814 pour le renversement des cortès, et tous ceux qui occupaient des emplois furent remerciés ou se retirèrent d'eux-mêmes.

Chaque jour il sortait de nouvelles victimes des antres de l'inquisition, et chaque jour la reconnaissance publique les replaçait à la tête du gouvernement et des tribunaux. Le peuple espagnol, qui sentait sa force, s'étonnait et s'indignait d'avoir si long-temps laissé persécuter, par un petit nombre de tyrans, des hommes qui jouissaient de son estime et de sa vénération.

Les corps ecclésiastiques et les associations religieuses se prêtèrent de bonne grâce aux changemens survenus dans la situation politique de l'état,

et que le roi ratifiait lui-même. Le cardinal de Bourbon, président de la junte et archevêque de de Tolède, publia une lettre pastorale touchante et conçue dans le meilleur esprit; les évêques l'imitèrent dans leurs diocèses. Les généraux des différens ordres commandèrent à leurs milices chaussées, déchaussées, tonsurées ou barbues, de jurer fidélité à la constitution. Le fr. Cyrile de Alameda, général des Franciscains qui commande à une véritable armée religieuse, adressa à ses subordonnés la circulaire suivante :

« Révérendissime père provincial de, etc., que l'esprit saint assiste V. R. P. et la comble de ses dons célestes.

« Rien n'intéresse plus l'honneur des institutions religieuses qne l'obéissance aux autorités constituées; respecter les lois, contribuer au maintien de l'ordre, donner l'exemple de la soumission au gouvernement, tels sont nos devoirs. Médiateurs, en vertu de notre ministère apostolisque, entre Dieu et les hommes, nous ne devons cesser de prier; et nos prières ne doivent avoir d'autre but que celui de voir la paix, source de tous les biens, conservée au milieu de nous.

« En conséquence, nous enjoignons à votre paternité révérendissime de rappeler à tous les religieux, nos enfans et nos subordonnés, que, dans leurs paroles, leurs actions, leurs conseils ou leur conduite

publique et privée, fidèles à leur saint ministère, ils s'occupent uniquement de faire aimer la vertu et détester le vice.

« Nous donnons à V. R. P. etc., etc. »

Les jésuites seuls, fidèles à la politique qui fait la base de leur institution, se renfermèrent dans leurs couvents, et attendirent du temps des changemens qu'ils croyaient inévitables; mais on ne laissa pas les pères de la ruse balancer long-temps, et s'affliger de la joie universelle; les chanoines de Saint-Isidore, corps ecclésiastique distingué par ses lumières et par ses vertus, reprirent la place d'où les enfans de Loyola les avaient bannis avec tant d'astuce d'abord et ensuite avec tant d'insolence.

Pendant que le gouvernement constitutionnel s'établissait et se consolidait ainsi dans la plus grande partie des provinces espagnoles où le roi en était lui-même le plus zélé propagateur, Cadix était le théâtre du carnage et de la désolation. Nous allons rapporter les détails de la sanglante affaire que la proclamation de la constitution y fit survenir.

Plusieurs officiers de marine et d'artillerie ayant manifesté l'intention de se joindre aux constitutionnels, le général Freyre se rendit à Sainte-Marie de Cadix où il était naturel de croire qu'il prendrait toutes les mesures que devaient lui dicter la prudence, son autorité, et que les circonstances rendaient nécessaires.

Il commença par opposer aux officiers qui lui demandaient de faire publier la constitution, des raisons évasives et insignifiantes, puis leur demanda lui-même deux jours pour préparer cette proclamation. Sur leur refus, il entra à Cadix le 9 mars à midi. Il réunit de suite un grand conseil de guerre composé de tous les officiers de l'escadre. Comme on n'avait rien pu décider dans cette réunion, le conseil s'ajourna à huit heures du soir. Le général Freyre, au sortir de ce premier conseil, se promena sur la place publique : là il fut supplié par une foule de citoyens de ne pas différer plus long-temps et de ne pas attendre la nuit pour faire proclamer la constitution que le peuple désirait si ardemment; le général répondit que son intention était de proclamer la constitution, mais qu'il désirait retarder cette fête de deux jours, pour lui donner plus d'éclat. Comme les citoyens redoublaient d'instance, il donna sa parole et lâcha dans les airs un canari vert et blanc, symbole de la liberté, et toute la population de Cadix, qui ne douta plus de la sincérité du général Freyre, se livra à la joie.

A huit heures du soir, une proclamation des autorités annonça que la constitution serait publiée le lendemain 10, que la fête durerait deux jours, et serait ouverte par les autorités qui se réuniraient le matin du premier jour, pour prêter serment de fidélité à la constitution, à la vue de tout le peuple

de Cadix. Dès l'instant même, on s'occupa des préparatifs de la cérémonie qui devait avoir lieu le lendemain. Les soldats et le bas peuple fraternisèrent ensemble; on laissa les uns et les autres s'enivrer. La soirée et la nuit se passèrent en fête; il y eut illumination, salves d'artillerie.... On fit prévenir le général Quiroga de ce qui se passait; et il paraît même qu'il fut invité à assister aux cérémonies du lendemain.

Ce jour si attendu, si désiré, arriva enfin. Dès six heures du matin, toutes les maisons étaient tapissées; la population entière dans les rues s'embrassait, se félicitait. On afficha la marche du cortège; le général Freyre y invita les consuls étrangers, et tout annonçait que la fête serait imposante et majestueuse.

Les soldats cependant continuaient à s'enivrer avec la populace, sans que rien annonçât toutefois des intentions hostiles. Sur ces entrefaites, Quiroga envoya des parlementaires, demandant des sûretés pour entrer à Cadix. Il voulait qu'on lui remît la Cortadura et le fort de Puntalès, et que l'on fît sortir de la ville quelques troupes formées de gens échappés des prisons, janissaires serviles dont il n'avait que trop de raison de se méfier. Freyre rejeta cette demande; Quiroga garda ses quartiers et se contenta d'envoyer Arco Aguerro, son chef d'état-major; Alcala Galiana et Lopez de Bannos, officiers de son

armée, pour assister à la fête, et y représenter les troupes constitutionnelles de l'île de Léon.

Cependant l'heure de la cérémonie était arrivée; le peuple, vers dix heures et demie, s'était réuni sur la place Saint-Antoine, quand des coups de fusil, partant de diverses directions, mirent la foule dans une horrible confusion. Le peuple court à l'arsenal; mais au lieu d'armes qui n'existaient point, quoiqu'il eût dû contenir celles qui avaient été débarquées des transports de l'expédition, il trouve de la troupe qui le fusille; plus loin, de la cavalerie lui coupe le passage et le rejette sur les baïonnettes de l'infanterie. Le feu, le massacre se prolongent jusques vers trois heures, et aux cris de *vive le roi* ! le pillage suit l'égorgement; enfin, vers neuf heures, un calme affreux succède à ces désordres. On porte le nombre des morts à quatre cent cinquante, parmi lesquels trente-six femmes et dix-sept enfans, et celui des blessés à neuf cent ou mille.

Le lendemain de ce jour affreux, le général Campana eut la cruauté d'applaudir à la férocité des soldats et de publier l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour du 11 mars.

« Vive le roi! vive la religion ! honneur aux braves et loyales troupes de la garnison de Cadix! leur fidélité et la manière décidée dont se sont con-

duites les troupes de la garnison de cette place dans la journée d'hier méritent toute la reconnaissance des sujets du roi, et celle du général qui a l'honneur de les commander.

« Au nom de S. M., j'offre à MM. les chefs, officiers et autres individus de la garnison, les plus vifs remerciemens pour leur brillante conduite militaire.

«*Signé* CAMPANA.»

Une pareille conduite n'était guère capable de faire renaître la tranquilité dans une ville qui venait d'être témoin et victime de tant d'horreurs; aussi le 11, au matin, le soldat, ivre de sang et de vin, était dans ses casernes; les bourgeois s'étaient barricadés; cette précaution n'eut pas tout le succès qu'on s'en était promis. La soldatesque, de nouveau lâchée, recommença le pillage : des marchands furent assassinés dans leurs maisons; le buste de Ferdinand fut porté sur la place, encore couverte de sang et des cadavres de ses sujets égorgés sans défense.

Quiroga, d'après ces évènemens, instruit d'ailleurs que les chefs militaires, qui avaient d'abord annoncé adhérer à la constitution, rétractaient leurs engagemens à cet égard, envoya un parlementaire à l'escadre pour connaître ses dispositions. Les ayant trouvées hostiles, il démasqua deux batteries

qui forcèrent ceux qui voulaient le traiter en ennemi à se tenir à une distance respectueuse.

Le 12, le général Valdès se montra occupé de ramener l'ordre, mais en affectant de considérer la bourgeoisie comme en état de rébellion contre le roi. Cependant il reçut le 13, vers midi, les nouvelles de Madrid; Valdès les fit de suite publier. Les habitans, encore effrayés des évènemens dont ils avaient été si opinément victimes, craignant que cette publication ne fût un nouveau piège, restèrent sur la défensive, tandis que les soldats, n'écoutant point la voix d'un monarque constitutionnel, arrachaient les placards et proclamations affichés dans les rues.

Le 14 et le 15, le peuple s'étant procuré des armes se montra dans les rues où plusieurs soldats furent immolés à l'indignation publique. Il n'y eut qu'un cri contre la conduite des autorités durant ces fatales journées. Les enquêtes achèveront sans doute de déchirer le voile sanglant qui couvre les causes premières de ce malheur.

En attendant le résultat des enquêtes, les soupçons les plus effrayans planèrent sur le général Freyre : il fut accusé publiquement d'avoir mis lui-même le 10 la troupe en mouvement et d'avoir excité sa fureur, par des distributions d'eau-de-vie et d'avoir envoyé différens ordres, pour qu'au même instant, les sermens prêtés à la constitution fussent rétractés

par les commandans militaires en Andalousie. Un de ces ordres parvint au général O'Donojhu qui commandait alors à Séville ; mais cet officier supérieur le mit dans sa poche en disant qu'il ne changeait pas de serment comme d'habit. Voici le rapport que fit l'amiral Villavicencio, au ministre de la guerre, et nous ferons connaître celui des trois commissaires de l'armée nationale, adressé au général Quiroga :

« Avant-hier, des avis que je recevais de tous côtés m'annonçaient qu'il y avait de l'inquiétude parmi les équipages de l'escadre, à cause des nouvelles funestes et contradictoires qui s'étaient répandues sur l'état de quelques provinces. J'écrivis au commandant général de veiller au maintien de l'ordre, et à ce que la marine royale ne perdît pas, en un moment, la bonne réputation acquise par une conduite aussi sage que constamment soutenue. Je cherchais à gagner du temps, et je croyais que bientôt les prétextes dont pouvaient s'appuyer les perturbateurs ne tarderaient pas à leur manquer.

« Le peuple était également en état d'effervescence ; tout annonçait une explosion terrible. On disait que la garnison était résolue à tout culbuter, et ce bruit n'était que trop fondé. En ce moment je vis arriver chez moi le général en chef de *l'armée réunie*, don Emmanuel Freyre, qui, instruit comme moi de l'état des esprits, venait tâcher d'éloigner,

par sa présence, les maux dont nous étions tous menacés. Je l'informai des mesures que j'avais déjà prises, et il les approuva; voulant, de son côté, suivre le même plan de *gagner du temps*, sans opposer directement au peuple une force qni, d'ailleurs, n'inspirait pas une entière confiance, il détacha quelques officiers sur divers points, pour sonder les dispositions des deux partis, et tâcher d'obtenir une espèce de trève jusqu'à ce qu'on sût positivement le voeu général de la nation, et qu'on pût recevoir des ordres de la capitale, d'où l'on attendait deux courriers arriérés. Mais tous les rapports nous convainquirent que, dès qu'il serait nuit, la troupe secouerait le joug de l'obéissance, et que la ville serait mise en combustion.

« Le général Freyre et moi, avec nos aides-de-camp et d'autres personnes, nous parcourûmes la place de Saint-Antoine où l'inquiétude, peinte sur tous les visages, annonçait assez la disposition des esprits. Cependant il n'y eut aucune disposition positive, et nous rentrâmes chacun chez nous pour dîner. Je me hâtai de retourner auprès du général Freyre, parce que tout me faisait pressentir la nécessité de prendre une résolution avant l'entrée de la nuit. Il fallait sauver Cadix des malheurs qui allaient accabler ses habitans. Nous jugeâmes que le meilleur moyen était de nous rendre de nouveau à la place de Saint-Antoine, et d'inviter le

peuple rassemblé à attendre avec tranquillité des nouvelles de ce qui se passait dans l'intérieur du royaume, et les ordres de l'autorité.

« A peine le général Freyre eut commencé à parler qu'un cri effrayant et universel : *vive la constitution!* couvrit sa voix. A ces bruyantes acclamations se joignit aussitôt le bruit des cloches de la paroisse de cette même place. Il n'y eut plus qu'à céder au torrent : il fallut, pour calmer l'effervescence générale, promettre que le lendemain la constitution serait proclamée. La nuit fut consacrée à la joie; le peuple s'y livra avec transport. La ville fut illuminée, des groupes de musiciens parcouraient les rues; on n'entendait partout que *vive la constitution!* mais aucun excès n'eut lieu.

« Le meilleur ordre fut observé jusqu'au lendemain à onze heures, où le peuple accourut à la place de Saint-Antoine, pour jouir de la fête à laquelle chacun s'était promis d'assister, et qui était annoncée par le *Diario* du jour. Tout-à-coup se présente le bataillon des guides du général, qui fait une décharge sur la multitude. J'arrivais en ce moment avec Freyre, et nous nous épuisâmes en efforts pour *contenir l'ardeur* de la troupe : les citoyens se précipitaient dans les rues latérales pour se soustraire à la mort; mais on entendait tirer de tous côtés, et dans peu de minutes la troupe, s'étant généralement déclarée en *faveur du roi*, se répandit tumultueu-

sement dans les différens quartiers de la ville, et commit toutes les horreurs dont peut être capable une soldatesque sans frein, et sourde à la voix de ses chefs. Il y a eu de nombreuses victimes, beaucoup de vols et d'autres attentats contre les personnes et les propriétés.

« Le général Freyre courut au quartier-général pour donner des ordres et tâcher de rétablir la discipline; moi je me rendis à la Cortadura de Saint-Ferdinand, où ma présence ne fut pas inutile : car on y avait déjà fait courir le bruit que j'etais arrêté, et la troupe de la marine royale qui couvre ce poste était vivement agitée. Je rentrai chez moi pour prendre quelque nourriture, et aussitôt après je rejoignis le quartier-général, d'où sortirent successivement de nombreuses patrouilles commandées par des officiers chargés de rétablir le bon ordre, et de rallier les soldats qui s'abandonnaient à toute sorte d'excès. A cinq heures, la ville était à peu près tranquille; la nuit fut assez calme; et à onze heures je regagnai ma demeure. »

Les trois commissaires de l'armée nationale coururent les plus grands dangers, et ne rentrèrent qu'avec peine dans l'île de Léon. Voici le rapport qu'ils firent au général Quiroga qui les avait envoyés :

« Chargés par V. S., sur l'invitation de don Ma-

nuel Freyre, de nous rendre dans la place de Cadix, pour y prendre divers arrangemens, par suite de la proclamation de la constitution dans cette ville, nous nous mîmes en chemin accompagnés d'un capitaine, trois ordonnances d'artillerie légère et un trompette. Nous n'étions pas encore arrivés à Torregorda, que nous commencions à rencontrer des habitans de Cadix, qui, étant la plupart à pied, se transportaient en troupes à San-Fernando; les marques nationales qu'ils portaient, leurs acclamations affectueuses, tout annonçait la paix et la confraternité, et présageait le bon accueil des braves de notre armée que ces habitans déclaraient à haute voix être leurs libérateurs. Observateurs scrupuleux des lois de la guerre, nous crûmes devoir, malgré ces démonstrations, nous présenter comme parlementaires, et, à notre arrivée à la Cortadura, nous fîmes avancer le trompette pour sonner l'appel. Cela étant fait, on nous répondit par l'invitation d'entrer dans la place comme amis. A mesure que nous en approchions, nous vîmes augmenter le nombre de ceux qui nous attendaient avec impatience. Nous entrons dans la ville, et nous trouvons chez les habitans un enthousiasme difficile à peindre: l'un étendait sur le chemin son manteau pour nous faire passer dessus : l'autre nous arrêtait pour nous embrasser. Nous aurions été importunés de leurs caresses, si l'amour de nos concitoyens pouvait ja-

mais devenir une importunité. Du haut des balcons on nous jetait des fleurs ; de toutes parts retentissaient les cris de *vive la constitution, l'armée et ses chefs!*

« Nous arrivons ainsi chez le général Freyre, qui nous reçoit avec amitié, mais froidement, et nous exprime son désir que nous conservions nos positions, donnant pour prétexte que l'entrée de nos troupes dans la place pourrait causer des altercations et même des rixes sanglantes avec les troupes de son corps d'armée.

« L'un de nous ayant répliqué que les soldats de l'armée nationale étaient aussi modérés que braves, et qu'ils savaient observer la discipline, il repondit qu'il croyait que les soldats de son corps méritaient les mêmes éloges; mais il ne le croyait pas, puisqu'il manifestait de l'inquiétude, et le désir que nous retournassions au point d'où nous étions venus. Nous allions nous conformer à ce désir, quand nous entendîmes tout-à-coup des décharges de fusil, et que nous vîmes en même temps le peuple s'enfuir dans la maison du général, demandant à grands cris du secours contre les soldats qui faisaient feu. La réponse du général fut : « Soyez tranquilles, mes enfans, ce n'est rien, n'ayez pas peur. »

« Cependant le tumulte croissait, nous entendions les coups les plus près, et le général sortit en apparence pour faire cesser le désordre; mais il ne le

fit point; au contraire, il autorisa en quelque sorte, par sa présence, les horreurs qui suivirent immédiatement. La postérité entendra en frémissant les évènemens de Cadix, du 10 mars, encore plus affreux que ceux de Madrid, du 2 mai. Elle jugera cette bande de brigands, indignes du nom de soldats, qui assassinaient et pillaient un peuple innocent et sans défense, en invoquant le nom du roi, et associaient à l'idée de ce monarque celle de l'extermination de leurs compatriotes; elle caractérisera la conduite des chefs qui tolérèrent ces attentats horribles, et qui, en caressant les bourreaux, réservèrent leurs rigueurs pour les victimes; elle désignera enfin l'épithète que méritent les généraux Freyre et Campana, et le lieutenant du roi à Cadix, qui avaient invité leurs voisins à jurer et célébrer la constitution, et les rendirent témoins du meurtre et du pillage.

« Quand cette scène affreuse commença, nous songeâmes à nous retirer; ce qui nous fut conseillé par D. Manuel Freyre. Deux de nous montèrent au toit (plat) de sa maison, avec l'adjudant Silva, et de là nous passâmes sur d'autres toits, cherchant asile dans plusieurs maisons, et nous refugiant enfin dans une qui n'était pas très-éloignée. Un de nous qui était resté un peu en arrière fut séparé des autres, et se vit entre les mains des assassins, qui, par bonheur, ne le connurent pas, et se réfugia dans une glacière où il resta caché pendant plusieurs

heures; il en sortit enfin, et, après avoir passé au au milieu de ces scélérats qui occupaient toutes les rues de la ville, il se rendit aussitôt auprès des généraux Villavicencio et Campana; il rencontra le général Freyre dans la maison de ce dernier. Il réclama en vain les droits du caractère dont il était revêtu; on les lui contesta; on lui signifia qu'on ne pouvait lui accorder la protection des lois, attendu qu'en ce moment l'autorité n'était pas obéie. Il alla implorer le secours de quelques amis, puisque ses ennemis le lui refusaient; après une nuit cruelle, il se réunit dans la matinée du 11 à ses compagnons.

« Etant tous réunis, nous résolûmes de déclarer au gouvernement de Cadix, si l'on peut appeler cela un gouvernement, le lieu où nous nous trouvions, en réclamant énergiquement le traitement dû à des parlementaires. Pour toute réponse, on nous envoya un officier avec vingt soldats qui, l'un avec l'épée nue, et les autres avec l'arme au bras, pénétrèrent dans la maison où nous étions, et s'emparèrent de nous, comme ils se seraient emparés de bandits, etc. »

La suite de ce rapport raconte qu'ils furent transportés au fort Saint-Sébastien, qu'ils y restèrent prisonniers trois jours, et que ce ne fut qu'après avoir été abreuvés d'insultes, qu'ils purent quitter la ville pour retourner auprès de leurs frères d'armes dans l'île de Léon.

Ils terminent leur rapport par cette phrase : « En comparant la conduite des troupes de Cadix avec celle de l'armée que quelques personnes ont désignée sous le nom de factieuse et rebelle, on sentira mieux la justice de notre cause et la noblesse des moyens employés pour la défendre. »

Ce rapport compromet fortement le général Freyre, comme on peut le voir ; et si les circonstances qu'il raconte sont conformes à la vérité, on sera forcé de dire que cet officier supérieur ne parut accéder à la volonté du peuple que pour le tromper et l'égorger lâchement.

Le roi nomma le général O'Donojhu capitaine-général de l'Andalousie à la place du général Freyre, qui, dans les derniers temps, avait été élevé à cette dignité, lui ordonna de rechercher avec sévérité les auteurs des massacres de Cadix, et de rendre, jour par jour, au ministre de la guerre, compte des progrès de la procédure.

Les deux bataillons qui avaient tiré sur le peuple se tenaient enfermés dans leurs casernes ; il fallut les faire sortir de nuit pour les soustraire à la vengeance des citoyens qui voulaient les massacrer. Voici le rapport que fit, à cette occasion, don Pedro de la Puente, commissaire du roi, pour former une enquête sur l'affaire des officiers dénoncés et emprisonnés par le comte de l'Abisbal, à l'occasion du mouvement dont il fut le propagateur, et qu'il

réprima ensuite comme nous l'avons vu au commencement de ce second livre :

Au ministre secrétaire d'état du département de grâce et de justice.

« Excellence, on est parvenu à tirer de Cadix le bataillon des guides. Il vient de débarquer dans ce port ; on ne lui a pas permis d'entrer dans la ville ; il file, sans s'arrêter, sur Xerès où il y a d'autres troupes qui pourront le mettre à la raison. Le chef de l'état-major m'assure également que demain le bataillon de la Loyauté (la Lealtad) quitte Cadix, et ainsi de suite toute la garnison ; c'est-à-dire que cette ville désolée commence à respirer, et il sera possible d'y proclamer la constitution, le corps municipal n'ayant point osé le faire dans ces malheureuses circonstances.

« Je n'en insiste pas moins auprès de V. Ex. dans mes premières assertions : les deux hommes, qui actuellement encore exercent l'autorité dans Cadix, sont odieux à tous les habitans ; et tant que ceux-ci n'obtiendront pas la juste satisfaction de les voir s'éloigner de leur présence, tant qu'il ne sera pas donné les ordres les plus rigoureux pour rechercher les auteurs des horribles assassinats de la journée du 10, où le peuple seul est à l'abri de tout reproche, il restera dans Cadix un profond ressentiment. Cette

ville demandera toujours que justice soit faite, et certes la vindicte publique exige le châtiment solennel d'un attentat sans exemple, tel que celui dont il s'agit. C'est là le seul moyen d'adoucir les esprits ulcérés, et d'entretenir les sentimens de fidélité que les habitans professent encore et plus que jamais pour le juste gouvernement du roi.

« S. Exc. le général Freyre est parti ce matin pour Utrera; il va se réunir à la division que commandait le général Joseph O'Donnell, et à celle du général Cruz : son but est de savoir quels sont les motifs en vertu desquels le comte de l'Abisbal se présente à Cordoue, où l'on assure qu'il est arrivé avec quelques troupes.....

« Dans ce moment, je puis annoncer à votre excellence, par la voie ordinaire, qu'en effet le bataillon de la Loyauté est sorti aujourd'hui de Cadix, et que bientôt toute cette garnison sera entièrement renouvelée.

« Port-Sainte-Marie, 17 mars 1820.

« PEDRO DE LA PUENTE. »

Tandis que la soldatesque effréné massacrait à Cadix des citoyens paisibles, les mêmes excès menaçaient la ville de Xerès.

Le 10 mars, le régiment d'infanterie de Valençay s'était prononcé en faveur de la constitution. Quatre cents dragons du régiment du roi, autant de sapeurs, et un détachement de Soria, partagèrent d'abord cette heureuse disposition; mais bientôt ceux-ci reçurent des inspirations d'une autre nature. A l'entrée de la nuit, ils étaient en pleine révolte, et voulaient mettre le feu à la ville, égorger leurs propres officiers, marcher contre le bataillon de Valençay, etc., le tout en criant *vive le roi! à bas la constitution!*

La fermeté du colonel de Valençay, M. de Montalvo-Tabarès, et l'excellente discipline de son régiment, continrent les factieux et sauvèrent Xerès d'un malheur égal à celui dont Cadix était la victime, à peu près dans le même instant. Toute cette soldatesque, ivre de vin et de sang, abandonna la ville, et s'éparpilla en détachemens, qui, finalement, furent recueillis, grâce aux sages mesures que prirent les autorités.

La ville de Cadix, instruite de l'excellent esprit du régiment de Valençay, demanda qu'il fût mis en garnison dans ses murs, et lui envoya même des députés pour déterminer ses braves soldats qui le composaient, et qui avaient sauvé Xerès des horreurs du massacre et du pillage; ceux-ci furent obligés de quitter cette ville pendant la nuit, ainsi que le bataillon des guides et la loyauté avaient quitté Cadix,

mais par un motif bien différent; la ville de Xerès demandait avec instance qu'ils lui fussent laissés, et manifestaient l'intention de les retenir malgré leurs chefs et les demandes des habitans de Cadix.

Le régiment de Valençay entra à Cadix le 21 mars au milieu des acclamations les plus touchantes; on portait des palmes devant les soldats, les femmes les embrassaient, les hommes se jetaient au milieu des rangs, pour fraterniser avec eux, en élevant aux nues le nom du brave colonel qui les commandait, et qui appartenait à l'une des premières familles de Cadix; on n'entendait partout que les cris de *vive le roi! vive Valençay ! vive le colonel Montalvo et ses dignes officiers !*

Le régiment de Guadalaxara, animé du meilleur esprit, fut envoyé à Cadix pour en compléter la garnison, et fut reçu avec un plaisir véritable. Le régiment de Valençay adressa, par l'organe de son colonel, la proclamation suivante à ses concitoyens :

LE RÉGIMENT DE VALENÇAY A SES CONCITOYENS.

« Le temps est venu de parler à nos concitoyens le langage de la vérité. Le roi, lui-même, nous y autorise par son exemple. Imitons-le, suivons le monarque que les conseils de la sagesse et l'amour de son peuple conduisent à l'immortalité.

« Le code sacré qui assure notre bonheur a été juré le 10 du courant par le régiment que j'ai l'hon-

neur de commander. Il n'a fait que céder à ses vœux les plus chers. Nous n'avons pas craint de les faire connaître au milieu de l'hésitation d'une partie de nos frères d'armes. Je suis loin de croire qu'il y ait du mérite à remplir ses devoirs envers la patrie; et cependant la manifestation de ces vœux si justes et si naturels nous a valu, de la part des habitans de toutes les classes et de tout sexe, des éloges et un accueil qui nous pénètrent de la plus vive reconnaissance; nous n'avons pas été moins bien traités par les illustres guerriers qui se sont prononcés les premiers pour la bonne cause (l'armée de l'île de Léon). Nous n'oublierons pas l'expression touchante des sentimens des villes de Xerès et de Cadix à notre égard. Il serait difficile de bien exprimer ceux que nous éprouvons nous-mêmes; mais qu'il soit permis au colonel du régiment de Valençay, justement fier de commander un corps aussi distingué, d'assurer ici, au nom de tous les individus qui le composent, qu'ils seront à jamais les fidèles soutiens de la constitution, et du roi qui l'a jurée avec tant de sagesse et d'à-propos.

«*Signé,* MANUEL DE MONTALVO DE TABARÈS.»

Le jour même de l'arrivée de la nouvelle garnison, la constitution fut proclamée à Cadix. La ville prit un nouvel aspect, et sembla avoir oublié les scènes de désolation dont elle avait été le théâtre. Déjà les

troupes de l'escadre avaient, le 19 et le 20, reconnu et juré la constitution, et l'on pouvait avoir confiance en elles; cependant, pour ôter aux habitans la crainte de voir se renouveler les scènes du 10, le général Feraz, qui commandait, par *interim*, la place de Cadix, ne voulut pas qu'une seule patrouille se montrât dans les rues, il fit même rentrer la garde qui était à sa porte. Cette noble confiance ne fut pas trompée; pendant trois jours et trois nuits, le peuple se livra à l'ivresse de la joie et du vin, sans exciter le moindre désordre, et sans songer à insulter, d'aucune manière, plusieurs personnes soupçonnées fortement, et peut-être avec justice, de ne pas être étrangères aux malheurs dont la ville avait été le théâtre.

Le 25 mars, le peuple de Cadix crut devoir porter au pied du trône l'expression de ses sentimens; des députés furent nommés, et ils présentèrent au roi l'adresse suivante :

« Sire,

« Le corps municipal constitutionnel de Cadix, fidèle interprète des sentimens de tous les habitans de cette ville qui l'ont nommé, profitant du premier instant de calme après la tempête, aussitôt qu'il est entré en fonctions, et avant de se livrer à aucun autre soin, arrête unanimement, et par acclama-

tion, que des remercîmens respectueux seront adressés à V. M., à l'accasion du mémorable décret du 7 mars. V. M. vient de faire connaître à la nation qu'elle est décidée à jurer la constitution politique de la monarchie espagnole, sanctionnée dans cette ville par les cortès généraux et extraordinaires en 1812, parce que tel est le vœu général de son peuple.

« Sire, cette déclaration solennelle, dont l'histoire n'offre guères d'exemple, comblera de gloire le règne et la personne de V. M. Cette déclaration lui a réuni les cœurs de tous ses sujets; elle a fermé le cratère de la guerre civile qui était prête à dévorer la péninsule toute entière. Elle exercera une salutaire influence jusque sur les bords de l'Atlantique, et renouvellera les liens de fraternité avec les Espagnols d'outre-mer.

« V. M. s'élevera au plus haut dègré de puissance parmi les rois; ses peuples, répandus sur les quatre parties du monde, seront rendus au bonheur, et le pacte social, déjà presque dissous pendant les six années de la première captivité de V. M., et ensuite par des passions et des ressentimens que nous devons tous oublier, ce pacte de famille reprendra tous ses droits.

« La Providence suprême qui vient d'accorder à cette héroïque nation une protection aussi signalée, ainsi qu'à son auguste monarque, en lui inspirant

ce secret réparateur qui l'identifie avec son peuple, repoussera les efforts de quiconque tenterait de s'y opposer et de nous replonger dans le chaos dont nous venons de sortir miraculeusement. Elle conservera la vie précieuse de S. M. pour qu'elle puisse jouir et nous faire jouir de tous les biens que la constitution nous promet.

« Cadix, 25 mars 1820. »

Le roi reçut avec plaisir l'hommage des sentimens de la municipalité consitutionnelle de Cadix, et, ce qui excita particulièrement son attention, fut le silence généreux gardé sur les évènemens malheureux survenus le 10 mars et dont le souvenir était si récent. Cette délicate attention flatta infiniment le roi, dont le cœur eût été affligé par des tableaux désastreux. Cette adresse fut imprimée, par son ordre, dans la *Gazette* officielle.

Valence n'avait pas tardé à imiter l'exemple des autres villes d'Espagne. La constitution y avait été proclamée avec le plus grand appareil. Elio, poursuivi par l'exécration publique, avait plusieurs fois couru risque de la vie; enfermé dans la citadelle, sous la protection du nouveau gouverneur de Valence, il attend avec anxiété le sort qu'on lui prépare.

Nous avons vu dans le rapport que don Pedro de

la Puente qu'Odonnell s'était présenté à Cordoue avec quelques troupes; cet évènement, qui n'eut aucune suite, nous donne l'occasion de parler de ce personnage et de ses frères, qui, tous d'une origine étrangère, jouèrent un rôle dans les affaires d'Espagne.

MM. O'Donnell, d'origine irlandaise, sont quatre frères actuellement au service d'Espagne : Henri, comte de l'Abisbal, lieutenant-général; Joseph, maréchal-de-camp, employé dans l'armée de Freyre; Carlos, *id.*, attaché à l'état-major de la Vieille-Castille (il est à Valladolid, et ne s'est mêlé de rien); Alexandre, colonel avec l'Abisbal.

Joseph, après avoir peu brillé dans les dernières campagnes, se trouva compris parmi les prisonniers de guerre, lorsque le maréchal Suchet s'empara de Valence et de toute l'armée du général Blake. Il fut conduit à Vincennes avec d'autres officiers-généraux, Blake, la Roca, Lardizabal, tous de la même armée...... Il retourna en Espagne en 1814, commandait un corps de troupes, au camp de Saint-Roch, sous les ordres du général Freyre, et fut chargé de disperser la colonne de Riégo.

Alexandre, prisonnier de guerre à la Corogne en 1808, prit parti dans l'armée française, vint en France, et obtint d'être mis à la tête d'un bataillon d'Espagnols au service de Joseph, lequel bataillon fut envoyé d'abord à Dantzick, ensuite en Russie. Vers la fin de cette malheureuse campagne, ce ba-

taillon fut fait prisonnier; Alexandre O'Donnell, le plus ancien officier supérieur espagnol qui s'y trouvait, reçut le commandement de ce corps, qui fut organisé sous le nom de régiment Impérial-Alexandre, au service des alliés. Il revint en Espagne, à la tête de ce régiment; il ne fallut pas moins que le crédit de son frère Abisbal pour l'y maintenir, car on savait généralement qu'Alexandre O'Donnell avait embrassé tous les partis.

Le comte de l'Abisbal servait dans le régiment irlandais d'Ultonia pendant le siège de Girone, en 1809; il y acquit beaucoup de réputation et de gloire. Porté par les évènemens au commandement d'une armée en Catalogne, il fut souvent battu, mais donna, en diverses occasions, des preuves de courage et de fermeté. Il fit partie de la régence pendant les cortès extraordinaires, et s'empressa de se rallier à la cour, à l'arrivée de Ferdinand VII en 1814. Il commanda l'armée espagnole qui vint sous les murs de Bayonne en 1815. On connaît ses proclamations de cette époque.

Depuis, on aperçut dans ses actions et ses paroles un changement de principes. Les libéraux crurent pouvoir se fier à ses promesses, et l'on comptait sur sa coopération au moment où l'armée expéditionnaire, dont il était général en chef, était à la veille de s'embarquer dans le mois de juillet dernier. C'est alors qu'il trahit les projets de ses frères

d'armes, et qu'avec les régimens d'Amérique et de la Princesse, et son collègue et compatriote, le général Saarsfield, il fit cette fameuse incartade du port Sainte-Marie, à la suite de laquelle près de deux cents officiers furent dénoncés et incarcérés. Il vint à Madrid rendre compte de sa conduite, protesta de son zèle, mais il ne trouva personne disposé à y croire et perdit même le commandement de l'armée expéditionnaire, comme nous l'avons vu plus haut.

Au commencement de ce mois, quand les évènemens de l'île de Léon, l'expédition de Riego, et les mouvemens de la Galice annoncèrent que l'explosion allait être générale, le comte de l'Abisbal prit congé du roi pour se rendre dans la Catalogne, et s'offrit à calmer l'effervescence de cette province où son nom réveillerait des souvenirs.

A dix lieues de la capitale, en arrivant à Ocana, il rencontra son frère Alexandre, à la tête du régiment Impérial-Alexandre, et proclama sur-le-champ la constitution comme nous l'avons dit plus haut; il attira près de lui quelques détachemens épars dans les environs, s'empara d'un convoi d'argent et de munitions destiné pour l'Andalousie. Cette défection imprévue jeta le roi dans une consternation profonde. Le feu de l'insurrection éclatait pour ainsi dire sous ses yeux; S. M. n'avait point cru le danger imminent, tant que les mouvemens de l'Andalousie, et même

celui de Galice, avaient lieu à une grande distance de la capitale. Mais l'éclat de la démarche de l'Abisbal alarma le palais ; le roi se hâta de publier, à quelques heures d'intervalle, les trois décrets qui parurent du 4 au 7 du courant, et la révolution, dès ce dernier jour, fut légalisée et irrévocablement faite. Il est donc juste de regarder cet officier-général Irlandais comme la cause, accidentelle à la vérité, mais décisive, de la tournure précipitée de cette mémorable affaire.

On a de la peine à expliquer pourquoi M. le comte de l'Abisbal ne s'est pas empressé de se joindre franchement à ceux qui ont proclamé, avant ou après lui, le système constitutionnel : on ne conçoit pas mieux la sainte fureur que déploya son frère Joseph contre la colonne de Riego, qui ne voulait autre chose que ce même système constitutionnel. Tout ce qu'on pense de plus raisonnable, c'est que cette famille étrangère cherchait à se donner de l'importance et à se faire valoir dans cette occasion. L'Abisbal espérait traiter de puissance à puissance avec le gouvernement espagnol, supposant que, pressée de s'établir, la junte capitulerait avec lui ; car on aurait tort d'attribuer à un dévouement particulier à la cause royale absolue, qu'il a désertée au moment critique, l'hésitation qu'il mit à partager l'enthousiasme universel.

Les espérances ambitieuses du comte de l'Abisbal furent promptement déchues. Sa tergiversation, et

la duplicité qu'on crut remarquer dans sa conduite, éloignèrent de lui tous les partis. Il vint à Madrid, où il se donna pour un des plus ardens admirateurs de la constitution. Dans un manifeste qu'il publia pour justifier la conduite qu'il avait tenue en juillet 1819, il avança que, lors de l'insurrection du camp de la Victoire, il avait remarqué que le projet des patriotes, dont il partageait d'ailleurs les sentimens, était mal raisonné, et devait infailliblement échouer; que dans cette circonstance, et pour épargner à ceux qui l'avait conçu des punitions plus vives, il les avait arrêtés lui-même et traités avec douceur, de crainte qu'un autre général ne le prévînt et ne les livrât aux tribunaux. Comme il vit que cette explication ne satisfaisait personne, il publia un second manifeste qui ne produisit pas plus d'effet que le premier.

Pour se réhabiliter dans l'opinion publique, il s'approcha des constitutionnels les plus prononcés, qui avaient formé un club patriotique au café Lorenzini; il en fut accueilli froidement : les discours qu'il prononça furent écoutés avec défaveur, et tout annonce à l'homme qui a voulu jouer un rôle et être un personnage, qu'il va tomber dans l'obscurité et l'oubli qui attendent les personnages qui n'ont ni opinion ni couleurs prononcées, et probablement le même sort attend ses trois frères.

Les généraux de l'armée nationale crurent devoir

exposer au roi les motifs qui les avaient dirigés jusqu'alors. Ils députèrent de San-Fernando les lieutenans-colonels don F. Infantès et don E. San-Miguel, à qui ils remirent deux dépêches pour le roi et pour la junte provisoire. Admis à l'audience de S. M., le lieutenant-colonel San-Miguel lui adressa les paroles suivantes :

« SIRE,

« Nous avons l'honneur de présenter à V. M. l'hommage des sentimens d'amour et de fidélité envers la patrie et le roi constitutionnel, qui animent la junte gubernative de Saint-Ferdinand, et les dignes chefs qui, les premiers, se sont prononcés en faveur de cette sainte cause. Les preuves qu'ils en ont données sont publiques, et ces dépêches contiennent l'exposé des motifs de leur conduite militaire et politique, depuis le 1er janvier jusqu'à ce jour. »

Le roi reçut les dépêches et répondit à la députation avec la plus grande affabilité. Quiroga félicitait le roi, avec une franchise et une dignité vraiment espagnoles, d'avoir volontairement adopté le code des libertés nationales. Ferdinand reçut ces félicitations avec un véritable plaisir et les regarda comme une récompense flatteuse de tout ce qu'il avait fait pour le peuple.

Le lendemain, le 2me régiment des gardes donna un banquet magnifique; les officiers, envoyés de

l'île de Léon, y furent admis avec les plus grands honneurs; toutes les autorités civiles et militaires y furent invitées, et plus de trois cents convives, animés des mêmes sentimens, firent retentir les airs de chants patriotiques. Des toasts furent portés au roi restaurateur de la liberté espagnole, à la constitution, à la liberté, à l'armée nationale, à ses respectables chefs. Cette fête, remarquable par le bon esprit et le patriotisme de ceux qui y assistèrent, se prolongea jusqu'au milieu de la nuit, et tous les convives se retirèrent remplis de satisfaction et de plaisir.

Des réunions patriotiques se formaient de toute part; nous avons déjà parlé de celle du café Lorenzini; toutes les matières administratives et politiques y étaient traitées; quiconque avait une vue sage ou un projet utile à proposer pouvait demander la parole et monter à la tribune. Ces assemblées que l'on a calomniées dans des pays voisins, respectèrent toujours les convenances les plus sévères, propagèrent le feu du patriotisme, et en même temps l'amour que l'on devait au roi constitutionnel qui régnait sur l'Espagne.

Ferdinand jouissait enfin du bonheur de commander à un peuple libre, et recevait tous les jours de ses sujets des témoignages de reconnaissance et d'amour; il n'était plus pour ses peuples un objet d'épouvante et de terreur; les ministres insolens, qui s'étaient placés entre eux et lui, avaient été

chassés, et Ferdinand, livré aux conseils de son cœur, travaillait sans relâche à assurer le bonheur de la nation espagnole.

Quiroga, Riego, Arco Aguerro, chef d'état-major de l'armée nationale, Lopès Bannos et O'Dolli furent élevés au grade de maréchaux-de-camp. Dans une lettre pleine de respect et de modestie, ces braves officiers, craignant qu'on ne les accusât d'avoir pensé à leur avancement plus qu'au bonheur de leur patrie, supplièrent le roi de vouloir bien les laisser dans les grades qu'ils avaient occupés jusqu'alors. Ferdinand applaudit à leur délicatesse, mais n'en voulut pas moins être obéi.

Peu de temps après, le roi d'Espagne déclara qu'il voulait être le premier soldat de son royaume, il choisit un état-major pour être attaché à sa personne, et prit pour le composer ceux des généraux qui s'étaient montrés les plus dévoués partisans du système constitutionnel. On cita dans les temps les lieutenans-généraux Ballesteros et Campoverdè, le brigadier des armées comte d'Almodovar, et les maréchaux-de-camp Quiroga, Arco Aguerro, Riego et Lopès Bannos. O'Dolli avait été nommé gouverneur du camp de Saint-Roch.

Qui croirait qu'au milieu d'un concours aussi général et aussi unanime, que, malgré l'accord de la nation et du roi, il se trouverait des opposans à l'ordre de choses que l'on voulait établir ? Une mi-

sérable conspiration, formée par des gens sans influence et sans crédit, fut cependant découverte à Madrid; voici ce qu'un journal espagnol en raconte :

« Nous n'avons pas voulu parler à nos lecteurs de la prétendue conspiration découverte et dissipée en même temps mardi dernier, jusqu'à ce que des données certaines nous aient mis à même d'en parler exactement. Le résultat de nos premières informations nous a prouvé que ce complot ridicule était l'ouvrage des gens dont l'ignorance, le dénûment et la nullité ne pouvaient exciter que le mépris. Deux moines, un commissaire des guerres, très-connu par son incapacité absolue et son habitude de servir la basse-police, un individu des anciens guérillas, un pauvre bénéficier de l'église de Burgos, tels étaient les conspirateurs. Ils se déguisaient avec peu d'adresse pour courir à un lieu de rassemblement, discuter leur projet chimérique, lire des proclamations forgées par eux-mêmes, et préparer leurs opérations ultérieures. Le rendez-vous de ces burlesques Catilinas n'était point dans un endroit déterminé; c'était, suivant les circonstances, tantôt dans la cellule de R. P. commandeur de la Merci, tantôt sur le pont de Tolède, et le plus souvent à la porte même de Sol (place publique de Madrid.)

« Si le choix de ces points de réunion n'était pas très-bien combiné, leurs moyens pour s'attacher quelques soldats de la garnison ne l'étaient pas da-

vantage. Ils causaient ouvertement et sans précaution avec ces soldats, là où ils les rencontraient; ils les entretenaient de leur plan, sans s'être assurés en aucune manière de la confiance où de l'opinion de leurs prosélites, leur offraient des monts d'or, et leur donnaient vingt sous ou même cinquante sous à compte des trésors promis, en les engageant à faire des recrues. Les sommes ainsi distribuées s'élevèrent à peu près à 150 ou 200 fr.; et c'est avec ces ressources que ces bonnes gens espéraient bouleverser le système constitutionnel!

« Depuis plusieurs jours le gouvernement était parfaitement instruit, et les soldats qu'ils avaient cherché à séduire avaient été les premiers à les dénoncer à l'autorité. M. Baranda, alcade constitutionnel de la ville, était chargé de surveiller leurs conciliabules. Ce magistrat remit bientôt le dossier à M. Moscoso, et celui-ci, au bout de peu de temps, au capitaine-général. Les conjurés soupçonnèrent qu'ils étaient découverts : le R. P. de la Merci enjoignit à ses religieux de ne plus parler politique, parce que le juge Moscoso était chargé de faire une enquête sur leurs opinions. Qui avait donc averti le révérend père? comment a-t-il eu le temps de brûler ses papiers et de donner l'éveil à ses complices? Nous saurons tout cela positivement par la publication d'une procédure accessoire, qui a été instruite, indépendamment de la procédure géné-

rale, et dont l'objet est de découvrir le faux espion auquel est dû cet avis charitable.

« En attendant, le père Gil, le père commandeur et le bénéficier de Burgos sont arrêtés dans la prison ecclésiastique de la couronne, et le commissaire des guerres, ainsi que le guerrillero, sont logés dans celle de Corte. La brûlure de certains papiers est un fait constant; mais comme le prévenu déclare qu'il avait seulement jeté au feu un morceau de la natte de paille qu'il a dans sa cellule, ce qui a produit la cendre qu'on y a trouvée, il faut suspendre tout jugement, et ne pas s'exposer à calomnier les intentions de sa révérence. On pense que les autres complices seront coupables de crimes de même importance. »

Cette méprisable tentative, qui ne pouvait aboutir à rien, ne causa pas la moindre inquiétude à Madrid; la nation espagnole, d'accord avec son roi, n'en marcha pas moins d'un pas rapide, et sûr vers la régénération politique. Le roi ordonna que, pour la satisfaction générale, on insérât, dans la *Gazette ministérielle*, les sermens prêtés à la constitution espagnole par les secrétaires des ministres, les armées, la marine, les tribunaux, les autorités militaires, civiles, ecclésiastiques, et par toutes les corporatious.

Le 17 avril, le maréchal-de-camp Arco Aguerro, chef d'état-major et député de l'armée de l'île de

Léon auprès de S. M., descendit à l'hôtel de Malte, où l'attendaient quelques personnes. La nouvelle de son arrivée se répandit aussitôt dans Madrid. Deux heures s'étaient à peine écoulées, qu'une immense multitude assiégeait l'hôtel et les rues adjacentes. On demandait à grands cris que le général parût au balcon. Il fut contraint de céder. Une calèche élégante fut amenée devant sa porte; nouvelles instances pour qu'il s'en servît sur-le-champ et se montrât dans les rues. Il pleuvait des fenêtres des couronnes de fleurs et de lauriers. La calèche était chargée de palmes et ornée de drapeaux aux deux couleurs. Après avoir ainsi parcouru la ville au milieu des applaudissemens de tout le peuple, M. Arco-Aguerro fut reconduit à son hôtel au bruit d'une musique guerrière, et assista à un magnifique souper que lui avait fait préparer ses nombreux amis.

Le lendemain, l'envoyé de l'île de Léon fit son entrée publique par la porte d'Atocha, et se rendit au palais du roi, toujours environné d'une foule inconcevable de spectateurs qui ne cessaient de lui prodiguer des marques du plus vif intérêt.

Les adresses que cet officier présenta au roi et qui expriment, l'une les sentimens de l'armée constitutionnelle, l'autre le noble refus que font les principaux chefs du grade de maréchal-de-camp qui leur a été conféré, réunirent tous les suffrages. Voici

le discours qu'il prononça à Sa Majesté en les lui présentant :

« Sire,

« V. M. identifie son bonheur avec celui de la patrie ; tels furent nos vœux les plus ardens. Chargé de vous présenter l'hommage du respect et de l'amour de mes compagnons d'armes, je ne saurais trouver des expressions assez énergiques pour féliciter dignement le père du peuple, et lui témoigner combien nous désirons la stabilité de son gouvernement. Sire, sans lois il n'y a point de patrie ; nous aimons la nôtre de toute notre âme. V. M. peut être certaine qu'elle a juré notre bonheur en promettant de régner constitutionnellement. Elle trouvera dans cette partie de l'armée nationale, qui s'est prononcée la première en faveur de ses concitoyens et de la véritable gloire du monarque, des Espagnols toujours prêts à sacrifier leur vie pour ces grands intérêts, désormais inséparables par la libre et franche adhésion de V. M. au pacte social qui assure notre bonheur commun.

« Sire, je ne suis point autorisé à être l'interprête des sentimens du reste des troupes de l'armée réunie d'Andalousie ; mais j'ose dire à V. M. que tous les chefs, officiers, sergens et soldats sont de vrais Espagnols ; qu'ils seront fidèles au roi et à la

patrie. De légères nuances d'opinions pourraient-elles obscurcir l'évidence des bons principes et balancer les avantages immenses que l'Espagne doit se promettre de leur application ? »

Le roi écouta ce discours avec la plus vive émotion. Le général Arco-Aguerro fut admis sur-le-champ à complimenter également la reine.

En conséquence des deux adresses précitées, le ministre de la guerre fut chargé de témoigner aux chefs de l'armée de l'île de Léon tout l'intérêt qu'ils inspirent, et ils les engagea à conserver les emplois que leur a déférés le prince, comme une récompense due à leurs vertus patriotiques et militaires, ainsi que nous le disons plus haut.

Après avoir fait jouir les sujets européens des bienfaits de la liberté constitutionnelle, le roi d'Espagne tourna les yeux du côté de l'Amérique, où, depuis douze ans, on combattait pour le triomphe des principes qu'il venait d'adopter et de proclamer lui-même. Il adressa en conséquence la proclamation suivante à ses sujets Américains :

Le roi, aux habitans d'outre-mer.

Espagnols Américains !

« Lorsqu'en 1814 je vous annonçai mon retour dans la capitale de l'empire espagnol, une déplorable fatalité amena le rétablissement d'institutions que leur

ancienneté et l'habitude firent regarder comme supérieures à d'autres plus anciennes encore, mais méconnues alors et qualifiées de nuisibles, parce qu'elles étaient reproduites sous une nouvelle forme.

« La triste expérience de six années, pendant lesquelles les maux de toute espèce se sont accumulés par les mêmes moyens dont on attendait le bonheur, le cri général du peuple des deux hémisphères, et ses démonstrations énergiques, portèrent enfin dans mon âme la conviction qu'il était nécessaire de rétrograder dans le chemin que j'avais suivi d'une manière aussi imprudente. Reconnaissant le vœu général de la nation que son élan patriotique porte à s'élever, sur la scène du monde, à la hauteur à laquelle elle doit figurer parmi les autres nations, j'ai adhéré à ses sentimens, et je me suis identifié sincèrement et de cœur avec ses plus chers désirs, en adoptant, reconnaissant et jurant, ainsi que je l'ai fait spontanément, la constitution rédigée à Cadix par les cortès généraux et extraordinaires, et promulguée le 19 mars 1812.

« Rien dans cet heureux évènement n'est capable de troubler ma satisfaction si ce n'est l'idée de l'avoir retardé; la joie universelle qui le solennise pourra seule affaiblir ce désagréable souvenir. La générosité héroïque du peuple, qui sait que les erreurs ne sont pas des crimes, fera oublier bientôt

les causes de tous les maux passés. Les Espagnols présentent aujourd'hui à l'Europe un spectacle admirable, premier fruit de son système contitutionnel, qui fixe les devoirs réciproques entre la nation et le trône.

« L'état qui se trouvait vacillant s'est consolidé sur les bases inébranlables de la liberté et du crédit public; les nouvelles institutions prendront la plus grande consistance, et présenteront des résultats favorables et permanens; on ne verra plus dans les mesures du gouvernement cette instabilité et cette incertitude qui égaraient l'opinion, et qui entretenaient le désir des nouveautés; la science de la politique et ses combinaisons avec le système des forces de terre et de mer que la nation décrétera, et que l'art saura mettre en mouvement lorsque les circonstances l'exigeront, inspireront à tous le respect et la considération qu'elle avait perdus.

« Une nouvelle lumière luit pour le grand hémisphère espagnol; à son éclat, il est impossible que chacun ne se sente pas animé du feu sacré de l'amour de la patrie. Je me félicite d'être le premier à ressentir cette douce et généreuse émotion; je suis heureux de vous l'annoncer et de vous exhorter à vous empresser de jouir d'un bonheur aussi inappréciable en recevant et jurant cette constitution qui a été faite par vous et pour votre félicité. Je vous assure qu'il ne m'a coûté aucun sacrifice pour la

jurer moi-même, lorsque j'ai eu acquis la conviction que cette loi fondamentale ferait votre bonheur, et quand même le sacrifice le plus grand aurait été nécessaire, je l'aurais fait également, persuadé que l'honneur de la majesté royale n'est jamais compromis par ce que l'on fait pour le bien public.

« Américains, vous qui vous êtes égarés des sentiers du bonheur, vous avez déjà ce que vous cherchiez depuis long-temps au prix de sacrifices immenses, de peines inouies, de guerres sanglantes, d'une horrible dévastation et de l'extermination la plus affreuse. Votre douloureuse scission n'a produit pour vous que des larmes, de terribles leçons, des troubles, des haines, des partis acharnés, la famine, l'incendie, la désolation, et des horreurs qui font frémir; il suffira, pour épouvanter les générations à venir, de leur retracer l'esquisse de vos malheurs actuels.

« Qu'attendez-vous? écoutez la tendre voix de votre roi, de votre père. Faites cesser les alarmes qui vous dévorent et la haine qui vous anime, avec les circonstances qui les ont fait naître; qu'elles fassent place à des sentimens affectueux et généreux. Que la vengeance ne soit plus regardée par vous comme une vertu, ni la haine comme un devoir.

« Les deux hémisphères, faits pour s'estimer, n'ont qu'à s'entendre pour rester éternellement des

amis inséparables et se protéger réciproquement au lieu de chercher des occasions de se nuire. Il n'est pas possible que de véritables frères qui parlent la même langue, qui professent une même religion, gouvernés par les mêmes lois, ayant les mêmes mœurs, doués des mêmes vertus, de ces vertus enfantées par la bravoure, la générosité et l'élévation de l'âme, puissent rester long-temps ennemis.

« Que les relations que, pendant trois siècles de travaux et de sacrifices, ont formées, avec la métropole nos aïeux, les enfans chéris de la victoire, soient rétablies; que celles que les lumières du siècle et la nature d'un gouvernement représentatif réclament, soient également remises en vigueur. Déposez vos armes, et que la guerre cruelle, dont les évènemens funestes seront tracés par l'histoire en caractères de sang, soit étouffée !

« Ce n'est pas les armes à la main que l'on termine et que l'on arrange les affaires d'une même famille; oui, déposons les armes pour éviter le désespoir et le danger de nous opprimer et de nous abhorer. Tel est le vœu de toute la nation, la nation me procurera tous les moyens de triompher des obstacles survenus pendant nos dernières calamités publiques. Nous avons adopté un système plus étendu dans ses principes et plus conforme à celui que vous avez déployé vous-mêmes. Que votre caractère distinctif soit d'observer réciproquement

une conduite loyale et franche, en réprouvant les maximes et les conseils de cette politique sombre et tortueuse dont la fortune aveugle a pu favoriser un moment les fausses combinaisons.

« La métropole nous en donne l'exemple : suivez cet exemple, Américains ; votre bonheur présent et à venir en dépend. Donnez à la mère-patrie un jour de félicité dans un siècle aussi fécond en évènemens malheureux. Que l'amour de l'ordre et du bien public réunisse les volontés, et rende les opinions uniformes.

« Les cortès, dont le nom seul retrace à la mémoire des évènemens prodigieux pour tous les Espagnols, vont se rassembler ; vos frères de la péninsule attendent avec impatience, et, les bras ouverts, les députés que vous enverrez, pour coopérer avec eux, et d'égal à égal, sur le remède à apporter aux maux de la patrie, surtout aux vôtres. La sûreté de leurs personnes a pour garant l'honneur national, et ce code tant désiré, que j'ai juré à la face de l'univers, et que j'observerai religieusement.

« Les pères de la patrie, les élus du peuple réunis, sauveront l'état, et fixeront pour toujours les destinées des deux mondes ; pour les récompenser de leur sublime sagesse, leurs contemporains tresseront la couronne immortelle que la postérité reconnaissante leur présentera un jour. Que de biens,

que de bonheur résulteront de cette union! Le commerce, l'agriculture, l'industrie, les sciences et les arts se fixeront avec éclat dans notre pays fortuné, qu'à juste titre on regarde comme la plus grande merveille de la nature, et à l'abri d'une paix durable, fruit précieux de la concorde, que la justice réclame incessamment et que la politique conseille, et d'un gouvernement constitutionnel, commun à tous, qui ne peut plus être injuste ni arbitraire, vous vous éleverez au plus haut degré de prospérité que les hommes puissent connaître.

« Mais si vous repoussez les sages avis qui partent du plus profond de mon cœur, si vous négligez de prendre et de serrer la main franche et amicale que vous présente affectueusement la patrie, cette patrie qui donna l'existence à plusieurs des auteurs de vos jours, dont les conseils, dans une semblable circonstance, ne seraient point douteux, redoutez tous les maux qu'entraînent les fureurs d'une guerre civile, les désordres et les agitations auxquels sont exposés les gouvernemens illégitimes, les funestes conséquences de la séduction de la part d'hommes ambitieux qui ne fomentent l'anarchie que pour arracher et saisir le sceptre du monde, les rapines, les vols et la cupidité insatiable d'aventuriers inconnus, les dangers de l'influence étrangère qui épie l'occasion d'allumer les brandons de la discorde, d'égarer l'opinion, qui divise pour régner et règne

pour assouvir la soif des richesses. Craignez enfin toutes les horreurs et les convulsions que produisent les crises violentes des états lorsque, dans l'exaltation des passions, les systèmes politiques se développent sans prudence, et que le fanatisme domine seul.

« C'est alors que vous éprouveriez les plus terribles effets de l'indignation qui saisirait le peuple espagnol à la vue de l'offense faite à son gouvernement, à ce gouvernement déjà fort et puissant, parce qu'il s'appuie sur le peuple qu'il dirige, et qu'il marche d'accord avec ses principes. Ah ! puisse le moment fatal d'une obstination inconsidérée n'arriver jamais ! non, jamais ! afin que je ne sois pas réduit à la douleur de cesser un seul instant de m'appeler votre tendre père.

« Ferdinand. »

Malgré le noble aveu que fait le roi d'Espagne de *son imprudence*, malgré tout ce que le nouveau régime adopté promet de bonheur aux colonies américaines, malgré tout ce qu'elles ont pu conserver de vénération et d'amour pour la mère-patrie, il est douteux qu'elles se réunissent à elle, et consentent à descendre du rang de puissance indépendante auquel elles se sont élevées ; il n'est pas à présumer qu'elles se décident à sacrifier le prix de dix ans de combats et de travaux pour se replacer volontaire-

ment sous un joug qui, quelque léger qu'il puisse être, n'en pèsera pas moins sur leurs têtes. Les colonies espagnoles sont d'ailleurs parvenues à ce point que, si elles n'avaient pas échappé au pouvoir de la métropole, au commencement de ce siècle-ci, quelques années plus tard elles auraient publié leur indépendance; elles ont atteint leur majorité, elles ont la connaissance et le sentiment de leurs forces, et le désir de jouir de leur liberté les travaille depuis long-temps.

Qu'on me permette ici quelques réflexions sur le système de colonisation des anciens peuples et sur celui adopté par les nations modernes, j'espère démontrer que toutes les colonies européennes établies sur les mêmes bases doivent nécessairement périr ou échapper à la métropole, à la fin d'un temps plus ou moins long.

Les nations anciennes ont souvent envoyé des peuplades tirées de leur sein, pour habiter des villes et cultiver des terres, que la guerre ou d'autres fléaux avaient dépeuplées; la colonie, composée presqu'en entier de cultivateurs et de bergers, emmenait ses troupeaux, emportait ses outils d'agriculture et s'établissait presque sans frais dans les pays qu'on lui abandonnait. La ville nouvelle recevait ses principaux magistrats de la métropole, jusqu'à ce qu'elle eût produit des hommes assez éclairés pour l'administrer et la conduire, et du

reste n'était chargée d'aucun joug plus pesant que les autres villes de l'empire; elle pouvait exercer son industrie sur tous les sujets qui la pouvaient exciter sans que la métropole y apportât d'obstacle; elle pouvait demander à son sol tous les produits que le travail des hommes y pouvait faire naître, sans que de tyranniques prohibitions vinssent entraver ou ruiner ses cultures. La colonie conservait pour sa métropole un attachement tendre et respectueux, se nommait sa fille et l'appelait sa mère, mais du reste jouissait de tous les droits d'une fille émancipée ou majeure, et sa mère, loin de concevoir de l'ombrage de sa prospérité, la voyait avec plaisir et y applaudissait avec orgueil : l'égalité était telle, que, si dans une guerre intérieure la colonie prenait parti contre sa métropole, elle n'était pas traitée plus sévèrement que les autres villes, et ses attaques n'étaient point réputées parricides et sacrilèges.

Les peuples modernes n'ont jamais considéré les colons que comme des hommes envoyés au loin, pour travailler, sans relâche et sans fruit pour eux, aux plaisirs ou au luxe de la métropole. Les colons, composés de gens qui n'avaient aucune possession dans leur patrie, incapables de pourvoir aux frais de leur déplacement, de leur transport et de leur établissement dans un autre monde, ont dû demander des avances à leur gouvernement et se sont placés, par là, dans la servitude la plus dure et la plus humiliante.

La métropole, peu jalouse de la prospérité de ses colons éloignés, ne pensa qu'à les tenir sous son joug et dans les liens de la prohibition la plus tyrannique; elle se prévalut de quelques secours toujours insuffisans et toujours tardifs, pour leur défendre de tirer de leur sol tel ou tel produit qu'il ne demandait qu'à fournir, mais qu'elle voulait leur vendre à un prix qu'elle fixait elle-même; elle leur défendit de vendre à d'autres qu'à elles les productions de leur territoire, et se réserva de fixer ellemême le prix de leur sang et de leurs sueurs; elle leur défendit de fabriquer tel ou tel objet, parce qu'elle avait des fabriques qu'elle voulait faire prospérer aux dépens de ses colonies. La métropole envoyait au delà des mers une foule de fonctionnaires, qui, se regardant sur une terre d'exil, ne se refusaient à aucune vexation, à aucune mesure désastreuse pour faire une fortune qu'ils transportaient ensuite dans leur patrie; et, quand les cris de leurs victimes les suivaient en Europe, ils étaient appelés séditieux, et étaient réprimés et punis.

Voilà à peu de chose près le système que les peuples modernes ont constamment suivi pour l'établissement de leurs colonies d'outre-mer. Les colonies à force de travail, de patience et de courage, parvenaient à un certain degré de prospérité, et en apercevaient un autre qu'elles désespéraient d'atteindre sous le régime que l'on suivait avec elles; ce degré

lointain devenait le but de leurs efforts; en jetant les yeux autour d'elles, en mesurant leurs forces, elles s'indignaient des fers qui comprimaient leurs bras et leur génie, et le premier signal était pour elles le signal de l'indépendance et de la liberté.

Les Européens auraient dû, en envoyant des colonies dans les plages américaines, beaucoup plus s'occuper d'elles, et beaucoup moins s'occuper d'eux. En laissant à leurs compatriotes expatriés la liberté de tirer, comme ils l'entendraient, parti de leurs bras et de leur industrie, en se bornant à les aider de leurs conseils et de leurs secours, ils eussent fait une action vraiment philantropique et méritoire. Les colons, attachés par les liens de l'habitude et de la reconnaissance, eussent toujours tourné leurs yeux d'un côté de la mère-patrie, et des champs incultes qu'ils défrichaient, ils lui eussent toujours adressé leurs voeux et conservé leur amour. Dans tous les genres de négoce, leurs compatriotes eussent toujours obtenu une préférence d'autant plus flatteuse qu'elle eût été libre et volontaire.

On n'a pas jugé à propos d'en agir de cette manière; aussi les colonies européennes ont-elles toujours regardé la métropole qui les a fondées plutôt comme une marâtre que comme une mère, et aussitôt qu'elles l'ont pu, elles ont brisé les liens qui l'attachaient à elle. Ainsi l'ont fait les Anglo-Amé-

ricains, ainsi le font les Américains espagnols, ainsi le fera toute colonie qui trouvera dans son territoire ou dans son industrie les ressources qui lui sont nécessaires, et que le besoin ne rendra pas éternellement dépendante de sa métropole.

Les Américains espagnols ne sont point dans ce cas. Possesseurs des mines d'or qu'ils ont si long-temps exploitées pour leurs maîtres, répandus sur un sol qui peut se prêter à toutes les cultures, ils recevront bientôt parmi eux une foule d'Européens industrieux, qui languissent dans leur patrie et qui leur porteront les arts et les sciences de l'Ancien-Monde. Déjà en état de pourvoir à leurs principaux besoins, ils seront bientôt assez avancés pour satisfaire à tous les autres, et d'après ces données nous pouvons hardiment juger la question que nous avons laissée plus haut indécise, et dire que les Américains espagnols, quel que soit le gouvernement des provinces européennes, quelles que soient les propositions qu'on leur fera, ne traiteront avec l'Espagne qu'autant qu'elle consentira à les reconnaître comme formant une puissance indépendante.

Le gouvernement espagnol ne compte pas tellement sur la proclamation du roi, qu'elle ne croie nécessaire de l'appuyer par l'appareil d'une force militaire. On parle d'une escadre prête à mettre à la voile, chargée de troupes de débarquement, et destinée pour l'Amérique. La guerre va-t-elle

encore ensanglanter le Nouveau-Monde, et les Américains n'ont-ils pas payé assez cher leur liberté?

Notre carrière est terminée; nous avons vu l'Espagne s'élever par ses propres forces au rang des peuples libres; nous avons vu les amis de la liberté récompensés de leur amour et de leurs travaux pour elle; les généraux des armées nationales, applaudis par le roi, environner sa personne. Mina, nommé capitaine-général de la Navarre, gouverne, sous l'autorité du roi constitutionnel, les pays que la valeur illustra si long-temps; Quiroga, nommé gouverneur de Cadix, y propage les principes constitutionnels qui rendirent cette ville si chère à tous les vrais espagnols. Le calme le plus profond règne dans toute la péninsule; et, quoique l'on ait parlé de divisions survenues entre les autorités municipales de Pampelune et le capitaine général Mina, il ne peut exister entre ces pouvoirs qu'une légère mésintelligence, que l'intérêt général et l'amour de la patrie étoufferont bientôt. La liberté individuelle est respectée, la presse est indépendante, les exilés sont rentrés, les captifs sont rendus à leurs familles; la nation espagnole, ivre de joie, pleine d'amour pour son roi, attend avec impatience la réunion des cortès, convoqués pour le 9 juillet prochain, qui doivent asseoir sur des bases éternelles et immuables l'édifice de son bonheur.

FIN.

